

# MARINE & Océans



## DANS LE SECRET DE L'OPÉRATION FRANÇAISE

70 pages exceptionnelles de témoignages et d'analyses



### GÉOPOLITIQUE

**Australie**  
Clairvoyance et ambition



### ÉCONOMIE

**Les promesses de l'espace maritime français**



### DÉCOUVERTE

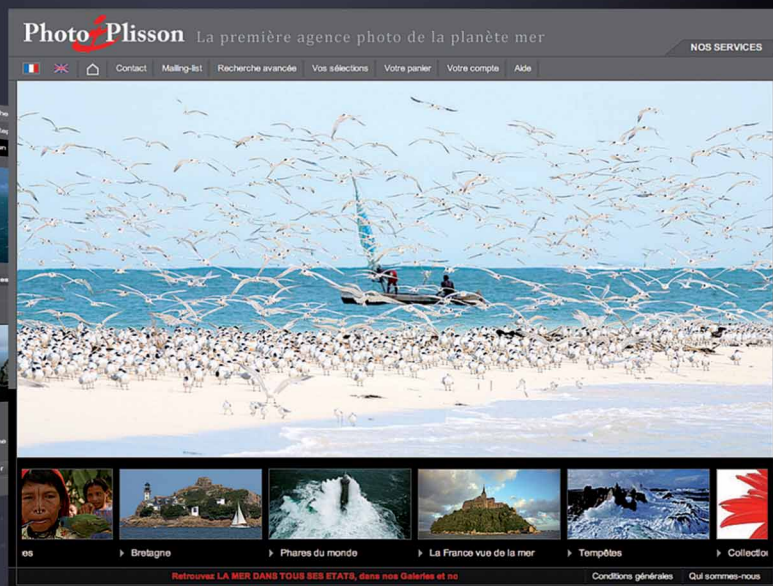
**Sainte-Hélène**  
Une île en exil

R 92100 - 233 - F: 8,00€  
Octobre/Novembre/Décembre 2011

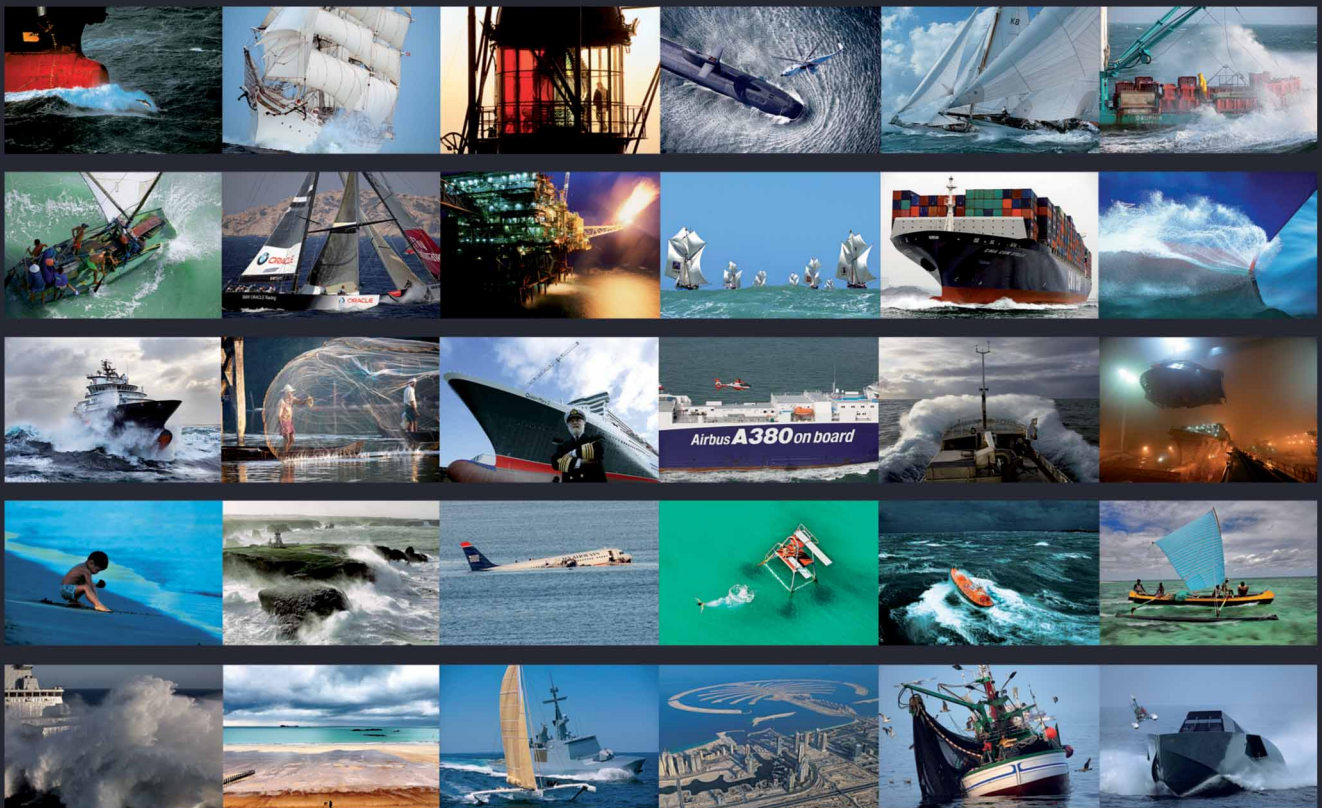


# NOUVEAU SITE !

UNE MEILLEURE NAVIGATION POUR ENCORE PLUS D'ÉMOTION



► LA PREMIÈRE AGENCE PHOTO DE LA PLANÈTE MER !



**Photo Plisson**  
www.photo.plisson.com

photo@plisson.com - Tél. 02 97 30 10 36 - Pêcheur d'Images Production BP 85 - 56470 La Trinité-sur-Mer



**Couverture**  
Hélicoptère français du Groupement aéromobile en vol au-dessus de la Méditerranée pendant l'opération Harmattan.  
(Photos : adjutant Roiné/ECPAD, US Navy, Philip Plisson et Thomas Goidque).

**Marine & Océans, revue trimestrielle, est éditée par l'Association des Officiers de réserve de la Marine nationale**

15, rue de Laborde - CC12  
75398 Paris Cedex 08  
Tél. : 01 53 42 80 39  
Fax : 01 53 42 86 74  
e-mail : siege@acoram.fr  
site internet : www.acoram.fr  
CCP : n° 1042 84 H Paris

**DIRECTEUR GÉRANT**  
Gérald Bonnier - CV (H)

**RÉDACTION**  
Tél. : 01 53 42 80 23  
Fax : 01 53 42 86 74  
e-mail : revue-marine@acoram.fr

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Bertrand de Lesquen - CF (R)  
**RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT**  
Christian Le Borgne - CV (R)

**RÉDACTION**  
Joseph Le Gall - CF (H)  
Jean-Claude Hellot - CV (H)  
Pascal Cognet - CF (H)

**SECRETARIAT DE RÉDACTION**  
**MAQUETTE**  
Danielle Le Quéré  
Roger Le Quéré

**SECRETARIAT**  
Maître Virginie Beyer

**ABONNEMENT**  
Membre de l'ACORAM : 25 €  
Non-membre de l'ACORAM : 28 €  
(majoration de 7 € pour les résidents des DOM-TOM, de 15 € pour l'étranger sauf Union européenne)  
Pour les non-membres de l'Acoram, la demande d'abonnement doit être adressée directement au siège.

**Prix au numéro : 8 €**

**COTISATION ACORAM**  
(abonnement à *Marine & Océans* non inclus)

Membres actifs et associés  
Taux normal 35 €  
Taux « donateur » 68 €  
Taux « bienfaiteur » 158 €

**PUBLICITÉ**  
Revue Marine  
Tél. : 01 53 42 80 23/01 53 42 80 39  
marine-acoram@acoram.fr

**Commission paritaire**  
N° 1114 G 86 639  
ISSN : 1151-1397

**IMPRESSION**  
Imprimerie de Compiègne

Ce numéro est accompagné de 16 pages spéciales posées sur la 4<sup>e</sup> de couverture.

## Le centre du monde

Ce numéro de *Marine & Océans* est éclectique, à la mesure de la richesse des thèmes qui intéressent le monde maritime. Nous vous emmenons tout d'abord dans le cœur de l'opération *Unified protector* en Libye, nom de code Harmattan pour la France. Campagne aérienne de grande ampleur qui a mobilisé l'armée de l'Air française pour la destruction des sites stratégiques du régime libyen, cette opération comportait également un important volet maritime – inscrit dans les résolutions 1970 et 1973 des Nations unies – avec l'établissement d'un embargo destiné à interdire tout trafic d'armes vers la Libye. Les chiffres parlent d'eux mêmes : une zone de surveillance de plus de 60 000 nautiques carrés, plus de 3 000 navires contrôlés, environ 300 inspectés, 11 interdits de mouvements – depuis ou vers les ports libyens – en raison des menaces qu'ils représentaient pour la population civile. L'Otan a mobilisé des porte-avions, des frégates, des sous-marins, des bâtiments amphibies, des pétroliers ravitailleurs pour assurer cette mission globale de maîtrise de l'espace maritime au large de la Libye. La Marine nationale a été l'un de ses principaux contributeurs. Selon le contre-amiral Coudreau, patron de la *Task force* française constituée autour du porte-avions *Charles de Gaulle* : « *Jamais, depuis les événements de Suez en 1956, la marine française n'avait été engagée à un tel niveau de moyens et d'intensité.* » Harmattan aura également été l'occasion d'une Première : l'embarquement à bord des bâtiments de projection et de commandement de la Marine d'un groupe aéromobile de l'armée de Terre. Composé d'une vingtaine d'hélicoptères de combat, il a assuré à lui seul près de 90 % des frappes par hélicoptères de la coalition.

Certains observateurs ont souligné l'effacement des États-Unis dans cette opération. « *Il n'a échappé à personne, écrit Louis Gautier, spécialiste des questions de Défense (lire page 84), que les États-Unis ont, dans cette affaire, un peu traîné les pieds au départ avant d'assumer, dans des conditions restrictives, leur rôle de reluctant sheriff à côté des Européens. Les Américains ont désormais des préoccupations stratégiques polarisées par l'Orient et l'Asie. Aux Européens donc d'assurer la sécurité à la périphérie de leur continent et notamment en Méditerranée.* »

L'article que consacre l'amiral Forissier, ancien chef d'état-major de la Marine nationale, à l'Australie (lire page 10) confirme cette analyse. « *Le centre du monde a depuis longtemps basculé vers le Pacifique. L'Australie en est évidemment bien consciente et en voit pour elle tous les dangers mais aussi les opportunités, tandis qu'en Europe nombre de nos concitoyens croient encore à l'existence d'un monde "européo-centré".* » La sécurité de l'Australie – pour qui l'immigration et les trafics clandestins deviennent des sujets majeurs – repose sur l'alliance avec les États-Unis qui ont, de fait, clairement fait basculer le centre de gravité de leurs forces vers le Grand océan.

La France n'est pas absente du Pacifique par sa présence en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie. Elle est surtout présente sur tous les océans grâce à l'ensemble de ses territoires et collectivités d'outre-mer. Sylvain de Mullenheim (lire page 106) souligne le formidable potentiel économique et énergétique de ce domaine maritime, le second en superficie derrière celui des États-Unis. Il rappelle aussi le rôle de la Marine nationale chargée d'y assurer la souveraineté de la France « *appelé à se renforcer à mesure de l'exploitation croissante qui en sera faite.* » Un vaste sujet de réflexion lorsque l'on sait les difficultés de la Marine à voir renouveler les navires qui lui permettraient d'assumer efficacement cette mission. Les implications financières de l'opération Harmattan ne devraient pas faciliter les choses. « *La guerre en Libye, confirme Patricia Adam, député (PS) du Finistère (lire page 88), aura des conséquences budgétaires et capacitaires difficiles à supporter pour 2012.* » Une manière de conclure ces lignes et de rappeler que, dans ce bas monde, tout finalement se tient.

Bonne lecture.



**Bertrand de LESQUEN**  
Rédacteur en chef

PHOTO : SANDRINE BERTHER



# MARINE & Océans

avec



COMPRENDRE LES ENJEUX  
GÉOPOLITIQUE,  
ÉCONOMIQUES  
ET ENVIRONNEMENTAUX  
DES OCÉANS



“ **Abonnez-vous**  
*ou offrez un abonnement*  
*surprise à un proche* ”

**1 an • 4 numéros • 28 euros**

---

## BULLETIN D'ABONNEMENT

- Je m'abonne pour un an à *Marine & Océans*
- J'abonne un proche pour un an à *Marine & Océans*
- Cochez la case correspondant à votre choix.*

Nom

Prénom

Adresse

Ville

Code postal

E-mail

Renvoyez ce coupon rempli accompagné de votre chèque  
à l'ordre de ACORAM à l'adresse :  
**ACORAM - Abonnement Marine & Océans**  
15, rue de Laborde - CC 12 - 75398 Paris Cedex 08



# Dans ce numéro...

**3** ÉDITORIAL Le centre du monde Bertrand de Lesquen.

## GÉOPOLITIQUE

**6** INFOS

**9** FOCUS Afghanistan.

**10** Australie : clairvoyance et ambition, par Pierre-François Forissier.

**12** Turquie-Israël : le théâtre d'ombres, par Aymeric Chauprade.

## DÉFENSE

**14** INFOS

**17** FOCUS Nucléaire iranien.

## Spécial LIBYE

**20** INTERVIEW de Bernard Rogel.

**22** La complémentarité de l'armée française, par le général de corps aérien Vincent Tesnière.

**24** La Marine française dans l'opération Harmattan, par le contre-amiral Philippe Coindreau.

**28** INTERVIEW de Jean-Philippe Rolland.

**31** Les forces libyennes.

**32** Une mission de combat en Super Étendard modernisé, par le capitaine de frégate David D.

**36** Les Rafale de l'armée de l'Air dans le ciel de Benghazi, par le lieutenant-colonel Rullière.

**38** À l'assaut depuis le BPC *Tonnerre*, par le capitaine de vaisseau Philippe Ebang.

**42** INTERVIEW de Pierre Meyer.

**46** En veille pour la récupération des pilotes, par le lieutenant-colonel Fabrice Albrecht.

**48** INTERVIEW de Thomas Goisque.

**50** Atlantique 2 : l'atout maître, par le capitaine de frégate Jean-Christophe T.

**52** Awacs : le maître des réseaux,

par le lieutenant-colonel Vincent Dabadie.

**53** Le *Chevalier Paul* : acteur reconnu des opérations aériennes, par le capitaine de frégate Fraioli.

**56** INTERVIEW de Christophe Lucas.

**60** Immersion périscopique au large des côtes libyennes, par le capitaine de frégate Philippe N.

**63** Forces spéciales et unités d'opérations clandestines, par Eric Denécé.

**66** Renseignement : la clé du succès, par Joseph Le Gall.

**69** DPSD : la sûreté des arrières, par Joseph Le Gall.

**70** INTERVIEW de François de Lastic.

**73** INTERVIEW de Joseph Le Gall.

**75** Les drones dans l'armée française, par Bertrand de Lesquen.

**76** Unified Protector : les premiers enseignements militaires, par le général de corps aérien (2s) Michel Asencio.

**80** INTERVIEW de Stéphane Abrial.

**82** INTERVIEW de Gary Schmitt.

**84** Intervention en Libye : les fronts politiques du conflit, par Louis Gautier.

**88** INTERVIEW de Philippe Folliot (UMP) et Patricia Adam (PS).

**92** INTERVIEW de Michel Casals.

**93** Les problèmes ne font que commencer, par Eric Denécé.

**96** INTERVIEW de François-Henri Briard.

## MONDE MARITIME

**100** INFOS

**103** FOCUS La Grèce.

**104** Oubliez la mer, elle se rappellera à vous, par André Thomas.

**106** Les promesses de l'espace maritime français, par Sylvain de Mullenheim.

**110** REPORTAGE ENVIRONNEMENT Danse avec les raies, par Hanli Prinsloo.

**118** DÉCOUVERTE Sainte-Hélène, une île en exil, par Michel Dancoisne-Martineau.

## CULTURE & HISTOIRE

**128** HISTOIRE Napoléon et la mer, par Jean-Stéphane Betton.

**132** MARCHÉ DE L'ART par Grégoire Debuire.

**134** LIVRES

**138** WEBMARINE L'aquaculture, par Alain Clouet.

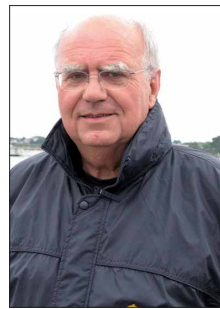


PHOTO : DR

## Le réserviste et les opérations extérieures

Par **GÉRALD BONNIER**  
président de l'Acoram \*

L'opération Harmattan, qui a mobilisé quelques réservistes, est l'occasion de rappeler le contexte dans lequel s'inscrit leur participation aux Opex. Les réservistes sous ESR (Engagement à Servir dans la Réserve) – désormais rattachés à une unité – sont pour les états-majors un complément de personnels qui leur permet d'ajuster les effectifs selon les besoins et les circonstances, en particulier en temps de crise ou quand l'unité est mobilisée en Opex. Actuellement forte de 6 400 réservistes sous ESR, la réserve opérationnelle de la Marine va poursuivre une croissance tant en effectifs qu'en nombre de jours d'activité pour atteindre en 2015, 7 500 emplois à raison de 25 jours d'activité annuelle contre 21 aujourd'hui. Les Opex nécessitent du personnel qualifié et disponible sous bref préavis, et font plutôt appel, au moins initialement, à du personnel d'active. Ce personnel est généralement prélevé dans la structure organique, l'affaiblissant au moment où le taux d'activité des forces nécessite au contraire de la renforcer. Aussi, l'emploi de la réserve est-il indispensable à toute opération de grande ampleur pour : assurer le renforcement des postures de sûreté, et en particulier de la protection des points sensibles et des unités; assurer le renforcement de la sauvegarde maritime, incluant les actions de surveillance du littoral et le contrôle naval; remplir des fonctions opérationnelles en état-major, en complément du personnel d'active; renforcer durablement les soutiens spécialisés; assurer la continuité du fonctionnement des structures organiques ou opérationnelles. Pour Harmattan, des réservistes ont renforcé les états-majors concernés par l'opération, comme celui de l'amiral commandant la Force d'Action Navale à Toulon. D'autres ont été affectés en renfort à La Sude en Crète (détachement Atlantique 2), à Naples (État-major Otan) ou dans certaines ambassades... La réserve citoyenne, deuxième volet de la réserve militaire, permet d'assurer le rayonnement de l'esprit de défense et de renforcer le lien armée-nation. Dans le cadre d'Harmattan, chaque réserviste citoyen a pu aider à mieux faire connaître les armées. Rappelons que 35 % des réservistes proviennent de la société civile. Le réserviste, par rapport à son camarade d'active, n'est pas un simple remplaçant. Il est aussi source d'« autre chose », mélange de complémentarité et d'enrichissement par l'apport d'une culture différente.

*\* L'Association des officiers de réserve de la Marine (Acoram) est éditrice de la revue Marine & Océans. L'Acoram est ouverte à tous les officiers, anciens d'active et réservistes, ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux questions maritimes qui peuvent y adhérer en tant que membre associé. Adresse postale : 15, rue de Laborde, 75008 Paris. Tél. : 00 33 (0)1 53 42 80 39 - email : siege@acoram.fr*

## Risque de **conflit armé** en Europe ?

■ Le 18 octobre 2011, à Nice, le président de la République, Nicolas Sarkozy n'a pas caché son inquiétude face à l'ampleur de la crise économique et financière en Europe, déclarant notamment : « *Ceux qui détruiront l'euro prendront la responsabilité de la résurgence de conflits sur notre continent.* » Déjà, le 14 septembre 2011, devant le parlement européen de Strasbourg, le ministre polonais des Finances, Jan Vincent-Rostowski, dit Jacek Rostowski, s'était dit très inquiet de l'importance prise par la crise de la dette en Europe : « *Si la zone euro se fissure, l'Union européenne ne sera sans doute pas en mesure de survivre avec toutes les conséquences dramatiques que l'on peut imaginer.* »

Le ministre polonais allant jusqu'à évoquer « *un risque de conflit armé au cours des dix prochaines années !* ». Il a, par la suite, tenu à pondérer ses propos alarmistes, indiquant qu'il avait seulement voulu faire prendre conscience aux responsables politiques des situations « *inimaginables* » auxquelles pourrait être confrontée l'Europe si la zone euro disparaissait. « *La grande réalisation de l'Europe, a-t-il dit, c'est la paix politique, mais elle n'est pas éternelle. Si l'on ne prend pas les bonnes décisions, l'Histoire peut se retourner contre nous.* »



Jacek Rostowski, le ministre polonais des Finances, inquiet des conséquences d'un éclatement de la zone euro.

PHOTO : WORLD ECONOMIC FORUM/DAVID S. 2009



Le vice-président chinois Xi Jinping avec le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Nikolai Patrouchev, le 21 octobre 2011, à Pékin.

## Chine-Russie Coopération stratégique

■ En octobre 2011, lors d'une rencontre avec Nikolai Patrouchev, secrétaire du conseil de sécurité russe en visite à Pékin, le vice-président chinois Xi Jinping a confirmé le souhait de la Chine de voir renforcées la communication et la coordination avec la Russie sur les questions régionales et internationales. Le vice-président chinois s'est félicité des négociations engagées depuis 2005 entre la Chine et la Russie sur la sécurité stratégique appelant à les développer dans l'intérêt commun des

deux pays et de la paix dans le monde. Il a déclaré que la Chine avait toujours accordé la priorité à ses relations avec la Russie dans sa politique étrangère, affirmant qu'elle souhaitait voir progresser la coopération bilatérale dans les domaines politique, économique, énergétique, scientifique et technologique. M. Patrouchev a appelé les deux parties à consolider leur coordination au sein des organisations internationales telles que les Nations unies et l'Organisation de coopération de Shanghai. La Chine et la Russie ont, de fait, parlé d'une même voix à l'Onu sur les dossiers libyen et syrien.

Source : Xinhua.

## La Chine investit en **Guinée**

■ Le groupe énergétique chinois China Power Investment Corporation a annoncé qu'il allait investir 5,8 milliards de dollars dans un gisement de bauxite situé dans la région de Boffa en Guinée. Cet investissement – qui pourrait à terme atteindre 10 milliards de dollars – prévoit l'exploitation du gisement (4 millions de tonnes d'aluminium par an, 8 millions dans une seconde

phase), mais aussi la construction d'une raffinerie d'alumine, d'un port en eau profonde, d'une centrale électrique dédiée ainsi que d'autres ouvrages annexes. Les travaux pourraient commencer dès 2012, l'étude de faisabilité étant achevée et le projet ayant reçu les autorisations environnementales. Premier consommateur et premier producteur d'aluminium, la Chine – fortement déficitaire en bauxite – confirme là



PHOTO : AFP

son souci de sécurisation de ses approvisionnements. La Guinée, cinquième producteur mondial de bauxite, disposerait selon le Département d'État

Minéralier chargeant de la bauxite au terminal de Kamsar, en Guinée.

américain de la moitié des réserves mondiales (25 milliards de tonnes).



## Hégémonie chinoise sur les « terres rares »

■ Les « terres rares » sont des matières premières minérales stratégiques – on en dénombre dix-sept dont quatorze qualifiées de « critiques » par l'Union européenne – qui en raison de propriétés physico-chimiques très spécifiques sont indispensables dans des domaines aussi divers



PHOTO: DR

La Chine pourrait, à terme, perdre le quasi-monopole qu'elle détient sur les terres rares.

que l'armement, les technologies de pointe et de haute technologie (lasers, téléphones portables, écrans à cristaux liquides, tablettes tactiles, etc.) ou l'industrie verte. Les « terres rares » sont aujourd'hui au cœur d'enjeux économiques et géopolitiques très importants dans le monde. La Chine produit 95 % du total mondial de « terres rares » et dispose de 36 % des réserves planétaires. Or l'Occident est aujourd'hui largement dépendant de l'Empire du milieu pour une grande partie de ces métaux stratégiques. Il en a pris pleinement la mesure en 2010 lorsqu'à la suite d'un incident de frontière, la Chine a décidé un embargo de ses exportations vers le Japon menaçant l'activité

industrielle nipponne. La même année, Pékin a décidé de réduire l'ensemble de ses exportations à 35 000 tonnes par an sur une production de 110 000 tonnes afin de préserver les besoins de son marché intérieur. Cette question du quasi-monopole de la Chine sur les « terres rares » figurait à l'ordre du jour du G20 à Séoul, en janvier 2011. Les pays occidentaux ont dès lors entrepris de diversifier leur approvisionnement. Certains rouvrent des mines désaffectées, alors que d'autres ont engagé de nouvelles prospections. Selon la revue Nature Geoscience, citée par le Figaro du 4 juillet 2011, des chercheurs japonais de l'Université de Tokyo ont découvert – sur la base de 2 000 échantillons de sédiments prélevés dans les fonds marins – que l'océan pacifique regorgeait de « terres rares », à hauteur de 80 à 100 milliards de tonnes, ce qui pourrait définitivement priver la Chine d'un puissant moyen de pression.

Sources : Sénat, Actu-Environnement.

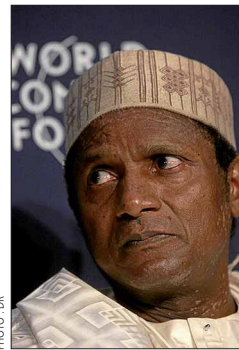


PHOTO: DR

## La sécurité dans le Golfe de Guinée

■ Le Nigéria et le Bénin ont décidé de mettre en place des patrouilles mixtes pour faire échec à la piraterie dans le golfe de Guinée. Cela fait suite à la récente réunion des patrons des deux Marines sur la stratégie à adopter pour faire face à l'insécurité maritime dans cette région où – depuis plusieurs années et particulièrement depuis 2008 – les attaques contre les installations pétrolières notamment du Nigéria et les rapt d'employés d'entreprises occidentales se sont multipliés. Le Nigéria est, de fait, l'un des pays d'Afrique pointé du doigt, notamment par les Américains, pour son incapacité à assurer la sécurité sur son territoire et partant, pour contribuer à la stabilité dans la région. En octobre 2011, Madame Susan Rice, ambassadrice

La politique d'amnistie décidée par l'ancien président nigérian Umaru Yar'Adua, décédé en 2010, aurait permis au secteur pétrolier de retrouver le niveau de production fixé par l'OPEP.

des États-Unis aux Nations unies à New York, soulignait l'incapacité des forces de sécurité locales à protéger les citoyens. C'est oublier cependant les quelques résultats obtenus par le Nigéria dans la lutte contre la piraterie maritime. L'amnistie pour les militants du Delta, mise en œuvre en 2009 par l'ancien président Umaru Yar'Adua, a fêté ses deux ans, début octobre 2011 avec un résultat plutôt positif pour le secteur pétrolier. Selon la lettre spécialisée Africa energy intelligence, la production aurait à nouveau atteint depuis 2010 son quota OPEP (2,4 millions de barils/jour contre 700 000 barils/jour en 2009). Ce succès serait à mettre en relation avec l'initiative originale des autorités nigérianes d'envoyer les anciens militants amnistiés à l'étranger pour y recevoir une formation. Certains pays les accueilleraient dans l'espoir d'obtenir des contrats dans le secteur pétrolier nigérian.

Sources nlsguinée.com et Africa energy intelligence.

## Russie-Corée du Sud Un gazoduc peu ordinaire

■ Lors d'un sommet organisé en novembre 2011 à Saint-Petersbourg, les présidents russe et sud-coréen ont tenu à souligner le caractère stratégique de la coopération entre leurs deux pays. Celle-ci s'est concrétisée ces derniers mois par des accords sur les transports maritimes ainsi que sur les investissements sud-coréens dans les entreprises de pêche de l'Extrême-Orient russe. Les deux pays ont par ailleurs

annoncé leur intention de renforcer leur coopération dans les secteurs du pétrole et du gaz. Le 28 septembre 2011, Gazprom a annoncé que des discussions étaient en cours pour la construction d'un gazoduc reliant la Russie à la Corée du Sud via... la Corée du Nord. Le président Medvedev aurait obtenu l'accord de Kim Jong-Il lors de la visite du dirigeant nord-coréen en Russie en août dernier. Long de 1 700 km, cet ouvrage pourra acheminer jusqu'à 10 milliards de mètres cubes de gaz par an.

Source : RIA Novosti.



PHOTO: DR

Gazprom a annoncé la possible construction d'un gazoduc reliant la Russie à la Corée du Sud via... la Corée du Nord.

## Les relations « complexes » de la Chine et des États-Unis

■ Invité en octobre 2011, par la *Texas A&M (agricultural and mechanical) University*, à une Conférence sur les relations sino-américaines, l'ambassadeur de Chine aux États-Unis, Zhang Yesui, les a décrites comme « *parmi les plus importantes et les plus dynamiques au monde* ». « *La raison fondamentale et la force motrice des relations sino-américaines, a-t-il déclaré, sont les intérêts communs en expansion entre les deux pays et le partage*



*des responsabilités pour assurer le développement durable et relever les nouveaux défis mondiaux.* » Ajoutant que ces relations étaient probablement « *les plus complexes au monde* » eu égard au système

politique, aux valeurs sociales, et aux traditions historiques et culturelles propres à chacun des deux pays, l'ambassadeur chinois a reconnu que ces différences pouvaient « *conduire à des malentendus et à la méfiance dans*

Zhang Yesui, ambassadeur de Chine aux États-Unis. « *Les relations sino-américaines sont probablement les plus complexes au monde.* »

*les intentions stratégiques de chacun.*

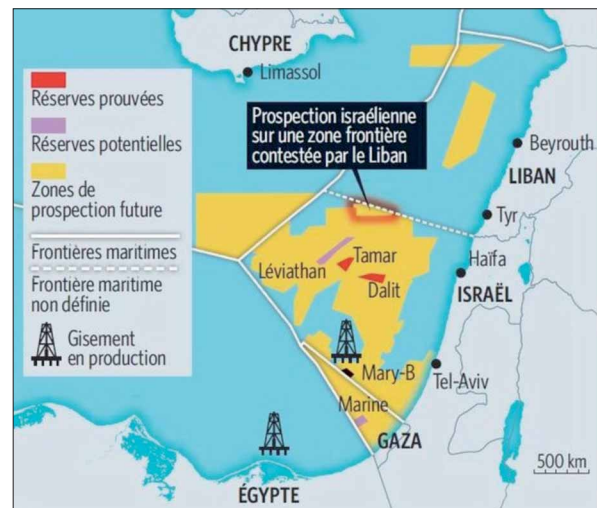
Il a rappelé combien les intérêts économiques des deux États étaient étroitement liés : les États-Unis continuant d'être le premier espace d'investissements directs à l'étranger pour la Chine et la Chine étant devenue le plus gros créancier étranger des États-Unis. En 2010, les échanges commerciaux entre les deux pays s'élevaient à 385 milliards de dollars.

Source : *Radio Chine Internationale.*

## Tensions en Méditerranée

■ Le gisement gazier Leviathan, situé au large de la ville israélienne de Haïfa, renfermerait 453 milliards de m<sup>3</sup> de gaz, de quoi alimenter toute l'Europe pendant une décennie et assurer à Israël un demi-siècle d'indépendance énergétique. Son exploitation, qui fera d'Israël une puissance énergétique régionale, est aujourd'hui source de sérieuses tensions. Le Liban, toujours officiellement en état de guerre avec Israël, affirme que Leviathan est situé en partie dans ses eaux territoriales. Le Hezbollah, soutenu par l'Iran, y voit là la possibilité d'un nouveau *casus belli* avec Israël. La Turquie qui revendique également une partie des ressources gazières dans la région, a menacé d'envoyer sa marine de guerre à proximité de Leviathan. Parallèlement, la compagnie israélo-américaine Noble Energy – qui en détient 100 % des droits d'exploitation – a commencé, en octobre 2011, des forages sur un gisement baptisé « Block 12 » situé dans les eaux chypriotes, à 33 km de Léviathan. Dans une interview au journal israélien *Globes*, Solon Kassinis, directeur du département de l'Énergie au ministère du commerce chypriote, a confirmé les tensions que créent le contrôle de ces ressources stratégiques : « *Avec le début du forage du Block 12 par Noble Energy, les gisements de gaz et de pétrole des eaux chypriotes risquent de devenir un des points les plus chauds de la Méditerranée. Si Israël prévoit de protéger militairement le gisement Léviathan, je suppose qu'il est également possible de protéger le Block 12 situé à 33 km de Léviathan. Nous devons pour cela joindre nos forces.* » Le ministre israélien des Infrastructures, Ouzi Landau, a confirmé qu'Israël

défendrait ses champs gaziers, ajoutant que les plateformes de forage pourraient bien être des cibles pour des organisations terroristes hostiles à l'État hébreu. La marine de Tsahal a réclamé de nouveaux patrouilleurs et vedettes lance-missiles pour assurer la protection de ces zones maritimes stratégiques. Le premier modèle sélectionné est le navire Super-Dvora, développé par les industries aérospatiales israéliennes (IAI) et déjà opérationnel dans les marines israélienne et sri-lankaise. Selon le site officiel de la chambre de commerce France-Israël, le gouvernement israélien – malgré une réduction drastique du budget de la Défense – envisagerait d'accorder 100 millions de dollars pour leur construction, jugée prioritaire. Source : *israelvalley.com*





# Afghanistan L'ultimatum de Washington au Pakistan

Officiellement allié des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme, le Pakistan est aujourd'hui ouvertement accusé par Washington de soutenir l'insurrection afghane. La relation entre les deux pays est au plus bas depuis l'opération commando américaine, menée début mai 2011 au Pakistan, pour éliminer Oussama Ben Laden. Point de situation à l'heure où les armées occidentales entrent dans la phase peut-être la plus sensible de l'opération afghane : le désengagement.

Le 19 octobre 2011, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton était à Kaboul pour des entretiens avec le président afghan Hamid Karzaï. Elle était accompagnée de David Petraeus, le nouveau directeur de la CIA, et du chef d'état-major des Armées, le général Martin Dempsey, qui vient de succéder à l'amiral Mike Mullen. Depuis Kaboul, Hillary Clinton a posé un véritable ultimatum au Pakistan : « *Il n'y a plus aucune marge de manœuvre. Les terroristes se trouvent des deux côtés de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Ils tuent les deux peuples. Ne vous y trompez pas, tous ceux qui continuent d'autoriser de telles pratiques paieront un prix très élevé. L'heure de la transparence est venue. Le Pakistan peut soit favoriser soit entraver les efforts destinés à trouver une solution militaire et politique au conflit afghan.* » Ajoutant ensuite à l'adresse du Président Karzaï : « *Nous sommes persuadés que dans une grande mesure – une très, très grande mesure – les talibans sont sous le contrôle d'une partie de l'establishment pakistanais, qu'ils se trouvent au Pakistan où ils ont leurs quartiers généraux, et que c'est du Pakistan qu'ils lancent leurs attaques.* »

dont 77 soldats américains et de l'attaque menée deux jours plus tard contre le quartier général de l'Otan et l'ambassade américaine à Kaboul. « *En jouant double jeu, le Pakistan croit peut-être pré-*



PHOTO : UNITED STATES DEPARTMENT OF DEFENSE

server un équilibre régional face à l'Inde, mais il s'agit-là d'une erreur. En exportant la violence, le Pakistan sape sa sécurité intérieure et sa position dans la région. Il mine sa crédibilité internationale et menace son bien-être économique. » Le nouveau directeur de la CIA, David Petraeus, ancien patron des opérations en Afghanistan, a clairement fait savoir au chef de l'ISI que les États-Unis ne toléreraient pas qu'Haqqani opère depuis le Pakistan.

## > Avertissement

Un mois plus tôt, le 22 septembre 2011, devant la commission sénatoriale de la Défense, le chef d'état-major interarmées des États-Unis, l'amiral Mike Mullen, n'y était pas allé par quatre chemins pour dénoncer le double jeu du Pakistan en Afghanistan : « *Le Pakistan exporte la violence en Afghanistan en s'appuyant sur le réseau Haqqani<sup>1</sup> un groupe lié aux talibans qui agit comme le véritable bras armé de l'ISI<sup>2</sup>.* » Selon l'amiral, le réseau Haqqani serait responsable de l'attaque, le 28 juin 2011, contre l'hôtel Intercontinental de Kaboul, de l'attentat au camion piégé du 11 septembre 2011 contre le poste de combat avancé de Sayed Abad, dans la province du Wardak, qui a fait 2 morts et 100 blessés,

## > Aveu

La tension entre les États-Unis et le Pakistan s'est sensiblement accrue depuis l'opération menée par les *Seals* de l'US Navy en territoire pakistanais pour l'élimination de Oussama Ben Laden. Celle-ci n'a fait, aux yeux des responsables pakistanais que confirmer la défiance des Américains à leur égard et le peu de cas qu'ils font de leur souveraineté territoriale. Les autorités pakistanaises dénoncent en effet depuis longtemps les attaques de drones américains dans les zones tribales mais également les opérations de forces spéciales que l'Amérique mènerait secrètement des deux côtés de la frontière afghano-pakistanaise. Ils ne se trompaient pas. Le 11 octobre 2011, David Petraeus a re-



PHOTO : DR



PHOTO : TV AL JAZEERA

En haut, Hillary Clinton à Kaboul. À gauche, l'amiral Mike Mullen. Ci-dessus, Sirajuddin Haqqani.

connu que son pays menait bien « une guerre » au Pakistan. C'est la première fois que les États-Unis reconnaissent officiellement l'existence d'opérations de la CIA sur le territoire pakistanais. Pas de quoi arranger les affaires entre les deux pays à l'heure où Washington est bien conscient qu'il n'y a pas d'avenir stable dans la région sans un partenariat avec Islamabad. ●

1. Le réseau des talibans afghans Haqqani est considéré comme l'un des plus violents groupes jihadistes opérant de part et d'autre de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Selon la CIA, il serait le plus proche d'Al-Qaïda et disposerait de quelques 15 000 combattants qui font la navette entre la zone tribale pakistanaise du Waziristan du Nord et les trois provinces afghanes limitrophes. Il a également à son actif plusieurs assassinats politiques. Dans une interview donnée à la BBC, début octobre 2011, son chef, Sirajuddin Haqqani a affirmé avoir été contacté par les services secrets américains et pakistanais pour trouver une issue politique à la guerre en Afghanistan, précisant qu'il n'avait pas donné suite. Il a nié toute implication de son groupe dans l'attentat suicide du 20 septembre 2011 à Kaboul contre Burhanuddin Rabbani, l'ex-président de la République de l'État islamique d'Afghanistan, mandaté par le président Karzaï pour négocier avec les talibans.  
2. L'ISI (Inter Services Intelligence), est le service secret militaire pakistanais.



# Australie

## Clairvoyance et ambition

PHOTO : PHILIP PUSSON

L'Australie, nation d'occident tournée vers l'orient, île continent ouverte sur les mers, sait que le centre du monde a depuis longtemps basculé vers le Pacifique. Comment perçoit-elle les enjeux de ce XXI<sup>e</sup> siècle recentré sur l'Asie, comment s'y prépare-t-elle ? Explications.

PAR L'AMIRAL (2S) PIERRE-FRANÇOIS FORISSIER \*

**L**orsque l'on visite l'Australie on est tout de suite frappé par l'immensité de ce pays continent et par le caractère anglo-saxon, c'est-à-dire très européen de nos amis australiens. Ils n'ont pas oublié quelles sont leurs origines et rappellent avec fierté leur engagement massif en Europe au cours des deux guerres mondiales. Aujourd'hui Gallipoli parle davantage au jeune Australien qu'au jeune Français. Il faut aller visiter le War Memorial à Canberra pour s'en apercevoir. Il est d'ailleurs frappant de voir, alors qu'en Europe les Européens doutent d'eux-mêmes et de leur identité, que dans les forces armées australiennes on fait référence en permanence non seulement aux États-Unis qui sont le principal partenaire, mais aussi à l'Europe qui est toujours présentée comme un tout.

Comme toutes les nations occidentales, l'Australie a connu une grande remise en question stratégique à la fin de la Guerre froide. Isolée aux confins du plus grand océan du monde, c'est une nation qui a très vite compris les nouveaux enjeux liés à la mondialisation et à la révolution technologique. En Australie, le fait que le XXI<sup>e</sup> siècle sera maritime est une évidence pour tout le monde et il est intéressant de voir comment, lorsqu'ils nous rencontrent, ils s'étonnent que l'Europe ne soit pas plus mobilisée sur ces défis.

Le centre du monde a depuis longtemps déjà basculé vers le Pacifique, l'Australie en est évidemment bien consciente et en voit pour elle tous les dangers mais aussi les opportunités, tandis qu'en Europe nombre de nos concitoyens croient encore à l'existence d'un monde « européen-centré ».

Vues de l'Australie, la mer et la distance ont été depuis toujours des défenses naturelles sur lesquelles on pouvait compter. La peur de l'invasion, caractéristique des nations européennes, n'avait été éprouvée qu'en 1942. Mais avec le changement du monde et son expérience des guerres européennes, l'Australie mesure bien les vulnérabilités que possède ce vaste pays désertique à la faible population face aux marées humaines qui l'entourent. L'immigration et les trafics clandestins deviennent d'ailleurs des sujets majeurs de sécurité. Naturellement, le fondement de la sécurité de l'Australie est constitué par le traité ANZUS de 1951 qui fonde l'alliance avec les États-Unis mais, si elle met un point d'honneur à être un allié irréprochable, elle est jalouse de sa souveraineté

*\* L'amiral Forissier, chef d'état-major de la Marine nationale de février 2008 à septembre 2011, a réservé l'un de ses derniers déplacements à l'étranger à l'Australie où il a été reçu par les plus hautes autorités militaires et politiques.*

En haut, la ville australienne de Hobart, en Tasmanie, ouverte sur les grands espaces du Pacifique Sud et point de départ des expéditions vers l'Antarctique. « Isolée aux confins du plus grand océan du monde, l'Australie a très vite compris les nouveaux enjeux liés à la mondialisation et à la révolution technologique. » AMIRAL FORISSIER



de jeune État au matin de son deuxième centenaire et cherche les moyens de s'affirmer comme partenaire et non comme protégé. C'est donc naturellement que sont systématiquement recherchés les moyens de garantir l'interopérabilité avec les États-Unis, les engagements significatifs loin de la région, les partenariats avec les puissances significatives ou présentant un intérêt, et les coopérations industrielles.

Plus que partout ailleurs lorsqu'on subit au quotidien la « tyrannie de la distance » on sait presque génétiquement que, pour agir, il faut d'abord savoir. Rien ne sert de se déployer loin, longtemps et à grande distance dans des espaces considérables si on ne sait pas ce que l'on va y chercher. La dimension « renseignement, recueil et partage de l'information » prend ici une dimension toute particulière et bénéficie d'un haut niveau de priorité, le tout étant naturellement basé sur un excellent niveau de coopération internationale.

### > La meilleure technologie au moindre coût

Le sud des océans Indien et Pacifique est réputé pour ses conditions météorologiques extrêmes. C'est le lieu normal d'action de la *Royal Australian Navy* (RAN). Cette marine est donc par nature une marine océanique de haute mer et c'est ce qui explique sans doute sa très grande capacité à se déployer à peu près partout dans le monde même si ce n'est qu'occasionnellement. Elle a également conscience que, compte tenu de sa taille modeste, essentiellement liée au volume de sa ressource humaine qui est le reflet de la faible population relative du pays (22 millions pour une surface de 14 fois la France), elle doit tenir son rang grâce à la technologie de ses équipements. S'équiper de la meilleure technologie au moindre coût est donc le défi permanent qu'elle cherche à relever. Elle fut ainsi une des premières marines à considérer que tous ses navires de haute mer devaient être capables d'embarquer un hélicoptère. Il faut aussi voir sous cet éclairage le très vif intérêt que suscite la défense anti-missiles balistiques et la lutte contre les armes de destruction massive. C'est, je pense, la sous-estimation de cette importance qui a fait perdre notre industrie sur le contrat des bâtiments de surface,



PHOTO : US NAVY

pour n'avoir pas compris que la F100 espagnole, équipée du système américain Aegis, était plus importante que le BPC sur lequel la France avait fait porter tous ses efforts.

Comme toutes les marines du monde la RAN est confrontée en permanence à l'épineux problème du renouvellement de ses navires qui rentre budgétairement en compétition avec les efforts nécessaires pour recruter, former et surtout fidéliser des équipages de qualité. Le contexte local fait que la RAN est dans

Ci-dessus, le porte-avions USS *Kitty Hawk*, en approche du port de Sydney à la fin de l'exercice *Talisman Sabre* réalisé avec la Marine australienne. « Le fondement de la sécurité de l'Australie est constitué par le traité ANZUS de 1951 qui marque l'alliance avec les États-Unis, même si l'Australie cherche les moyens de s'affirmer comme partenaire et non comme protégé. » AMIRAL FORISSIER



PHOTO : US NAVY

Ci-contre, la frégate lance-missiles HMAS *Sydney* et la frégate HMAS *Ballarat* en formation dans l'océan Atlantique pendant l'exercice *Northern Trident*, en 2009. « La Marine australienne est par nature une marine océanique de haute mer. C'est ce qui explique sa très grande capacité à se déployer à peu près partout dans le monde, même si ce n'est qu'occasionnellement. » AMIRAL FORISSIER

une compétition sévère avec l'industrie minière qui offre des perspectives professionnelles et salariales bien plus attractives que celles de la Marine, surtout lorsqu'il faut aller servir sur la côte ouest à 4 000 km de son berceau familial. C'est ainsi que dans nos échanges, la RAN est particulièrement intéressée par l'expérience française des navires à équipage réduit.

Enfin, à une époque où l'on voit monter les appétits de puissance dans la zone, il est assez remarquable de noter avec quelle attention les responsables australiens étudient l'histoire de la France du général de Gaulle, à la recherche des idées qui ont permis à la France de trouver une posture originale entre les deux grands pendant la Guerre froide avec le désir d'exister pour soi-même et de pouvoir se faire entendre, au-delà de son strict poids arithmétique, sur l'échiquier mondial. La Marine australienne, récente et bien équipée, servie par des équipages de grande valeur, fiers de servir un pays qui a la meilleure qualité de démocratie au monde, sert cette ambition. ●

Canberra, août 2007, officiels américains devant le "Roll of Honour", un mur commémoratif sur lequel sont inscrits les noms de 102 000 Australiens morts depuis le XIX<sup>e</sup> siècle sur les champs de bataille du monde entier. Les visiteurs glissent des coquillots rouges en papier près des noms dont ils se sentent proches. « Les Australiens n'ont pas oublié quelles sont leurs origines et rappellent avec fierté leur engagement massif en Europe au cours des deux guerres mondiales » AMIRAL FORISSIER



PHOTO : US NAVY

# Turquie-Israël

## Le théâtre d'ombres



L'alliance stratégique établie depuis de nombreuses années entre Israël et la Turquie est-elle en train de se défaire avec les conséquences que cela aurait pour la région ? La tension, apparemment forte, entre les deux pays est-elle réelle ou de façade ? La compétition pour le leadership régional autorise toutes les interprétations. Analyse et éléments de réponse.

PAR AYMERIC CHAUPRADE \*

La Turquie, contre la perspective d'un siège à l'Otan (admission effective en 1952), fut le premier pays musulman à reconnaître Israël en 1949. Elle fut, tout au long de la Guerre froide, une forteresse militaire du dispositif américain en Eurasie. Au début des années 1990, la géopolitique américaine lui confia des missions encore plus importantes : devenir la puissance tutélaire d'un Grand Moyen-Orient américain, continuer à soutenir Israël contre le nationalisme arabe, empêcher la formation d'une « Europe-puissance » indépendante en intégrant l'Union européenne, contenir l'influence de la Russie dans le Caucase et en Asie centrale turcophones, soutenir le séparatisme des Ouïghours dans le Turkestan chinois et enfin aider Washington, au détriment de Moscou, à contrôler les routes de désenclavement du pétrole et du gaz de la Caspienne et de l'Asie centrale.

Mais, au milieu des années 1990, apparurent les premiers signes précurseurs qu'une Turquie islamiste ne se laisserait pas enfermer dans le rôle d'allié géopolitique des États-Unis. Necmettin Erbakan et son parti (le Refah) qui tentait à l'intérieur une rupture radicale avec le kémalisme, signifia à l'extérieur son

hostilité à l'Occident (« *Nous ne sommes pas Occidentaux, nous ne sommes pas Européens* ») et à ce « *club chrétien sous influence maçonnique* » que constituait, à ses yeux, l'Union européenne.

Ahmet Davutoglu, le brillant ministre des Affaires étrangères d'Erdogan, est aujourd'hui le défenseur emblématique de cette nouvelle approche turque des relations internationales fondée sur le « *choc des civilisations* ». En rompant avec la politique de l'État-nation et en renouant avec l'Empire, il veut restaurer la splendeur ottomane. Ceci passe, au moins en apparence, par le sacrifice d'une relation étroite avec Israël caractérisée notamment par les importants accords bilatéraux de défense signés en 1996.

Les relations entre les deux pays vont se compliquer à partir de 2006 et de la victoire électorale de l'AKP, le parti islamiste turc. Cette année-là, la Turquie décide d'accueillir le dirigeant du Hamas, Khaled Mechaal. Le 30 janvier 2009, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, à Davos (Suisse), interpelle violemment le président israélien Shimon Peres à propos de Gaza. Le 8 avril 2010, il désigne Israël comme « *principale menace pour la paix au Proche-Orient* ». Le 17 mai 2010, Israël rejette l'accord sur le nucléaire signé par l'Iran, la Turquie et le Brésil. Puis c'est l'affaire de cette flottille « *humanitaire* » qui tente de rompre l'embargo sur Gaza et fait plusieurs victimes turques. Le 31 mai 2010, la Turquie rappelle son ambassadeur et prévient Tel-Aviv de conséquences irréparables dans la relation entre les deux pays. Ankara s'obstine à obtenir excuses et compensations financières. Tel-Aviv refuse (pour ne pas ex-

Les relations israélo-turques connaissent une tension inédite depuis deux ans.

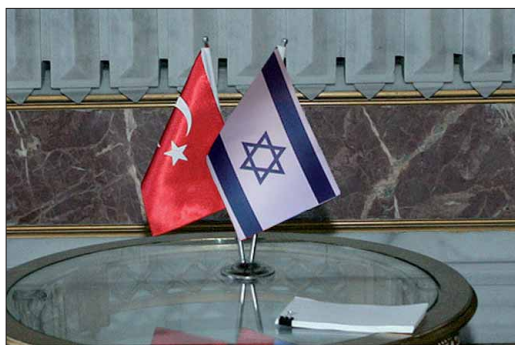


PHOTO : DR

\* Directeur du site [www.realpolitik.tv](http://www.realpolitik.tv), auteur de l'Atlas de géopolitique, chronique du choc des civilisations (éditions Chronique, septembre 2011).



poser ses militaires à des poursuites judiciaires). Début septembre 2011, la Turquie expulse l'ambassadeur d'Israël et brandit la menace de faire escorter militairement les navires turcs qui voudraient atteindre Gaza. La Turquie accuse ensuite Israël de déloyauté dans l'application des accords de Défense : les Israéliens refuseraient de rendre des drones vendus aux Turcs en maintenance chez eux. Le 6 septembre 2011, Erdogan annonce la rupture des échanges militaires avec la Turquie. Israël se tourne alors vers la Roumanie et la Grèce pour y trouver des terrains militaires d'entraînement. La Marine turque reçoit l'ordre d'être plus « active et vigilante » en Méditerranée orientale. Israël, qui tient à son allié turc et craint l'isolement au Moyen-Orient, tente de le calmer sans



PHOTOS : DR

céder pour autant à ses exigences. Ehud Barak lui réaffirme son amitié prédisant que la crise n'est que passagère. Les Turcs refusent la médiation américaine, pourtant insistante, multiplient les déclarations de soutien aux Palestiniens et de condamnation de la menace nucléaire que représenterait Israël au Moyen-Orient (Erdogan fustigeait encore le nucléaire israélien, le 5 octobre 2011, en Afrique du Sud), et accueillent une dizaine des détenus palestiniens relâchés en échange de la libération du soldat israélien Gilad Shalit.

La question qui se pose est donc la suivante : la Turquie des islamistes est-elle réellement en train de briser une alliance solide nouée sous l'État kémaliste ? Plusieurs éléments contredisent cette apparence. Les échanges commerciaux n'ont cessé de croître entre Israël et la Turquie depuis l'important accord de libre-échange signé entre les deux pays en 1997, et y

compris très fortement depuis le début de l'année 2011. Sur le plan géopolitique, la stratégie néo-ottomane pensée par Ahmet Davutoglu est tournée davantage contre l'influence de l'Iran, de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe que contre Israël. Avec les printemps arabes et la recomposition du Moyen-Orient, il se joue une compétition sourde mais intense entre les puissances arabes sunnites, le pôle iranien et le pôle turc. Israël et la Turquie restent unis par la même volonté de bloquer les livraisons d'armes iraniennes à la Syrie. La Turquie dispute à l'Iran, l'Égypte et l'Arabie Saoudite leur influence sur les Palestiniens de Gaza. Ankara tente de s'imposer comme le modèle de « *gouvernement islamique sage* » défendu par les Frères musulmans dans de nombreux pays arabes sunnites. Rien n'interdit donc l'hypothèse d'une comédie israélo-turque de façade avec pour objectifs communs de contrer l'influence de l'Iran et de l'Arabie Saoudite, de maintenir l'Égypte dans le traité de paix avec Israël en favorisant l'émergence d'un gouvernement « mou » qui n'entreprendrait pas de grande politique d'influence. Nous sommes dans un débat de type « *continuité ou rupture ?* ». Dans le discours et les actes diplomatiques, la rupture israélo-turque est évidente. Mais dans le monde du renseignement, des actions occultes et des intentions géopolitiques profondes, rien n'est moins sûr.

## > La Turquie, grand pays émergent

Notre hypothèse est que la nouvelle politique néo-ottomane va avoir davantage d'impact sur le positionnement des Turcs par rapport aux projets des Européens (l'Union européenne, l'Union pour la Méditerranée), que par rapport à Israël. L'Union pour la Méditerranée n'existe plus depuis la fin des régimes Moubarak et Ben Ali puisqu'elle reposait largement sur les relations personnelles de ces deux présidents avec le président français. Quant à l'Union européenne, rattrapée par ses importantes contradictions économiques (différences de niveau économique entre les membres), elle ne peut plus désormais se payer le luxe d'y ajouter ses contradictions géopolitiques (la Turquie n'appartient pas à la civilisation européenne). Si l'Union européenne survit à la crise économique actuelle, elle se refondera probablement sur des bases économiques et géopolitiques plus cohérentes. Il faut donc regarder la Turquie comme un grand pays émergent, qui, comme le Brésil, aura de plus en plus son jeu propre et qui va chercher à jouer de son néo-ottomanisme en direction des Sunnites du monde arabe, en proposant notamment un islam « sage », par opposition au wahhabisme saoudien, et qui va jouer un rôle de médiation en Asie centrale et en Iran. La finesse du jeu turc devrait impliquer que soit conservée, y compris de manière souterraine, et derrière la façade de l'idéologie islamique et pro-palestinienne, la carte stratégique israélienne. ●

En haut, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, ne décolère pas contre les agissements d'Israël en Méditerranée orientale, que ce soit pour verrouiller l'accès à Gaza ou exploiter les ressources en pétrole et en gaz.

Au centre, le Mavi-Marmara arraisonné par la Marine israélienne, alors qu'il tentait d'accéder à Gaza chargé de militants pro-palestiniens, a largement envenimé les relations israélo-turques.

En bas, Khaled Mechaal, leader du Hamas, accueilli en Turquie en 2006.

## Budget Défense 2012 Service minimum

Le budget de la Défense français pour 2012 est en légère progression de 1,6 %, soit 480 millions d'euros. D'un montant de 30,63 milliards d'euros (hors pensions), il est – selon le ministre de la Défense, Gérard Longuet – conforme à la Loi de programmation militaire 2009-2014. Le budget 2012 a été abondé de 100 millions d'euros pour répondre à la hausse des cours du pétrole. Il bénéficiera aussi d'un peu plus de 1 milliard d'euros de recettes exceptionnelles au titre de cessions de fréquences aux opérateurs de téléphonie mobile de quatrième génération (936 millions d'euros) et d'actifs immobiliers de la Défense (160 millions d'euros). Ce budget consacra 16,5 milliards d'euros (contre 16 milliards en 2011) aux équipements. 2012 sera ainsi l'année de la livraison, entre autres, de la frégate multimitations *Aquitaine*, du bâtiment de projection et



PHOTO : BERNARD SOLLER

Pour le chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, la trajectoire financière prévue en 2008 ne pourra être tenue.

de commandement *Dixmude* et de onze Rafale. S'exprimant devant les officiers stagiaires de l'École de guerre, le chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, n'a cependant pas caché son inquiétude : « *Nous savons aujourd'hui qu'il ne sera pas possible de tenir la trajectoire financière prévue en 2008 : la crise financière débutée en septembre 2008 et ses répliques européennes (crise grecque, crise de l'euro...) dont nous voyons les manifestations quotidiennes, pèsent sur les dettes souveraines des États, et donc sur nos budgets.* »

## Europe de la Défense La leçon libyenne

■ Pour l'expert et historien militaire suisse Dimitry Queloz, la crise libyenne a montré les limites, voire l'inexistence de l'Europe de la Défense, tant sur le plan politique que militaire. Soulignant la discordance allemande, il rappelle d'abord que les principaux États membres de l'Union européenne n'ont pas été capables de parler d'une seule voix sur le sujet. Il rappelle ensuite comment – au début de la crise – « *l'Union européenne, par la voix de sa Haute représentante pour la politique étrangère et la sécurité, a préféré écarter*

*la possibilité d'employer ses – faibles – moyens militaires pour limiter son action à l'aide humanitaire et aux sanctions économiques et commerciales* ». Sur le plan militaire, les opérations en Libye révèlent, selon lui, « *le degré de faiblesse auquel les différentes armées européennes sont parvenues* ». Pointant du doigt notamment la France et la Grande-Bretagne, il estime que « *la diminution des effectifs et des moyens, engagée au lendemain de la Guerre froide et poursuivie en raison de la crise économique de 2008, a conduit à une véritable surchauffe dans l'emploi des moyens militaires conventionnels* ».

Sources : quotidien suisse *Le Temps*, [fenetreurope.com](http://fenetreurope.com)



PHOTO : DR

Pour l'expert militaire suisse Dimitry Queloz « *La crise libyenne a étalé au grand jour la faiblesse militaire de l'Europe au moment où les États-Unis sont contraints d'adopter une nouvelle position stratégique dans le monde.* »

## Rafale Le banc d'essai libyen

■ Le 6 septembre 2011, lors de l'université d'été de la Défense, le Délégué général pour l'armement



PHOTO : MINDEF

En Libye, le Rafale a démontré toute sa polyvalence.

(DGA), Laurent Collet-Billon, a évoqué le retour d'expérience de l'engagement du Rafale en Libye : « *En matière commerciale, a-t-il dit, il n'y a pas de meilleure publicité pour le Rafale que ce genre d'opération...* » Selon le DGA, l'avion a démontré sa polyvalence en première ligne et validé les performances des missiles AASM (armement air-sol modulaire) et SCALP (Système de croisière

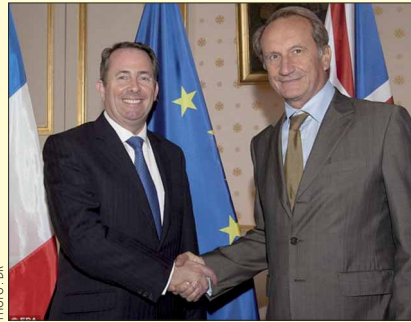
conventionnel autonome à longue portée), ce dernier ayant été tiré avec une précision remarquable, de l'ordre du mètre. Après la déception liée à l'attentisme brésilien, Dassault Aviation garde encore l'espoir de vendre son avion aux Émirats arabes unis en mettant en avant cette expérience libyenne. Devant la

Commission de la Défense nationale, le DGA a indiqué que la France restait dans l'attente d'un grand contrat concernant le Rafale sans pourtant apporter de précisions sur l'avancement des négociations avec les Émirats arabes unis (EAU), qui pourraient acquérir une soixantaine d'appareils en deux fois (30 ferme + 30 en option). Il a en revanche évoqué des discussions actives avec la Suisse et l'Inde où le Rafale est en compétition directe avec l'Eurofighter.



## Partenariat stratégique franco-brésilien

■ Les ministres de la Défense français et brésilien se sont rencontrés en octobre 2011 à Paris pour discuter des aspects, notamment industriel, du partenariat stratégique franco-brésilien. Celso Amorim a salué la coopération entre les deux pays, notamment en matière de défense cybernétique destinée à protéger les réseaux Internet gouvernementaux. Le ministre brésilien a rappelé les besoins urgents de son pays en matière d'équipement naval « *le Brésil étant appelé à avoir de nouvelles activités dans la sphère internationale* ». En juillet 2011, le ministre français, Gérard Longuet, s'était rendu à Itaguaí, au Brésil, pour le lancement de la construction du premier des quatre sous-marins Scorpène construits par DCNS et son partenaire local Sepetiba/Odebrecht. Concernant le Rafale, Celso Amorim a justifié le report de la décision brésilienne pour l'achat de 36 avions de combat, par les incertitudes liées à la crise financière internationale, ajoutant cependant que cette décision ne saurait être ajournée indéfiniment en raison des besoins de son pays en matière de défense. Le Rafale de Dassault Aviation était, ces derniers mois, donné favori devant le F/A-18 Super Hornet de Boeing et le Gripen NG du suédois Saab.



Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, à Paris avec son homologue britannique, Liam Fox.

## Coopération franco-britannique

Les opérations militaires menées conjointement par la Grande-Bretagne et la France en Libye ont conforté les projets de coopération bilatérale en matière de défense initiés à Londres en novembre 2010 lors du 31<sup>e</sup> sommet franco-britannique et à nouveau discutés lors du sommet de décembre 2011. Outre celui lié à l'intensification de la coopération industrielle, plusieurs dossiers sont à l'étude parmi lesquels la mise en place d'une force expéditionnaire conjointe interarmées, le développement de la future génération de drones MALE ou la capacité à déployer une force aéronavale intégrée franco-britannique.

## De nouvelles bases de drones

■ Le 30 septembre 2011, l'imam radical américano-yéménite Anwar Al-Awlaqi a été tué au Yémen par le tir d'un drone de la CIA, probablement un MQ-9 Reaper. Accusé d'être l'un des membres les plus actifs d'Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA), Al-Awlaqi était considéré comme l'une de leurs

l'Afrique et dans la Péninsule arabique de nouvelles bases de drones, la stratégie du Pentagone étant de s'inspirer de l'expérience acquise dans la zone AfPak (Afghanistan-Pakistan) où les raids quotidiens de drones-tueurs ont montré leur efficacité. Les américains disposent déjà de deux bases de drones dans la région : à Djibouti, où ils ont également installé



Drone américain MQ-9 Reaper.

principales menaces par les États-Unis, qui le recherchaient « *mort ou vif* » et l'avaient qualifié de « *terroriste international* ». C'est dans ce contexte de lutte contre le terrorisme au Yémen et en Somalie que les États-Unis ont décidé d'installer dans la Corne de

d'importants moyens d'écoutes et de reconnaissance, et dans l'océan Indien, dans l'île de Mahé aux Seychelles où sont déployés trois ou quatre drones MQ-9 Reaper. Ces appareils sont officiellement destinés à lutter contre la piraterie mais des documents diplomatiques, révélés par Wikileaks, ont prouvé

qu'ils ont déjà été utilisés pour des opérations de contre-terrorisme en Somalie. Face à l'émergence de nouveaux groupuscules islamistes, au Yémen notamment, deux nouvelles bases vont être rendues opérationnelles. L'une dans la Péninsule arabique avec la construction d'une piste d'atterrissage sur un site encore tenu secret, l'autre en Éthiopie, pays allié des États-Unis dans la lutte contre les islamistes shebabs qui contrôlent la partie méridionale de la Somalie. Les Américains mettent en œuvre actuellement 5 000 drones dont 150 drones tueurs.

Source : Washington Post.

## Armement La France quatrième exportateur mondial

■ La France devrait conforter en 2011 sa quatrième place mondiale en matière d'exportation d'armements. Intervenant devant les députés de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, le Délégué général pour l'armement (DGA), Laurent Collet-Billon, a annoncé que les prises de commande d'armement français atteindraient environ 7,5 milliards d'euros fin 2011, ce montant ne prenant pas en compte l'éventualité de contrats portant sur le Rafale. « *Nous assistons depuis l'été, a-t-il précisé, à une légère embellie avec la concrétisation de la vente à la Russie de deux BPC (...) et du contrat avec l'Inde pour la rénovation de ses Mirage 2000.* »

## Les **bonnes ondes** du patrouilleur **Gowind** de DCNS

■ DCNS serait en bonne position, face à la concurrence de l'allemand ThyssenKrupp Marine Systems (TKMS) et du néerlandais Damen Shipyards Group, pour remporter un appel d'offres de la Malaisie portant sur la fourniture de patrouilleurs hauturiers. La Malaisie serait séduite par son patrouilleur hauturier Gowind dont un exemplaire a déjà officiellement été remis, en octobre 2011, à la Marine nationale française.

Le Gowind est un bâtiment polyvalent destiné à permettre à toutes les marines du monde de répondre aux multiples missions qui leurs sont aujourd'hui confiées : surveillance de zone, lutte contre la piraterie, le terrorisme ou le trafic de drogue, sécurité maritime, police des pêches mais aussi préservation de l'environnement, aide humanitaire, recherche et sauvetage en mer... Le bâtiment peut mettre en œuvre un hélicoptère ou un drone ainsi que des commandos. Fort de l'intérêt suscité par ce type de navire, DCNS et la société sud-africaine KND viennent de signer un accord de partenariat pour la promotion, la réalisation et la commercialisation de patrouilleurs hauturiers de nature à leur permettre de remporter des marchés en Afrique sub-saharienne, à commencer par celui attendu de l'Afrique du Sud.



Construit sur fonds propres par DCNS, le patrouilleur de type Gowind - l'Adroit - a été remis, en octobre 2011, à la Marine nationale française.

### Les **menaces** de l'après-Kadhafi

L'amiral Giampaolo Di Paola, président du Comité militaire de l'Otan, a fait part des inquiétudes de l'Alliance atlantique après la disparition en Libye de plus de « 10 000 missiles sol-air » qui pourraient désormais se trouver « entre de mauvaises mains, du Kenya à Kunduz en Afghanistan, et représenter une sérieuse menace notamment pour l'aviation civile ». Inquiétant, à l'heure où le Département d'État américain révèle de son côté que – selon des sources de l'ambassade américaine à Alger – Al-Qaïda au Maghreb islamique pourrait bien avoir l'intention de s'attaquer à des avions affrétés par des compagnies pétrolières. Le colonel Kadhafi avait demandé que les dépôts d'armement du pays soient laissés ouverts afin de permettre à son peuple de s'armer contre l'Otan. Les rebelles, des terroristes, voire de simples pillards, se sont ainsi servis largement et à moindre frais. Le général Mohamed Adia, chargé de l'armement au sein du ministère de la Défense du Conseil national de transition (CNT), a pour sa part estimé à « environ 5 000 » le nombre de missiles sol-air SAM-7 manquants.

(Sources : Der Spiegel et Lettre d'information Alertes du groupe GEOS).



Le SNA *Nerpa* et le porte-avions *Admiral Gorchkov* en cours de modernisation.

### Coopération militaire russo-indienne

■ À l'issue d'une réunion, en octobre 2011 à Moscou, dans le cadre de la Commission intergouvernementale pour la coopération militaire et technique entre l'Inde et la Russie, le ministre russe de la Défense, Anatoli Serdioukov, et son homologue indien, Arackaparambil Kurian Antony, ont confirmé la remise à l'Inde du sous-marin nucléaire d'attaque *Nerpa* (fin 2011) et du porte-avions *Admiral Gorchkov*, rebaptisé *Vikramaditya*, (fin 2012). Ces bâtiments seront loués à l'Inde par la Russie pour une durée de dix ans. Le *Nerpa* devait initialement être livré en 2008 mais un grave accident, survenu lors d'essais en mer, l'avait fortement endommagé. En ce qui concerne le porte-avions, le contrat initial – signé en janvier 2004 – prévoyait sa livraison en 2008. Celle-ci avait été plusieurs fois reportée en raison notamment d'un différend sur le montant de la modernisation

du bâtiment devisée à 690 millions d'euros et parvenu, finalement, à plus de 1,5 milliard d'euros. La Russie a déjà livré onze MiG-29K/KUB destinés à constituer une partie du groupe aérien du porte-avions, cinq appareils devant encore être livrés d'ici à la fin 2011. La Russie va également livrer à l'Inde trois frégates et 80 hélicoptères Mi-17. Les deux pays développent également en commun leur avion de combat de cinquième génération ainsi qu'un avion de transport militaire. En mars 2010, l'Inde s'est par ailleurs engagée à acquérir 29 avions de chasse MiG supplémentaires pour un montant d'environ 1,5 milliard de dollars (un peu plus d'un milliard d'euros). Les premiers appareils devraient être livrés en 2012. Depuis les années cinquante la Russie est le principal fournisseur d'armement de l'Inde, lui assurant près de 70 % de ses besoins. New Delhi se tourne cependant, depuis quelques années, vers d'autres fournisseurs, en particulier les États-Unis, la France et Israël.

Sources : RIA Novosti ; presse indienne.



## Nucléaire iranien Le scénario du pire ?

Le dernier rapport de l'AIEA a fait l'effet d'une bombe... atomique en révélant publiquement ce que les services de renseignement occidentaux savaient depuis longtemps : la poursuite et surtout peut-être l'aboutissement d'un programme nucléaire iranien à usage militaire. Le débat fait désormais ouvertement rage entre tenants d'un durcissement des sanctions et partisans de frappes sur les sites iraniens.

Dans un rapport publié le 8 novembre 2011, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), évoque « l'existence possible en Iran d'activités nucléaires non divulguées, liées au nucléaire militaire, y compris des activités de développement d'une charge nucléaire pour missile ». Des sources militaires israéliennes estiment, de fait, que Téhéran sera bientôt en mesure de produire de l'uranium enrichi à 60 %, dernière étape avant l'uranium à 90 % utilisable pour les armes nucléaires. Les services de renseignement des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), regroupant l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar ont eux-mêmes rédigé un rapport commun intitulé « Nucléarisation du régime iranien » selon lequel « le guide suprême iranien, Ali Khamenei, a pris personnellement en charge le dossier du programme nucléaire militaire, avec la volonté de l'accélérer (...) ». Rien qui puisse rassurer les Occidentaux sur les intentions de la République islamique. La Russie ayant an-

noncé, le 25 octobre 2011, la vente à l'Iran de systèmes de brouillage électroniques destinés à renforcer la défense de ses sites stratégiques contre des attaques aériennes, certains militaires israéliens estiment qu'il faut désormais agir rapidement avant que ce dispositif ne soit opérationnel, afin d'éviter des pertes. Ils considèrent qu'une quarantaine de missiles à ogives conventionnelles et des bombes anti-bunker GBU-28 à guidage laser suffiraient à détruire les trois sites de Natanz, Ispahan et Arak. Le 2 novembre 2011, Israël aurait par ailleurs testé un nouveau missile balistique intercontinental capable de transporter une ogive nucléaire. Le 5 novembre, le secrétaire d'État adjoint américain, Andrew Shapiro, annonçait l'organisation d'un exercice conjoint d'une importance historique impliquant 5000 hommes avec pour objectif de simuler la défense d'Israël contre des missiles balistiques.

Le débat sur une intervention fait rage en Israël. Selon le quotidien *Yediot Aharonot*, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et le ministre de la Défense, Ehud Barak, seraient favorables à l'option militaire<sup>1</sup>, contre l'avis des services de renseignements<sup>2</sup>. Des contacts auraient été pris dans ce sens avec le président Obama et le Premier ministre britannique, David Cameron. Le 31 août 2011, le président Nicolas Sarkozy déclarait lui-même que « les tentatives de l'Iran de construire des missiles à longue portée et des armes nucléaires pourraient conduire les pays occidentaux à lancer une attaque préventive ». Selon le journal britannique *The Guardian* (édition du 3 novembre 2011), les États-Unis et le Royaume-Uni envisage-

raient bien ce genre d'action avec des frappes aériennes et maritimes, notamment par des missiles de croisière Tomahawk tirés depuis des sous-marins nucléaires d'attaque positionnés dans le golfe Persique. D'après le *New York Times*, les États-Unis renforceraient leur présence militaire dans la région en vue, probablement, de protéger le détroit d'Ormuz. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, a déclaré que son pays était « prêt au pire », mettant en garde les États-Unis « de ne pas placer les deux pays sur une route de collision ».

Le 4 novembre 2011, le président israélien, Shimon Peres, appelait la communauté internationale à l'action : « les services de renseignements de tous les pays savent que le temps est compté (...). Il est temps que les nations du monde assument leurs responsabilités, qu'il s'agisse de sanctions ou d'une opération militaire ».

À l'heure où nous bouclons ces lignes, une intervention sous l'égide des Nations unies paraît hautement improbable, la Chine et la Russie ayant déjà fait savoir qu'elles s'opposeraient, ne serait-ce qu'à de nouvelles sanctions. Une réponse claire au ministre des Affaires étrangères français, Alain Juppé qui se déclarait, le 6 novembre, favorable à un durcissement des sanctions contre l'Iran, plutôt qu'à une intervention armée « totalement déstabilisatrice » pour la région.

JOSEPH LE GALL



1. Israël avait déjà prévu d'attaquer les installations nucléaires iraniennes à la fin de l'année 2010, mais les États-Unis s'y étaient opposés.

2. Selon le journal koweïtien *Al-Jarida*, Meir Dagan, l'ancien chef du Mossad et Yuval Diskin, l'ancien patron du Shin Bet (Renseignement intérieur) pourraient être à l'origine des fuites. Tous deux sont hostiles à toute action militaire d'envergure contre l'Iran avant que toutes les autres options – principalement la pression diplomatique internationale et l'action clandestine (sabotages, assassinats d'ingénieurs et de responsables du programme nucléaire iranien, etc.) – aient été épuisées.

**Spécial  
LIBYE**

# Dans le secret de l'opération française







PHOTO - CHRISTOPHE DUBOIS



PHOTO : THOMAS GOSQUE

Le 31 octobre 2011, l'Otan a officiellement annoncé la fin de l'opération *Unified Protector* engagée sept mois plus tôt pour assurer – dans le cadre des résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies – la protection de la population libyenne face à la répression menée par le régime du colonel Kadhafi. Pour la France, qui en a été l'un des principaux acteurs, elle a pris la forme de l'opération *Harmattan* menée sous l'autorité du président de la République, Nicolas Sarkozy, et de l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des Armées. Cette campagne de frappes aériennes et de contrôle de l'espace maritime par l'Otan<sup>1</sup> a mobilisé de très importants moyens de l'armée de l'Air et de la Marine nationale françaises incluant, pour la première fois, la mise en œuvre opérationnelle d'une force aéromobile de l'armée de Terre depuis la mer. Quelques chiffres livrés en vrac permettent de prendre la mesure de l'engagement français : près de 5 600 sorties aériennes, 25 % des sorties de la coalition et 35 % de ses missions offensives, 1 000 objectifs militaires détruits, plus de 500 pour les hélicoptères de l'Aviation légère de l'armée de Terre embarqués sur les BPC de la Marine nationale, 3 000 obus de 76 mm et 100 mm tirés par les frégates de la Marine<sup>2</sup>... Ce que l'histoire militaire française retiendra de cette intervention sera notamment sa dimension interarmées. Afin d'en prendre la mesure, *Marine & Océans* a choisi de donner la parole à tous les acteurs ayant participé à *Harmattan*, qu'ils appartiennent à la Marine nationale, à l'armée de l'Air ou à l'armée de Terre. Ce dossier spécial, le premier du genre si proche de la fin des opérations, est donc exceptionnel tant par sa densité que par la qualité et la diversité de ses contributeurs, que la rédaction de *Marine & Océans* remercie ici de leur confiance.

BERTRAND DE LESQUEN  
Rédacteur en chef

1. L'Otan a réalisé plus de 26 000 sorties aériennes dont plus de 9 000 pour l'engagement et la destruction d'objectifs, détruit près de 6 000 objectifs militaires dont plus de 400 pièces d'artillerie ou lance-roquettes et plus de 600 tanks ou véhicules blindés, contrôlé plus de 3 000 navires, inspecté près de 300, réalisé plus de 2 000 livraisons d'aide humanitaire par voie aérienne, terrestre ou maritime.

2. Lire le compte rendu de l'audition du CEMA, le 5 octobre 2011, sur <http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cdef/11-12/c1112002.asp>



PHOTO : MARINE NATIONALE

# « Harmattan a souligné l'indispensable complémentarité interarmées pour les opérations d'entrée en premier et de projection vers la terre »

**Ancien sous-chef opérations à l'état-major des Armées – notamment pendant l'opération Harmattan – l'amiral Bernard Rogel est chef d'état-major de la Marine nationale depuis septembre 2011. Il tire les premiers enseignements de l'engagement de la Marine au large des côtes libyennes.**

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE DUGAST

■ **Pouvez-vous nous donner la mesure de l'engagement de la Marine nationale dans l'opération Harmattan ?**

Tous les moyens de la Marine ont été mis en œuvre pour contrôler l'espace aéromaritime, opérer des missions de renseignement et conduire des frappes coordonnées impliquant des avions de chasse, des hélicoptères, des avions de patrouille maritime et des bâtiments de surface en appui feu-naval.

Le porte-avions *Charles de Gaulle*, avec son groupe aérien embarqué composé de Rafale Marine, Super Etendard Modernisés (SEM) et Hawkeye, a effectué à lui seul près de 1 600 missions de combat.

Les Bâtiments de projection et de commandement (BPC) ont embarqué le groupe aéromobile de l'armée de Terre composé d'une vingtaine d'hélicoptères Tigre, Gazelle et Puma. Ces appareils ont effectué une quarantaine de raids et détruit près de 600 objectifs, assurant 90% des frappes de la coalition par hélicoptères.

Les frégates ont tiré quelque 3 000 obus pour 85 engagements contre des moyens militaires positionnés sur le littoral, tout en étant souvent prises pour cible par l'artillerie libyenne.

Au total, 27 bâtiments se sont succédés sur le théâtre d'opérations. Au plus fort de la crise, pour l'ensemble des moyens français, ce sont plus de 40 aéronefs, une vingtaine d'hélicoptères et une dizaine de bâtiments de combat et de soutien qui ont été mobilisés ainsi que plus de 3 500 marins. 1 200 munitions ont été larguées et un millier d'objectifs détruits. Je rappelle qu'au total les avions de combat de l'armée de l'Air et de la Marine ont effectué près de 5 600 sorties, totalisant ainsi 27 000 heures de vol.

■ **Quel enseignement retirez-vous de cette opération pour la Marine nationale et plus largement – au titre de vos**

**fonctions pendant Harmattan (NDLR : sous-chef Opérations à l'EMA) – pour l'armée française ?**

Cette opération nous a permis de mesurer notre réactivité, mais aussi notre capacité à mener des opérations de haute intensité, exigeant un niveau de coopération interarmées, inter-composantes et interalliée dont très peu de marines sont aujourd'hui capables. Elle a souligné l'indispensable complémentarité interarmées pour les opérations « d'entrée en premier » et de projection vers la terre.

Elle a validé et confirmé les grandes orientations capacitaires, actuelles ou futures, de la Marine : la remarquable efficacité, la fiabilité et la polyvalence du Rafale Marine, la justesse de nos choix pour le BPC qui ont conduit à privilégier la fonction « porte-hélicoptères d'assaut », l'aptitude à agir puissamment et dans la durée du groupe aéronaval, la forte implication des frégates et des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) dans l'action vers la terre et notre capacité de frappe dans la profondeur grâce au missile Scalp EG tiré par les Rafale. Elle a aussi confirmé la pertinence des choix qui ont conduit à conserver des savoir-faire classiques tels que l'appui-feu naval.

Cette opération a conforté la valeur de notre modèle de préparation opérationnelle, grâce aux trois principes de notre socle organique renforcé : un niveau de disponibilité opérationnelle homogène au sein de la flotte, qui a permis d'engager sans délai la plupart des bâtiments de premier rang ; une grande polyvalence de nos bâtiments et de nos équipages qui peuvent changer de mission sans difficulté ; un professionnalisme orienté vers la combativité des équipages grâce à un entraînement permanent et exigeant.

Elle a enfin fait naître une fierté légitime chez les marins qui y ont participé, et je m'en félicite. Je vou-





Rafale Marine sur le porte-avions Charles de Gaulle. « L'opération Harmattan a confirmé la remarquable efficacité, fiabilité et polyvalence de cet appareil. » AMIRAL ROGEL

drais leur rendre hommage car ils ont non seulement démontré leur savoir-faire, leur professionnalisme et leur sérénité dans un contexte tendu mais également un dévouement total à leur pays, prouvant ainsi le sens de leur engagement. Je n'oublierais pas d'y associer leurs familles car je sais que ça n'a pas été facile pour elles, surtout lorsqu'il a fallu durer... J'associe naturellement à cet hommage nos camarades des deux autres armées qui ont eux aussi fait un travail exceptionnel.

■ **Sept mois pour venir à bout de forces libyennes divisées, n'est-ce pas un peu long pour une machine comme l'Otan ?**

À la lumière des récents conflits, ex-Yougoslavie ou Afghanistan, sept mois c'est peu... surtout quand la résolution impose de ne pas déployer de troupes au sol. L'essentiel est de s'être préparé au mieux en estimant les forces en présence et leurs réelles capacités de succès. Il faut ainsi ne jamais compter sur la faiblesse de l'adversaire. De surcroît, on ne maîtrise jamais complètement le déroulement des opérations.

Je peux vous assurer de la combativité des forces pro-Kadhafi ainsi que de leurs capacités à mobiliser leurs ressources et à riposter de manière efficace et coordonnée. Note mission a été ardue et complexe.

Tout conflit nécessite des réponses adaptées. Il est à mes yeux essentiel de pouvoir assurer à la fois la permanence de l'action et une grande polyvalence de nos moyens. Ceux-ci doivent être capables de s'adapter aux menaces à traiter et permettre une extrême précision des frappes afin d'éviter tous dommages collatéraux. C'est aussi grâce à la complémentarité des moyens engagés, tant au plan national qu'international, que nous avons pu accroître notre efficacité.

■ **Quelles lacunes cette opération a-t-elle révélées pour la Marine nationale et plus largement pour l'armée française ?**

Cette opération a effectivement souligné la nécessité pour les forces militaires françaises de disposer de capacités nouvelles ou améliorées. Il faut citer en particulier les drones tactiques embarqués, la mise à niveau des pods de désignation et l'extension du spectre d'emploi des armes sur le Rafale Marine dans le cadre d'un conflit urbain, ainsi

qu'une artillerie navale optimisée pour le tir contre la terre. Le *modus operandi* choisi a cependant été efficace. Une phase de destruction, incluant la mise en œuvre de missiles de croisière à partir des bâtiments alliés, a été entreprise avant que n'interviennent les forces aériennes chargées de traiter progressivement l'ensemble des cibles militaires menaçant la population libyenne. Puis les groupes aéromobiles au départ d'un Bâtiment de projection et de commandement (BPC), appuyé par du tir naval contre terre, ont été déployés. C'est d'ailleurs en cela, comme l'a souligné récemment le ministre de la Défense, M. Gérard Longuet, que « la décision prise par la France de compléter l'attaque aérienne par l'attaque « hélicoptères » a complètement changé les données en permettant de travailler en micro-chirurgicale ». L'opération Harmattan a donc démontré deux fois l'intérêt et l'efficacité d'une projection de puissance à partir d'une plate-forme navale.

■ **Quelles conséquences concrètes cette opération aura-t-elle pour la Marine ?**

Je tiens tout d'abord à préciser qu'avec Harmattan la Marine a tout simplement fait son métier qui est de faire des opérations! Celle-ci l'a cependant conduite à se retirer de certains exercices et a induit une petite baisse d'activité dans le domaine de la formation, notamment pour la lutte anti-sous-marine.

Certaines actions ont dû être légèrement décalées, telles que la transformation de la flottille 11F sur Rafale. Il va aussi falloir à la Marine quelques mois pour retrouver le niveau optimum de ses qualifications opérationnelles.

Mais si l'activité de la Marine a été extraordinaire, au sens littéral du terme, elle n'a pas pour autant été si exceptionnelle que certains de vos lecteurs peuvent l'imaginer. Notre tempo était soutenu avant la Libye et le reste aujourd'hui. Les défis ont été relevés de façon très satisfaisante mais des arbitrages sur les missions « de fond de tableau » ont dû être faits. Je rappelle que nous avons aujourd'hui des unités de la Marine en opération de l'Afghanistan à la corne de l'Afrique en passant par le golfe de Guinée et le fond des océans.

## Complémentarité et intégration

**L'intervention militaire en Libye a vu les trois grandes composantes de l'armée française travailler ensemble – les Awacs de l'armée de l'Air avec les fré gates de défense aérienne de la Marine nationale, les hélicoptères de l'Alat et les commandos de l'Air avec les BPC... – tout cela dans une parfaite intégration avec les structures de l'Otan. Explications.**

PAR LE GÉNÉRAL DE CORPS AÉRIEN VINCENT TESNIÈRE \*

**L**e premier jour de l'opération *Odyssey Dawn*<sup>1</sup>, le 19 mars 2011, c'est une patrouille d'avions français composée de Rafale et de Mirage 2000D qui stoppe une colonne de blindés menaçant Benghazi. Sept mois plus tard, le 20 octobre, c'est encore une patrouille mixte française composée de Mirage 2000D et de Mirage F1 qui délivre la dernière bombe de l'opération de l'Otan *Unified Protector*, stoppant définitivement le convoi armé dans lequel se trouvait le colonel Kadhafi qui venait de quitter Syrte<sup>2</sup>. La longue bataille pour la libération de la ville se terminait, mettant un terme, de fait, au conflit en Libye. Après ces sept longs mois d'opérations, il apparaît très clairement que l'Otan doit le succès de sa mission à l'investissement sans faille des nations engagées et, pour ce qui concerne la maison «France», à la complémentarité et à la valeur de ses forces armées.

Dans le domaine aérien, si l'armée de l'Air a démontré son aptitude d'entrée en premier et sa capacité à mettre en œuvre la puissance aérienne en se focalisant en priorité sur les objectifs stratégiques (centres de commandement, centres logistiques, dépôts de munition, 2<sup>e</sup> échelon, blindés...), il est important de souligner la contribution très précieuse des Rafale, Super Étendard ou E2C Hawkeye de la Marine nationale déployés sur le *Charles de Gaulle* jusqu'à la mi-août et qui ont réalisé près de 25 % des sorties françaises. Par ailleurs, embarqués sur le BPC *Tonnerre* ou *Mistral* à compter du 11 juillet, les hélicoptères Tigre, Gazelle et Puma de l'armée de Terre ont pu se concentrer sur des

objectifs tactiques, détruisant en 30 missions environ 8 % des objectifs mobiles engagés par l'Otan (*dynamic targeting*). Enfin, pour assurer l'éventuelle récupération des équipages, un plot CSAR de 2 EC725 Caracal et des commandos du CPA 30 étaient à bord du



Mirage 2000 de la base aérienne d'Istres.  
« L'armée de l'Air a démontré son aptitude d'entrée en premier en se focalisant sur les objectifs stratégiques. » GÉNÉRAL TESNIÈRE

porte-avions jusqu'à la mi-août puis sur le BPC jusqu'à la fin de l'opération.

Deux ans seulement après avoir rejoint la structure intégrée de l'Otan, la France, avec l'Opération *Unified Protector*, aura confirmé sa parfaite intégration et son rôle moteur au sein de l'Alliance. Deuxième nation derrière les États-Unis en nombre de sorties, la France a mis en œuvre des capacités essentielles, notamment dans le domaine du renseignement et celui des actions offensives. Par ailleurs, au sein de l'état-major multinational Air de Poggio Renatico chargé d'assurer la planification et la conduite des opérations aériennes, il faut noter que le personnel français mis en place dans les postes clés a sans aucun doute démontré sa capacité à s'insérer rapidement avec un savoir-faire reconnu.

Sur un plan beaucoup plus large, cette opération aura également mis en évidence le rôle fédérateur de l'Otan et sa capacité à valoriser les rôles complémentaires des nations contributrices : les

États-Unis ont apporté leur soutien dans des domaines critiques (ravitaillement en vol, drones armés, guerre électronique...), la Grande-Bretagne a excellé dans la réalisation des missions offensives, avec notamment la mise en œuvre d'armements à faibles dommages collatéraux, le Qatar a apporté une aide précieuse dans la réalisation des missions défensives, la Suède a su démontrer de réelles compétences dans le domaine du renseignement tactique. Bien sûr, la réussite de cette opération ne doit pas masquer certaines faiblesses de nos forces armées, il conviendra de les établir avec honnêteté, le souci de la cohérence et le sens de l'intérêt commun. Il faut également garder à l'esprit que cette opération a été réalisée dans un contexte particulier (missions gé-

nériques de protection des populations sans ennemi désigné, pas de forces alliées au sol...) et sous très fortes contraintes pour ce qui concerne notamment les règles d'engagement et les dommages collatéraux. Les conclusions tirées et les revues capacitaires devront donc en tenir compte et ne pas s'effectuer au seul filtre de cette opération. Après sept mois d'opérations aériennes et la réalisation de plus de 25 000 sorties aériennes dont 9 000 missions offensives, l'Opération *Unified Protector* se termine sur un succès dont l'Otan et ses partenaires peuvent être légitimement très fiers. La France, grâce à la qualité et la disponibilité de son personnel, la cohérence et la complémentarité des moyens engagés, y aura joué un rôle majeur unanimement apprécié par l'ensemble de ses partenaires. ●

\* Adjoint du général commandant les opérations aériennes de l'opération *Unified Protector* basé à Poggio Renatico, en Italie.

1. Nom de code donné par les Américains à l'opération aérienne déclenchée contre la Libye le 19 mars 2011.

2. À l'issue de ce raid, le colonel Kadhafi sera capturé et tué par les révolutionnaires libyens.



Son horizon...

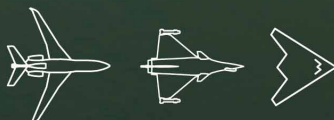
...notre horizon commun

## HIGHER TOGETHER\*

Voler ne laisse pas de place à l'erreur. Nos clients sont exigeants et savent que nous maîtrisons les technologies les plus complexes. Nos expertises civiles et militaires s'enrichissent mutuellement pour concevoir et produire des avions d'exception.

singulier et associés - RCS Paris 492 546 510 - Photo : Alex Paignaux

[www.dassault-aviation.com](http://www.dassault-aviation.com)



\*Ensemble plus loin

# La Marine française dans

L'entrée en scène de la Marine française dans le conflit libyen a été symbolisée par l'appareillage, le 20 mars 2011, du porte-avions *Charles de Gaulle* et de ses bâtiments d'escorte constitués en une *Task Force* baptisée 473. Jamais, depuis les événements de Suez en 1956, la Marine française n'avait été engagée à un tel niveau de moyens et d'intensité. Récit et enseignements.

PAR LE CONTRE-AMIRAL PHILIPPE COINDREAU \*

**D**urant l'hiver 2010-2011, à l'image de la Tunisie et de l'Égypte, pays voisins, la Libye connaît des mouvements de contestations sur l'ensemble de son territoire, mais en dépit des appels à la raison de la communauté internationale, la répression violente menée par le leader libyen se poursuit. Le conseil de sécurité des Nations-Unies, à la demande de la représentation permanente de la Libye à l'Onu, vote une première résolution (1970) le 26 février 2011, prévoyant un embargo sur les armes à destination de la Libye, un gel des avoirs liés au régime, ainsi qu'une interdiction de voyager pour les proches de Kadhafi. Le 17 mars 2011, sur proposition de la France, de la Grande-Bretagne et du Liban, une seconde résolution est votée qui prévoit l'utilisation de la force (chapitre VII) pour mettre en place une « *no fly zone* » et assurer la protection des populations civiles, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère.

C'est en application de cette résolution que la France déclenche l'opération Harmattan, en soutien et au sein d'une coalition. Le groupe aéronaval français, constitué en *Task Force* 473 (TF 473), rentré quatre semaines plus tôt de plusieurs mois d'opération en océan Indien dans le cadre de l'opération Agapanthe, appareille sur très court préavis le 20 mars et les aéronefs du groupe aérien embarqué conduisent leurs premières missions sur le théâtre d'opérations dès le 22 mars.

La campagne aérienne menée par la coalition est dans un premier temps orchestrée par les Américains dont l'opération *Odyssey Dawn* est déclenchée le 19 mars. Suite à leur retrait partiel et à la décision de confier à l'Otan la responsabilité du commandement de l'opération *Unified Protector*, la planification et la conduite des opérations aériennes sont transférées au JFAC d'Izmir (commandé par le général américain Jodice). Le CAOC (*Combined Air Operations Center*) de Poggio Renatico assure progressivement la fonction de conduite après un court tuilage avec les Amé-



PHOTO : ECPAD

ricains. Cette bascule, complexe à réaliser techniquement, intervient au moment où, sur le terrain, les forces pro-Kadhafi inversent la tendance et regagnent du terrain vers la Cyrénaïque.

Les moyens du groupe aérien embarqué français, à l'exception de ceux employés dans le cadre de la protection de la force navale, sont placés sous contrôle opérationnel de l'Otan et participent pleinement à la campagne aérienne aux côtés des aéronefs des armées de l'Air de la coalition.

## ■ La menace de missiles sol-air portables

Le commandement du volet maritime de l'opération *Unified Protector* est confié au *Maritime Command* de Naples (amiral italien Veri - CTF 455) qui dispose de trois commandements subordonnés chargés respectivement de la composante surface, de la composante sous-marine et de la composante aéronavale. MC Naples consacre son effort, dans un premier temps, à la mise en place de l'embargo maritime. La France décide de conserver les moyens navals de la TF 473 sous commandement national tout en les plaçant en soutien de l'opération Otan. Elle met également une frégate supplémentaire sous commandement Otan et les capacités hospitalières du *Charles de Gaulle* à la disposition de l'Alliance.

\* *Commandant de la Task Force 473.*

Le contre-amiral Coindreau (à gauche) commandant la Task Force 473 « Les bâtiments de la Marine se sont succédés sur zone au prix d'un effort conséquent des structures de soutien. » CA COINDREAU



# L'opération Harmattan

Cette organisation du commandement, adoptée par ailleurs par les Américains et les Britanniques, va permettre à la Marine française de jouer un rôle moteur en soutien de l'Otan en accélérant le tempo des opérations maritimes et en développant de nouveaux modes d'action.

Enfin, le groupe aéromobile français (18 hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de Terre), opérant à partir du BPC *Tonnerre*, est placé sous le contrôle opérationnel direct du commandant de l'opération *Unified Protector* (général canadien Bouchard – COM CJTF OUP) qui s'appuie sur le commandant de la *Task Force* française en liaison avec le commandant de la composante aérienne pour la planification et la conduite des opérations. Comparable à celle adoptée pour le groupe aéromobile britannique, cette organisation originale du commandement, liée en partie à l'absence de commandement terrestre dans cette opération, permet de donner au groupe aéromobile un cadre d'emploi parfaitement adapté tout en garantissant une coordination aérienne efficace au sein de la coalition.

La Libye, du fait de ses caractéristiques géographiques et de son histoire, concentre son activité économique, ses installations militaires et la plupart de ses voies de communication en bordure de la frange côtière. Aussi, au cours du conflit, les fronts de Misrata et de Brega, puis ultérieurement de Tripoli et de Syrte, les garnisons des forces pro-Kadhafi et les principaux axes logistiques, sont-ils accessibles depuis la mer aux forces de la coalition. Cette faculté d'intervention depuis la mer permet aux forces aéro-maritimes au cours de la campagne de contrer les intentions des forces pro-Kadhafi visant à assiéger Misrata et à poursuivre leur progression sur Benghazi. Au déclenchement de l'opération, les trois composantes des armées libyennes (armée de l'Air, de Terre et Ma-

Un hélicoptère Tigre de l'Aviation légère de l'armée de Terre au large du Bâtiment de projection et de commandement *Tonnerre*.

« Les missions du groupe aéromobile ont provoqué une attrition considérable des moyens des forces pro-Kadhafi. »  
CA COINDREAU



PHOTO: ECPAD

rine) sont fortement engagées dans la répression de la population et conduisent des opérations de bombardement aérien et d'appui feu naval et terrestre. Neutraliser les moyens mis en œuvre et dissuader les forces pro-Kadhafi de poursuivre leurs actions constituent donc les premières tâches de la coalition. La marine libyenne est partagée *de facto* en deux au moment de la crise libyenne, les forces de l'opposition ayant récupéré les moyens stationnés à Benghazi et dans les ports de la Cyrénaïque. Celle restée fidèle à Kadhafi, basée dans les ports de Syrte, Al Khoms et Tripoli, est principalement constituée de corvettes et de vedettes lance-missiles.

Ces bâtiments constituant une menace latente seront détruits par un raid aérien de l'Otan en une seule nuit. Leur attrition permet par la suite aux forces navales de la coalition d'opérer plus librement et de se dégager de la tâche de contrôle des sorties de ports pour concentrer leurs efforts ailleurs et, en particulier, aux missions d'appui feu naval. Elle permet, en outre, la conduite des opérations de projection des moyens aéromobiles avec une prise de risques diminuée.

La menace aérienne libyenne immédiate, constituée par un nombre important d'aéronefs et de systèmes de défense aérienne sol-air longue portée est neutralisée après quelques jours d'une campagne méthodique conduite par la coalition. La mise en place >>>



>> d'un dispositif de surveillance et d'intervention aérien pour faire respecter la *No Fly Zone* (NFZ) s'avère par la suite dissuasif. Seuls quelques hélicoptères pro-Kadhafi violeront cette NFZ au cours de la campagne.

La menace, générée par la présence d'un nombre considérable de missiles sol-air portables, perdure durant toute la campagne. Elle est difficilement neutralisable. Afin de s'en affranchir, les aéronefs conduisent leur mission au-dessus du territoire libyen à haute altitude et, pour les plus vulnérables, en restant hors de portée au dessus du golfe de Syrte.

Durant toute la campagne, la possibilité d'actions asymétriques aériennes et maritimes de type « terroriste » de la part des forces pro-Kadhafi est prise très au sérieux. Cela oblige notamment les bâtiments de la coalition à adopter et à conserver des dispositions



Les plongeurs démineurs de la Marine nationale sont plusieurs fois intervenus pour neutraliser des mines.

Le porte-avions *Charles de Gaulle*. « Les avions de l'Aéronavale ont participé aux nombreuses missions de destruction des moyens militaires libyens impliqués dans le bombardement de zones occupées par la population civile. »  
CA COINDREAU



PHOTOS : MARINE NATIONALE

de veille, d'alerte et d'action excessivement exigeantes pour les équipages.

Au déclenchement de l'opération Harmattan, la Marine française – tout comme l'armée de l'Air – est engagée avec des moyens très conséquents.

Une frégate de la Marine est déjà au large des côtes libyennes alors que la répression menée par Kadhafi s'intensifie et menace la ville de Benghazi. Elle est rejointe par le groupe aéronaval constitué autour du *Charles de Gaulle*, de son groupe aérien embarqué dimensionné pour pouvoir s'inscrire dans la durée, de deux frégates d'escorte, d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA), d'un pétrolier ravitailleur et d'un avion de patrouille maritime ATL2. Pour l'occasion, le *Charles de Gaulle* embarque également un plot CSAR (*combat search and rescue*) composé de deux Caracal et d'un Puma de l'armée de l'Air.

Ces capacités sont renforcées, au fur et à mesure des besoins identifiés, par un groupe de plongeurs démineurs et des détachements de commandos entraînés aux opérations de visite sur les navires de commerce.

Mi-juin, la France prend la décision de projeter le BPC *Tonnerre* et un groupe aéromobile de 18 hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de Terre. Cette projection est menée en coordination avec les Britanniques qui déploient dans le même temps les porte-hélicoptères *HMS Ocean* sur lequel quatre puis cinq hélicoptères Apache sont embarqués.

### Intervention déterminante des frégates françaises à proximité des côtes

La *Task Force 473* participe aux trois volets de l'opération : mise en place et maintien de la NFZ, protection des populations civiles et des zones peuplées, embargo maritime sur les armes à destination ou en provenance de la Libye. Mais c'est dans le second que son action est la plus importante et la plus notable.

Les Rafale Marine (RFM), les Super Etendard Modernisés (SEM) et les Hawkeye (E2C) participent aux nombreuses missions de la coalition au-dessus du territoire libyen, détruisant les moyens militaires libyens directement impliqués dans le bombardement des zones occupées par la population civile. Tout comme les aéronefs de l'armée de l'Air et les aéronefs britanniques, ils sont principalement employés en mission sur ces cibles d'opportunité. Le positionnement du *Charles de Gaulle* dans le golfe de Syrte, autorisant les catapultages et les appontages de son groupe aérien à proximité du territoire libyen, réduit les durées de transit « improductives » et facilite la bascule d'efforts à l'est ou à l'ouest de la Libye en fonction des priorités. Sa présence offre en outre la possibilité aux Rafale de l'armée de l'Air de décharger en vol, lors de leur transit retour vers leurs bases, les données « image » extraites des nouveaux Pod RECO, accélérant ainsi la boucle du renseignement et permettant aux équipages suivants de disposer immédiatement d'informations précieuses.

Disposant de règles d'engagement nationales robustes, les bâtiments français sont autorisés – dès le début du conflit – à pénétrer dans les eaux territoriales libyennes, ce qui les conduit à intercepter et à mettre fin à un trafic côtier régulier mis en place par les forces pro-Kadhafi pour acheminer une partie de leur logistique et harceler les populations civiles depuis la mer. L'intervention des frégates françaises à proximité des côtes est également déterminante au début de la campagne pour protéger les accès du port de Misrata, véritable ballon d'oxygène pour la population de la ville assiégée par la terre. L'une d'elle interceptera un raid de commandos pro-Kadhafi en mission de minage de l'entrée du port et servira de plate-forme aux plongeurs démineurs français pour positionner et neutraliser les mines déjà mouillées,





PHOTO : OTAN

en coopération avec un chasseur de mines britannique. C'est la même frégate qui, quelques jours plus tard, interceptera un nouveau raid de commandos qui s'enfuira en laissant sur place une embarcation piégée avec une tonne d'explosifs à son bord.

Déployés en permanence ou de manière occasionnelle devant les côtes libyennes, les moyens français (frégates, SNA, ATL2) sont des sources de renseignement tactique excessivement précieuses pour apprécier la situation à terre, que ce soit l'état de la population civile dans les poches assiégées ou l'action des forces pro-Kadhafi et ce, alors qu'aucune troupe de l'Otan n'est stationnée sur ce territoire. Ce renseignement est partagé au quotidien avec l'Otan. Les Rafale Marine équipés du Pod RECO NG participent activement à la tenue de situation des forces pro-Kadhafi et des zones de combats. Les images recueillies, analysées par une équipe d'interpréteurs photo à bord du *Charles de Gaulle*, sont transmises à l'ensemble de la coalition pour apprécier le résultat des bombardements et planifier les opérations suivantes.

Pendant toute la durée de la campagne, les moyens de la TF 473 font peser une menace permanente sur les forces pro-Kadhafi sur les fronts de Brega et de Misrata. Les missions d'appui feu naval, conduites jour et nuit de manière autonome ou en soutien du groupe aéromobile, participent au harcèlement et à l'usure des forces terrestres pro-Kadhafi. Les canons de 100 mm ou de 76 mm des frégates sont largement sollicités. Les missions du groupe aéromobile, conduites à partir du BPC et menées dans la plus grande discrétion pour préserver la sécurité des équipages, provoquent une attrition considérable des moyens des forces pro-Kadhafi. Elles se succèdent à un rythme soutenu, générant chez l'adversaire la panique et le doute.

### ■ L'intérêt retrouvé de l'appui feu naval

Jamais, depuis les événements de Suez en 1956, la Marine française n'a été engagée à un tel niveau de moyens et d'intensité. Toutes les composantes ont été mises à contribution et l'ouverture du feu par les aéronefs du groupe aérien, par les frégates et par le groupe aéromobile a été fréquente.

Depuis le 20 mars 2011, hormis le *Charles de Gaulle* et le groupe aérien embarqué – pièces uniques au sein de la Marine française – les bâtiments de la Marine se sont succédés sur zone au prix d'un effort

conséquent des structures de soutien et d'une gestion attentive du personnel composant les équipages. Sur la durée, ce sont les quatre frégates anti-aériennes, les cinq frégates type «La Fayette», les deux BPC, la plupart de nos frégates anti-sous-marines, de nos pétroliers ravitailleurs, de nos sous-marins d'attaque et de nos équipages de patrouille maritime qui se sont relevés sur le théâtre

d'opération pour garantir la permanence du dispositif naval français et son efficacité dans la mission confiée.

Cette opération a vu également pour la première fois un groupe aéromobile à 18 hélicoptères opérer à partir d'un BPC. Validé pour des opérations amphi-

En haut, complexe militaire loyaliste détruit par les frappes aériennes.

Ci-contre, frégate française en appui feu. « Les missions d'appui feu naval ont montré toute leur pertinence même si l'on peut regretter le calibre un peu limité de l'artillerie navale française et l'absence de munitions guidées. »  
CA COINDREAU



PHOTO : MARINE NATIONALE

bies, le BPC a fait la démonstration qu'il était aussi un outil de projection de puissance aéromobile parfaitement adapté au contexte de cette opération où toute mise à terre de forces était proscrite. Opérant par nuit noire dans la plus grande discrétion, le groupe aéromobile a parfaitement complété l'action menée par les aéronefs de l'Otan.

Peu pratiqué durant les décennies précédentes, l'appui feu naval a retrouvé dans ce conflit tout son intérêt. Certes, on peut regretter le calibre un peu limité de l'artillerie navale française et l'absence de munitions guidées mais, que ce soit en harcèlement ou en interdiction, les missions d'appui feu naval ont montré toute leur pertinence dans ce conflit libyen. Et ces missions conduites fréquemment sous le feu de l'artillerie terrestre des forces pro-Kadhafi ont nécessité de la part des équipages combativité et réactivité.

Le conflit libyen a montré enfin toute la pertinence du développement de la fonction stratégique « connaissance-anticipation », tirée du dernier *Livre blanc*. La présence des bâtiments de la Marine à proximité des côtes libyennes a été un atout considérable de ce point de vue. Face à la campagne de désinformation permanente orchestrée par le régime de Kadhafi, il était en effet essentiel pour la coalition et la France en particulier d'avoir la connaissance la plus précise de la situation.



PHOTO: DR



PHOTO: THOMAS GOSQUE

## « l'action du groupe aérien embarqué a été tout à fait complémentaire de celle de l'armée de l'Air »

PROPOS RECUEILLIS  
PAR BERTRAND DE LESQUEN

**Le capitaine de vaisseau Jean-Philippe Rolland a commandé le porte-avions *Charles de Gaulle* lors de son engagement dans l'opération Harmattan. Aujourd'hui chef de cabinet du chef d'état-major de la Marine, il revient sur plus de quatre mois d'intervention au large des côtes libyennes.**

### ■ Le porte-avions a-t-il rempli la mission qui lui était assignée au large de la Libye ?

Le porte-avions est parti le 20 mars 2011, en 3 jours, après un arrêt technique de quatre semaines, à partir du moment où il a reçu l'ordre d'appareillage pour rejoindre le golfe de Syrte. Il y est resté jusqu'au 12 août soit une période de quatre mois et demi pendant laquelle il a exécuté toutes les missions aériennes et toutes les frappes qui lui ont été ordonnées avec l'ensemble des systèmes d'armes qu'il avait été jugé utile de mettre en œuvre. Il a fait plus de 2 000 catapultages pendant cette période dont les trois quarts étaient destinés à des missions opérationnelles directement liées à l'action au-dessus de la Libye. Tout ceci s'est fait sans accident avec une efficacité sur le terrain qui est, je le crois, reconnue par tout le monde. On peut donc dire qu'il a rempli sa mission avec le groupe aérien qui était embarqué et les frégates et le sous-marin qui l'escortaient.

### ■ Par qui et comment étaient décidées et organisées les missions de frappe au-dessus de la Libye ?

Je pense que votre question a trait aux missions aériennes. S'agissant de ces missions, les avions catapultés par le *Charles de Gaulle* passaient sous le contrôle opérationnel de l'Otan. C'est donc la chaîne de l'Otan qui définissait les cibles et la façon dont elles devaient être traitées. La France participant à cette opération comme membre de l'Otan avait bien sûr son mot à dire dans le processus de ciblage. Mais c'est bien l'Otan qui conduisait la mission *Unified Protector* visant à atteindre les objectifs définis par la résolution de l'Onu.

### ■ Comment s'est opéré le choix des cibles ?

Il y avait un processus continu, itératif, d'entretien d'un certain nombre de cibles, des cibles planifiées à l'avance et des cibles d'opportunité comme un lance-roquettes ou une pièce d'artillerie, matériels mobiles pouvant être mis en œuvre sans préavis.

### ■ Quel est votre rôle en tant que commandant du porte-avions dans cet environnement ?

La décision fondamentale du commandant du porte-avions est d'autoriser le catapultage des avions

pour les missions qui leur sont assignées en fonction des conditions du moment, conditions tactiques et météorologiques parce que lorsque les avions sont en l'air, il faut qu'ils puissent revenir se poser. Le commandant a donc une responsabilité extrêmement importante en termes de positionnement du porte-avions qui va déterminer le temps de vol, donc l'autonomie dont disposeront les avions au-dessus du théâtre d'opération, mais aussi l'exposition du porte-avions à la menace potentielle et son exposition aux aléas climatiques éventuels, tempête de sable, dégradation de l'état de la mer, etc. Le commandant d'un porte-avions aujourd'hui n'est pas celui qui dit aux pilotes, «c'est là que vous allez taper». Cette responsabilité revient habituellement à l'état-major de la force, et au large de la Libye elle revenait à la chaîne de décision Otan.

■ **Le porte-avions était-il menacé? Comment était assurée sa protection?**

Le niveau de la menace avait tout d'abord été évalué très sérieusement avant de déployer le groupe aéronaval. Nous avions une défense en profondeur constituée par les différents moyens français mais aussi des autres pays de l'Otan pour mesurer le degré d'activité des moyens militaires libyens et assurer une évaluation toujours plus précise de cette menace. Notre sécurité était aussi assurée par le choix du positionnement. Au départ, le porte-avions est resté à une distance tout à fait significative, le temps d'être certain que nous faisons une évaluation correcte de la situation.

■ **C'est-à-dire?**

Une distance qui permettait de s'affranchir de tout risque, supérieure à 100 nautiques. Par la suite, lorsqu'il a été confirmé que l'aviation libyenne était bien clouée au sol, que les batteries de missiles étaient détruites, et qu'à la mi-mai nous avions détruit les moyens offensifs de la marine libyenne, frégates et patrouilleurs lance-missiles, nous avons été en mesure de nous rapprocher. Maintenant, il n'est pas intéressant d'être trop près car les pilotes, lorsqu'ils ont décollé, doivent – avant d'aborder la phase tactique de leur mission – passer par une phase que nous appelons administrative qui consiste à vérifier leurs équipements, à entrer en contact avec leurs contrôleurs de l'Otan, et à se préparer pour la mission. Nous étions approximativement à un quart d'heure de vol du littoral libyen en nous déplaçant régulièrement pour nous diluer dans l'environnement et ne pas prêter le flanc à une at-

Page de gauche, le porte-avions Charles de Gaulle au large des côtes libyennes.

Ci-dessous, des munitions décrochées du ventre d'un Rafale de retour de mission sont descendues par ascenseur dans le local de stockage du porte-avions. « Nous avons tiré, au final, plus de bombes que de missiles. » CV ROLLAND



PHOTO: THOMAS GORISQUE

taque asymétrique isolée, une attaque suicide par moyen aérien ou nautique, que l'on ne peut jamais vraiment écarter.

■ **Quels types de munitions ont été délivrées par les avions?**

En Libye, que ce soit pour les objectifs planifiés ou les objectifs d'opportunité, nous avons utilisé des armes guidées avec précision, principalement au GPS ou au laser, parfois avec une combinaison possible des deux. Les désignations intervenant ultérieurement par moyens aériens, l'avion tireur pouvant lui-même désigner une cible ou pouvant larguer une bombe sur une cible désignée par un autre avion ou par un drone. Cela a été le mode principal de tir mais on a aussi utilisé les missiles de croisière de précision, Scalp EG, et des missiles AS 30 à guidage laser. Dans la force navale, les frégates ont employé de l'artillerie de 100 mm et de 76 mm dans des fonctions d'appui feu, pour maintenir la pression sur les forces loyalistes libyennes et détruire un certain nombre de moyens offensifs tactiques.

■ **Quel est le rapport, dans les munitions qui ont été tirées, entre bombes et missiles?**

Vous avez des armes qui sont clairement des bombes guidées laser, d'autres qui sont clairement des missiles

comme le Scalp EG, et puis vous avez une arme nouvelle que l'on a mise en œuvre pendant ce conflit libyen que l'on appelle le A2SM (pour AASM : Armement air-sol modulaire). C'est une arme à mi-chemin entre une bombe et un missile, en ce sens que c'est un corps de bombe avec un système de guidage de précision, mais avec un kit d'augmentation de portée. La bombe est larguée et un dispositif de propulsion se met à feu qui l'envoie à distance. Selon que vous comptez ce système AASM dans la catégorie des missiles ou des bombes, cela change assez sensiblement les choses. Finalement, nous avons tout de même tiré plus de bombes que de missiles.

■ **Les avions ont-ils été réellement menacés au-dessus de la Libye?**

Opérer au-dessus de la Libye pour nos pilotes n'était pas anodin. Je rappelle que la Libye est un des pays au monde où il y a le plus de missiles sol-air, que l'aviation libyenne avait été certes, clouée au sol mais qu'elle s'était pour partie retirée sur les terrains du sud du pays. Il fallait donc rester vigilant sur l'éventuelle apparition d'un >>>





PHOTO: ECPAD

« L'équipage a bien compris le sens de sa mission en voyant tous les jours des avions partir et conduire des frappes. »  
CV ROLLAND

contact aérien. La menace sol-air avait été ramenée dans les premiers jours du conflit à un niveau acceptable par la destruction de nombreux sites par les avions de l'Otan. La précaution avait été prise d'un niveau de vol permettant de rester hors de portée des systèmes individuels de tir courte portée sol-air extrêmement répandus, tout fantassin pouvant en disposer. Des radars de conduite de tir se sont mis en œuvre et il y a bien eu des départs de missiles mais ils n'ont pu atteindre leur cible parce que les avions étaient trop haut.

#### ■ Comment se sont articulés avions et hélicoptères de combat ?

Leur action a été tout à fait complémentaire avec, d'un côté une pression constante exercée, dès le 19 mars, par les frappes aériennes et, de l'autre, des coups de boutoir assénés par les groupes aéromobiles français et britanniques. Cette combinaison des effets a permis que le régime, harcelé par les révolutionnaires libyens, puisse se fragiliser et s'effondrer.

#### ■ Comment avez-vous analysé le comportement de l'équipage pendant la mission, sa préparation, son moral ?

J'ai perçu chez l'équipage un réel enthousiasme autant qu'un très fort sentiment de fierté. Il a bien compris le sens de sa mission en voyant tous les jours des avions partir et conduire des frappes. Lorsque vous constatez que grâce à la combinaison de l'action du groupe aérien et des bâtiments du groupe aéronaval une ville comme Misrata peut tenir un siège et finalement revivre, c'est gratifiant. Ce théâtre était vraiment fait pour l'action d'un porte-avions. On voyait très vite les bénéfices que l'on pouvait apporter à l'action des pays engagés. Ceci étant dit, lorsque la mission dure et qu'en plus vous n'avez pas de visibilité sur la date de retour, cela nécessite un effort particulier d'explication à l'équipage et, via l'équipage, aux familles pour ce qui peut leur être dit. C'était clairement une de mes grandes préoccupations. Je rappelle que, quand le bâtiment est rentré, le 12 août 2011, il n'était pas très loin – avec les quatre mois d'engagement en océan Indien – de totaliser 270 jours d'absence sur une année. C'est donc une démonstration d'endurance de la part de l'équipage et des familles à qui il faut vraiment rendre hommage.

#### ■ Quel enseignement tirez-vous concernant les pilotes ?

Ils ont fait un remarquable travail. Le groupe aérien était à un excellent niveau de préparation puisqu'il sortait de quatre mois en océan Indien avec des missions compliquées conduites au-dessus de l'Afghanistan. Ils ont là aussi mené des missions complexes avec un filet de sécurité limité puisque nous étions parfois à plus de deux cents ou trois cents kilomètres de tout terrain de détournement possible pour les avions. Opérer dans ces conditions, de jour comme de nuit, avec de l'armement, nécessite un niveau d'entraînement important. Je rappelle que ces pilotes, engagés dès le 20 mars, étaient pour la très grande majorité toujours à bord le 12 août quand le *Charles de Gaulle* est rentré à Toulon.

#### ■ Quelle différence entre l'engagement au-dessus de l'Afghanistan et de la Libye ?

Seule la nature de l'activité du porte-avions a changé car nous étions sur des vols beaucoup plus longs en Afghanistan qui pouvaient durer jusqu'à 5 h 30 contre rarement plus de 3 h 30 au-dessus de la Libye. Les pilotes ont ainsi fait chaque jour plus de missions en Libye du fait qu'elles étaient plus courtes. Pour le reste, en armement, en moyens de communication, de désignation et de renseignement, toutes les capacités que nous avions validées en Afghanistan ont été employées, ainsi que de nouvelles armes comme le missile de croisière.

#### ■ Le porte-avions était-il selon vous nécessaire sur ce théâtre ?

Dans les premiers jours de l'opération, et jusqu'à son retour le 12 août à Toulon, le porte-avions a apporté à la France et à l'Otan des moyens aériens capables de frapper de façon planifiée ou dynamique. L'action du groupe aérien embarqué était tout à fait complémentaire de celle de nos camarades de l'armée de l'Air. Le groupe aéronaval a aussi permis d'apporter au centre de commandement de l'Otan une vision permanente du théâtre puisque, comme vous le savez, l'une des caractéristiques des bâtiments de la Marine est d'être présents 24h/24. La contribution du groupe aéronaval dans son ensemble et du groupe aérien a été selon moi, si ce n'est décisive, du moins très importante pour l'efficacité globale de la mission.

#### ■ Pourquoi le porte-avions a-t-il été rappelé ?

Le *Charles de Gaulle* avait, comme je l'ai dit, quand il est rentré à Toulon, près de trois cents jours d'absence sur une année. Le bateau tournait comme une horloge mais il y avait un certain nombre d'opérations de maintenance d'usage à conduire. Il pouvait apparaître raisonnable de le retirer pour le régénérer et le maintenir dans les meilleures conditions d'utilisation à la disposition de l'autorité politique. Et l'équipage, comme je l'ai expliqué, méritait lui aussi un «arrêt au stand».



# Les forces libyennes

**S**elon des sources non officielles, l'armée libyenne qui faisait appel à la conscription aurait été forte de 76 000 hommes à la veille de l'opération *Unified Protector*. Elle pouvait en outre disposer de 40 000 réservistes. Cette armée était en reconstruction après dix années de restrictions imposées par les sanctions internationales. Suite à l'embargo établi par la Résolution 748 de l'Onu, le 31 mars 1992, pour actes de terrorisme d'État, la Libye avait en effet connu quelques vicissitudes pour renouveler ses matériels. En 2001,

le budget de la Défense était tombé à 339 millions de dollars. En 2003, ayant décidé de renoncer à ses programmes d'armes de destruction massive, la Libye avait obtenu la levée de l'embargo et la normalisation de ses relations avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Son budget militaire était alors remonté pour atteindre 1,9 milliard de dollars en 2008.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de ce que pouvait être l'état des forces libyennes entre 2008 et 2010.

## Forces terrestres (estimation 2009) - 50 000 hommes

### Équipements

**Chars et blindés lourds:** 200 T-72s, 70 T-62s, 210 T-54 et T-55 (Fabrication soviétique - une moitié seulement opérationnels).

**Véhicules blindés légers:** 740 BMP-1, 540 BTR-50/BTR-60, 100 OT-62/OT-64, 35 M113 A1, 1000 BMD-1.

**Véhicules blindés à roues:** 370 EE-9 Cascavel (fabrication brésilienne), 118 EE-11 Urutu (fabrication brésilienne), 242 BRDM-2, 100 Fiat type 6616, 200 Fiat type 6614, 60 NIMR, 57 NIMR II (Forces spéciales).

**Véhicules lance-missile antichar:** BRDM-2 AT-3 Sagger.

**Véhicules lance-roquettes multiple:** 300 type 63 107mm, 230 BM-21 122mm, 100 RM-70 122mm, 200 BM-11 122mm.

**Véhicules lance missile anti-aérien:** 60 SA-9, 60 SA-13, 24 Crotale (France).

**Véhicules lance missile sol-air:** 108 SA-2, 11 SA-5 Gammon, 36 SA-3,

35 SA-6, 20 SA-8 Gecko, 88 S-75 Divna, 10 S-125 Neva et 43 2K-12 Kub.

**Véhicules lance missile sol-sol:** 45 Frog-7, 80 Scud-B, 6 SS-21 Scarab 9M79 Tochka.

**Missile anti-aérien portable:** 1500 SA-7, un nombre inconnu de SA-7b et de SA-24.

### Artillerie

**Artillerie tractée:** 60 M-101 105mm, 245 D-30 122mm, 60 D-74 122mm, 330 M-46 130mm, 25 M-1937 152mm.

**Obusiers automoteurs:** 130 2S1 122mm, 60 2S3 152mm, 80 Dana 152mm, 210 Palmaria 155mm, 14 M109 155mm.

**Canons automoteurs:** ZSU-23-4.

**Canons sans recul:** 400 Carl Gustav 84mm, 220 M-40A1 106mm.

**Canons anti-aériens:** 1390 (14,5 à 57mm).

**Mortiers:** 480.

Source : armyrecognition.com

## Armée de l'Air (estimation 2010) - 18 000 hommes

**Avions de chasse:** 25 MIG-21, 124 MIG-23 et 2 Mirage F1 de fabrication française

**Avions d'attaque au sol:** 39 Soukhoï Su-22, 13 Soko J-21 Jastreb, 110 Aero L-39 Albatros, 20 Aermacchi F-260 (entraînement) et 116 Soko G-2 Galeb (avions d'attaque légers et d'entraînement).

**Bombardiers:** 3 Soukhoï Su-24.

**Transport:** 2 Antonov An-124, 17 Iliouchine Il-76,

4 Iliouchine Il-78 (ravitailleurs), 10 Antonov An-26, 10 Lockheed C-, 130 Hercules, 15 Let L-410 Turbolet, 3 Falcon 20, 1 Falcon 50, 1 Grumman Gulfstream II.

**Hélicoptères:** 8 Boeing CH-47 Chinook, 50 Mi-2, 29 Mi-25, 31 Mi-35, 17 CH-47C, 34 Mi-8/Mi-17, 38 Mi-24, 12 Mi-14,

11 SA-316, 5 AB-206, 2 A109, 14 Alouette III, 4 Bell 206 Jet

Ranger, 2 Bell 212 Twin Huey.

Source : armyrecognition.com

## Marine (estimation 2008) - 8 000 hommes

### Bâtiments de combat :

2 frégates de classe Koni (URSS), 1 opérationnelle.

3 corvettes de classe Nanuchka 2 (URSS), 2 opérationnelles.

2 sous-marins classe Foxtrot (URSS), non-opérationnels.

2 bâtiments de débarquement type LST (France).

6 patrouilleurs légers type PV 30 (Croatie).

4 dragueurs de mines, Classe Natya (URSS).

### Divers :

1 bâtiment base de plongeurs.

1 bâtiment de sauvetage de sous-marins.

2 hydroglisseurs type SAH 2200 (Grande-Bretagne).

4 remorqueurs (Portugal). 3 remorqueurs portuaires (Pays-Bas).

1 dock flottant.

Source : Flottes de combat 2008.



PHOTO : DR



PHOTO : NATO

Complexe et matériel militaire détruits par les forces aériennes de l'Otan. La Libye disposait de nombreuses capacités anti-aériennes.

Ci-dessus, une des deux frégates libyennes de type Koni à Malte. À droite, un patrouilleur de type Combattante II touché par un tir de la Royal Air Force.

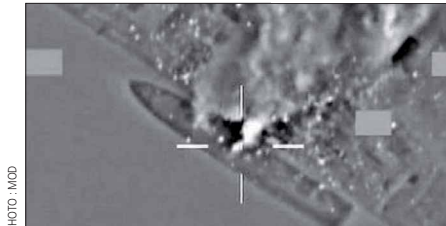


PHOTO : MOD



PHOTO : NATO

# Une mission de combat en Super Étendard modernisé



PHOTO : THOMAS GORQUE

Les avions de l'aéronavale française (Rafale, Super Étendard modernisés, Hawkeye) ont effectué à eux seuls 1573 missions de combat au-dessus de la Libye dans le cadre de l'opération Harmattan. Ils ont largué plus de 950 bombes et tiré 240 missiles air-sol, dont 15 SCALP et 225 A2SM. Récit d'une patrouille de deux Super Étendards modernisés.

PAR LE CAPITAINE DE FRÉGATE DAVID D \*

**H**uit heures du matin à bord du porte-avions *Charles de Gaulle* quelque part au large de la Libye. Nous sommes, mon équipier et moi-même, au centre de préparation de mission avec l'officier renseignement en charge de celle que le commandant nous a confiée pour aujourd'hui au-dessus de la Libye. La préparation d'un vol commence toujours par un point météo détaillé de la zone d'opérations et de notre plate-forme de départ et d'arrivée; le porte-avions *Charles de Gaulle*. Puis c'est

l'étude de notre tasking du jour, sorte de message codé ésotérique réservé aux initiés de l'opération. Aujourd'hui, nous volerons dans l'est de la Libye pour «investiguer» des points d'intérêts étudiés et transmis par le CAOC (*Combined air operations center*) pendant la nuit. Après une rapide évaluation du car-

*\* Commandant de flottille 17 F. Les commandants des unités aéronavales de la Marine nationale et les commandants de sous-marins ne peuvent s'exprimer sous leur véritable nom.*



burant nécessaire et du temps de présence sur zone, nous nous imprégnons de la situation au sol. L'officier renseignement nous fait une présentation détaillée de la zone que nous allons survoler. Nous étudions les photos et les comptes rendus des patrouilles revenues de cette région et disposons, au final, d'un épais portfolio fraîchement réactualisé.

Après un briefing de quarante-cinq minutes et une petite collation prise à l'office aviation façon bar à tapas, nous partons aux avions lourdement équipés et concentrés. Il est presque midi et la chaleur sur le pont est bien présente. Le ciel est d'un bleu azur. La mer est belle avec une longue houle. Les légers mouvements du bateau ne perturbent en rien le travail des techniciens qui s'affairent autour des SEM et des Rafale alignés à l'arrière du pont. Lors du tour avion, je porte une attention toute particulière au système de caméra et de désignation laser accroché sous le ventre de mon appareil. Mon équipier vérifie soigneusement les deux bombes accrochées sous le sien que je devrai illuminer si la situation l'impose. Puis, très vite, c'est la mise en route aux ordres des directeurs de pont d'envol : les « chiens jaunes ». Un dernier contact radio crypté avec le central opération du porte-avions qui nous permet de noter les informations de dernières minutes et nos deux avions sont bientôt alignés chacun sur une catapulte.

Catapultés en deux secondes à près de 300 kilomètres-heure, nous préparons immédiatement l'avion pour un vol en zone hostile. Les actions vitales se succèdent tambour battant tandis que je quitte les voix connues des contrôleurs aériens du « Charles » pour converser avec les aiguilleurs du ciel de la coalition. L'anglais est de rigueur. Mieux vaut être rompu aux accents texans car les communications cryptées sont souvent déformées et étouffées. Le trait de côte arrive déjà. Je vérifie une dernière fois la position de certains interrupteurs en cabine ; l'IFF, le système d'autoprotection de l'avion, mon poste de commande armement, l'enregistreur vidéo... Mon équipier est à mes côtés, à une centaine de mètres. Juste avant de pénétrer au-dessus du territoire libyen, il me signifie que son avion est intègre pour la mission. Nous croisons une patrouille de deux F16 repartant vers le nord. À quelques dizaines de kilomètres au sud, deux Rafale effectuent une mission de reconnaissance.

Je suis maintenant la tête dans la cabine. Mon équipier s'assure, quant à lui, que personne ne pénètre notre espace de travail et qu'aucun missile n'est tiré depuis le sol dans notre direction. Ce partage des responsabilités me permet de me concentrer sur les images fournies par mon capteur optronique, cette caméra ventrale que je pilote avec un joystick sur la manette des gaz et qui me permet de me déplacer et de zoomer sur les coordonnées géographiques des points d'intérêts étudiés quelques heures auparavant. Suivant l'angle, la scène observée ou les conditions météorologiques, il faut modifier les réglages de la

caméra, son contraste, la gestion des couleurs, zoomer ou au contraire dézoomer afin d'identifier la zone sans perdre la vision d'ensemble. Dès que l'on est en secteur arrière, les commandes s'inversent et l'image s'aplatit. Il faut donc combiner avec la trajectoire de l'avion en alternant entre l'intérieur et l'extérieur du cockpit.

Mon contrôleur opérationnel me rappelle sur la fréquence. Il me demande d'aller rechercher et engager un véhicule ennemi. La mission est claire. Je rentre les coordonnées de l'objectif dans mon système de navigation tandis qu'il me fait une description de l'objectif et de la zone de recherche. Le véhicule est un blindé lance-roquettes garé sous un arbre à l'angle d'une habitation isolée. L'origine du renseignement n'est pas précisée. Qu'il s'agisse d'un drone ou de l'analyse très récente d'une mission de reconnaissance, il me faut uniquement me focaliser sur la recherche de ce véhicule. La zone n'est qu'à quelques dizaines de kilomètres et les trois-quatre minutes de transit sont mises à profit pour vérifier le pétrole consommé et réactualiser notre autonomie.

Arrivé à la verticale de la coordonnée, la zone de recherche est formellement identifiée mais pas le véhicule. Dans le sable, de grosses traces de pneus ou de chenilles sont visibles et conduisent effectivement sous un arbre à l'angle d'un bâtiment partiellement détruit. Une forme géométrique attire mon attention lors de ce premier survol. Je ne peux pas m'appesantir car je ne dispose que de quinze minutes avant de quitter la zone pour aller ravitailler. L'objectif étant sous un arbre et sachant que je ne peux descendre plus bas, je décide de m'éloigner afin de réduire le site de ma visée d'observation. Durant une fraction de seconde, je distingue la forme anguleuse du blindé. Deux minutes plus tard, sous le même angle mais cette fois plus durablement, je confirme qu'il est bien là. Je sais maintenant avec certitude comment le retrouver et illuminer la bombe pour qu'elle aille au but. Il ne reste plus que dix minutes. Mon numéro deux est toujours à bonne distance. >>

Page de gauche :  
Super Étendard  
modernisé avant  
un catapultage  
depuis le  
Charles de Gaulle.

Ci-dessous :  
« En une fraction  
de seconde,  
je distingue  
la forme  
anguleuse  
d'un blindé. »  
CF DAVID D.



PHOTO: ECRAND



>> Il attend mon ordre pour initier la séquence de tir. Nous nous éloignons sur un cap calculé à dessein et vérifions les coordonnées de l'objectif ainsi que la concordance de nos systèmes de navigation. La réussite du tir en dépend.

Pendant cette phase d'éloignement, mon équipier vérifie et prépare son système d'arme. Tout en surveillant le ciel et lançant une dernière calibration automatique de mon «pod» laser, je rends compte au contrôleur de l'identification du blindé et de son engagement dans deux minutes. Puis c'est le virage de retournement. Nous sommes autorisés à tirer. À partir de là, tout s'accélère. Je dois surveiller la trajectoire de mon équipier et retrouver la cible pour y centrer ma caméra. Mon numéro deux scrute le sol et les environs, toujours à la recherche d'un éventuel départ de missile. Il est prêt à tirer et n'attend plus que le mot-code indiquant que je suis capable d'illuminer la bombe.

Au grossissement maximum, le blindé apparaît enfin au centre de mon écran. Une petite correction avec le joystick, je dézoome pour vérifier les alentours puis je prononce sur la fréquence privée de la patrouille le mot code du

(*Battle Damage Assessment*) dans quelques minutes ou quelques heures pour confirmer la destruction complète de l'objectif.

Je n'ai pas beaucoup de temps devant moi. Nous sommes à trois minutes du départ et il faut sécuriser les avions, retrouver une formation de surveillance optimale et préparer la navigation vers le ravitailleur. Je regarde rapidement ma planchette tactile de genou pour dégrossir le cap de départ et informe par radio le contrôleur tactique de nos intentions. Pendant le transit, j'assure le compte rendu de tir selon le canevas préformaté et effectue quelques actions vitales. Je jette un coup d'œil sur l'écran de la VTM (Visualisation Tête Moyenne) qui, cette fois ci, est commuté sur le radar

À droite :  
« Il faudra faire un BDA (*Battle damage assesment*) dans quelques minutes ou quelques heures pour confirmer la destruction de l'objectif. »  
CF DAVID D.

Ci-dessous :  
« Le ravitailleur est comme convenu à la bonne altitude et sur son hippodrome. »  
CF DAVID D.

PHOTO : ECRAN



PHOTO : MARINE NATIONALE

jour autorisant le tir. Je zoome de nouveau pour affiner la position de la tache laser alors que mon équipier annonce simultanément le départ de sa bombe avec le temps de chute. Un rapide calcul et je déclenche au moment opportun, à l'aide d'un autre interrupteur fixé sur la manette des gaz, l'illumination laser. La bombe est en vol et voit la tache positionnée sur l'objectif. Un petit clignotement en bas à gauche de mon écran confirme l'émission du faisceau laser qui doit la guider. Je surveille le centre de mon écran afin de maintenir la croix à l'avant du blindé. Ma main gauche est sur le joystick prête à intervenir au moindre déplacement de la tache. La bombe sera sur l'objectif dans deux secondes. Cela va très vite mais paraît pourtant interminable. Puis l'ombre de la bombe traverse l'écran et l'explosion sature complètement l'image. *A priori*, but. Il faudra effectuer un BDA

en mode air/air. Le plot me confirme que le ravitailleur anglais est, comme convenu, à la bonne altitude et sur son hippodrome. Nous changeons de fréquence pour dialoguer avec notre pompiste du jour. Un accueil chaleureux et toujours le même professionnalisme. Quelques secondes plus tard, nous sommes en patrouille serrée sur un ravitailleur de la taille d'un avion de ligne. J'actionne l'interrupteur de ravitaillement. Un fort bruit aérodynamique accompagne la sortie de la perche dans l'axe de l'avion, dans le prolongement de la glace frontale. La vision est limitée mais le Super Étendard est ainsi fait ! Un peu moins de dix minutes pour remplir les soutes à carburant de l'avion et nous repartons vers la Libye.

De retour sur zone, nous reprenons nos investigations. Les minutes passent et je suis toujours accaparé par mon travail en cabine. Cette fois-ci, ce n'est pas le contrôleur qui me sort de mon addiction au petit écran, mais mon équipier. Il vient de voir un départ de roquettes depuis une position située dans le sud, dans le désert, en direction de la ville que nous survolons. Je le décharge immédiatement de la surveillance du ciel afin de le concentrer sur la zone de départ des tirs. Il m'annonce rapidement que deux véhicules sont en mouvement. C'est le mode opératoire classique des forces locales. Elles tirent puis se

déplacent de quelques centaines de mètres pour tirer de nouveau. Il faut impérativement que je trouve ces deux véhicules avec ma caméra. Mon équipier doit d'abord me renseigner sur leur localisation. Au sud de la ville, mais encore ? Une route, un carrefour puis un cap cardinal et je les trouve enfin. Je reprends alors la tête du vol.

Couplée à mon système de navigation, ma caméra me permet également d'extraire des coordonnées géographiques. Je les compare à la cartographie de la ligne de front pour qualifier les véhicules. Pas de doute possible, cette position est forcément tenue par l'ennemi. Je dois ensuite évaluer les risques de dommages collatéraux. Là encore, aucune hésitation. Les véhicules sont en plein désert, à plusieurs kilomètres des habitations et de tout pipeline ou ligne à haute tension. Je suis face à une cible dite d'opportunité. La responsabilité d'engager repose sur mes épaules au vu de la situation. Je rentre les coordonnées sur ma planchette tactile afin de faire apparaître les photos satellite de la zone. Je ne vois, là encore, aucune habitation ou infrastructure aux alentours de la position. Les deux véhicules, dont un que j'identifie comme un camion équipé à l'arrière d'un lanceur multi-roquettes, sont maintenant arrêtés. Du personnel s'affaire, en vue certainement d'un autre tir. Je suis convaincu de la nécessité d'engager ce véhicule. Je ne veux pas le perdre de vue. Il me faut de nouveau extraire des coordonnées afin de les communiquer à mon équipier. Le temps presse car il peut à tout moment lancer de nouvelles roquettes. Nous nous éloignons de la cible, cette fois sans contrainte particulière de cap. Nous effectuons les vérifications et les actions en cabine avec la même rigueur. S'il ne faut pas perdre de temps, il ne faut pas non plus se précipiter ou se laisser gagner par une fièvre malsaine ou inappropriée. Nous devons rester concentrés jusqu'au bout, sans jamais faillir ni nous laisser submerger par la passion : juste du factuel et des règles strictes.

À quelques secondes de notre tir, une salve de roquettes traverse mon écran. L'ennemi vient à nouveau de prendre la ville sous son feu. Notre bombe a été lancée. Elle est en vol. Comme pour la première, le

travail au « pod » semble interminable. Mais cette fois, cela se complique. Il lui reste cinq secondes de temps de chute quand le camion démarre. Le doigt sur le joystick, je déplace ma croix pour maintenir la visée sur le lance-roquettes. Il s'arrête de nouveau. La bombe l'impacte à l'arrière. Après quelques secondes, je distingue des explosions secondaires, probablement des roquettes. Une épaisse fumée se dégage tandis que l'autre véhicule prend la fuite vers le sud. Nous mettons à profit le temps qu'il nous reste pour évaluer les dégâts et poursuivre des investigations. D'autres patrouilles nous succéderont dans la zone. Le moindre renseignement doit être communiqué et exploité.

Il est maintenant l'heure de rentrer à bord du *Charles de Gaulle*. Le trait de côte s'efface sous le nez de l'avion pour laisser place à l'immensité de la Méditerranée. Le trajet retour est dès lors un peu plus détendu bien que l'activité ne manque toujours pas : contacts radio, compte rendu de vol, vérifications pé-

---

**« Rapidement, nous approchons de la « barque », petit surnom donné par les marins du ciel au porte-avions. »**

---

riodiques et préparation pour l'appontage. Rapidement, nous approchons de la « barque », petit surnom donné par les marins du ciel au porte-avions. Le rythme s'accélère car il faut descendre, quitter le contrôleur opérationnel et trouver le *Charles de Gaulle*. Avec plus de deux cents mètres de long, il devrait se voir facilement!

Ce n'est pas le cas. La visibilité est, à cette heure, assez faible. Mais je ne suis pas inquiet car la voix de l'approche est rassurante. Le pont est annoncé « bleu ». La route aviation n'a pas changé. Une masse sombre apparaît au loin. Les contours ne sont pas encore nets mais je sais que c'est lui : Le « Charles ». Nous en approchons tout en réduisant la vitesse. Le chef AVIA autorise la présentation pour l'appontage. Un dernier coup d'œil sur les jaugeurs carburant pour confirmer la masse d'appontage et nous passons travers tribord du bateau à six cents pieds, crosse sortie. Un top chrono, un virage à soixante degrés d'inclinaison, la sortie du train et des volets, les vérifications d'usage, le dernier virage et enfin l'annonce réglementaire : « *Miroir, deux fois trois Desbois.* »

J'ai apponté. Je suis alors les ordres des « chiens jaunes ». Je dois rapidement libérer le pont pour mon équipier qui se présente déjà et stationner mon avion avant la coupure moteur. La manette des gaz sur arrêt, la mission n'est pas terminée.

Il faudra dans quelques minutes en restituer tous les détails à l'officier renseignement, visionner avec l'ensemble de la communauté les bandes vidéo dans leur intégralité et debriefer avec mon équipier. Tandis que d'autres pilotes seront sur le point d'être catapultés, il sera alors l'heure d'aller dîner avant que la feuille des vols du lendemain ne soit signée par le commandant.



PHOTO : THOMAS GOSQUE



# Les Rafale de l'armée de l'Air dans le ciel de Benghazi

Avec ceux de la Marine nationale, les appareils de l'armée de l'Air française (Mirage 2000-5 et 2000 D, Mirage F1 CR, Rafale, E3F Awacs, C135FR) ont totalisé 5 600 sorties, soit 25 % des sorties de la coalition, 35 % des missions offensives et 20 % des frappes. Ils ont été mobilisés très tôt, dès le 4 mars 2011, pour se préparer à une intervention contre les forces du colonel Kadhafi qui sera officiellement lancée le 19 mars. Récit d'une mission en Rafale dans les premiers jours du conflit au-dessus de la ville de Benghazi, assiégée par les colonnes de blindés du régime.

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL RULLIÈRE \*

«L'escadron de chasse 1/7 Provence a été sollicité dès le 4 mars 2011 pour préparer des missions de reconnaissance.»  
LIEUTENANT-COLONEL RULLIÈRE

L'escadron de chasse 1/7 Provence a été sollicité dès le 4 mars 2011 pour préparer des missions de reconnaissance depuis les eaux internationales. Ces missions n'auront finalement pas eu lieu mais elles nous auront permis d'avoir un coup d'avance et de ne pas «subir» une fois la décision prise d'intervenir. La journée du 17 mars 2011 aura été longue. Plongés dans les préparatifs avec nos camarades mécaniciens de l'escadron de soutien technique aéronautique 15.007 Haute-Marne, nous étions suspendus aux chaînes d'information continue pour savoir ce qu'il se passait à New York. Deux jours plus tard les événements s'enchaînaient.

Samedi 19 mars. 6 heures du matin. Le réveil sonne. J'ai dormi sur la base comme beaucoup de mes camarades. Décoller pour une mission de guerre depuis sa base mère n'est pas courant.

Nous souhaitions rester très concentrés sur la mission et maximiser les plages de repos dans un emploi du temps très chargé. Arrivés à l'escadron, nous découvrons la version définitive des règles d'engagement. Puis les phases mille fois répétées à l'entraînement ou en opération s'enchaînent : briefing, habillage, départ aux avions. Le tour avion est effectué avec minutie : 3 bidons, 6 missiles air-air, l'avion a pris une silhouette très guerrière que je ne lui ai pas souvent connu dans cet environnement si familier. Nous décollons aux alentours de midi. Le commandant de base est venu au bord de la piste saluer le départ de ses hommes. Il a beaucoup œuvré pendant les 36 dernières heures, facilitant la synthèse des ordres reçus, plaçant tout le personnel en ordre de bataille pour soutenir les unités aériennes. Instant d'émotion lorsque mon Rafale

et ses 16 tonnes de métal s'arrachent de la piste. J'ai une pensée pour ceux qui ont travaillé toute la nuit, à notre profit, pour finir de préparer la mission. La base aérienne joue aujourd'hui sa vraie partition. Véritable outil de combat, elle nous permet de décoller depuis nos locaux pour aller frapper vite et loin. La voie familière de nos aiguilleurs du ciel ne nous guide pas, à cet instant, vers une zone d'entraînement mais bien vers une zone de conflit vers laquelle nous avons mis le cap.

Deux mille kilomètres nous en séparent. Direction le sud-ouest de Benghazi. Nous avons pour mission d'imposer la zone d'exclusion aérienne décidée dans la nuit du 17 au 18 mars 2011. Le but est d'interdire l'utilisation de la troisième dimension aux forces pro-Kadhafi. D'autres appareils de combat porteront plus tard un coup d'arrêt aux colonnes de char qui menacent Benghazi. Pour l'instant nous devons nettoyer le ciel. Deux mille kilomètres, c'est loin pour «monsieur tout le monde», très proche pour nous. Nous avons rejoins, au nord de la Corse, notre C135FR. Cet avion ravitailleur, qui a décollé il y a quelques dizaines de minutes de la base aérienne d'Istres, va nous accompagner pendant toute la mission, même s'il restera bien sûr au large, dans le golfe de Syrte. Il nous permet de rejoindre la zone d'action et d'y rester le temps qu'il faudra, même s'il devait pour cela être relevé au cours de la mission par un autre avion du même type. Le ravitaillement en vol nous procure une allonge de plusieurs milliers de kilomètres tout en conservant une réversibilité totale jusqu'à l'engagement final de nos armes, permettant aux décideurs de disposer d'un mode d'action rapide avec une empreinte au sol nulle. Cette fonction ravitaillement sera primordiale pour les



PHOTO : SIPRA AIR

\* Le lieutenant-colonel Rullière a commandé l'escadron de chasse 01.007 Provence (Rafale) entre 2010-2011 durant les opérations en Libye avant de rejoindre l'état-major de l'armée de l'Air à l'été 2011.



PHOTO : SRBA AIR

opérations aériennes au-dessus de la Libye : jusqu'à une trentaine d'avions ravitailleurs seront mobilisés chaque jour afin de soutenir les actions des avions de combat 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, la majorité de ces avions étant fournis par l'*US Air force*.

Le ciel de Benghazi est vide. Notre arrivée a clairement dissuadé le colonel Kadhafi d'utiliser ses propres appareils dans les approches de la ville. Ses colonnes de char sont en revanche bien présentes, soutenues par des systèmes mobiles de défense solaire. Un SA8 tente de nous engager depuis un bon moment, nous pointant avec son radar de conduite de tir. Mais notre système de guerre électronique l'a bien localisé, confirmant les informations données par l'Awacs<sup>1</sup> de la base aérienne d'Avord. Nous évitons son domaine d'engagement. Nous inspectons de très nombreux contacts non identifiés par l'Awacs sans rencontrer aucun matériel aérien ennemi. Nous survolons à plusieurs reprises Benghazi à altitude réduite pour que la population sache que les opérations ont bien commencé et qu'elle peut garder confiance. La patrouille de Mirage 2000-5 qui doit nous relever arrivera avec un peu de retard. Nous restons donc une heure de plus sur zone pour ne pas laisser le ciel de la Cyrénaïque aux forces aériennes du colonel Kadhafi. Au retour, nous croisons les Mirage 2000D et les Rafale chargés d'engager les colonnes de char au sud de Benghazi, mettant un coup d'arrêt à leur progression vers la ville.

Nous nous posons sur la base aérienne 126 de Solenzara, en Corse, base avancée propice aux actions en zone Méditerranée, vers laquelle le dispositif se déplace progressivement. Des camarades ont jeté nos affaires dans un avion de transport passé par Saint-Dizier. Nous les récupérons à trois heures du matin à Solenzara. Le parking de la base est déjà couvert de conteneurs missiles et de palettes de bombes. Le transfert a bien commencé. Il se renouvellera quelques semaines plus tard lorsque les chasseurs français seront redéployés en Crète et en Sicile afin de maximiser le temps passé sur les zones de combats.



PHOTO : THOMAS GOISQUE

Je reprends l'air deux jours plus tard, pour une nouvelle mission : l'engagement des moyens blindés pro-Kadhafi grâce au pod de désignation laser Damoclès et aux bombes AASM guidées par GPS. Passer d'une mission à l'autre est le lot des pilotes de Rafale, appareil polyvalent qui a exprimé toutes ses qualités sur ce théâtre. Dans le cadre d'Harmattan, marins et aviateurs pouvaient, à son bord, effectuer en une seule semaine toutes les missions de l'aviation de combat : supériorité aérienne, engagement au plus près des forces d'opposition, frappes dans la profondeur et reconnaissance, le renseignement apparaissant comme la clé de voûte de cette opération. Celle-ci a engendré des modes d'action combinés. Tous les systèmes d'armes ont opéré de manière synergétique, partageant informations utiles, renseignement sur les forces adverses et engagement. Les appareils engagés sur le théâtre – qu'il s'agisse d'appareils spécialisés dans le renseignement, de drones, d'avions de combat ou d'appareils assurant le contrôle aérien des opérations – ont quotidiennement coopéré grâce aux liaisons de données tactiques afin d'assurer la compréhension la plus complète possible du théâtre d'opération et être capables de réagir rapidement à ses évolutions. Les boucles décisionnelles ont été considérablement raccourcies, réduisant très fortement le temps entre la détection initiale de l'objectif et sa destruction, passé de quelques dizaines de minutes au début de l'opération à quelques minutes à partir de l'été. ●

En haut :  
« Le Rafale, appareil polyvalent, a exprimé toutes ses qualités sur ce théâtre. »  
LIEUTENANT-COLONEL RULLIÈRE

Ci-dessus :  
« Jusqu'à trente avions ravitailleurs ont été mobilisés chaque jour afin de soutenir l'action des avions de combat. »  
LIEUTENANT-COLONEL RULLIÈRE

1. Awacs : avion radar quadrimoteur contrôlant les missions aériennes.





PHOTO : THOMAS GOSQUE

# A l'assaut

## depuis le BPC Tonnerre

Après l'évacuation de ressortissants (opération Baliste en 2006) et le soutien aux forces (Côte d'Ivoire en 2011) qui ont confirmé les capacités du bâtiment de projection et de commandement comme outil stratégique de prévention des crises, l'opération Harmattan a dévoilé sa première utilisation au combat comme porte-hélicoptères d'assaut. À l'heure où l'intervention depuis la mer reprend tout son sens, cette grande première a confirmé la maturité opérationnelle d'un des instruments phare de la capacité d'intervention de la France. Récit.

PAR LE CAPITAINE DE VAISSEAU PHILIPPE EBANGA \*

**N**otice to Move<sup>1</sup> : trois jours avant leur déploiement, aguerris par de récentes opérations en océan Indien<sup>2</sup> et dans le golfe de Guinée, « les 177<sup>3</sup> » officiers, officiers mariniers, quartiers-mâtres et marins du deuxième plus grand bâtiment de la Marine nationale considéraient avec attention l'évolution de la situation en Libye. Avec beaucoup d'imagination, des scénarios s'esquissaient et animaient les conversations de l'équipage pourtant occupé à rendre aux 23 000 tonnes du puissant bâtiment toute sa disponibilité technique et opérationnelle.

Le WINGO<sup>4</sup> du Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) a mis fin au suspense. Cet ordre confidentiel détaillait les dispositions à prendre pour que le *Tonnerre* soit en mesure d'appareiller dans la version inédite de porte-héli-



PHOTO : THOMAS GOSQUE

coptères d'assaut. Une vingtaine d'hélicoptères d'attaque (Gazelle), d'appui (Tigre), de manœuvre (Puma), de sûreté et de secours maritime (Panther) devaient se rassembler dans le sud de la France et se tenir prêt à embarquer. En parallèle, se constituait un poste de commandement et de mise en

\* Commandant du BPC Tonnerre pendant l'opération Harmattan - mandat 1.

En haut : le BPC Tonnerre au large des côtes libyennes.

À droite : le capitaine de vaisseau Ebanga, commandant du BPC Tonnerre pendant l'opération Harmattan.

œuvre (PCMO) pour l'emploi de ce groupement aéromobile (GAM) au-dessus du territoire ennemi. Le service médical d'unité du BPC devait se muer en hôpital de campagne de 70 lits (Rôle 2) et être en mesure de traiter un afflux de blessés. Comme pour chaque opération en eaux littorales, les engins de débarquement de la Flottille amphibie activaient leurs préparatifs.

Ce sont environ 400 militaires provenant d'une trentaine d'unités de la Marine, de l'armée de Terre, du service de santé des armées, du service des essences des armées notamment, qui ont rallié Toulon et embarqué à bord du BPC. Les compléments de pleins, de vivres sont rapidement effectués. L'installation des appoints de Systèmes d'information et de commandement (SIC) est réalisée dans des délais record. Des tonnes de munitions et de leurres de toute nature sont embarquées dans les entrailles du bâtiment dont les soutes sont formidablement configurées et dimensionnées. Plusieurs centaines de mètres cubes de pièces de rechanges et de matériel de maintenance ont trouvé immédiatement leur place dans les vastes hangars. Le groupement de soutien de la base de défense de Toulon a orchestré en urgence, jour et nuit, l'approvisionnement du *Tonnerre*.

### ■ Application du concept «Plug & Play»

Limbrication cohérente de ces modules mission aux «177» du BPC nécessite un temps de montée en puissance incompressible. Le temps de déploiement permet en général une montée en puissance progressive. Il ne s'agit pas seulement de juxtaposer les matériels et les personnels comme on le fait sur une base mais d'agglomérer, d'entraîner, d'inventer les procédures, de répéter les tactiques et la synchronisation des actions qui seront nécessaires pour le combat. Le BPC et ses détachements doivent faire corps sous l'autorité unique du commandant du bâtiment. En bref, il faut magnifier les performances de chaque capacité présente à bord dans un ensemble harmonieux. Le théâtre libyen se trouve à environ 48 heures de mer des îles d'Or. La com-

pression de l'espace-temps a donc fortement contraint cette période de montée en puissance. Il était en effet nécessaire de prononcer la capacité opérationnelle initiale plus complète de l'ensemble BPC/GAM/Rôle 2 dans les meilleurs délais compatibles avec la sécurité de la mise en œuvre et une efficacité tactique optimale. Cette préparation s'est donc poursuivie en vue des lignes adverses.

### ■ L'union fait la force : «Force Integration<sup>5</sup>»

En parallèle au *Combat Enhancement Training*<sup>6</sup>, s'opérait le passage, sous le commandement de l'amiral commandant la *Task Force 473* embarqué sur le porte-avions *Charles de Gaulle*, la coordination avec le groupe porte-hélicoptères britannique qui allait mettre en œuvre des hélicoptères Apache, et l'intégration de nos modes d'action aux opérations aériennes classiques de l'Otan commandées depuis les centres de commandement de Naples et de Poggio Renatico en Italie.

Si les systèmes très complets d'information et de commandement (SIC) du *Tonnerre* ont permis l'établissement quasiment instantané de toutes les liaisons utiles à l'exécution de la mission, si nos procédures étaient entièrement compatibles avec celles de l'Otan, il a fallu plus de temps pour mettre au point les modes d'action originaux et très spécifiques du binôme BPC/GAM qui bousculait les méthodes des campagnes aériennes traditionnelles en cours depuis le début des opérations. Il n'était pas non plus possible de répéter les modes d'action hérités de l'opération Daguet lors de la libération du Koweït en 1991, car opérer depuis la mer impose des règles particulières et strictes, très diffé-

« Les systèmes très complets d'information et de commandement (SIC) du *Tonnerre* ont permis l'établissement quasiment instantané de toutes les liaisons utiles à l'exécution de la mission. »  
CV EBANGA

>>>

1. Préavis avant déploiement.

2. 32 pirates appréhendés au cours de l'opération Atalante pendant le 1<sup>er</sup> déploiement du *Tonnerre* avec l'École d'application des officiers de Marine (EAOM) et un Groupement tactique embarqué (GTE).

3. 177 marins constituent l'équipage « optimisé » du BPC.

4. WINGO : Warning Order ou ordre préparatoire.

5. Force Integration : intégration de la force et des opérations en cours.

6. CET : qualifications et entraînement à l'appontage, armement des hélicoptères, répétition des tactiques de mise en œuvre, tirs, etc.





>> rentes de celles des terrains conventionnels à terre. Il aura donc fallu créer de toutes pièces et valider un ensemble d'actions pour mettre à la disposition du commandement une capacité d'aéro-combat crédible pendant des périodes de «strike» allouées. L'objectif était clair : lancer des raids massifs à quelques encablures des zones de défense libyennes et répéter l'action autant que nécessaire.

## ■ Opérations : «hit & run»

La clé du succès a été de trouver le meilleur compromis entre la sécurité des bâtiments, celle des hélicoptères et l'efficacité des feux délivrés sur les positions pro-Kadhafi. Il s'est trouvé que l'environnement littoral de la Libye était particulièrement favorable aux opérations navales<sup>7</sup>, ce qui a permis au BPC et à son

était bien sûr inséré dans une bulle aérienne plus large dans laquelle évoluaient drones et chasseurs-bombardiers en soutien direct. Le *Tonnerre* a opéré en coordination avec les moyens du groupe du *HMS Ocean*.

À bord, aucun détail n'a été laissé au hasard. On a d'abord pensé au pont d'envol. Il était réglé à la minute près. Avec six spots, c'était en moyenne une douzaine de sorties qui composaient le *strike package*<sup>8</sup>. Afin de retarder la contre-détection, toute la mise en œuvre des hélicoptères armés se faisait en silence radio uniquement avec des signaux lumineux atténués. On comprend aisément la complexité de la chorégraphie avec la gestion des inévitables «cas non conformes» des pannes, etc.

C'est en réalité le BPC dans son ensemble, son

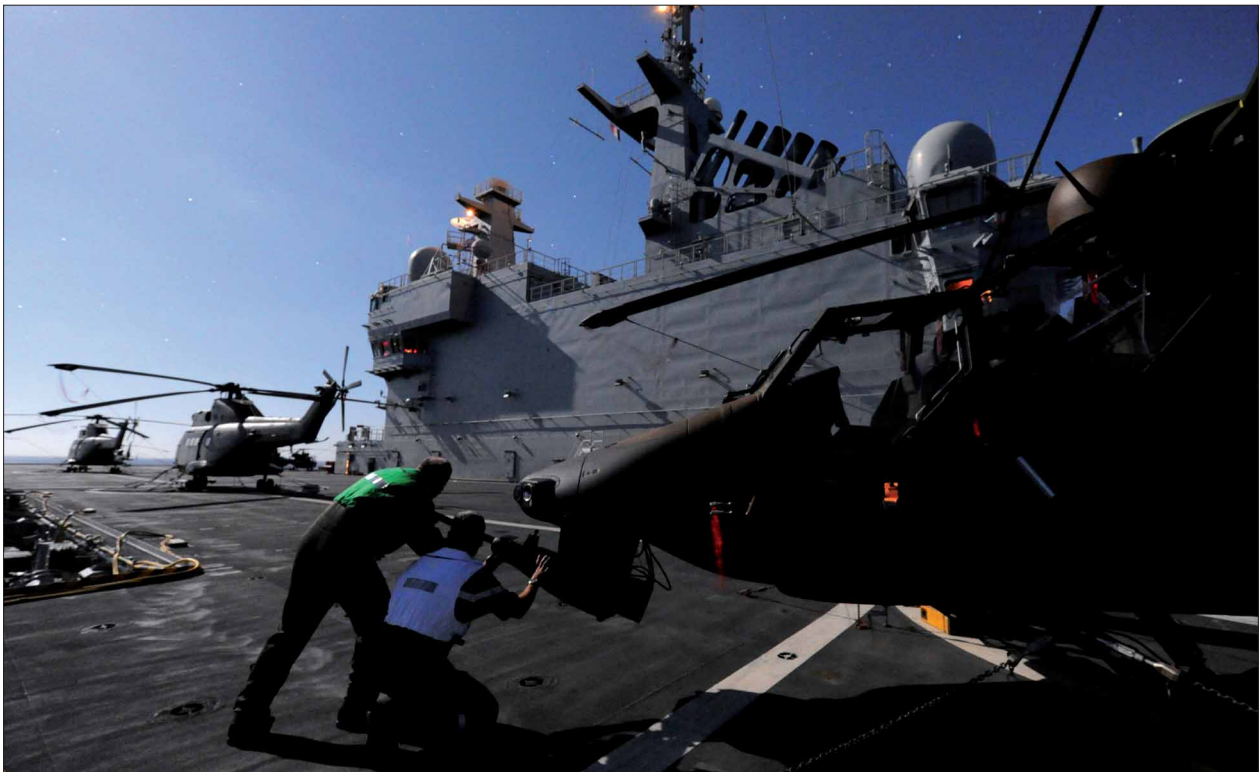


PHOTO : THOMAS GORISQUE

« À bord, aucun détail n'était laissé au hasard. Le pont d'envol était réglé à la minute près. »  
CV EBANGA

escorte de s'approcher de la côte tout en restant en dehors du volume efficace des innombrables batteries côtières ennemies ou de la menace des mines. La tactique du *hit & run* a été appliquée; elle a consisté à faire peser au large une menace diffuse sur une portion du littoral et à aller frapper les cibles désignées à l'avance au terme d'un cycle de planification Otan très normé. La neutralisation d'objectifs d'opportunité était également prévue.

Le BPC, seul avec son escorte à quelques kilomètres de la côte ennemie, était le commandant local des opérations. Il a bénéficié en général du soutien capital d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA), d'un bâtiment de défense aérienne (BDA) capable également d'effectuer du tir contre terre, et de l'appui d'un avion de patrouille maritime (ATL2). Il

équipage et ses détachements, qui se trouvait aux «postes de combat». Il fallait en effet que la mobilité du porte-hélicoptères soit assurée coûte que coûte par les mécaniciens et les électriciens, que les équipes de lutte contre les sinistres potentiels soient sur le pied de guerre, que les chaînes de ravitaillement des hélicoptères en carburant, en munitions et leurres et de réparation soient instantanément capables d'intervenir, que l'autoprotection du BPC soit assurée, et que le central opérations garantisse la synthèse et la synchronisation de l'action, que l'hôpital soit prêt à traiter les blessés éventuels, sans parler du soutien des hommes et des femmes harnachés et encagoulés pendant de longues heures.

La cinématique des unités était réglée en fonction des éphémérides. Les premiers décollages devaient



PHOTO : ECPAD

« Afin de retarder la contre-détection, toute la mise en œuvre des hélicoptères armés se faisait en silence radio uniquement avec des signaux lumineux atténués. »  
CV EBANGA



PHOTO : ECPAD



PHOTO : ECPAD

avoir lieu dès les premières minutes de nuit. Les heures précédentes étaient donc consacrées à la préparation et à la disposition des hélicoptères sur le pont d'envol ainsi que leur armement. La sécurité du bâtiment était renforcée, le matériel disposé et arrimé. En même temps, une succession de briefings permettait jusqu'au dernier moment de maintenir toutes les équipes au même niveau d'information.

### ■ « GO »

À la lueur des éclairages rouges, tous feux éteints, le porte-hélicoptères, encadré par son escorte, s'enfonce à vitesse maximale dans la pénombre en direction de la côte. En silence, les procédures inlassablement répétées s'appliquent avec rigueur. Puis ce sont les premiers décollages. Les hommes sont concentrés, les visages tendus, les rares sourires dévoilent une fausse détente. La question qui revient inlassablement dans les esprits est le *what if*<sup>10</sup>.

Les hélicoptères se regroupent au-delà du volume aviation et passent alors sous le commandement du colonel commandant le GAM depuis la zone état-major du BPC (*lire interview, page 42*). Au fur et à mesure que le *strike* s'éloigne, les communications radio sont plus distordues et les longues minutes d'attente commencent, égrenées par de brefs comptes

rendus du chef de dispositif sur la neutralisation des objectifs et le comportement de l'ennemi. De la passerelle, on observe à l'œil nu les tirs, les ripostes, les destructions... Plusieurs dizaines de minutes plus tard, les premiers hélicoptères se présentent dans le circuit d'appontage aux ordres des contrôleurs puis de l'officier de quart aviation. Quand cette phase extrêmement délicate se termine, et pendant que le dispositif naval s'éloigne, le chef de quart à la passerelle fait diffuser dans tout le bord : « *tous les hélicoptères sont posés, la mission de ce soir est terminée, rompre du poste de combat* ».

Le *Tonnerre*, avec son système d'armes « GAM » aura – en un peu plus d'un mois d'opérations – conduit une vingtaine de *strike* en Libye qui auront désorganisé les lignes ennemies, provoqué une forte attrition, et donc produit des effets significatifs sur l'issue de la guerre. Le BPC en version porte-hélicoptères d'assaut est une machine de guerre maintenant éprouvée. ●

7. Hydrographie, déclivité, météorologie au printemps-été en méditerranée.  
8. Strike package : la douzaine d'hélicoptères de commandement, d'appui et d'attaque composant la vague d'assaut.  
9. Incendie, voie d'eau, avarie de combat.  
10. What if : que fait-on si...



# « Un raid d'hélicoptères de deux heures pouvait se traduire par 20 à 30 véhicules armés détruits »

Le colonel Pierre Meyer, commandant du 3<sup>e</sup> Régiment d'hélicoptères de combat (RHC), a commandé le Groupement aéromobile déployé à compter du 18 mai 2011, sur le BPC *Tonnerre*. Il revient sur un engagement décrit comme « *inédit à bien des égards* ».

Explications.

PROPOS RECUEILLIS  
PAR BERTRAND DE LESQUEN

■ Combien d'hélicoptères de l'armée de Terre ont-ils été engagés dans l'opération Harmattan et à quelles unités appartiennent-ils ?

Le Groupement aéromobile était initialement constitué d'une vingtaine d'hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de Terre (Alat), dont des hélicoptères de combat et des hélicoptères de manœuvre.

Suivant l'évolution de la situation, le dispositif a ensuite été ajusté à une quinzaine d'hélicoptères. Il est important de souligner que le BPC embarquait aussi un détachement de l'armée de l'Air, composé de trois hélicoptères de manœuvre dédiés à la récupération et au sauvetage au combat (Resco). Les équipages de l'Alat provenaient en majorité des trois régiments d'hélicoptères de combat (1<sup>er</sup> RHC de Phalsbourg, 3<sup>e</sup> RHC d'Étain, 5<sup>e</sup> RHC de Pau). À chaque relève, tous les deux mois, l'un des régiments était désigné pour fournir l'essentiel des pilotes et des mécaniciens. Le GAM était placé sous les ordres d'un poste de commandement et de mise en œuvre (PCMO) installé dans la zone état-major du BPC, et armé en grande partie par la division aéromobilité du commandement des forces terrestres (CFT) de Lille. En tout, entre 200 et 250 militaires de l'armée de Terre étaient engagés en permanence dans l'opération Harmattan.

■ De quels types étaient ces appareils, à quelles missions ont-ils été dédiés et quels armements ont-ils délivrés ?

Le GAM se composait en majorité d'hélicoptères d'attaque de type Gazelle, équipés de caméras ther-



PHOTO: ECRAD

miques Viviane. L'armement standard des Gazelle Viviane est le missile filoguidé HOT, destiné à détruire prioritairement des engins blindés, mais également tous types de véhicules militaires.

Ces Gazelle étaient systématiquement appuyées par des hélicoptères d'appui/protection de nouvelle génération de type Tigre, équipés eux aussi de leur armement standard : 1 canon de 30 mm et des roquettes de 68 mm. Enfin, des hélicoptères de manœuvre de type Puma, dotés de mitrailleuses d'auto-protection MAG 58, assuraient pour les uns les missions de commandement en vol (*Air mission commander* ou AMC) et pour les autres celles d'extraction immédiate (en cas de crash en mer ou à terre) avec, à leur bord, une équipe du commando parachutiste de l'air (CPA) 30.

■ **Comment s'effectuait le choix des cibles ?**

Dans le cadre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies, toute force militaire clairement identifiée comme menaçante à l'encontre des populations civiles libyennes était considérée comme une cible.

Sa destruction s'effectuait alors selon des règles d'engagement précises incluant l'identification formelle de la nature militaire des cibles (engins blindés, véhicules armés, pièces d'artillerie) et l'assurance de ne prendre aucun risque de dommage collatéral (opérations effectuées hors des zones habitées et frappes annulées en cas de doute).

■ **Quelle marge d'initiative et de manœuvre ont eu les équipages d'hélicoptères une fois en mission ?**

Les hélicoptères agissaient généralement en modules avec plusieurs aéronefs. Tout en respectant strictement le cadre espace-temps fixé et les règles d'engagement, le chef en vol du module (*air mission commander*) ainsi que les commandants de bord de chaque hélicoptère avaient une large liberté d'appréciation de la situation. Ce sont eux qui percevaient le mieux la situation au sol. Ils étaient donc les plus à même de décider. Le commandant de bord de chaque hélicoptère d'attaque bénéficiait d'une délégation, dite *cockpit delegation*, qui lui permettait d'ouvrir le feu à son initiative et selon les règles décrites précédemment. Ce sont les modes habituels d'action de l'Alat, qui offrent à chaque échelon une certaine capacité et liberté de manœuvre.

Nous n'utilisons pas l'hélicoptère comme un simple vecteur délivrant une munition sur un objectif prédéterminé. Le chef sur le terrain adapte sa manœuvre à la réalité de la situation ennemie et du terrain.

■ **Comment évaluez-vous l'efficacité des hélicoptères dans cette opération Harmattan ?**

Les hélicoptères n'étaient pas engagés tous les jours, mais leurs raids, parfaitement ciblés, ont eu



PHOTO : THOMAS GOSQUE

Page de gauche : « Les raids parfaitement ciblés des hélicoptères ont eu un effet tactique très important. » COLONEL MEYER

En haut : l'hélicoptère d'appui protection de nouvelle génération de type Tigre est équipé d'un canon de 30 mm et de roquettes de 68 mm.

À droite, un hélicoptère de type Puma en entretien dans les entrailles du BPC Tonnerre. Doté de mitrailleuses d'auto-protection MAG 58, il assurait les missions de commandement en vol et d'extraction.



PHOTO : ECRIM

un effet tactique très important. Pour vous donner une idée plus globale, un raid de deux heures pouvait se traduire par 20 à 30 véhicules armés détruits. En près de cinq mois d'engagement au sein d'Harmattan, nos hélicoptères ont neutralisé plus de 550 objectifs militaires en une quarantaine de raids.

■ **Comment se partageaient les missions entre avions de chasse et hélicoptères ?**

Les avions et les hélicoptères ont des capacités et des aptitudes très différentes. Les avions peuvent voler de jour comme de nuit, à très haute altitude. Ils ont une grande allonge, une capacité de ravitaillement en vol, des systèmes d'observation particulièrement précis et des munitions très puissantes. Les hélicoptères manœuvrent très près du sol pour « débusquer » leurs objectifs, et de nuit pour limiter leur vulnérabilité. Dans le cadre d'Harmattan, ils >>



>> ont agi à partir de la mer et sans plot de ravitaillement au sol. Ce facteur n'offrant qu'une autonomie relativement réduite, leurs actions se sont principalement concentrées dans la frange côtière. Ainsi, les avions étaient plus à même de détruire un important dépôt de munitions dans la profondeur du désert libyen, par exemple, alors que les hélicoptères pouvaient détecter puis traiter une compagnie de chars camouflée dans une palmeraie le long de l'axe côtier. Il n'y avait pas d'imbrication des missions des uns et des autres, donc, mais une bonne complémentarité et une coordination dans l'espace et dans le temps, nécessaire pour optimiser l'emploi de tous les moyens d'Harmattan.

*« Le BPC, bâtiment moderne et multifonctions, a démontré qu'il était une plate-forme parfaitement adaptée pour un groupement aéromobile. »*  
COLONEL MEYER

■ **Quelle opposition ont rencontré les hélicoptères pendant leurs missions ?**

Nous avons observé un adversaire particulièrement aguerri, bien commandé et qui a montré de fortes capacités de résilience. Les hélicoptères ont

« **Le BPC a multiplié les capacités intrinsèques de mobilité et de réversibilité de l'Alat.** »

lifiés aux appointages. Ils s'entraînent régulièrement à bord des BPC, des TCD et du porte-avions. Et l'ensemble du personnel de l'Alat est très régulièrement déployé pour des missions et des opérations aéromaritimes : Balbuzard en Adriatique, Corymbe dans le golfe de Guinée, les campagnes annuelles *Jeanne d'Arc*, etc. En revanche, l'opération Harmattan, inscrite dans un environnement interarmées complexe, a été inédite à bien des égards : l'engagement depuis la mer, sans troupes au sol, la prise en compte des multiples menaces sur le BPC (côtières, maritimes,

asymétriques), la coordination entre feux navals et conduite des opérations aéromobiles. Mais aussi le nombre d'hélicoptères mis en œuvre sur le BPC, l'aspect résolument offensif et répétitif des raids, la durée de l'engagement... Globalement la coopération a été facilitée, du fait des savoir-faire communs existants et éprouvés. Au fil des mois, le BPC, bâtiment moderne et multifonctions, a démontré qu'il était une plate-forme parfaitement adaptée pour un groupement aéromobile. Il permet d'accueillir un nombre significatif d'hélicoptères de combat et offre aux équipages et aux mécaniciens des conditions de vie et de travail remarquables. Je peux même affirmer que dans le cadre d'Harmattan, il a multiplié les capacités intrinsèques de mobilité et de réversibilité de l'Alat.

■ **Quel enseignement tirez-vous de cette projection de puissance à partir de la mer ?**

C'est d'abord un succès technique et tactique indéniable. En l'absence de troupes de la coalition au sol, les hélicoptères de combat de l'Alat ont participé à la rupture tactique, c'est-à-dire à faire effondrer les principales lignes offensives adverses, à Brega, Misrata, Tripoli et enfin Syrte. Cette projection de puissance à partir de la mer a démontré toutes les capacités d'adaptation des équipages de l'Alat. ●

quasiment systématiquement été ciblés par des tirs d'armes légères, de mitrailleuses ou de canons anti-aériens. Aucun avion n'a été touché au cours de notre engagement au sein d'Harmattan.

■ **Comment s'est déroulée la coopération entre les équipages de l'armée de Terre et les marins du BPC ?**

La coopération Marine-Alat n'est pas une nouveauté. Nos équipages sont tous qua-



PHOTO : TECPAD

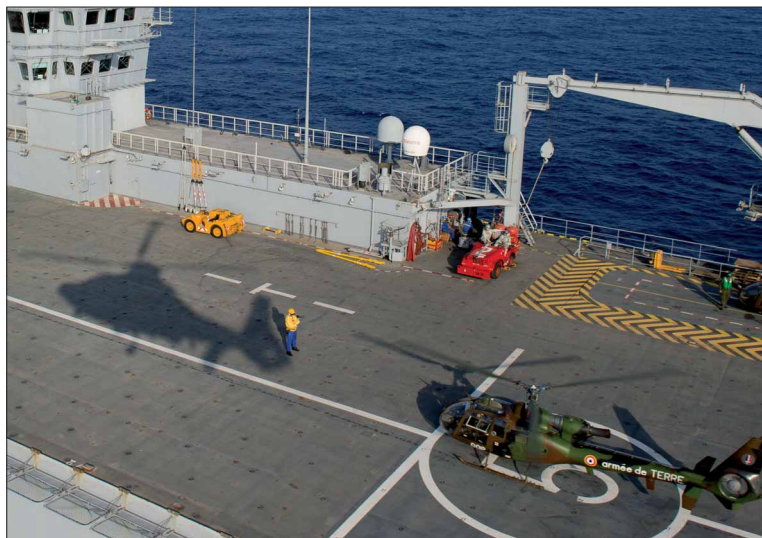


PHOTO : TECPAD



---

# ET SI NOUS FAISONS DE LA MER UNE ZONE SÛRE ?

---

Les systèmes développés par EADS travaillent de multiples manières au suivi des bateaux et de leurs marchandises, afin qu'ils puissent se déplacer aisément et en toute sécurité dans les eaux internationales. Venez découvrir nos idées et partager les vôtres sur [www.eads.com/thinkbank](http://www.eads.com/thinkbank)



EADS





PHOTO : MARINE NATIONALE

# En veille pour la récupération des pilotes

Le survol du territoire libyen n'était pas sans risque pour les chasseurs français : les systèmes sol-air et l'ensemble de la menace anti-aérienne y étaient bien présents. L'Escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées, spécialisé dans la récupération au combat (RESCo ou CSAR en anglais), était embarqué à bord du *Charles de Gaulle* pour les missions de récupération de pilotes éjectés en territoire hostile.

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL FABRICE ALBRECHT \*

La destination du détachement CSAR de l'EH 1/67 Pyrénées, ce 20 mars 2011, n'est pas une base à terre, mais le porte-avions *Charles de Gaulle*. L'unité est engagée avec deux EC 725 Caracal et un SA 330 Puma. Avec une réactivité exemplaire, grâce au travail des techniciens qui ont préparé les EC 725 Caracal et l'engagement du personnel de toute l'unité, le détachement a rejoint en 36 heures la base aéronavale de Hyères, avec appareils et lots techniques. Un professionnalisme forgé par des engagements quasi ininterrompus depuis une vingtaine d'années : Desert Storm, Deny Flight, Allied Force, Artemis, Carbet, Licorne, Baliste, EUFOR Tchad-RCA, et Pamir avec ses mandats successifs depuis 2006. Jamais pourtant l'unité ne s'était déployée avec un aussi bref préavis. C'était aussi le premier engagement opérationnel du Caracal au titre du CSAR sur le porte-avions *Charles de Gaulle*. La nuit passée à Hyères, le 19 mars, avant l'embarquement, nous a permis de croiser des Américains du 56th RQS<sup>1</sup>, que nous avons accueillis avant leur déploiement en Afghanistan en janvier 2010. Le monde des hélicoptéristes et du CSAR est petit.

Nous avons apponté le 20 mars sur le *Charles de Gaulle*, en rade de Toulon, avec les Caracal puis le Puma. Les aviateurs étant désormais au complet, la campagne pouvait débuter. Nous avons d'abord dû trouver nos marques à bord de ce bâtiment, le plus grand de la Marine nationale. Peu d'aviateurs ont l'occasion d'embarquer et de se confronter aux

contraintes environnementales d'un navire de ce type : le bruit continu, le tremblement à chaque catapultage, les coursives et les échappées, l'éclairage si caractéristique – blanc le jour, rouge la nuit – et la caille (la bannette dans le jargon des marins)... Au cours de son transit vers la zone d'opération, le *Charles* a mis en œuvre la totalité de son groupe aérien avec ses Rafale, Super Étendard et Hawkeye. Catapultages, exercices et appontages ont permis de valider le fonctionnement de toutes les installations et de préparer les équipes. Nous avons profité de nos créneaux pour effectuer nos entraînements : aérocordage sur le pont pour les commandos, appontage de jour et de nuit sur les fré-gates d'accompagnement pour les pilotes.

## Des techniciens en chasuble

L'engagement des aéronefs est ordonné dès le 21 mars. Nous sommes d'alerte. Notre salle d'alerte, la SA 4, est située juste sous la catapulte, près de l'îlot. Pendant la mise plein gaz des avions au catapultage, nous ne pouvons plus communiquer. La patience est une vertu qui se développe et se forge à bord. Dans la SA 4, l'ensemble du détachement suit avec concentration le briefing renseignement : les zones, les noms des villes libyennes nous deviennent familiers, à nous

\* Commandant de l'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées. Chef de Détachement CSAR à bord du porte-avions *Charles de Gaulle* pendant l'opération Harmattan.

Dépose par aérocordage d'éléments du Commando parachutiste de l'Air (CPA) 30.



PHOTO : ARMÉE DE L'AIR

qui sommes principalement habitués aux vallées et aux villages de la Surobi ou de la Kapisa. Chacun a préparé son gilet de combat, ses chargeurs de Famas et de pistolet automatique, vérifié sa balise de détresse. Les hélicoptères sont également entretenus, protégés contre la corrosion maritime. Les leurres, les caissons des MAG 58 sont approvisionnés.

Dès le 21 mars, nous mesurons les risques du survol de la Libye : un avion de la coalition s'est crashé à proximité de Benghazi. Des équipes spécialisées effectuent la mission de récupération. Cet événement nous pousse à la plus grande vigilance. Nous aurons l'occasion de debriefer avec elles un mois plus tard à bord du porte-avions. Les jours se suivent, la feuille de service du bord rythme la vie du bateau. Les exercices fréquents nous permettent de mieux maîtriser les chemins de traverse lorsqu'une zone est confinée. Les coursives du porte-avions n'ont plus de secret pour nous. Nous avons perçu nos complétifs : masque, formation sur les risques du gaz H<sub>2</sub>S, cagoule et gants anti-feu. Grâce à l'accueil de l'équipage et de l'état-major embarqué, notre intégration est parfaite.

Le 6 avril 2011, nous rejoignons la frégate *Forbin* pour des entraînements. La mise en œuvre des hélicoptères s'effectue dans une sorte de chorégraphie multicolore et bien ordonnée : techniciens en chasuble verte à bande noire, équipiers de pont d'envol en chasuble bleue, aviateurs en chasuble rouges... Tous s'activent sous la direction des directeurs du pont d'envol : les fameux « chiens jaunes ». Le « paré, briefé » est annoncé à l'AVIA. Notre hélicoptère est sur le pont, « saisi » sur son spot. Après le tour machine, premiers contacts avec l'AVIA : « Mise en route, embrayage autorisé, le vent sur le pont midi 27 nœuds ». C'est un démarrage grand vent. Sur notre signe « paré décollage », le chien jaune ordonne aux équipiers de pont de nous « désaisiner » ; « Vert

décollage, la route au 315, vent midi 25 nœuds ». La mise en stationnaire se fait aux ordres du chien jaune. Nous nous décalons à bâbord, au-dessus de l'eau. Décollage. Le transit est assez rapide, nous apercevons déjà le *Forbin* qui nous donne ses éléments avec la route AVIA, roulis-tangage. Nous débutons notre entraînement : corde lisse sur le pont, treuillage et appontages. Notre « Charlie<sup>2</sup> » approchant, nous faisons à nouveau route vers le porte-avions.

### ■ Un large spectre de missions

La relève arrivera au terme de plus de deux mois passés en mer au cours desquels nous aurons suivi avec une particulière attention l'évolution de la situation au sol et les missions opérationnelles. Encore, une fois, le « Pyrénées » aura participé aux opérations extérieures. À travers lui, l'armée de l'Air détient une capacité rare, unique pour les armées françaises et reconnue par nos alliés, couvrant un large spectre de missions, reposant – toutes spécialités confondues – sur une vraie compétence professionnelle et utilisant un hélicoptère conçu pour remplir la mission CSAR, que ce soit sur terre ou dans le cadre d'opérations embarquées.

L'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées, spécialisé dans la récupération au combat, a été engagé de façon pratiquement ininterrompue depuis une vingtaine d'années sur tous les théâtres d'opérations extérieures de la France, ici en Afghanistan.

1. Le 56th RQS est une unité CSAR américaine basée en Angleterre à Lankeneath, appartenant à USAFE (US Air Force in Europe).

2. Créneau d'appontage sur le porte-avions Charles de Gaulle.



PHOTO : ARMÉE DE L'AIR



# « les marins savent ce qu'ils ont à faire et le font avec maîtrise et application »

Thomas Goisque, grand reporter photographe, collabore régulièrement au *Figaro-Magazine*, à *Paris-Match* et à *Marine & Océans* ([www.thomasgoisque-photo.com](http://www.thomasgoisque-photo.com)). Il a fait partie du premier pool de journalistes autorisés à embarquer sur le *Tonnerre* pendant l'opération Harmattan. Impressions.

PROPOS RECUEILLIS PAR BERTRAND DE LESQUEN

## ■ Quand et comment avez-vous rejoint le *Tonnerre* ?

Nous avons rejoint le *Tonnerre* le lundi 13 mai 2011. Nous étions un groupe de sept journalistes, les premiers à être autorisés à suivre une opération aéromobile depuis un BPC intégrant des hélicoptères de l'armée de Terre. Nous sommes partis de la base aéronavale de Hyères à bord d'un C-2 Greyhound – un avion de logistique américain mis à la disposition de la Marine nationale par l'*US Navy* – qui a apporté sur le porte-avions *Charles de Gaulle* au large des côtes libyennes. Nous avons ensuite été embarqués à bord d'un Puma et hélicoptérés sur le *Tonnerre* où nous sommes arrivés vers 17 heures le même jour.

## ■ Quel était l'objet de cet embarquement ?

Je devais réaliser un reportage photos pour *Paris-Match* avec mon confrère Patrick Forestier, un vieux briscard habitué des reportages de guerre, qui revenait juste du port libyen de Misrata tenu par les rebelles. Nous nous connaissons bien pour avoir déjà réalisé plusieurs reportages ensemble en Afghanistan, avec les troupes françaises, et dans les premiers jours du conflit en Libye, au-dessus de la Méditerranée à bord d'un KC-135. Nous avions, pour ce sujet à bord du BPC, carte blanche de la rédaction.

## ■ Quelle impression avez-vous ressentie à l'arrivée sur ce bâtiment ?

Le pilote de l'Alat (Aviation légère de l'armée de Terre) a eu l'élégance de faire un survol complet du bâtiment avant de se poser. Nous avons ainsi pu nous rendre compte de la taille imposante de ce navire qui, paradoxalement, est mis en œuvre par un nombre réduit de marins. Les hélicoptères d'attaque étaient disposés sur le pont d'envol amarrés par des élingues. Mais il n'y avait personne sur le pont, ce qui donnait une incroyable impression de calme et de sérénité. En réalité, les équipages se préparaient pour la mission de la nuit. Nous n'avons pas été autorisés à les



PHOTO : DR

rencontrer avant leur départ pour ne pas nuire à leur concentration.

## ■ Quelle était l'ambiance à bord ?

Elle était assez détendue. Les marins sont de grands professionnels. Ils savent ce qu'ils ont à faire et le font avec maîtrise et application. Nous n'étions pas du tout dans cette ambiance électrique à laquelle on aurait pu s'attendre en période de crise.

## ■ Comment avez-vous perçu le fonctionnement entre les marins du *Tonnerre* et les équipes de l'armée de Terre servant les hélicoptères de combat ?

La cohabitation entre marins et « terriens » à bord m'a semblé harmonieuse et sympathique. Le carré des officiers était majoritairement rempli de tenues de camouflage le soir à l'heure de la popote. Tous faisaient leur travail avec la rigueur qu'imposent l'enjeu et le sérieux d'une telle mission.

## ■ Dans quel état d'esprit étaient les équipages des hélicoptères de combat ?

Ils n'étaient pas très loquaces au départ comme au retour de la mission qu'ils ont menée cette nuit-là.

Le grand reporter-photo Thomas Goisque sur le pont du porte-avions *Charles de Gaulle*.

On peut comprendre le stress de ces hommes qui partent de nuit bombarder un territoire hostile, hérissé d'armes sol-air, avec un ennemi particulièrement motivé pour combattre ceux qu'ils qualifiaient de « *chiens de Français* » comme l'a montré l'interception d'une communication radio entre fidèles de Kadhafi.

■ **Combien de temps a duré la mission cette nuit-là ?**

Les hélicoptères décollent et attaquent toujours de nuit pour avoir le maximum d'effet de surprise et minimiser la précision d'une éventuelle réplique. Cette nuit-là, ils sont partis vers trois heures du matin pour revenir deux heures plus tard, aux premières lueurs de l'aube. Ces vols sont très éprouvants pour les pilotes, des hommes qui, pour la plupart d'entre eux, ont déjà servi en Afghanistan ou se préparent à y partir. Ils ont un rythme très soutenu car peu de pilotes sont capables de faire ce qu'ils font.

■ **Quelle est l'atmosphère sur le pont d'envol avant un départ en mission ?**

L'atmosphère est très calme. Chacun fait son travail avec précision. Il n'y a pas un bruit, en fait pas un bruit de trop. Le ballet est parfaitement bien huilé. Les machines sont tranquillement conditionnées et préparées avant l'arrivée des équipages. Caressés par un petit vent chaud – venu certainement du désert libyen – nous avons veillé ce soir-là à ne pas troubler ce silence presque religieux qui régnait sur le pont. Les pilotes sont sortis de la salle de briefing. Sans nous adresser la parole, ils sont montés dans leur machine. Ils semblaient très concentrés sur leur mission. Puis les hélicoptères ont décollé un à un et ont disparu, par cette nuit de pleine lune, vers l'horizon. Nous n'étions pas bien loin des côtes libyennes. Le dernier hélicoptère parti, le silence est retombé sur le pont sur lequel, dix minutes après, il n'y avait plus personne. Le bâtiment s'est comme assoupi quelques heures...

■ **Comment avez-vous perçu les pilotes à leur retour de mission ?**

Ils ont brièvement décompressé sur le pont d'envol en discutant entre eux puis se sont engouffrés dans la salle de débriefing où nous n'avons pas été autorisés à les suivre.

Je n'ai pu faire qu'une photo très rapide avant qu'ils ne quittent le pont. Ils semblaient heureux d'être tous de retour. Il y avait avec eux les commandos de l'air du CPA 10, lourdement armés, spécialistes des récupérations de pilotes abattus en territoire ennemi.

■ **Quel enseignement retirez-vous de ce passage à bord du *Tonnerre*, vous qui êtes fréquemment au contact d'unités de l'armée française dans des zones de guerre ?**

C'est toujours un immense plaisir d'embarquer à bord d'un bâtiment de la Marine nationale et ce, d'autant plus qu'il s'agissait-là d'une phase très opérationnelle et d'une Première. L'accueil y est toujours très chaleureux, les marins se prêtant très volontiers au jeu du reportage. Nous sommes restés très peu de temps à bord du BPC. L'hélico est venu nous rechercher quelques heures après le retour de

mission des hélicoptères de combat. Nous avons été à nouveau déposés sur le *Charles de Gaulle* où nous avons assisté à quelques catapultages et appontages de Rafale et de Super Étendard. Puis nous avons rembarqué à bord du C-2 Greyhound américain chargé de nous ramener à Hyères.

« Les hélicoptères ont décollé un à un et ont disparu par cette nuit de pleine lune, vers l'horizon. »

Alors que nous étions dans la carlingue, l'officier communication du porte-avions nous a confié : « *Beaucoup à bord vous envient car, à part les pilotes, aucun marin n'a jamais vécu un catapultage !* »

Les portes du petit avion de logistique américain se sont refermées, les moteurs ont vrombi, le sang nous est soudainement monté à la tête et nous avons pris 4G en pensant que nous étions bien chanceux!



Appontage d'un hélicoptère Tigre sur le pont du BPC *Tonnerre*.

PHOTO : THOMAS GOSQUE



# Atlantique 2 l'atout maître

Appareil polyvalent, capable de faire aussi bien de la lutte anti-navires – bâtiment de surface ou sous-marin – que du ciblage ou du renseignement, l'Atlantique 2 mis en œuvre par la Marine nationale, a été un acteur incontournable de l'intervention de la coalition en Libye. Récit d'une mission au large du port de Misrata.

PAR LE CAPITAINE DE FRÉGATE JEAN-CHRISTOPHE T \*

**A**vril 2011, base aérienne militaire de Sigonella en Sicile. L'équipage Ulysse prépare son vol du soir, une mission de renseignement au large des côtes libyennes. Si, depuis cette base italienne, l'Atlantique 2 assure en premier lieu la protection du Groupe aéronaval français et des forces navales de la coalition il peut aussi être mis à contribution pour ce type de mission parmi les plus importantes du large spectre de celles que peut réa-

par la résolution 1973 des Nations unies : « *Ulysse, you are identified and clear to transit. Report beginning work.* »

À 01 h 45, le coordonnateur tactique (COTAC) de l'Atlantique 2 fait un point sur les derniers éléments non évoqués lors du briefing équipage quelques heures plus tôt. La zone d'intérêt se décale vers l'est, proche de Misrata. Les objectifs sont clairs : renseigner la coalition et l'état-major embar-

qué à bord du porte-avions *Charles de Gaulle* sur les activités des forces pro-Kadhafi et s'assurer que le blocus naval est respecté. Le commandant établit un contact crypté avec le navire de guerre chargé de la sécurité dans la zone. Ce soir, c'est une frégate française.

Une heure plus tard, l'ATL2 commence discrètement sa patrouille, tous feux éteints. Les côtes libyennes sont très éclairées. Tout semble apparemment calme. Les combats se déroulent plus à l'est. L'avion progresse furtivement, se méfiant particulièrement des batteries sol-air installées sur les côtes mais aussi des armes légères qui peuvent être présentes sur toute embarcation. À chaque instant, il faut évoluer hors de la

menace. À 05 h 00, l'opérateur radio rend compte d'un message urgent. Un sous-marin de la coalition s'interroge sur un possible écho de surface. Le pilote met aussitôt la puissance pour rallier au plus vite la zone d'intérêt sur laquelle le radariste concentre sa recherche. Le COTAC pointe la caméra infrarouge sur la position : rien à signaler. L'information datant de quelques dizaines de minutes, le navigateur calcule une zone de probabilité de présence qui doit maintenant être investiguée en totalité et de façon méthodique.

*\* Commandant de la flottille 21F (Atlantique 2). Les commandants des unités de l'aéronavale et les commandants de sous-marins ne peuvent s'exprimer sous leur véritable nom.*



PHOTO : MARINE NATIONALE

L'Atlantique 2 est un avion polyvalent capable d'assurer de multiples missions.

liser ce formidable outil polyvalent. Ce soir, la nuit est claire et donc particulièrement favorable aux capteurs de l'avion que sont les JVN<sup>1</sup> et le FLIR<sup>2</sup>.

Décollage à 01 h 00 du matin, derrière une patrouille de F16 de la coalition. L'équipage est concentré. Il s'agit de la huitième mission dans la zone. Malgré l'heure tardive, la tension est palpable. Lors du vol précédent, l'avion s'était fait accrocher radar entraînant immédiatement une manœuvre évasive du pilote. L'opérateur ESM<sup>3</sup> avait finalement identifié le radar comme étant celui d'un chasseur de la coalition. La concentration est donc totale à chaque mission. La fatigue des vols précédents commence à se lire sur les visages. Trente minutes après le décollage, l'Awacs autorise l'ATL2 à pénétrer dans la zone d'exclusion aérienne établie

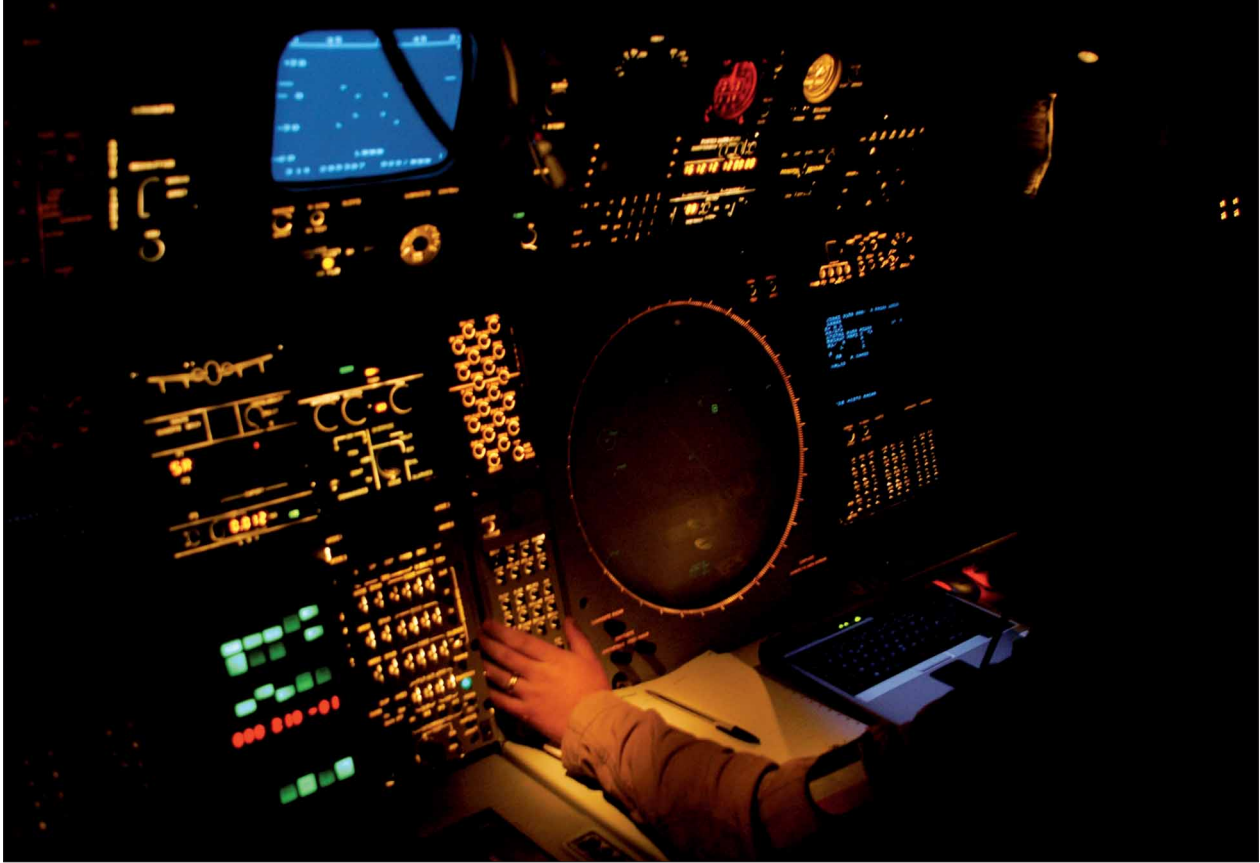


PHOTO : MARINE NATIONALE

À peine vingt minutes plus tard, l'observateur au nez vitré, sous JVN, annonce percevoir une trace à deux heures. Tous les capteurs de l'appareil sont en alerte. Plusieurs sillages avancent discrètement et en formation en direction du port de Misrata. Les suspects sont immédiatement reportés par liaison de données à la force navale. À 05 h 30, la mission est clairement donnée de pister en toute discrétion ces contacts : « semi-rigides d'environ huit mètres, en formation serrée vers la côte, aucune marque de nationalité, comportement militaire ». Il n'y plus d'équivoque possible.

À cet instant, ils sont encore hors de portée d'interception de la frégate qui, guidée par l'ATL2, prépare ses canons de 20 mm et de 100 mm pour des tirs d'intimidation. Au petit matin, la frégate reçoit l'autorisation d'ouvrir le feu. Ses canons tirent sur l'avant des embarcations alors qu'elles sont à deux nautiques du port de Misrata. Sous le feu, elles stoppent leur progression avant de se séparer. L'une d'entre elles est pris en chasse par l'ATL2. L'autre, immobilisée, est prise en compte par la frégate.

À l'heure qu'il est, la mission aurait du prendre fin et l'ATL2 remettre le cap sur Sigonella, en Sicile. Pas ce soir. Il lui faut économiser son pétrole afin de poursuivre la mission jusqu'à l'arrivée d'une autre frégate de la coalition, positionnée 30 nautiques plus au nord. La frégate française annonce soudain avoir repéré une mine à 1 500 mètres sur son bâbord. Il n'y plus de doute.

Les suspects sont des forces pro-Kadhafi venues miner l'entrée du port de Misrata. Tous les navires de la zone sont alertés sur VHF. Deux ferries sont



PHOTO : MARINE NATIONALE

« Tous les capteurs de l'appareil sont en alerte. Plusieurs sillages avancent discrètement et en formation vers le port... »  
CF JEAN-CHRISTOPHE T.

Ci-contre : vue du port de Tripoli.

« Plusieurs sillages avancent discrètement en formation en direction du port de Misrata. »

stoppés à l'entrée du port, le risque d'une explosion étant trop grand.

À 08h00, l'hélicoptère de la seconde frégate arrive en portée mais le système de transmission de données de l'ATL2 est tombé en panne. Le guidage doit se faire par radio. Même après sept heures de vol de nuit, les automatismes des entraînements au simulateur ne font pas défaut. La frégate peut dès lors prendre à son compte les fuyards. Vers 08 h 30, l'ATL2 ne disposant plus que du strict nécessaire pour rejoindre la Sicile, le commandant ordonne de mettre cap au nord. L'équipage se pose à 10h00 à Sigonella, après neuf heures de vol

de nuit. L'équipe technique est là, fidèle au poste, prête à réparer la liaison de données et à préparer l'appareil pour sa prochaine mission, le lendemain, cette fois de jour.

1. Jumelle de vision nocturne.
2. FLIR (Forward Looking Infrared) : détecteur infrarouge permettant d'identifier à grande distance, de jour comme de nuit, toutes les cibles de surface.
3. ESM : système de détection d'émission radar.



# Awacs le maître des réseaux

Les Awacs de l'armée de l'Air française ont, avec leurs homologues américains et britanniques, couverts 24 h/24 le théâtre d'opération libyen. Centralisant et relayant les données de l'ensemble des moyens militaires engagés dans l'action (avions, navires...), ces appareils permettent au commandement de s'adapter en temps réel à la réalité du terrain.

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL VINCENT DABADIE \*



PHOTO : ARMÉE DE L'AIR



PHOTO : ARMÉE DE L'AIR

**02 h 00** du matin, une trentaine de personnes s'active déjà à l'escadron<sup>1</sup> : les officiers et sous-officiers de permanence, l'équipage du jour, l'officier renseignement et bien sûr les personnels chargés de préparer les dossiers pour la mission du jour à partir des documents transmis, sur le réseau Otan, par le centre de planification des opérations. 03 h 15, briefing Renseignement – situation sur le terrain, derniers événements, forces en présence en Libye et au large du pays, procédures particulières – auquel s'ajoutent les derniers mots du chef de mission et mes dernières consignes en tant que commandant de bord. 03 h 45, embarquement. 04 h 45, décollage. Le trajet de nuit est long depuis notre base d'Avord<sup>2</sup>. Nous survolons Lyon, Nice, Bastia puis Rome, Naples, Palerme, Malte, avant le contact avec l'Awacs<sup>3</sup> que nous venons relever. Nous sommes rejoints par un KC135 pour un ravitaillement en vol : vingt tonnes livrées en 10 à 15 minutes. Le jour se lève. La pression monte au sein de l'équipage. Le radar est en marche. Tout fonctionne. En quelques minutes l'ensemble de l'activité dans la troisième dimension sur le théâtre libyen est sous notre contrôle. Il est 8 h du matin.

Dans ces conflits modernes « réseaux centrés », l'Awacs est un acteur incontournable. Il est le maître de ces réseaux. Les grandes nations militaires en sont bien conscientes. Dès le 19 mars 2011, les Awacs de l'Otan, américains, anglais ou français, se sont succédés pour assurer une couverture H 24 du théâtre libyen. Fonctionnant comme la toile d'une

industrielle araignée, ce moyen C2ISR pour *command and control, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance* est en liaison avec tous les moyens militaires engagés sur le théâtre : avions ravitailleurs, drones, chasseurs bombardiers, chasseurs de supériorité aérienne, hélicoptères, avions de guerre électronique, américains, anglais, qataris, suédois, italiens, espagnols, canadiens ou français, de l'armée de l'Air ou de la Marine, tous sont en liaison avec l'Awacs. Il en va de même pour tous les bâtiments de surface impliqués quelle que soit leur nationalité. Grâce à cet appareil, les mots *interarmées* et *interalliés* prennent tout leur sens.

À l'intérieur de leur avion, les contrôleurs disposaient sur leurs écrans d'une situation synthétique du théâtre libyen. Responsables de la surveillance permanente de la zone d'exclusion aérienne, de la diffusion des trafics douteux ou suspects, ils ont également participé à la surveillance de l'embargo par le suivi de la situation de surface au large du pays. En fusionnant les données de l'ensemble des capteurs du théâtre, ils ont permis au commandement de réorienter la manœuvre en adaptant, en temps réel, les moyens offensifs à la menace. Les flux d'informations transitent via l'Awacs, depuis les différents



PHOTO : ARMÉE DE L'AIR

Ci-dessus, à gauche : les SDCA/E3F, nom donné aux Awacs français, sont stationnés sur la base aérienne 702 d'Avord, près de Bourges. Ci-dessus, à droite : le poste de pilotage de l'Awacs.

À droite : « À l'intérieur de leur avion, les contrôleurs disposaient sur leurs écrans d'une situation synthétique du théâtre libyen. »  
LIEUTENANT-COLONEL DABADIE

\* *Pilote de chasse. Commandant de l'Escadron de détection et contrôle aéroportés (ECDA) 00.0036 Berry depuis juin 2010.*

moyens engagés sur le théâtre vers le centre de conduite des opérations, et vice-versa. Messages radio, transmission de données, communication satellite ou « chat » sont ainsi autant de canaux concourant à la transmission, en temps réel, d'informations devenues fondamentales dans ce genre de conflit si évolutif. L'Awacs est au cœur du processus de *dynamic targeting*.

Il dirige et cadence l'opération : quelques minutes suffisent entre la détection d'un objectif, la montée des données vers les autorités de l'Otan en Italie, l'autorisation d'engager et la délivrance de l'armement sur le théâtre.

Après cinq heures de gestion de l'espace et de l'ensemble des moyens engagés dans la troisième dimension, l'équipage apprend qu'il doit poursuivre son effort. La relève est en retard. L'engagement doit être maintenu jusqu'au pétrole minimum nécessaire pour rejoindre Avord. Deux heures plus tard, la relève n'est toujours pas là. Le cap doit impérativement être mis sur la France. Un plan de secours a été anticipé. La zone d'opération restreinte à la zone côtière a été scindée en deux. Dans chacune d'elle un bâtiment de surface va reprendre notre activité. Il s'agit de la frégate de défense aérienne française *Chevalier Paul* et du HMS *Liverpool* de la Royal Navy. Coordination radio avec le PC opérations des deux navires, envoi de la situation par transmission de données, transfert des moyens en deux phases : identification des moyens airs par transmission des indicatifs radio ainsi que du statut des appareils (comme le fuel restant et l'endurance pour un ravitailleur, ainsi que les avions censés venir ravitailler dessus...). Une fois toutes ces opérations faites et la gestion des fréquences dans les zones de responsabilité assurée, les marins se voient enfin attribuer les moyens par l'Awacs.

Rude mission que d'être responsable de la coordination des moyens quand le radar d'un navire culmine à une cinquantaine de mètres alors que celui de l'Awacs évolue à onze mille mètres d'altitude ! Il est quinze heures, la pression retombe. Pilotes, navigateur et mécanicien navigant se mobilisent pour le retour et l'atterrissage, après plus de treize heures de vol.

●

1. Escadron de détection et de contrôle aéroporté 00.0036 Berry.
2. Les SDCA / E3F, nom donné aux Awacs français, sont stationnés sur la base aérienne 702 d'Avord, à 20 km de Bourges.
3. Awacs pour Airborne warning and control system : système de détection et de commandement aéroporté.



PHOTO : MARINE NATIONALE

## Le Chevalier Paul acteur reconnu des opérations aériennes

La frégate de défense aérienne (FDA) *Chevalier Paul* a été engagée sur le théâtre libyen entre le 10 juin et le 19 août 2011, puis à nouveau en octobre 2011, en relève de la frégate anti-aérienne (FAA) *Jean Bart*. Bâtiment moderne aux multiples capacités, la FDA a notamment révélé ce qu'elle était capable de faire en termes de coordination et de contrôle aérien, s'imposant finalement comme un acteur reconnu des opérations aériennes. Explications.

PAR LE CAPITAINE DE FRÉGATE FRAÏOLI \*

La défense aérienne repose non seulement sur des capacités d'engagement, en l'occurrence l'ASTER 15 et 30, et sur des capacités de détection, mais également sur des capacités de coordination Air. La frégate de défense aérienne (FDA) trouve toute sa place sur un théâtre d'opérations aériennes par la maîtrise de l'ensemble de ces trois capacités majeures qui lui permettent de se voir confier des responsabilités de premier ordre en matière de contrôle et de coordination. Ce fut le cas en Libye.

Ce bâtiment dispose de capacités multiples : radar 3D de veille air, radar multifonctions 3D agissant comme radar de conduite >>

\* Commandant adjoint « opérations » du *Chevalier Paul* pendant l'opération Harmattan.





PHOTO : MARINE NATIONALE

La frégate de défense aérienne est un bâtiment polyvalent qui dispose de capacités d'engagement, de détection et de coordination Air.

de tir pour les missiles anti-aériens ASTER du PAAMS (*principal anti-air missile system*), équipement complet de guerre électronique (écoute radio, V-UHF et radar, brouillage radio/radar), système d'échange d'informations sécurisé (deux réseaux liaison 11, un réseau liaison 16) et capacités de communications sur des réseaux sécurisés (NSWAN, UHF SATCOM, Syracuse III). Dans sa capacité de contrôle d'aéronefs, l'équipage comprend un contrôleur de défense aérienne et quatre contrôleurs tactiques. Dans ce domaine du contrôle et de la coordination AIR, la frégate de défense aérienne peut donc faire office d'Awacs « flottant ». Elle peut assurer toutes les fonctions de cet appareil (*voir article page XXX*) vis-à-vis d'un espace de contrôle un peu plus réduit. La « FDAwacs » peut armer jusqu'à six cellules de contrôle, assurer la coordination AIR de 40 aéronefs (avions, hélicoptères, drones), la surveillance simultanée de plus de 200 aéronefs.

### ■ L'Awacs agissait, de fait, en tant qu'agence de contrôle de théâtre

Sur le théâtre libyen, il y avait une dichotomie claire du contrôle opérationnel. Pour l'ensemble des moyens français engagés, de façon schématique, tout ce qui volait relevait du contrôle opérationnel de l'Otan (*Opération Unified Protector*) et de son bras armé pour les opérations aériennes, le *combined air operations center* (CAOC de Poggio di Renatico en Italie). Tout ce qui flottait relevait du contrôle opérationnel national du CTF 473, le

groupe aéronaval français commandé par l'amiral Coindreau puis l'amiral Dupuis.

Le début des opérations du Groupement aéro-mobile français avec le *Tonnerre* a nécessité la création d'une cellule de coordination AIR pour que les hélicoptères s'insèrent sans difficultés dans l'environnement aérien chargé généré par les opérations contrôlées par le CAOC de Poggio di Renatico. Il a été décidé de conférer la qualité de *secondary control unit* au *Chevalier Paul* (appellation *Power*) au *Jean Bart* (appellation *Jim Beam*), la prise en compte par le CAOC d'une *primary control unit* risquant de prendre beaucoup de temps. Le CAOC est habitué à travailler avec les Awacs. C'est à ces appareils qu'est délégué le contrôle aérien de tout ce qui vole. Il a donc fallu montrer progressivement au CAOC ce qu'était capable de faire une frégate de défense aérienne en termes de coordination et de contrôle aérien avant d'obtenir des responsabilités importantes.

La cellule de coordination AIR à bord du *Jean Bart* a eu pour rôle de contrôler la conformité des procédures de départ et de retour de mission des hélicoptères français lors des raids autour des BPC. Les comptes rendus étaient transmis à l'Awacs qui agissait, de fait, en tant qu'agence de contrôle de théâtre. Les hélicoptères de l'Alat (aviation légère de l'armée de Terre) opéraient dans des zones réservées à leur usage exclusif. Ces zones étaient activées pour une durée déterminée entre la surface et 9000 pieds. Dans un premier temps, les aéronefs qui agissaient en soutien, chasseurs, avions de pa-

trouille maritime, drones, restaient alors sous contrôle des Awacs en dehors du volume des hélicoptères de combat.

L'entrée en lice des Atlantique 2 (ATL2), avion de patrouille maritime de la Marine nationale (*lire article page 50*) ainsi que l'arrivée de la frégate de défense aérienne ont donné une nouvelle dimension aux raids des hélicoptères. Les ATL2 étaient amenés à faire de la reconnaissance au profit des hélicoptères mais également à orienter la recherche des chasseurs. La FDA, avec ses moyens de détection et de communication, s'est trouvée idéalement placée au milieu d'un dispositif complexe pour assurer au plus près un rôle de suivi, de coordination et de contrôle des moyens aériens. Les Awacs se sont vite rendus compte qu'elle était la mieux placée pour surveiller l'action des hélicoptères dans leur volume et agir en tant que relais et coordinateur entre l'avion de patrouille maritime, l'Awacs, les patrouilles de chasse Otan et les autres avions de renseignement de la coalition.

« Les hélicoptères de l'Alat opéraient dans des zones réservées à leur usage exclusif. »

C'est par une politique des petits pas, et surtout en gagnant la confiance des acteurs sur le théâtre que la FDA a su s'imposer comme un acteur majeur des opérations aériennes. Le CAOC a pris acte de sa capacité à agir en tant qu'agence locale de coordination et de contrôle. Mise en avant par les officiers de liaison français au CAOC, lors de certains raids hélicoptères, la frégate de défense aérienne s'est ainsi retrouvée, pour la zone d'opération, comme C2 primary unit dans l'Air tasking order (ATO). Le CAOC lui reconnaissait ainsi toutes les qualités pour assurer le rôle d'un « Awacs flottant » hormis la délégation de tir, centralisée au CAOC comme pour tous les acteurs de l'opération. Dans les dernières semaines du conflit, la confiance ayant grandi, la frégate de défense aérienne a figuré dans l'ATO pour assurer le contrôle de la zone au même titre que les Awacs. L'opération Harmattan aura permis de révéler ce remarquable outil dont les capacités sont nettement supérieures à celles des frégates anti-aériennes. ●

## Les pétroliers ravitailleurs d'Harmattan

La Marine nationale a engagé ses quatre pétroliers ravitailleurs, la *Meuse*, le *Var*, la *Marne* et la *Somme*, dans l'opération Harmattan. Ces bâtiments, dont le prochain remplacement est très sérieusement préparé, ont effectué près de 150 ravitaillements à la mer dont une trentaine au profit de bâtiments étrangers. Présentation d'une capacité opérationnelle vitale pour toute grande marine océanique.

PAR LE CAPITAINE DE FRÉGATE FRÉDÉRIC MAURON \*

Le ravitailleur permet aux bâtiments de surface de durer à la mer, sans retourner au port, donc sans quitter leur poste. Bâtiment de 18 000 tonnes, armé par 160 marins, il livre au porte-avions, aux BPC et aux frégates ce dont ils ont besoin : gazole, kérosène pour les aéronefs, eau, vivres (secs, frais, congelés), pièces de rechanges, munitions, courrier officiel et personnel, médicaments et sang, parfois même hélicoptère. En retour, il récupère les déchets compactés, le matériel hors service et les résidus de tirs. Le ravitailleur est un navire « ouvrier », armé par de nombreux manœuvriers et mécaniciens. Il dispose d'une bonne capacité de logements, essentielle pour effectuer les relèves de personnel. Le *Var*, au plus fort de la « manœuvre Ressources Humaines » en juillet-août 2011, a assuré la rotation de plus de



Ravitaillement de la frégate *Chevalier Paul* par le *Var*.

700 militaires entre la terre et la force navale. La spécificité du ravitailleur militaire consiste à effectuer tout cela à la mer, en route, de jour comme de nuit et jusque dans des conditions de mer relativement sévères. Cela demande un entraînement spécifique de part et d'autre, un savoir-faire dont seu-

les les marines océaniques peuvent s'enorgueillir. Les ravitailleurs sont en fait toujours en opérations : un ravitaillement à la mer (RAM) en exercice représente la même technicité et le même risque nautique potentiel qu'un ravitaillement en opérations. Imaginez le porte-avions et le ravitailleur côte à côte, à 50 mètres l'un de l'autre, pendant six heures, effectuant un transfert par charges

lourdes pouvant équivaloir à 6 camions semi-remorque de 38 tonnes et 40 gros camions citernes.

Lors d'Harmattan, notre cœur de métier a été le même mais à un rythme plus soutenu. Les ravitaillements ont souvent été réalisés aux limites des capacités du couple bâtiment/équipage, plus ou moins près de la côte avec une menace à ne pas négliger. Nous avons appris à travailler dans l'incertitude des opérations et avec

une pression née d'un constat simple : une seule avarie non réparée au plus vite ou un seul incident nautique sérieux, et c'était l'ensemble de l'opération qui se voyait mis en danger. Les équipages l'ont parfaitement compris et ont agi avec un dévouement et un professionnalisme remarquables. ●

\* Commandant du BCR *Var*.



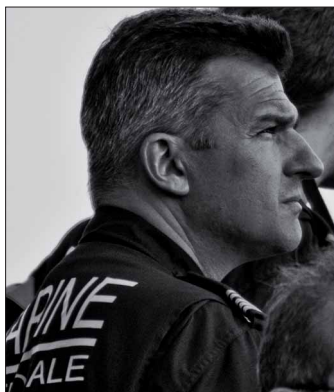


PHOTO: MARINE NATIONALE

## « Le canon de 100 mm, fiable et robuste, nous a permis de remplir nos missions avec efficacité et succès »

Auditionné le 12 octobre 2011 par la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale, l'amiral Rogel, nouveau chef d'état-major de la Marine, a confirmé que les frégates françaises engagées au large de la Libye avaient tiré quelque 3 000 obus contre des moyens militaires positionnés sur le littoral. Le capitaine de vaisseau Christophe Lucas, commandant de la frégate *Georges Leygues* pendant Harmattan, revient sur les actions menées par son bâtiment.

PROPOS RECUEILLIS PAR BERTRAND DE LESQUEN





PHOTO DR

F70. Son cœur de métier est la lutte sous la mer. Elle est équipée pour cela de moyens de détection avec ses sonars actifs (un sonar de coque et un sonar remorqué) et de torpilles, tous ces moyens étant mis en œuvre au sein du centre opérations du bâtiment.

Elle peut accueillir un hélicoptère Lynx, système d'armes à part entière de l'unité pour la lutte anti-sous-marine. Comme toutes les frégates, elle est cependant capable de remplir un très vaste champ de missions, depuis la lutte contre les autres navires ou embarcations, la lutte contre les aéronefs dans le cadre de son autodéfense, les missions de sauvegarde maritime...

Véritablement polyvalente, la frégate joue dans tous les « compartiments » des fonctions stratégiques du *Livre blanc*. Elle est armée par deux cents hommes et femmes, d'une moyenne d'âge de vingt-huit ans. Elle peut aussi accueillir, depuis 1999, une trentaine d'officiers élèves dans le cadre de la mission de formation à la mer que l'on appelle désormais la mission *Jeanne d'Arc* qui lie leur campagne d'application au déploiement opérationnel d'un BPC et d'une frégate. Le *Mistral* et le *Georges Leygues* ont, dans ce cadre, été engagés à deux reprises dans l'opération Atalante de lutte contre la piraterie en océan Indien avant de se retrouver, la mission *Jeanne d'Arc* une fois terminée, au large de la Libye.

Tir au canon de 100 de la frégate *Georges Leygues* sur un objectif militaire libyen à terre. « Nous avons observé plusieurs tentatives de tirs de riposte mais qui furent sans conséquences. » CV LUCAS

■ **Quelle était la mission dévolue à votre bâtiment dans l'opération Harmattan et dans quel dispositif vous inscrivez-vous ?**

Le *Georges Leygues* était intégré à la Task force 473 constituée par la France autour du porte-avions *Charles de Gaulle*. Les moyens navals français engagés participaient aux missions d'interdiction de l'espace aérien libyen, d'embargo maritime et de frappes contre les moyens militaires des forces du colonel Kadhafi menaçant la population libyenne. Dans ce cadre, la frégate *Georges Leygues* s'est vue confier des tâches variées, comme la maîtrise et le contrôle des espaces maritimes libyens pour empêcher notamment toute initiative par la mer des forces du colonel Kadhafi, l'escorte du porte-avions, le recueil de renseignements, la conduite de frappes contre la terre... Comme vous le voyez, un large spectre d'emploi, conforme à la polyvalence qui caractérise une frégate, le bâtiment multi-missions par excellence de la marine de haute mer.

■ **Quelle sont les spécificités de cette frégate et quelle est la moyenne d'âge de son équipage ?**

Le *Georges Leygues* est une frégate anti-sous-marine, première de la série des frégates du type

« Nous nous savions prêts. Comme tous les équipages de la Marine, nous étions préparés à toute éventualité. »

trentaine d'officiers élèves dans le cadre de la mission de formation à la mer que l'on appelle désormais la mission *Jeanne d'Arc* qui lie leur campagne d'application au déploiement opérationnel d'un BPC et d'une frégate. Le *Mistral* et le *Georges Leygues* ont, dans ce cadre, été engagés à deux reprises dans l'opération Atalante de lutte contre la piraterie en océan Indien avant de se retrouver, la mission *Jeanne d'Arc* une fois terminée, au large de la Libye.

■ **Vous avez été amené à effectuer du tir contre terre en Libye. À quand remonte ce type d'action pour la Marine française ?**

Le tir contre terre fait partie des actions d'entraînement de base

des équipages des frégates, et cette capacité est parfaitement entretenue. Nous pratiquons cet emploi de notre artillerie lors des exercices Otan, dans le cadre d'actions bilatérales avec d'autres marines ou en profitant de champs de tir qui nous sont ouverts au gré de nos déploiements. Pour les opérations en Libye, les équipages ont donc pu s'appuyer sur cet entraînement régulier pour répondre immédiatement aux besoins tactiques sur le terrain. Même si ce mode d'action n'avait pas été employé de façon importante depuis la crise de Suez en 1956 et dans >>



>> une moindre mesure au large du Liban en 1983, ce n'est donc pas une redécouverte pour les marins. C'était juste pour nous l'emploi et l'adaptation de tactiques et de capacités entretenues et maîtrisées dans un contexte qui s'y prête parfaitement, et dans une logique de complémentarité de toutes les autres capacités mises en œuvre.



PHOTO: PARINGAUX

**Le Georges Leygues est une frégate anti-sous-marine dotée d'un hélicoptère Lynx et capable de remplir un très vaste champ de missions.**



PHOTO: MARINE NATIONALE

sance approfondie de notre matériel. L'expertise de chacun est mise à contribution pour préparer la frégate à faire face à ces menaces, voire à les contrer. Le *Georges Leygues* a effectivement observé plusieurs tentatives de tirs de riposte, mais qui furent sans conséquence.

■ **Quel est votre sentiment sur le canon de 100 mm à l'heure où une réflexion – ouverte avant Harmattan – est menée au sein de la Marine nationale sur les caractéristiques des canons embarqués à bord de ses futures frégates ?**

L'action contre la terre fait partie des missions de nos bâtiments. Entretenu avec rigueur et soin par nos canoniers, le canon de 100 mm qui arme le *Georges Leygues* est un armement qui a fait ses preuves.

J'ai pu compter sur sa robustesse et sur sa fiabilité durant tous nos engagements contre la terre. Sa puissance de feu, sa cadence et sa portée sont des atouts indéniables qui nous ont permis de remplir nos missions avec efficacité et succès.

■ **Votre bâtiment a-t-il subi des tirs de riposte ?**

Une des règles de base dans tout affrontement est de ne jamais sous-estimer l'adversaire. Effectuer des frappes contre terre peut imposer d'entrer dans le volume des armes ennemies. Sans détailler les mesures techniques internes et les tactiques adoptées, je peux vous dire que nous avons bien sûr intégré cette menace dès notre entrée sur le théâtre en nous appuyant sur le retour d'expérience des autres bâtiments qui nous avaient précédés et sur la connais-

■ **Comment les jeunes gens qui forment votre équipage se sont-ils comportés ?**

L'équipage a été à la hauteur des enjeux et s'est comporté de façon remarquable, en étant à la fois professionnel, soudé et combatif. Nous avons appris à la fin des quatre mois du déploiement de la mission *Jeanne d'Arc* que nous allions être engagés dans le dispositif Harmattan. La bascule des esprits a été immédiate, les plus anciens guidant les plus jeunes dans la préparation au combat du bâtiment,

chaque chef de service et de secouru faisant les vérifications d'usage de son matériel ; bref une approche très professionnelle et très sereine.

Nous nous savions prêts. Comme tous les équipages de la Marine, nous étions préparés à toute éventualité. En appareillant, tout marin sait en effet qu'il peut voir sa mission être réorientée. Cette capacité à affronter les impondérables et les reconfigurations est dans les «gènes» des hommes de mer que nous commandons.

Dans cette perspective, l'esprit d'équipage est une formidable force et un moteur unique. À la mer, jeunes ou moins jeunes, nous devons compter les uns sur les autres en permanence, nous ne pouvons pas nous mentir, nous cacher derrière notre petit doigt pour nous justifier de telle ou telle erreur ou faiblesse.

C'est une école de la vie permanente, qui forge un esprit, une fraternité d'armes pour employer une expression plus terrienne. Et quand le moment de l'engagement arrive, nous sommes prêts à relever les défis et à mener nos missions avec une sérénité et un calme qui étonnent toujours ceux qui embarquent pour quelques jours à bord.

■ **Quel enseignement tirez-vous de cette opération Harmattan sur la formation des équipages ?**

L'un des principaux enseignements de cette opération est que les piliers fondamentaux : recrutement, formation et entraînement fonctionnent parfaitement. Nos stages de mise en condition opérationnelle et les exercices à la mer en condition de combat de haute intensité préparent les individus et les équipes aux situations que nous avons rencontrées.

Mettre en œuvre les armes sous menace, durer à la mer, savoir gérer son stress, son sommeil, la pression temporelle, maîtriser ses outils et les procédures jusqu'au bout des ongles... toutes ces occasions d'entraînement régulières le permettent. Grâce à cela, nos équipages ont montré qu'ils savaient basculer en mode combat sans transition et sans préavis. Je pense que personne n'en doutait, mais c'est une vraie satisfaction de le vérifier à l'épreuve du feu.



PHOTO : MARINE NATIONALE

**« À la mer, jeunes ou moins jeunes, nous devons compter les uns sur les autres en permanence, nous ne pouvons pas nous mentir, nous cacher derrière notre petit doigt pour nous justifier de telle ou telle erreur ou faiblesse. »**

■ **Maintenez-vous le lien avec les familles des marins embarqués et comment gérez-vous l'éloignement dans la durée ?**

Dans cet engagement fort, il faut effectivement insister sur ceux dont on ne parle pas assez, ceux qui nous soutiennent, et sans qui nous ne pourrions mener nos missions avec autant d'efficacité.

Je pense à nos familles qui sont les héros cachés de nos engagements. Même si nous mettons en place des moyens pour entretenir un lien fort avec elles depuis la mer (mails, téléphone, journaux de bord sur Internet...) ou à terre avec l'aide des assistantes sociales, des conjointes, voire des conjoints des marins du bâtiment (goûters réunissant les familles, aides pour ceux qui rencontrent des soucis de la vie quotidienne ou plus graves...), ce sont les familles qui vivent nos absences avec le plus d'âpreté. Après notre retour à quai, quand

je parle des familles, je ne peux m'empêcher de penser à la famille du maître Théophile Hoata<sup>1</sup>, qui nous a quitté brutalement la nuit du 5 juillet 2011 au large des côtes libyennes. Il nous a tous marqué par son enthousiasme, son sens de l'engagement et sa joie de vivre qui illuminait tout l'équipage. Nous avons tous perdu un ami et un camarade. Nous ne l'oublions pas et pensons sincèrement à sa famille. ●

1. Le second maître Théophile Hoata est « mort en opérations » de cause naturelle dans la nuit du 4 au 5 juillet 2011 à bord de la frégate anti-sous-marin (FASM) Georges Leygues.

*« L'un des principaux enseignements de cette opération est que les piliers fondamentaux : recrutement, formation et entraînement fonctionnent parfaitement. »  
CV LUCAS.*



Spécial  
LIBYE

# Immersion périscopique





# au large des côtes libyennes

Les sous-marins français ont été présents tout au long du conflit en Libye, intervenant même dès la fin février 2011 pour collecter du renseignement en préparation des opérations aériennes lancées le 19 mars contre les forces du colonel Kadhafi autour de Benghazi. Trois sous-marins nucléaires d'attaque se sont succédés sans interruption pendant près de huit mois sur le théâtre,



PHOTO: MARINE NATIONALE

assurant des missions aussi diverses que l'observation, le contrôle des ports, le soutien aux forces spéciales ou aux frappes des hélicoptères de combat français. Harmattan aura ainsi confirmé le rôle primordial de cette capacité sous-marine, juste suffisante, que la France s'apprête à renouveler en remplaçant les six SNA de type Rubis dont elle dispose actuellement contre six SNA de type Barracuda, plus performants et dotés du missile de croisière, celui-là même qui a été mis en œuvre par les SNA américains et britanniques pour détruire les défenses anti-aériennes libyennes au premières heures du conflit.

PAR LE CAPITAINE DE FRÉGATE PHILIPPE N. \*

L'extrême discrétion est la vocation première d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA). Grâce à elle, il peut opérer au plus près de côtes hostiles sans troubler le comportement de son adversaire, participant ainsi d'une manière optimale à la fonction connaissance et anticipation<sup>1</sup> nécessaire à tous les niveaux d'une opération, du tactique au politico-stratégique.

L'autonomie est une autre de ses caractéristiques. Il embarque toujours, par précaution, les vivres, les armes et l'équipement nécessaire pour une patrouille de longue durée. Son armement – torpilles lourdes, missiles Exocet – et son avitaillement lui permettent d'opérer pendant plus de sept semaines en toute autonomie. L'énergie nucléaire lui procure une mobilité illimitée et lui garantit toutes les autres fonctions nécessaires à la vie dans un espace clos (production d'eau douce, production d'oxygène, régénération de l'atmosphère...).

La préparation matérielle n'est cependant pas suffisante au succès d'une mission. Il faut également des hommes parfaitement entraînés à la conduite d'une machine aussi complexe qu'un sous-marin. L'équipage doit être rompu à tous types d'opéra-

tions, au-dessus et en-dessous de la surface. Il doit être prêt à coopérer le plus efficacement possible avec les moyens aéro-maritimes français ou alliés et, s'il le faut, à mettre en œuvre avec succès les armes embarquées. À l'heure d'entrer dans l'action pour l'opération Harmattan, les équipages des SNA français répondaient à ces critères.

La période de transit vers les eaux libyennes était de courte durée. Elle nous a permis cependant de nous familiariser avec l'environnement qui nous attendait. L'étude des capacités adverses est un facteur clef de la réussite d'une mission opérationnelle, notamment pour un sous-marin qui doit évaluer au plus juste le risque de contre-détection. Les priorités d'un SNA sont d'une part de ne pas se contraindre inutilement et, d'autre part, d'éviter de révéler sa présence.

« La discrétion radar et visuelle était d'autant plus nécessaire que nous avons passé beaucoup de temps à l'immersion périscopique. »  
CF PHILIPPE N.

>>

\* Commandant d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) pendant l'opération Harmattan. Les commandants d'unités aéronavales et les commandants de sous-marins ne peuvent s'exprimer sous leur nom.

1. La formule connaissance et anticipation est employée dans le Livre blanc sur la Défense pour évoquer la notion de renseignement.



>> Les capacités anti-sous-marines des forces armées libyennes étaient certes limitées, mais il était toujours possible d'être détecté par des radars ou même visuellement lorsque le sous-marin était à l'immersion périscopique avec des aériens, comme le périscope, hissés. Par mer très calme, ce qui est souvent le cas dans le golfe de Syrte, le sillage d'un périscope peut suffire à révéler la présence d'un sous-marin à un adversaire vigilant, ce qui était le cas des forces armées



PHOTOS : MARINE NATIONALE



« Les équipages de sous-marins engagés dans cette opération Harmattan ont fait preuve d'un moral et d'une pugnacité exemplaires. »  
CF PHILIPPE N.



libyennes. La discrétion radar et visuelle était d'autant plus nécessaire que nous avons passé beaucoup de temps à l'immersion périscopique.

Les missions des différents sous-marins français qui se sont succédés dans l'opération Harmattan ont été variées. L'essentiel de leur activité a cependant été concentré sur la coopération avec les navires de surface et la détection de raids nautiques hostiles, avec une priorité pour la détection et le report des unités libyennes. La réussite de ce type de missions ne peut être le fruit que d'une longue expérience, ce qui est la cas de celle plus que centenaire des forces sous-marines françaises. Elle résulte aussi d'une forte capacité d'endurance.

La journée d'un commandant en opération est basée sur un rythme et une organisation bien rodés qui lui permettent de faire face rapidement à toutes les situations inédites auxquelles il peut être confronté. Elle commence au poste central navigation-opérations<sup>2</sup> par un point de situation du chef de bordée<sup>3</sup>. Avec lui le commandant vérifie la position du sous-marin sur la carte ainsi que les routes prévues afin d'optimiser la cinématique en fonction des éléments à observer et des éventuels ordres reçus. Les fonds sur zone, la distance de la côte, la présence d'aéronefs ou de bâtiments de surface avec qui le sous-marin coopère, la nature de la menace et les conditions d'environnement sont autant d'éléments dont il lui faut tenir compte pour orienter sa manœuvre et améliorer l'efficacité de ses capteurs.

### ■ Chaque matin, le briefing « opérations »

Le maintien au plus haut niveau de la discrétion reste toutefois la préoccupation majeure du commandant et de son équipage. À cette fin, la tenue de l'immersion au plus juste nécessite une attention constante du pilote et du maître de central<sup>4</sup>. Une erreur de barre peut provoquer un changement d'immersion de quelques mètres et faire émerger le massif, constituant une indiscretion importante. À l'inverse, une immersion trop profonde réduit la portée visuelle des périscoopes et l'efficacité des autres antennes de guerre électronique ou de transmissions par satellites.

Tous les matins, le briefing « opérations » permet d'établir un panorama complet des informations et des ordres reçus, de la situation sur le théâtre, de l'endurance matérielle du sous-marin et des actions à entreprendre afin d'accomplir avec succès la mission en cours.

La vie à bord d'un sous-marin est faite de longues heures de veille attentive, au périscope, au sonar, à la barre ou à la machine, et de périodes d'intense activité. L'environnement est exigeant en raison de l'exiguïté, de la promiscuité et de la chaleur. Les équipages engagés dans cette opération Harmattan ont, à ce titre, fait preuve d'un moral et d'une pugnacité exemplaires.

Harmattan aura également confirmé le choix – assumé de longue date – de mettre au service de la France des sous-marins nucléaires d'attaque polyvalents, avec des équipages rompus aussi bien aux opérations de haute mer qu'aux opérations littorales, aux combats de haute intensité qu'aux temps de crise.

2. PCNO : centre névralgique du sous-marin, où se situent le poste de pilotage, les sonars, les périscoopes...

3. Le rythme de quart est la bordée (deux équipes se relayant pour effectuer 12 h de quart par jour). L'officier chef de quart qui assure également la fonction d'officier de quart « opérations » prend le nom de chef de bordée.

4. Le maître de central est un officier marinier supérieur, responsable au PCNO de la sécurité-plongée et du pilotage du sous-marin dans les trois dimensions.



PHOTO : CHRISTOPHE DUBOIS

# Forces spéciales et unités d'opérations clandestines

**Sans le soutien international massif – militaire mais aussi clandestin – dont elles ont bénéficié, jamais les maigres forces insurgées ne seraient parvenues à renverser le régime de Muammar Kadhafi. Explications.**

PAR ERIC DENÉCÉ \*

**P**ersonne n'est dupe. En complément de l'action aérienne décidée par l'Onu et conduite par la coalition sous commandement de l'Otan, les services de renseignement occidentaux ont, dès le début des hostilités, renforcé leur présence en Libye afin d'appuyer les rebelles. Le recours à des forces spéciales et à des unités d'opérations clandestines a permis de contourner les dispositions de la résolution 1973 du Conseil de sécurité qui écartait toute «force d'occupation». L'engagement des services occidentaux a débuté, de manière discrète,

\* *Directeur du Centre français de recherche sur le Renseignement (CF2R). Dernier ouvrage paru : Commandos et forces spéciales, Ouest France éditions, 2011.*

avant même le début de l'opération d'interdiction aérienne, ce qui, au regard du droit international, relève clairement de l'ingérence.

## ■ Opérations clandestines d'assistance

Les liens étroits établis, depuis le milieu des années 1990, entre la CIA et le *Secret Intelligence Service* (SIS), d'une part, et le renseignement libyen, d'autre part, ont permis aux agences américaines et britanniques de recruter de nombreuses sources au sein même des services dirigés alors par Moussa Koussa, que beaucoup soupçonnent d'avoir été un agent double du SIS. Dès le début des opérations aériennes, des équipes de la CIA ont été déployées en Libye, sur ordre du président Obama, pour

Combattant rebelle à Misrata.  
« Les services de renseignement occidentaux ont, dès le début des hostilités, renforcé leur présence en Libye afin d'appuyer les rebelles. »  
ERIC DENÉCÉ

Ci-dessous, Moussa Koussa, ancien patron des SR libyens, était-il un agent double du SIS britannique ?



PHOTO : DR





PHOTOS: CHRISTOPHE DUBOIS



>> prendre contact avec les insurgés et guider les frappes de la coalition. Le chef de l'exécutif américain a signé un mémorandum secret permettant la conduite d'opérations clandestines afin «de contribuer à l'effort de guerre» en Libye. Celles-ci ont permis le retour du colonel Haftar<sup>1</sup>.

Puis, à la demande de Washington, le Royaume-Uni a dépêché à son tour des conseillers militaires auprès des insurgés afin d'épauler l'action de la CIA sur le terrain. Ainsi, quelques dizaines de membres des forces spéciales britanniques et d'officiers du SIS ont opéré en Libye

pour recueillir des renseignements sur les positions des forces loyalistes.

Mais ces missions ne se sont pas toujours déroulées au mieux. Début mars 2011, un petit grou-

**Ci-contre, un membre des forces spéciales égyptiennes de l'Unité 777 qui aurait aussi apporté une aide aux rebelles.**



PHOTO: DR

**Ci-contre, dès le début des opérations aériennes, des équipes de la CIA ont été déployées en Libye.**



PHOTO: DR

pe composé de deux agents du SIS et de six hommes du *Special Air Service* (SAS) ont tenté d'entrer discrètement en contact avec les chefs de la rébellion à Benghazi. L'opération a tourné court, les huit hommes ayant été surpris dès leur descente d'hélicoptère par des individus armés qui gardaient une ferme. Capturés, puis remis aux rebelles, ils ont été interrogés pendant plusieurs jours avant que les autorités britanniques n'ordonnent leur extraction.

Le *Canard Enchaîné* a révélé que la France aurait, pour sa part,

fourni, sous couvert de fret humanitaire, des canons de 105 mm et des batteries antiaériennes aux rebelles de Benghazi, tenant la promesse de Nicolas Sarkozy au président du Conseil libyen de transition : «*Nous allons vous aider.*» Cette opération menée par le service action de la DGSE aurait également permis d'envoyer sur place quelques officiers de liaison, chargés d'aider les combattants à coordonner leurs opérations et plusieurs instructeurs pour prodiguer des conseils d'ordre technique, logistique et organisationnel aux insurgés.

François Baroin, le porte-parole du gouvernement français, a déclaré que le nombre d'agents dépêchés en Libye était resté limité. Cette initiative avait, selon lui, pour objectif d'organiser la protection des civils, la France n'ayant pas eu l'intention de déployer des troupes au sol. L'engagement d'éléments du service action de la DGSE a permis aux autorités françaises de déclarer «qu'aucun militaire des forces spéciales» n'avait été engagée en Libye<sup>2</sup>. Bien qu'initialement opposée à l'intervention, afin de ne pas demeurer en reste, l'Italie a également fini par envoyer plusieurs conseillers militaires auprès de la rébellion.

Les États occidentaux ne sont pas les seuls à avoir apporté leur soutien aux insurgés : le Qatar et l'Égypte se sont également impliqués. Certaines in-

te



« Sans l'engagement massif des forces spéciales de la coalition, les rebelles seraient encore probablement en train de piétiner devant Brega et Ajdabyia. »  
ERIC DENECÉ

formations indiquent que des membres des forces spéciales égyptiennes – appartenant à l'Unité 777 – auraient traversé la frontière pour fournir armements et appui tactique aux rebelles libyens.

**■ Les tentatives d'assassinat de Kadhafi**

Dès le printemps 2011, une des solutions envisagées afin de mettre rapidement un terme à la crise libyenne a été l'élimination du guide libyen. Ainsi, les services de la coalition, en coordination avec les forces aériennes, ont-ils tenté de l'assassiner. En effet, très vite, les membres de la coalition ont perçu la composition hétérogène du CNT et les risques d'affrontement entre ses composantes. Ils ont rapidement craint sa dislocation. Il leur fallait donc agir avec célérité.

La position de tous les membres de la coalition internationale anti-Kadhafi n'était par ailleurs pas assurée. Le Premier ministre italien, Silvio Berlusconi, connaissait une situation difficile en raison de procès personnels et d'alliances politiques très fragiles qui risquaient d'entraîner son départ à court terme. Or, ses successeurs éventuels ne semblaient pas favorablement disposés à l'égard de l'opération de l'Otan et auraient pu faire sortir l'Italie de la coalition. D'autre part, l'*Executive Order* signé par le président Obama pour les opérations en Libye, valable soixante jours, prenait fin le 19 mai 2011.

Ce calendrier explique le bombardement de Bab Al-Azizia, la résidence du dirigeant de Tripoli, dans la nuit du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai 2011, en flagrante violation de la résolution 1973 de l'Onu. Au cours de cette opération des forces aériennes de l'Otan, l'un des fils de Muammar Kadhafi – Saïf al-Arab, âgé de 29 ans – qui n'occupait pas de fonctions officielles au sein du régime, et trois de ses enfants ont été tués. Le guide libyen, qui se trouvait dans la maison bombardée lors des frappes, n'a pas été blessé. Il convient également de rappeler que la résidence du colonel Kadhafi avait déjà été prise pour cible lors de la pre-



PHOTO : LOUAFI LARBI

mière vague de bombardements, en mars. C'est finalement l'engagement massif des forces spéciales des nations de la coalition qui a permis, fin juillet 2011, la prise de la capitale et la fuite du guide libyen à Syrte. Sans elles, les rebelles seraient encore probablement en train de piétiner devant Brega et Ajdabiya, sans espoir de l'emporter.

Ci-dessus, la maison de Saïf al-Arab, l'un des fils de Muammar Kadhafi, après le bombardement de l'Otan.

1. Khalifa Belqasim Hafter, colonel de l'armée libyenne, a été fait prisonnier au Tchad, en mars 1987, lors de la reprise de Ouadi Doum par l'armée tchadienne. Au cours de sa détention, il est recruté par les services américains, dont il est l'agent depuis cette date. À la fin des années 1980, Hafter rejoint le Front de sauvegarde du peuple libyen, fondé en 1981 et dirigé par Mohammed Al-Muqaryif. Hafter prend la direction de sa branche militaire et crée un maquis anti-Khadafi situé sur la frontière égyptienne, avec le soutien de Paris et de Washington. Après l'échec de son action, il se réfugie aux États-Unis. Il passera la plus grande partie de ces vingt dernières années en Virginie, dans une résidence située à une dizaine de kilomètres du siège de la CIA. Son retour en Libye s'effectue début mars 2011 et le CNT le charge aussitôt d'importantes responsabilités militaires.

2. Le 24 août, l'Élysée a affirmé qu'il n'y avait aucune unité des forces spéciales françaises sur le sol libyen, mis à part quelques « observateurs », lesquels ont aidé à préparer le débarquement sur une plage de Tripoli, le 20 août, d'un commando de rebelles venus de Misrata par bateau. Fin août, une dépêche de l'AFP a relaté la présence d'agents français dans l'enceinte de la raffinerie (à l'arrêt) de Zuwaytinab, à environ 150 kilomètres au sud-ouest de Benghazi, devenue le PC de Fawzi Boukatif, commandant rebelle pour le front Est. L'état-major des armées a indiqué que ces militaires appartenaient à des unités spécialisées (Ndlr).



# Renseignement la clé du succès

Le renseignement a été prépondérant pour le succès de l'intervention militaire en Libye. Qui en ont été les acteurs ? Quels ont été les moyens mis en œuvre ? Quel enseignement peut-il en être tiré ? Explications.

PAR JOSEPH LE GALL \*

Le général canadien Charles Bouchard, commandant à Naples de l'opération *Unified Protector*, et l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées en France et responsable de l'opération *Harmattan*, devaient disposer en permanence de renseignements afin de préparer, planifier et conduire les opérations. L'effort a porté principalement sur les forces libyennes fidèles au colonel Kadhafi, sur les systèmes de défense antiaériens, les postes et les réseaux de commandement, les réseaux de communication, les infrastructures militaires et portuaires, les services de renseignement, les centres de transmission, les infrastructures civiles prioritaires.

Pour la France, cette mission de collecte et de traitement du renseignement<sup>1</sup> incombait à la Direction du renseignement militaire (DRM) et à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), avec l'aide des forces.

La DRM assure l'action renseignement interarmées d'intérêt militaire (RIM). Elle oriente et coordonne le recueil, l'exploitation et la diffusion du renseignement au profit du chef d'état-major des armées (CEMA). La DRM dispose de moyens techniques (imagerie ou recueil électromagnétique), parmi lesquels les satellites de reconnaissance et d'imagerie *Helios*, le *Dupuy de Lôme*, navire collecteur de renseignements d'origine électromagnétique de la Marine

nationale qui a rejoint la Méditerranée début mars 2011, les centres d'écoute à l'étranger (Détachements autonomes des transmissions) ou es régiments de guerre électronique de l'armée de Terre, comme le 44<sup>e</sup> régiment

de transmissions de Mutzig. À titre d'exemple, celui-ci a pu suivre la réorganisation progressive de l'ordre de bataille des troupes libyennes dont l'état-major, suite à la mise hors d'état par les alliés de ses réseaux de transmissions, utilisait des liaisons HF (hautes fréquences) pour communiquer avec ses forces. Ces signaux radioélectriques, cryptés ou non selon l'urgence, ont été interceptés 24h/24 par le régiment. La DRM reçoit également l'ensemble du renseignement d'origine électromagnétique (ROEM) et d'origine image (ROIM) émanant des forces engagées sur le théâtre d'opérations : bâtiments, avions de reconnaissance ou de surveillance comme l'Atlantique 2, drones, etc. Le renseignement peut aussi provenir d'hommes sur le terrain appartenant à des unités de l'armée de Terre, de l'armée de l'Air et de la Marine nationale rattachées au commandement des opérations spéciales (COS).

La DGSE est, pour sa part, chargée du renseignement civil et militaire, de l'analyse stratégique, du renseignement électronique et du contre-espionnage à l'extérieur des frontières. Elle dispose de

\* Capitaine de frégate (H), ancien officier de renseignement (DPSD).



PHOTO: OTAN



PHOTO: EMA

À gauche, le général canadien Charles Bouchard, commandant de l'opération *Unified Protector*. À droite, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des Armées, commandant de l'opération *Harmattan* pour la France.

Vue d'artiste du satellite de reconnaissance Helios II-B.



PHOTO: GENES



**Le Dupuy de Lôme, navire collecteur de renseignement d'origine électromagnétique de la Marine nationale.**

représentants officiels dans les ambassades, d'agents clandestins dans un grand nombre de pays, dont la Libye, de stations d'écoutes en métropole, outre-mer et dans certains pays étrangers. Dès la mi-mars 2011, les frappes de la coalition ont ciblé certains centraux de communications, notamment GSM, tout en laissant intactes d'autres installations.

Grâce à ses stations d'écoutes tournées vers la Méditerranée, la DGSE a pu surveiller toutes les communications transitant par ces rares canaux restés en service. Elle a accès au réseau satellitaire d'observation *Helios* et au navire collecteur de renseignement *Dupuy de Lôme* qu'elle peut missionner. Sur ordre du chef de l'État, elle peut aussi être autorisée à mener des opérations spéciales en dehors de nos frontières. Elle dispose pour cela d'un service « Action », de moyens logistiques et de transmissions qui lui sont propres.

Le troisième service de renseignement français mobilisé est la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD). Pour l'opération *Harmattan*, elle a agi dans le cadre d'une mission globale de contre-ingérence, visant à protéger les forces contre toute action de terrorisme, d'espionnage ou de subversion, en alertant sur les vulnérabilités et en renseignant sur les menaces potentielles.

Les forces sur le théâtre participent enfin, elles

aussi, au renseignement. L'armée de l'Air française – qui opérait depuis les bases de Sigonella (Sicile) et Souda (La Sude), en Crète – outre ses avions de combat, a engagé des moyens spécialisés : avions radar Awacs (pour la surveillance de l'espace aérien), Mirage F1 CR (reconnaissance photo), nacelles ASTAC (interception radioélectrique) embarquées sur avions de combat, un C-160 *Transall Gabriel* de guerre électronique ainsi qu'un drone EADS Harfang qui a effectué, dans la nuit du 24 août 2011, depuis Sigonella, son premier vol de reconnaissance au-dessus de la Libye. En octobre, il avait réalisé une quinzaine de missions.

## ■ Les missions du SNA

Le groupe aéronaval (Task Force 473), formé autour du porte-avions *Charles de Gaulle*, possédait ses propres capacités de renseignement et de guerre électronique : avion de guet aérien E-2C Hawkeye doté de moyens de guerre électronique, Rafale au standard F3 équipés du système de reconnaissance Reco-NG<sup>2</sup>, systèmes de combat (interception et transmission), etc. Le porte-avions étrennait également la toute nouvelle cellule Pharos (portail d'accès à des systèmes d'imagerie satellitaire) dont vingt-quatre >>

1. Le renseignement est classé en quatre catégories selon ses sources : humaine, électromagnétique, image, mesure et signature.

2. Le système Reco-NG appartient à la composante renseignement opératif du système de force C3R (commandement, conduite, communications et renseignement). Il peut être mis en œuvre à partir du *Charles de Gaulle* et des *BPC*. Fonctionnant de jour et de nuit, dans diverses configurations d'altitude, de distance et de vitesse, il permet de recueillir les informations en temps réel. Les images analysées sur le porte-avions par des interprètes-photos sont ensuite transmises, par liaison Satellite Syracuse III, à la DRM.

À gauche, la station d'écoutes de la DGSE sur le plateau d'Albion. À droite, soldats du service « Action ». Ces hommes peuvent être débarqués clandestinement depuis un sous-marin nucléaire d'attaque.



À gauche, drone EADS Harfang, et ci-contre, opérateur radar à bord d'un ATL2 de l'Aéronavale.





>> unités ont récemment été livrées à l'armée française. Le bâtiment de projection et de commandement (BPC) déployé sur zone avait lui aussi des capacités « Rens ».

L'Atlantique 2 (ATL2), doté de capacité de détection, de moyens d'imagerie et d'interception des communications radio, ainsi que d'un système de transmission de données, a été un acteur privilégié de la chaîne du renseignement. Il a participé notamment à la sécurisation du port de Misrata, puis, à partir du 27 juillet 2011, à des missions de recueil d'information et de guidage air-sol des avions de



Ci-dessus, poste de pilotage du drone Harfang. Ci-contre, un Rafale équipé d'une nacelle optronique Reco-NG regroupant les capteurs optiques, le système d'enregistrement, le système de transmission de données, les calculateurs et les moyens de chiffrement.

combat (*Airborne Fight Advisory*) de la coalition, au-dessus du territoire libyen, depuis la base de Souda.

Autre composante et non des moindres, de la capacité de renseignement des forces : les sous-marins nucléaires d'attaque. Un à deux SNA ont été positionnés au large de la Libye. Outre sa mission traditionnelle de protection du groupe aéronaval, le SNA peut en effet procéder à l'acquisition de renseignements (interception électronique, prises de vues optiques et infra-rouge en l'espèce des ports libyens...) et, le cas échéant, au débarquement clandestinement de commandos du COS (Commandement des opérations spéciales) ou d'agents de la DGSE.

À quelle fin tous ces acteurs et ces moyens étaient-ils principalement dédiés ? Le 14 avril 2011, sur *Europe 1*, le chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général Jean-Paul Paloméros, soulignait l'importance du renseignement dans le choix des cibles : « *Le renseignement s'acquiert dans le temps. On constitue des bases de données avec tous les moyens de renseignement disponibles : les satellites, les avions de reconnaissance – et nous en avons beaucoup dans cette coalition – puis de plus en plus de drones. Ils permettent d'avoir une surveillance du théâtre. C'est l'ensemble de ces moyens qui permet à un moment de déterminer, d'identifier et*

*donc de fixer des cibles aux avions de combat qui interviennent ensuite.* » À une question sur le délais de frappe, il ajoutait : « *Si le char ou la pièce d'artillerie est repéré par l'équipage lui-même, la frappe est instantanée. L'objectif est que la boucle soit la plus courte possible.* »

L'ensemble des missions aériennes de reconnaissance et d'attaque était totalement coordonné par le *Combined Air Operations Center* (CAOC-5) en Italie. Chaque pays conservait toutefois le contrôle de l'exécution.

Il existait deux cas de figure. Soit le CAOC-5 soumettait régulièrement une *JP TL (Joint Prioritized Target List)* aux états-majors nationaux, lesquels décidaient des missions à exécuter par leurs forces, en fonction de certains critères.

Ce type de mission pré-établie était préparé minutieusement sur des objectifs parfaitement documentés dont l'exécution laissait peu de marges d'incertitude. Soit des avions pouvaient être dirigés vers une zone de patrouille où ils pouvaient trouver des objectifs d'opportunité en liaison, en temps réel, avec l'Awacs et le CAOC-5.

À partir de son pod d'imagerie, le pilote avait la possibilité de décider de manière autonome de l'attaque de cet objectif ou d'en référer au CAOC-5 s'il avait un doute sur la validité de l'objectif repéré, afin que celui-ci le valide. Dans le doute, l'objectif n'était pas attaqué.

De l'avis même des pilotes français, la coordination du renseignement au niveau du commandement de l'Otan manquait de réactivité en raison de la lenteur des procédures. Selon certaines sources, il aurait fallu parfois un délai de deux jours pour obtenir des informations pour une mission qui les exigeait en deux heures.

En septembre 2011, lors d'une réunion à Londres, un pilote de Rafale ayant effectué des missions d'attaque au sol en Libye, a révélé que les pilotes français n'utilisaient pas toujours les images satellites et les renseignements fournis par les Awacs américains ou encore les images des drones Predator. Selon eux, cela prenait trop de temps pour se coordonner avec le commandement de l'Otan du CAOC-5. Ils préféraient utiliser les images obtenues à partir du pod Reco-NG, ce qui permettait d'identifier une cible et de la détruire plus rapidement. En revanche, pour les missions planifiées c'était nécessairement le CAOC-5, destinataire des informations « Rens » provenant de toutes les forces présentes qui validait les tirs.

L'opération *Unified protector* a, de fait, révélé des lacunes ou des dysfonctionnements.

Le 5 octobre 2011, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, le confirmait officiellement, soulignant entre autres les insuffisances de l'Alliance en capacités de renseignement de haute technologie. ●

# DPSD La sûreté des arrières

Présente habituellement partout là où des forces françaises sont déployées, la Direction de la protection et de la sûreté de la défense<sup>1</sup> a été mobilisée, en France et à l'étranger, pour la protection du dispositif militaire français mis en place pour Harmattan.



PHOTO : MARINE NATIONALE

Pour l'opération Harmattan, la DPSD a agi dans le cadre d'une mission globale de contre-ingérence visant à protéger les forces contre toute action de terrorisme, d'espionnage ou de subversion.

Le service a ainsi travaillé sur les vulnérabilités des installations françaises impliquées dans l'opération et sur les menaces pouvant les viser. La DPSD a pour cela rapidement mis en place un dispositif adapté, en France et à l'étranger. En Corse, face au risque d'attentat du FLNC, la base aérienne de Solenzara a fait l'objet de mesures de sécurité renforcées pour la protection des installations et des aéronefs. À Toulon, sur la base navale, une surveillance a été exercée durant tous les préparatifs de montée en puissance du *Charles de Gaulle* et du groupe aéronaval. Il s'agissait, entre autres, de s'assurer de la préservation du secret entourant l'opération.

Des inspecteurs de sécurité défense et de sûreté navale de la DPSD ont également accompagné les deux détachements de l'armée de l'Air et celui de l'aéronavale (Atlantique 2) déployés à Souda (La Sude), en Crète (Grèce) où se trouve

« La base aérienne de Solenzara, en Corse, a fait l'objet de mesures de sécurité renforcées pour la protection des installations et des aéronefs. »  
CF (H) LE GALL



PHOTO : ICFMAD

notamment le Centre Otan d'entraînement aux opérations d'interdiction maritime<sup>2</sup>, et à Sigonella, en Sicile, base de l'armée de l'Air italienne où est également implanté l'*US Naval Air Station*, plaque tournante des opérations aériennes de l'Otan en Méditerranée.

La situation en Crète était la plus sensible. Dans un contexte social tendu généré par la crise financière qui mine le pays, le KKE (Parti communiste grec) s'était très rapidement mobilisé contre l'intervention occidentale en Libye. Dès le 20 mars 2011, il dénonçait, par des manifestations et des campagnes d'affichage à Athènes et dans des dizaines de

villes grecques, « l'implication du gouvernement grec dans les plans impérialistes (Ndlr : contre la Libye) à travers la concession de bases militaires, de navires de guerre et d'avions de chasse ».

La mission de la DPSD était d'évaluer en permanence les risques et les menaces pouvant toucher les éléments français et de conseiller le commandement sur les mesures de précaution à prendre. La présence, sur une même base, de militaires de nationalités différentes, la possibilité de manifestations, voire d'actions violentes, à l'encontre des forces comme la présence possible, dans leur environnement, de sympathisants du Guide libyen étaient autant de facteurs de risque à prendre en compte.

Cette mission, assurée par le service français, notamment en milieu international, a été conduite en coopération avec l'ACCI (*Allied Command Counter Intelligence*), le service de contre-ingérence de l'Otan. Elle a permis de maîtriser l'environnement des forces aériennes françaises déployées en Italie et en Crète, de prévenir toute atteinte aux capacités opérationnelles, et par-là même d'abaisser le niveau de risque.

JOSEPH LE GALL

1. La DPSD a succédé en 1981 à la Direction de la sécurité militaire. Directement rattachée au ministère de la Défense, elle apporte de manière préventive son concours aux états-majors, directions et services ainsi qu'aux différents échelons du commandement pour l'exercice de leurs responsabilités en matière de sécurité. À ce titre, elle met en œuvre des mesures de contre-ingérence pour s'opposer à toute menace de terrorisme, d'espionnage, de subversion, de sabotage ou de crime organisé, en France, outre-Mer et sur tous les théâtres d'opérations extérieurs sur lesquels la France est engagée. La DPSD est membre du Conseil national du renseignement (CNR).

2. La baie et l'aéroport de Souda abritent l'une des plus grandes bases navales et aériennes de l'Otan et des États-Unis ainsi que des forces de l'armée grecque en Méditerranée.

Manifestations du parti communiste grec (KKE) à Athènes contre l'intervention de l'OTAN en Libye.



PHOTO : DR





PHOTO : DR

# « Harmattan a rappelé l'importance du renseignement d'origine électromagnétique »

**Le contre-amiral François de Lastic, sous-marinier, ancien directeur du Centre d'études supérieures de la Marine, est depuis juillet 2010 sous-directeur de l'exploitation à la Direction du renseignement militaire (DRM). Il souligne la grande qualité du travail réalisé par le Renseignement français pendant Harmattan mais pointe aussi les domaines dans lesquels il est aujourd'hui en limite de capacité. Explication.**

PROPOS RECUEILLIS PAR BERTRAND DE LESQUEN

■ **Les acteurs engagés dans l'intervention en Libye soulignent tous l'importance vitale du renseignement. Les Américains ont-ils été indispensables dans ce domaine ? L'Europe aurait-elle été capable de mener cette intervention sans leur soutien ?**

Les États-Unis possèdent des capacités de recueil de renseignement sans équivalent au monde. À l'égard des Européens, leur supériorité est qualitative (nature et performances des moyens) mais surtout quantitative. Ils alignent en effet dans chaque catégorie (satellites, aéronefs, drones, moyens terrestres et navals, etc.) un nombre considérable de capteurs. Cette abondance de moyens techniques était particulièrement bien venue en Libye, conflit où l'Otan ne mettait pas de troupes au sol et où donc le renseignement d'origine humaine (ROHUM) était très limité. Dans le conflit libyen, les Américains ont fourni la contribution « renseignement » la plus importante mais la coalition y serait arrivée sans leur concours. Tout d'abord les nations européennes, France et Grande-Bretagne en tête – liées depuis le 2 novembre 2010 par un traité de coopération en matière de défense – possèdent des moyens performants, si ce n'est nombreux. Enfin, notre mission de protection de la population libyenne était limitée à la bande côtière, ce qui a heureusement limité le besoin en renseignement.

■ **Quels sont les pays européens qui comptent en matière de renseignement et comment la France se situe-t-elle par rapport à eux ?**

Chacun des pays européens s'est doté de capacités d'acquisition et de traitement de l'information. La

plupart d'entre eux possèdent des moyens d'observation aéroportés. Ainsi, les Italiens ont fait voler des drones à longue endurance très utiles dans le cadre de l'engagement en Libye. Mais le renseignement relève aussi d'un état d'esprit et les Britanniques sont probablement les Européens les plus portés culturellement à son recueil. Au bilan, la Grande-Bretagne et la France sont les pays européens qui possèdent la gamme de moyens la plus étendue.

■ **Côté français, quels ont été les moyens engagés ?**

La France a mis en œuvre une très large panoplie de capteurs. On peut citer les moyens de recueil tactique suivants, spécialisés ou pas : les Rafale Air et Marine équipés de nacelles RECO NG (imagerie), les Mirage F1 CR (imagerie), les nacelles ASTAC (interception radioélectrique) embarquées sous avion de chasse, le Transal *Gabriel* de guerre électronique, le drone Harfang (imagerie), les Atlantique (imagerie et interception radioélectrique), les Hawkeye embarqués et les Awacs basés à terre pour la surveillance de l'espace aérien ainsi que tous les navires de surface ou sous-marins, équipés ou pas de baie d'interception des communications. À cela il faut ajouter les moyens de recueil stratégiques, c'est-à-dire les satellites d'imagerie Hélios, le navire col-

1. Centre de formation et d'interprétation interarmées de l'imagerie, qui relève de la Direction du renseignement militaire (DRM).

2. Centre de formation et d'emploi relatif aux émissions électromagnétiques, autre centre de la DRM.

3. Centre de planification et de conduite des opérations.

lecteur de renseignement *Dupuy de Lôme* et les stations d'interceptions terrestres. Les informations issues de ces capteurs étaient interprétées par le CFIII<sup>1</sup> pour l'imagerie et le CFEED<sup>2</sup> pour les interceptions radioélectriques. Ensuite, chaque niveau d'état-major – l'état-major de théâtre (le niveau « opératif » dans le jargon militaire) avec notamment le CTF 473 à bord du *Charles de Gaulle* puis du BPC; et l'état-major « stratégique », le CPCO<sup>3</sup> pour la France – comportait une entité dédiée à la tenue de situation et à l'utilisation immédiate du renseignement. Enfin, au niveau stratégique, la Direction du renseignement militaire était, notamment, chargée de fusionner, analyser et traiter des informations issues des différentes sources, de façon à éclairer les choix des décideurs.



PHOTO: ECRAD

Le Hawkeye embarqué sur le porte-avions fait partie des moyens de recueil tactique du renseignement.

■ **Comment fonctionne la chaîne d'exploitation du renseignement dans le cadre d'une intervention de ce type menée par l'Otan ?**

En pratique, pour Harmattan comme pour tous les autres théâtres, on a juxtaposé plusieurs boucles d'exploitation du renseignement. Il y avait d'abord une boucle tactique. Cela se produit quand l'unité (le plus souvent un aéronef, mais parfois aussi un bâtiment de combat) qui prend l'initiative d'engager – ou de faire engager une autre unité – détecte l'objectif avec ses moyens propres, le plus souvent à la vue. Il s'agit d'une boucle par nature extrêmement réactive. Il y avait ensuite une boucle encore assez courte qui passait par le CTF 473 ou par le commandant (Otan) de l'opération et ses états-majors subordonnés. Toutes les informations de nature tactique aboutissaient à ces états-majors et étaient traitées pour élaborer les informations nécessaires à la mise en œuvre des forces. Une troisième boucle, au niveau stratégique, récupérait toutes les informations et les traitait pour en tirer des perspectives de plus long terme (conduite du conflit). L'ensemble des informations ou des renseignements était échangé entre les participants au moyen des réseaux *ad hoc* de l'Otan.

■ **Quel pourcentage du renseignement remonté par les Français a-t-il été exploité par le haut commandement de l'Otan ?**

Je ne connais pas ce pourcentage. Il faudrait poser la question au général Bouchard. En revanche, nous avons constaté qu'au fur et à mesure du conflit, l'utilisation de renseignement d'origine française a augmenté. Cela résulte à mon avis de deux facteurs. D'une part, le retour de la France dans l'organisation militaire intégrée de l'Alliance est relativement récent. Les Français apprennent progressivement à maîtriser toutes les subtilités de son fonctionnement. Il leur a fallu en comprendre les mécanismes et admettre qu'une sorte de lobbying interne était nécessaire pour faire avancer leurs dossiers. Symétriquement, l'image de marque, la crédibilité des Français se sont améliorées au fur et à mesure du temps, facilitant la prise en compte des dossiers présentés par les Français. De ce point de vue, l'engagement en Libye a permis une certaine normalisation de la position française au sein de l'organisation militaire de l'Otan.

■ **La France a-t-elle, selon vous, tenue son rang dans ce domaine ? A-t-elle été crédible ?**

Les États-Unis mis à part, la France est sans doute le pays qui a fourni le plus à

la Coalition, qu'il s'agisse de capacités de recueil, d'informations brutes ou de dossiers élaborés. La France a donc fait mieux que tenir son rang et, comme je viens de le dire, sa crédibilité s'est renforcée au cours du temps.

■ **Un navire de guerre, un avion ou un hélicoptère français pouvait-il traiter un objectif sur la base de seuls renseignements français ou tout devait-il passer par le commandement de l'Otan ?**

Oui sans équivoque et d'ailleurs cela a été pratiqué à de nombreuses reprises, ne serait-ce qu'à l'occasion d'engagements d'opportunité. Le premier engagement de la coalition, réalisé on s'en souvient par la France, a d'ailleurs été effectué dans un cadre uniquement national. La nature de l'opération a d'ailleurs facilité de tels engagements. Au départ, les frappes étaient majoritairement consacrées à la destruction des sites stratégiques de l'adversaire; centres de commandement, entrepôts de munitions ou de matériels, relais de transmission, etc. Les frappes sur de tels objectifs étaient mûrement pesées au niveau du commandement de l'opération, toujours en rapportant le gain opérationnel à la >>



>> perspective du redémarrage futur du pays et surtout à l'impératif premier qui était de contribuer à la protection de la population libyenne. Dans un tel contexte, une centralisation forte du processus de ciblage était indispensable. Au fur à mesure du temps, les cibles fixes sont devenues rares, l'adversaire a dispersé ses moyens, il les a camouflé. Il a utilisé le terrain, largement urbain où se déroulait le conflit; il a mis à profit son imbrication avec une population civile qu'il nous fallait préserver. Il s'est mis à employer des véhicules civils (le plus souvent des pick-up), à se vêtir de tenues civiles, etc. D'une manière générale, il s'est ingénié à n'afficher son caractère de belligérant que de la manière la plus fugace possible. Dans ces

PHOTO : MARINE NATIONALE



PHOTO : ECPAD

La mobilité des cibles dûment qualifiées pro-Kadhafi a amené l'Alliance à autoriser des boucles d'engagement extrêmement courtes.

conditions, il fallait d'excellentes capacités d'identification et de discrimination. Nous devons aussi pouvoir engager rapidement, faute de quoi le véhicule ou le groupe de véhicules dûment classifiés «pro Kadhafi» se diluerait dans l'environnement. Cela a conduit l'Alliance à autoriser, quand les conditions étaient réunies – dans un espace-temps donné, moyennant l'absence de risque, pour la population tout d'abord mais aussi pour des infrastructures jugées essentielles – des boucles d'engagement extrêmement courtes. Dans ces circonstances, de plus en plus fréquentes, les moyens Français ont engagé sur la base des seules détections françaises.

■ Pour se faire une idée, quel est le délai entre l'identification d'une cible et son traitement après analyse du renseignement ?

Cela peut être quasi instantané quand le tireur, dans le cadre des règles qui lui ont été prescrites (notamment liées à l'absence de risque de dommages collatéraux) engage une cible qu'il détecte lui-même ou, comme l'ont souvent fait les Atlantique, désigne une cible à un tireur aérien ou naval. C'est forcément plus long quand il faut obtenir un feu vert du CTF 473, ou *a fortiori* du commandement de l'opération.

■ Quel enseignement global retirez-vous de ce conflit sur cet aspect renseignement ?

De mémoire d'homme, il n'existe pas de conflit où on n'estime pas avoir manqué de renseignements, Harmattan n'y fait pas exception. Pour autant, le bilan est plutôt satisfaisant. Harmattan a tout d'abord rappelé l'indispensable complémentarité des capteurs. C'est en effet la combinaison des moyens de recueil qui procure la véritable efficacité. Ceci justifie le choix de la France qui s'est dotée d'une large palette de capacités. L'imagerie a donné de grandes satisfactions. Les capteurs français ont montré leurs remarquables aptitudes, notamment les Rafale équipés de nacelles RECO NG dont c'était quasiment les premières armes. Harmattan est venu à point pour rappeler l'importance du renseignement d'origine électromagnétique. Si l'image confirme et permet souvent l'engagement, la détection initiale est très fréquemment d'origine électromagnétique. En la matière, les capacités françaises – encore correctes dans l'ensemble – sont vieillissantes (cf. par exemple les baies d'interception des bâtiments de la Marine) ou absentes (quasiment plus de capacité satellitaire). Si l'endurance des moyens maritimes leur permet d'assurer une permanence de la veille dans leur domaine de détection, il n'en est pas de même dans le domaine aérien. Les drones de longue endurance équipés de charges utiles à la fois imagerie (ROIM) et radioélectrique (ROEM) ont été particulièrement utiles. Harmattan a souligné les faiblesses françaises en la matière, heureusement compensées par les moyens britanniques, italiens et surtout américains. Harmattan a aussi rappelé le caractère irremplaçable du renseignement humain. En dépit d'un important renseignement technique, l'observation directe au sol dont nous étions privés, aurait, à de nombreuses reprises, permis des engagements auxquels il a fallu renoncer en raison de risques estimés – sur la base de ces seuls renseignements techniques – trop importants pour la population. Il ne suffit pas d'observer et de détecter; il faut aussi savoir interpréter, il faut pouvoir fusionner des données issues de sources différentes, élaborer un renseignement adapté et ceci en phase avec le tempo opérationnel. Des aides techniques – informatiques pour l'essentiel – existent mais ne peuvent pas remplacer la contribution humaine. Il ne faudrait pas qu'une fascination pour la technique et les performances vienne faire oublier cet aspect essentiel.

# « les drones sont aujourd'hui indispensables sur les théâtres d'opération »

L'opération de l'Otan en Libye a révélé une carence des pays européens de l'Alliance et notamment de la France en matière de drones. Joseph Le Gall, capitaine de frégate (H), ancien officier de renseignement à la DPSD et collaborateur régulier de la revue *Marine & Océans* notamment pour la rubrique « Carnets secrets », suit régulièrement ce sujet à travers ses contacts avec les meilleurs spécialistes.

PROPOS RECUEILLIS  
PAR JEAN-CLAUDE HELLOT

■ **Le conflit libyen a-t-il révélé pour la France – et plus largement pour l'Europe – une grave lacune en matière de drones ?**

La majorité des missions de drone MALE<sup>1</sup>, de fait, été réalisé par les *Predator* américains. Toutefois l'Europe, avec les *Predator* italiens, le *Reaper* britannique et le *Harfang* français, n'a pas été absente du conflit. Plus qu'une lacune, il s'agit d'un manque de moyens. En ce qui concerne les drones tactiques embarqués – voilure fixe (*Scan Eagle*) ou voilure tournante (*Fire Scout*) – l'Europe et la France ont bien été absents.

■ **Par qui les drones utilisés dans ce conflit ont-ils été mis en œuvre ?**

Plusieurs nations ont mis en œuvre des drones en Libye. Les États-Unis d'abord avec des drones em-



PHOTO : US NAVY

barqués *Scan Eagle* et *Fire Scout* (une première en opération) et des drones à partir de la terre, *Reaper* et *Global Hawk* de l'US Air Force. L'Italie ensuite avec les *Predator*, à priori A et B. La Grande-Bretagne avec le *Reaper*, la France enfin, avec le *Harfang*.

■ **Quelles missions ces drones ont-ils précisément remplis ?**

L'US Air Force a engagé le *Global Hawk*, drone non armé, pour des missions ISR (Renseignement, surveillance, reconnaissance) et le *Reaper* pour des missions ISR et *Hunter/killer*, c'est à dire avec une capacité de traitement de cibles probablement avec des *Hellfire* et des bombes guidées laser. L'US Navy a engagé le *Scan Eagle* à priori pour des missions ISR et le *Fire Scout* pour des missions ISR. Elle a d'ailleurs perdu un véhicule aérien en Libye. La France et l'Italie ont engagé respectivement le *Harfang* et les *Predator*, drones non armés, pour des missions ISR.

■ **Quelle a été, dans ce conflit mené par l'Otan, la chaîne d'exploitation du renseignement fourni par les drones ?**

Les informations étaient transmises par le Centre de contrôle du drone, donc national, au CAOC (*Combined air operations center de Poggio di Renatico* en Italie) qui les exploitait, soit en « direct » en ordonnant >>

Ci-dessus : drone *Fire scout* mis en œuvre par les Américains au-dessus de la Libye.

En bas, à gauche, Drone *Harfang* français mis en œuvre par l'armée de l'Air.



PHOTO : ECRAD

1. MALE : Moyenne Altitude, Longue Endurance.





PHOTOS : US NAVY



Les drones américains *Scan Eagle* (ci-dessus) et *Predator* (à gauche).

>> le traitement de cibles d'opportunité par des moyens prédisposés, soit aux CTF (*combined task force*) pour un ciblage programmé (justification et « priorisation » des cibles). Les images fournies par les drones, ainsi que par les autres capteurs, ont permis aux autorités de suivre en direct les activités et notamment les interventions, dont découlaient les éléments de communication. Dans la guerre de l'information menée dans le cadre de ce conflit, les images des frappes fragilisaient la propagande adverse portant notamment sur les éventuels dommages collatéraux.

■ **Les drones sont-ils aujourd'hui indispensables sur les théâtres d'opération et si oui, pour quelles raisons ?**

Ils sont indispensables car ils permettent de disposer d'une surveillance en temps réel de grandes zones ; de surveiller de nombreuses zones y compris des zones dangereuses en limitant les risques humains ; d'optimiser l'emploi des moyens pilotés aux missions complexes et d'optimiser le coût de réalisation d'une mission. L'armement des drones ISR (Renseignement, surveillance, reconnaissance) vise à réduire le temps entre la détection d'une cible ou d'une menace et son « traitement ». L'armement permet aussi d'engager des moyens dans des zones dangereuses.

■ **Y a-t-il une démarche européenne dans ce domaine ?**

Il existe des tentatives de rapprochement entre différents états européens mais il n'y pas encore de

véritables démarches européennes figées. Toutefois, certains programmes ou démarches peuvent être cités. Le premier est le programme A-UAV qui visait à développer un drone MALE commun pour la France, l'Allemagne et l'Espagne. Une phase de « lever de risques » a été menée (60 millions d'euros, 20 millions par nation) par EADS/Cassidian. Le groupe propose son *Talarion* mais, à ce jour, le programme semble en sommeil notamment en raison des doutes exprimés par l'Allemagne.

Il y a ensuite le futur programme anglo-français de MALE. La France et le Royaume Uni ont clairement annoncé leur volonté de développer en commun un futur MALE. BAE et Dassault travaillent sur ce sujet avec un dérivé du *Mantis*, le *Telemos*. Ce programme peut potentiellement intéresser d'autres nations européennes.

La France envisage également de se rallier au programme de drone tactique *Watchkeeper*, ce qui pourrait créer une démarche commune sur ce segment avec potentiellement le développement de versions améliorées. Plusieurs nations européennes (France, Allemagne, Pologne, Suède, Portugal, etc) ont aussi travaillé ensemble au sein de l'Agence européenne de défense sur un programme de VTOL (*Vertical take-off and landing*) commun pour les armées de terre et les marines. Cette démarche est toujours en cours mais elle n'a pas encore donné naissance à un programme.

Plusieurs nations européennes (France, Allemagne, Italie, Espagne et Suède) mènent enfin l'étude MIDCAS (*MID-Air Collision Avoidance System*) qui vise à développer un système permettant l'insertion de drones dans l'espace aérien ségrégué. Il s'agit de recherche et non d'un programme au sens strict du terme. Par ailleurs, il existe des contacts bilatéraux entre beaucoup de nations sur des programmes ou des essais particuliers mais il n'y a pas de réelle démarche européenne comme pour les Airbus ou l'A-400M par exemple.

■ **Les États-Unis disposeraient de 5 000 drones dont environ 150 drones armés, communément appelés « drones tueurs », capables de traiter des objectifs. La France prévoit-elle de se doter de drones armés ?**

Cette capacité a été demandée par l'armée de l'Air pour son futur drone. Le MALE pérenne (2020-2023) aura cette capacité. Le futur SDT (Système de Drone Terre) ne sera pas doté initialement de cette capacité, mais pourra l'être à terme. Le futur SDAM (Système de Drone Aérien Marine) devrait suivre la même démarche que le SDT, initialement non armé mais pouvant l'être à terme. ●

# Les drones dans l'Armée française

## Armée de l'Air

Actuellement, l'armée de l'Air dispose du système Harfang issu de l'IAI (Israël aerospace industries) Heron avec quatre véhicules aériens dont trois disponibles. L'un est déployé en Afghanistan, un second l'a été en Libye (à partir de Sigonella en Sicile), le troisième est utilisé pour l'entraînement formation à Cognac. Le système est intérimaire. Il est aujourd'hui opérationnel mais considéré comme dépassé. À moyen terme, l'armée de l'Air devrait recevoir un nouveau système intérimaire lui permettant d'attendre le système MALE<sup>(1)</sup> Mature définitif. Pour ce nouveau système intérimaire, le ministre de la Défense a fait le choix de négocier avec le groupe Dassault pour une version « francisée » du Heron TP de la société Israël aerospace industries (IAI). Ce système est environ quatre à cinq fois plus « gros » que le Harfang actuel. À plus long terme, l'armée de l'Air doit se doter d'un système de drones MALE Mature qui devrait être développé avec la Grande Bretagne. BAe et Dassault travaillent sur le Telemos un système avec un véhicule aérien bimoteur, liaison SatCom et armement qui pourrait entrer en service en 2019-2020.

## Armée de Terre

Actuellement, l'armée de Terre dispose principalement de deux types de systèmes :

- Le mini drone EADS/Cassidian DRAC (Drone de reconnaissance au contact) qui arme ses URB (Unité de renseignement brigade) et le 61<sup>e</sup> Régiment d'artillerie (RA);
- Le drone tactique Sagem SDTI (Système de drone tactique intérimaire). Ce système est, comme son nom l'indique, intérimaire. Il est mis en œuvre par le 61<sup>e</sup> RA et est actuellement déployé en Afghanistan. Ce système devrait être remplacé, en 2017, par le futur SDT (Système drone tactique);

L'armée de Terre prévoit de remplacer, à l'échéance 2017, le Sagem SDTI par le futur SDT. La tendance actuelle est de choisir le système de drone tactique britannique Watchkeeper (aile fixe, 450 à 500 kg, endurance supérieure à 14 heures de vol). À une échéance encore à définir, elle prévoit également de remplacer ses DRAC dont la durée de vie programmée est de 5 ans.

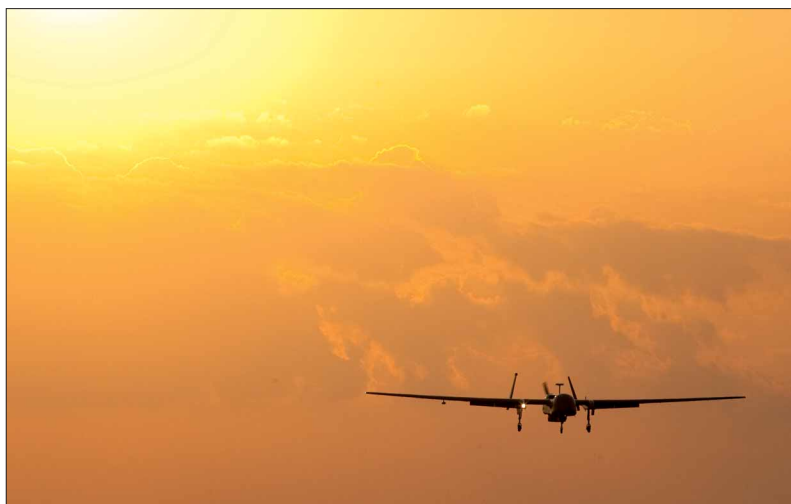
## Marine nationale

Actuellement, la Marine nationale ne dispose pas encore de drone mais plusieurs démarches sont en cours. La Marine et l'armée de Terre ont d'abord travaillé ensemble sur l'opportunité de développer un système commun SDT (Système de drone tactique) / SDAM (Système de drone aérien pour la Marine), voie aujourd'hui abandonnée. La seconde démarche concerne le programme SDAM. Il vise un système embarqué avec une capacité

Marine pour une durée de trois ans. Cette opération verra l'utilisation d'un drone monocapteur (EO/IR) Schiebel S-100 par le CEPA. La Marine mène enfin une réflexion de fond sur l'emploi possible de drones de SURMAR (surveillance maritime) comme complément de certains appareils pilotés.

## Forces spéciales

Elles mettent en œuvre des mini-drones Elbit Skylark (d'origine israélienne) et des micro-drones AeroViron-



PHOTOS : ECRAD



Drone Harfang utilisé par l'armée de l'Air en Libye depuis la base de Sigonella en Sicile.

multi-capteurs (Radar; EO/IR; AIS, au minimum), une endurance de 8 heures à 100 nautiques et un système de décollage/apontage automatique. Une troisième démarche est en cours avec une expérimentation longue durée sur le patrouilleur hauturier L'Adroit mis à disposition de la

ment « Aqua Wasp » (d'origine américaine). Par nature, les informations sur l'emploi et le nombre de ces systèmes restent confidentielles.

**BERTRAND DE LESQUEN**

1. Moyenne Altitude Longue Endurance.



# Unified Protector Les premiers enseignements militaires

On aurait tort de ne se focaliser que sur les lacunes capacitaires révélées par l'opération *Unified Protector en Libye* car les forces de l'Otan ont déployé de réels points forts<sup>1</sup>. Mais il est normal de s'interroger sur les insuffisances que cette campagne n'a pas manqué de souligner alors même qu'elle est présentée « ... comme une réussite, voire un modèle d'intervention dans le futur ».

PAR LE GÉNÉRAL DE CORPS AÉRIEN (2S) MICHEL ASECIO \*

Les forces qui ont contribué à la réussite de l'opération *Unified protector*, officiellement terminée le 31 octobre 2011, peuvent se réjouir d'avoir atteint l'effet final recherché et le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen estime que « ... l'Alliance a rempli avec succès le mandat historique confié par les Nations unies ». Le bilan est en effet positif car il n'y a pas eu de perte humaine dans la coalition et avec des dégâts collatéraux « quasiment nuls ».

Entre fin mars et fin octobre 2011, l'intervention des pays européens, du Canada et des pays arabes de la région a consisté en 26 323 « sorties » dont 9 658 missions de reconnaissance et d'attaque. Soit une moyenne de 122 sorties par jour dont 45 en offensif. Ce conflit se situe donc dans le bas de la fourchette d'une opération aérienne de faible intensité. À titre de comparaison, *Allied Force* menée sur le Kosovo avait demandé 490 sorties par jour et *Desert Storm*, au-dessus de l'Irak en 1991, 2 555. En ce qui concerne les armements le bilan s'établit, pour la France, à 1 600 munitions tirées (dont un missile en moyenne par jour) pour un millier d'objectifs détruits, d'après l'état-major des Armées.

Les Européens, les Canadiens et leurs partenaires ont procédé à 75% des sorties aériennes : 60 % ont été effectuées par des avions français ou britanniques et 60 % étaient des missions offensives menées par

ces deux mêmes pays. Les États-Unis ont fourni pour leur part 85 % des ravitailleurs en vol, la quasi-totalité des drones de reconnaissance et d'attaque, sans parler du renseignement, de la désignation des cibles mobiles et du retour sur les dommages infligés ainsi qu'une partie des armements sophistiqués.

Les points forts de l'opération résident dans une intervention militaire d'envergure limitée mais conduite par les Européens ; l'entrée en premier de la France, l'arme aérienne a empêché un massacre de civils à Benghazi ; le soutien des pays arabes et leur participation active, y compris dans le bombarde-



PHOTO : WORLE ECONOMIC FORUM

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, estime que l'Alliance a rempli avec succès le mandat qui lui avait été confié par les Nations unies.



PHOTO : ARMÉE DE L'AIR

Ci-contre, le Rafale est le seul avion de combat européen ayant assuré la totalité du spectre des missions. Ci-dessous, un hélicoptère Tigre vient de décoller du BPC *Tonnerre*.



PHOTO : MARINE NATIONALE

\* Chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) – [www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org)



PHOTO : US AIR FORCE

ment ; pas d'enlèvement militaire ; pas de pertes humaines dans la coalition ; très peu de dommages collatéraux grâce à la précision des capteurs et des armements (90 % des armements guidés ont été tirés par les non-américains, c'était l'inverse au Kosovo) ; complémentarité avions/hélicoptères de combat grâce au déploiement d'un bâtiment de projection et de commandement. Enfin, le choix il y a plus de vingt ans d'un chasseur polyvalent comme le Rafale était judicieux. C'est le seul avion de combat européen ayant assuré la totalité du spectre des missions.

Incontestablement le terme de réussite pour cette opération *Unified Protector* est approprié mais on peut néanmoins s'interroger sur les capacités réelles de l'Otan donc des pays européens et de la France en particulier, à mener une opération d'envergure tant dans les moyens mis en œuvre que dans le temps.

## ■ Des points faibles

### Les structures de commandement et de contrôle

On ne reviendra pas sur la cacophonie des pays européens pour définir le commandement et le contrôle de l'opération, ceux qui acceptaient de « frapper » et ceux qui se contentaient « d'observer ou défendre ». La solidarité est la règle essentielle de l'Alliance d'après son secrétaire général, la Libye n'en n'a pas été l'illustration. L'utilité de la *Nato Response Force* reste aussi posée. A quoi sert de s'entraîner ensemble et de s'acharner à obtenir le label de qualification pour une Nation si on ne fait pas appel à cette structure en opération réelle ?

### La réactivité face à une menace fugitive

Premier point, la boucle Observation-Orientation-Décision-Action n'était pas encore suffisamment courte pour traiter des cibles mobiles ou fugitives au sol. Le concept « capteur- décideur-effecteur » sur une même plate-forme (habitée ou non) est largement perfectible. Pour ce qui concerne la France, celle-ci ne dispose pas de gros porteurs équipés de radar SAR/MTI pour détecter, identifier, pister et transmettre en temps réel des cibles mobiles de faible signature tels que les JSTARS américains ou Sentinel britanniques. Le Rafale avec la nacelle Reco-NG a donné toute satisfaction mais cet équipement ne présente pas encore une vraie capacité de ciblage d'opportunité en haute résolution et en temps réel. De même la nacelle Damoclès, optimisée pour des illuminations à haute altitude et grande distance doit être remise à niveau pour s'adapter à l'identification de petites cibles sur des fonds de cartes complexes.

## Le renseignement

On est encore loin d'une architecture renseignement partagée au sein de l'Otan. Il est difficile pour une chaîne d'exploitation du renseignement nationale de le diffuser, intégralement et en boucle courte, au sein d'une coalition. Le domaine du renseignement sur l'évaluation des dommages après la frappe (*Battle Damage Assessment*) aurait également été très incomplet sans l'aide des Américains qui ont effectué 80 % des missions ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance). Autre constat : sans moyens performants de communications avec des spécialistes au sol pour le guidage des appuis aériens (JTAC), la puissance aérienne peut rapidement trouver ses limites en air-sol. Sur initiative nationale uniquement, de petits groupes de forces spéciales français et britanniques ont été déployés. C'était une des conditions pour améliorer l'efficacité des frappes et traiter les TST (*Time Sensitive Target*). L'exploitation des réseaux sociaux présente enfin un champ encore insuffisamment exploré de renseignements pour la localisation de cibles possibles, désignées par les opposants au régime en place.

### Le soutien rapproché en zone urbaine

Sauf à raser la ville entière, ce qui est difficilement envisageable quand on parle de « maîtrise de la violence », aucune force occidentale n'est en mesure de gagner le combat en zone urbaine sans dégâts collatéraux. Or plus de la moitié de la population mondiale est d'ores et déjà citadine et les mégalofoles vont se multiplier. Il faut pour un soutien aérien rapproché efficace en zone urbaine (CAS) des capteurs et des armements de plus en plus sophistiqués et à létalité réduite ou adaptable.

### Les armements

Les kits de guidage des armements ont été difficiles à reconstituer dans certains pays européens. Même l'outil industriel des États-Unis a eu du mal à fournir. La montée en puissance des chaînes de production d'équipements de plus en plus sophistiqués serait certainement un point dur en cas de crise de haute intensité.

### La réduction de l'empreinte logistique

Opération aérienne dans le « jardin » de l'Europe, l'empreinte logistique sur le théâtre a été quasiment nulle mais l'élongation était peu significative or le

Ci-contre, la France ne dispose pas d'avions de surveillance équipés du système Synthetic Aperture Radars/Moving Target Indicator (radar SAR/MTI), comme l'E-8C JSTARS américain.



PHOTO : DEFENSE.GOV.UK

De petits groupes de forces spéciales français et britanniques (comme ici en Afghanistan) ont été déployés en Libye pour le guidage des appuis aériens (JTAC). C'était une des conditions pour améliorer l'efficacité des frappes et traiter les TST (*Time Sensitive Target*).

>>>

1. Les forces et les faiblesses de cette opération ont été développées dans la note n° 12/11 : Numérisation et robotisation du champ de bataille : le combat aérospatial d'aujourd'hui - Deuxième partie - GCA (2S) Michel Ascencio, juillet 2011. Site FRS : [www.frsstrategie.org](http://www.frsstrategie.org) - Rubrique notes et documents.



>> transport stratégique est une faiblesse chronique de l'Otan. Dans ce cas précis, on aurait certainement pu se dispenser du déploiement du porte-avions. La concurrence directe avec des « porte avions terrestres » en Crète et en Sicile n'était pas à son avantage. Par contre, le déploiement du BPC *Tonnerre* était un excellent point fort de l'opération.

### Les drones

Dans les deux derniers mois du conflit, la France a déployé un *Harfang* et les britanniques ont mis en œuvre leur *Reaper* en fonction observation uniquement. Dès la fin du mois d'avril 2011, il y avait un *Global Hawk* et 8 *Predator* armés américains. L'un

d'eux a d'ailleurs immobilisé le convoi de véhicules qui quittait la ville de Syrte avec le colonel Kadhafi, en attendant le bombardement par une patrouille mixte française. La politique des drones en Europe en général est devenue illisible.



Ci-dessus, le RQ-4 *Global Hawk* est un drone de surveillance construit par Northrop Grumman. Il ne pèse que 14,6 tonnes au décollage, soit la masse d'un petit chasseur et ce, malgré ses dimensions, notamment son envergure digne de celle d'un avion de ligne.

Ci-contre, pour Robert Gates, l'ancien secrétaire américain à la Défense, l'Otan risque d'aller « vers l'insignifiance militaire » faute de moyens et de volonté politique.

### Des interrogations pour l'avenir

Cette opération ouvre les champs à un certain nombre de questions.

La capacité d'entrée en premier dans un théâtre a été démontrée par la France et la Grande-Bretagne. Pendant combien de temps encore cette capacité de projection de puissance, incontournable pour qui veut compter dans le jeu international, tiendra-t-elle ?

L'ancien chef du Pentagone Robert Gates a accusé collectivement les Européens de conduire l'Otan « vers l'insignifiance militaire » faute de moyens et de volonté politique<sup>2</sup> ajoutant que si la tendance n'était pas stoppée, voire renversée, « le retour » ne mériterait peut-être pas « l'investissement des États-Unis dans l'Otan ». Est-ce l'esquisse d'un repli possible et durable ?

Les Européens n'ont pas la capacité du « marteau pilon » américain pour balayer des défenses sol-air un tant soit peu organisées en un laps de temps très court pour « ouvrir le passage ». La solution consiste-t-elle en un partage capacitaire entre européens ?

Seules la France et la Grande-Bretagne sont encore « prêtes à payer et à combattre » en Europe. Pendant combien de temps encore ?

Pour répondre à ces questions, on peut dire qu'aux contraintes budgétaires résultant de la crise financière

va s'ajouter la nécessité de pallier l'absence occasionnelle des États-Unis dans certains domaines d'un conflit, où il était entendu jusqu'à présent, qu'ils assureraient le leadership ; que l'Europe ne dispose pas d'une force de frappe conventionnelle, en qualité et en quantité, pour couvrir la totalité du spectre des missions et « ouvrir le passage » vite et fort. On a du mal à imaginer une amélioration des capacités opérationnelles des forces européennes après le véritable « désarmement unilatéral » qui va s'opérer dans les années à venir.

Le partage capacitaire entre européens semble un challenge difficile à gagner sans parler d'une Europe de la Défense totalement absente, une fois de plus. Mais la crise financière aidant et sous forte contrainte, peut être cette voie s'avèrera-t-elle, en définitive, viable...

L'Otan a indiscutablement réussi à mener une campagne aérienne de sept mois mais son secrétaire général jugeait tout de même bon, en juin 2011, en plein cœur des opérations, de préciser : « Les Européens fournissent avec le Canada la majorité des avions de combat dans *Unified Protector*, soulignons quand même que les États-Unis apportent des moyens uniques et cruciaux, comme le renseignement, la surveillance et le ravitaillement en vol. Sans eux, l'opération libyenne ne pourrait tout simplement pas être menée »<sup>3</sup> et d'ajouter « ... l'Europe est capable de prendre la tête des opérations. L'Europe a toujours besoin de l'Amérique... ». Tout est dit dans cette phrase. On pense que l'Otan, sans l'aide américaine, n'aurait pas pu tenir la distance même dans une opération de très basse intensité menée pratiquement dans son « jardin ».



À la fin de ce conflit de très basse intensité pourtant, il se dégage le sentiment que la Libye a été une opération à la dimension des moyens européens mais que dans certains domaines, la limite haute des capacités a été atteinte. Sans les États-Unis, il aurait fallu réduire le tempo des sorties, déjà pas très élevé, avec pour consé-

quences une prolongation du conflit et un risque d'enlèvement réel. Avec l'aide américaine, le concept de « diplomatie aérienne » s'est trouvé renforcé, le travail de sape a fini par payer. « ... Tout ça c'est du sport. L'aviation pour l'armée c'est zéro... », déclarait le général Foch en 1910.

Attention de ne pas négliger l'utilité d'une armée de l'air puissante et bien équipée et réitérer ainsi la faute commise entre les deux guerres. ●

2. Le Figaro - « Otan : la dernière flèche de Robert Gates », J.-J. Mével, 11 juin 2011.

3. Anders Fogh Rasmussen : « Le leadership de l'Europe en Libye renforce l'Otan ». Propos recueillis par J.-J. Mével, Le Figaro, 20 juin 2011 - P6.

**COMBAT PROVEN**

LOCK ON TO MBDA SOLUTIONS



**SCALP / STORM SHADOW**  
by MBDA

[www.mbda-systems.com](http://www.mbda-systems.com)

**MBDA**  
MISSILE SYSTEMS



# « Chacun, à l'Otan comme à l'Union européenne, est conscient d'un risque de décrochage capacitair européen »

**Le général Stéphane Abrial, ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air française, est à la tête depuis août 2009 du Commandement Suprême Allié pour la Transformation (SACT) de l'Otan, basé à Norfolk (États-Unis). Il revient sur les principaux enseignements tirés par l'Organisation de l'intervention militaire en Libye.**

PROPOS RECUEILLIS PAR BERTRAND DE LESQUEN

■ **Quel bilan global l'Otan tire-t-elle de cette intervention militaire en Libye ?**

C'est un bilan très positif, l'Alliance ayant pleinement rempli le mandat de protection des populations confié par l'Onu. Je rappelle qu'il ne lui a fallu que six jours pour prendre le relais de la coalition franco-américano-britannique, et moins de sept mois pour remplir la mission confiée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité. Parvenir en si peu de temps à un consensus politique à 28 et à atteindre l'objectif politique recherché est remarquable et montre la flexibilité et la capacité de l'Alliance à se mobiliser.

Le général Abrial avec le secrétaire général de l'Otan (à gauche) Anders Fogh Rasmussen « L'Alliance a pleinement rempli le mandat de protection des populations confié par l'Onu. » GÉNÉRAL ABRIAL

De plus, il faut souligner que face à cette nouvelle surprise stratégique, l'intervention de l'Otan, déclenchée dans un contexte difficile de crise économique et de réforme interne, n'a eu aucune conséquence sur le rythme de ses autres opérations. L'Alliance a su conduire simultanément les trois missions fixées par le Conseil de Sécurité : l'embargo sur les armes, le respect de la zone d'exclusion aérienne et la protection des populations. Elle reste aujourd'hui la seule organisation militaire capable de mener des opérations de ce niveau.

Enfin, la rigueur dans l'application du mandat constitue un autre motif de satisfaction. C'est la première fois qu'une opération à dominante aérienne parvient à traiter ses objectifs militaires avec aussi peu de dommages pour les populations civiles qu'elle vient protéger. Mais n'oublions pas que cette opération a été totalement interarmées : en complément de la très forte implication de l'armée de l'air, les actions des hélicoptères ont été déterminantes, comme le fut le volet naval qu'il s'agisse du contrôle de l'embargo, des tirs de navires contre la terre ou même de l'emploi des moyens aériens à partir de la mer.

■ **Cette intervention a révélé le poids toujours vital - pour sa réussite d'un allié : les États-Unis. Les pays européens - notamment la France et la Grande-Bretagne qui en ont pris la tête - auraient-ils pu la mener à ce rythme, voire la mener tout court, sans l'appui crucial des moyens américains ?**

Oui, il aurait été possible de mener à bien cette opération sans les moyens américains. Néanmoins, cela aurait sans doute pris plus de temps, certainement induit une prise de risque plus importante et posé une plus grande difficulté pour éviter les « dommages collatéraux ». Je constate avec une certaine fierté que la France et la Grande-Bretagne ont assumé un rôle majeur dans cette opération. Les deux pays ont permis à l'Alliance de la mener à bien dans un délai assez court, démontrant aussi la pertinence de leurs choix capacitaires. C'est le signe tangible que les alliés européens, dans le cadre de l'Alliance transatlantique, sont en mesure quand il le faut de prendre leurs responsabilités, notamment dans une zone dont la stabilité revêt une impor-



PHOTO : OTAN



PHOTO: ECPAD

tance particulière pour eux. Les Européens ont démontré leur aptitude à adapter leurs modes d'action à leurs moyens, qui reconnaissons-le sont bien moins importants que ceux de leurs alliés américains, mais qui correspondent aussi à une autre approche de la guerre.

■ **Comment analysez-vous la mise en retrait des États-Unis en matière de leadership sur cette intervention ?**

Je vois dans ce choix la volonté de ne pas être en première ligne dans un conflit où leurs intérêts immédiats n'étaient pas directement menacés. C'est le propre de l'Alliance de permettre à chaque État de choisir son niveau d'engagement tout en affichant sa solidarité et son soutien. Il est naturel que la contribution de chacun varie d'une opération à l'autre : les Américains sont de loin les alliés les plus engagés sur le théâtre afghan, tandis qu'au Kosovo ce sont les Allemands qui fournissent le contingent le plus important. Pour autant, il est difficile de parler de retrait alors que l'opération approuvée par l'ensemble des 28 alliés, s'est appuyée sur la structure de commandement de l'organisation dans laquelle se trouvent de nombreux Américains et que les États-Unis ont apporté leur soutien durant toute l'opération.

■ **Quel enseignement les pays européens – notamment la France et la Grande-Bretagne – doivent-ils selon vous tirer de ces manques capacitaires, notamment pour ce qui concerne la défense européenne ?**

Nous avons commencé à tirer des leçons de cette opération. Certaines s'appliquent à l'Otan dans son ensemble, comme les insuffisances en matière de ciblage ou de ravitaillement en vol, pointées du doigt par tous.

Ce dernier domaine était d'ailleurs identifié comme une lacune prioritaire lors du dernier sommet de l'Otan à Lisbonne, il y a à peine un an. De même, l'Otan gagnerait à se doter d'une chaîne complète de ciblage – ce que doit prendre en

compte la nouvelle structure de commandement qui sera mise en place dans les mois à venir.

Chacun, à l'Otan comme à l'Union européenne, est conscient d'un risque de décrochage capacitaires européen, notamment en ces temps d'austérité budgétaire. C'est pourquoi des initiatives sont en cours dans les deux organisations pour éviter que la crise économique ne se transforme en crise sécuritaire. Ainsi, l'initiative de Défense intelligente, promue par l'Otan, encourage notamment des coopérations multinationales pour mutualiser des coûts et réaliser des économies d'échelle. Les accords de *Lancaster House* entre la France et l'Angleterre, signés au mois de novembre 2010, en sont un excellent exemple.

■ **Les forces du Qatar engagées dans l'intervention militaire en Libye se sont-elles intégrées facilement dans le dispositif Otan ?**

Le Qatar a su parfaitement intégrer ses forces au détachement français. Les armées des deux pays se connaissent bien et ont l'habitude de travailler ensemble, que ce soit lors d'exercices ou d'opérations. Les aviateurs français et qataris ont assuré des patrouilles mixtes au-dessus de la Libye pour garantir la zone d'exclusion aérienne.

L'implication du Qatar, mais aussi des Émirats arabes unis, de la Jordanie et du Maroc a été un facteur de réussite important pour l'opération, tant par leur soutien politique indispensable dans la région que par leur participation opérationnelle.

Cela montre que les partenariats sont aujourd'hui un facteur clef dans l'ensemble de nos engagements et un atout pour faire face à la globalisation des défis de sécurité. Le Concept stratégique en rappelle l'importance, et a ouvert la voie à une nouvelle politique de partenariat, entérinée en avril 2011. Cette dernière a pour objectif de renforcer les coopérations existantes tout en faisant preuve de flexibilité, adaptant la coopération aux attentes de chaque partenaire.

**Le BPC *Mistral* et le porte-hélicoptères *HMS Ocean* bord à bord. « La France et la Grande-Bretagne ont joué un rôle majeur dans cette opération. » GÉNÉRAL ABRIAL**



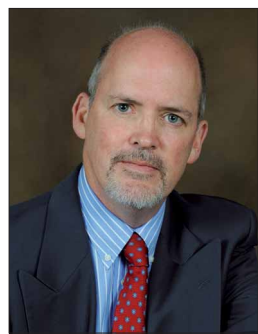
## « Sans les Américains, on peut se demander si les Européens se seraient seulement aventurés à mener une opération militaire en Libye »

Gary Schmitt ([www.aei.org/schmitt](http://www.aei.org/schmitt)) est directeur du programme d'études stratégiques avancées à l'American Enterprise Institute. Fondé en 1943, cet institut de recherche politique, de sensibilité plutôt républicaine, est l'un des plus importants aux États-Unis.

PROPOS\* RECUEILLIS PAR BERTRAND DE LESQUEN

■ Comment expliquez-vous que les États-Unis n'aient pas pris ou tout au moins conservé le leadership dans l'opération *Unified protector* ?

Plusieurs raisons expliquent que le président Obama n'ait pas souhaité conduire le mouvement contre le colonel Kadhafi et son régime. Il a d'abord considéré, à tort ou à raison, que la Libye n'entraînait pas directement dans le spectre des intérêts vitaux du pays. S'il a souhaité soutenir les puissances alliées qui estimaient cette action essentielle pour elles, il a apporté une contribution à la campagne militaire à la mesure des intérêts sécuritaires américains. Ensuite, depuis son accession à la fonction suprême, le président Obama n'a jamais souhaité que la politique étrangère occupe la première place dans les actions gouvernementales. Il a préféré donner la priorité aux affaires intérieures. Placer les États-Unis au premier rang dans le conflit libyen aurait créé un nouveau débat médiatique qui, de son point de vue, aurait éloigné l'opinion publique de ses priorités de politique intérieure. Enfin, depuis son discours du Caire, le président est convaincu que



Gary Schmitt, directeur du programme d'études stratégiques avancées à l'American Enterprise Institute.

l'action américaine dans le monde arabe a été trop intrusive dans le passé, ce qui explique le retrait d'Irak, le désengagement d'Afghanistan, et la modération de la réponse face aux événements du Printemps arabe, en Tunisie, en Égypte, en Libye et aujourd'hui en Syrie. Mon sentiment est que cette stratégie n'est pas sans failles, mais elle explique certaine-



Cannes, le 4 novembre 2011. Les présidents Sarkozy et Obama passent en revue des personnels ayant participé aux opérations *Odyssey dawn* et *Unified protector*. Le président américain a apporté une contribution à la campagne militaire à la mesure des intérêts sécuritaires des États-Unis.

ment cette place de « passager arrière » des États-Unis dans la campagne libyenne.

■ Ne serait-ce pas aussi parce que les priorités stratégiques américaines sont davantage tournées vers la zone Pacifique que vers la Méditerranée ?

Non. Le volume de capacités militaires requis en Libye n'était pas d'un niveau tel qu'il aurait compromis les exigences américaines de sécurité dans la zone du théâtre Pacifique/Asie du Sud-Est.

■ Selon vous, qui a réellement pris le leadership dans la guerre en Libye ?

Clairement Londres et Paris.

■ Pensez-vous que les puissances européennes auraient pu entreprendre une telle campagne militaire sans le soutien logistique des États-Unis ?

Cela aurait été tellement plus difficile que l'on peut se demander si elles s'y seraient seulement aventurées.

■ Quelles faiblesses européennes avez-vous identifiées ?

L'Europe a manqué de moyens pour les missions ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance), de drones de renseignement et de drones de combat, de capacités de projections de puissance à partir de porte-avions et de bombes de précision. Par ailleurs, les centres de commandement aérien de l'Otan n'étaient pas parfaitement préparés pour soutenir un tel conflit. Je vous renvoie sur ce point à l'article que j'ai publié dans *The weekly standard* intitulé « *L'Otan en Libye* » sur le site : <http://www.aei.org/article/104223> ●

\* Contact et traduction CF (R) François-Henri Briard.

# VOUS PROTÉGEZ LA VIE DES AUTRES. ET VOUS, QUI VOUS PROTÈGE ?



LA DÉFENSE DE VOTRE SANTÉ

DES RENFORTS SANTÉ  
COUPLÉS AVEC DES SERVICES  
ADAPTÉS À LA VIE DES MILITAIRES.

À partir de  
**13,50 €**

\* PAR MOIS,  
POUR UN ADULTE  
DE 30 À 34 ANS.

**RENFORT  
FAMILLE**

[WWW.LESRENFORTSARRIVENT.COM](http://WWW.LESRENFORTSARRIVENT.COM)

**VOTRE VIE ET VOTRE CARRIÈRE ÉVOLUENT. CONSOLIDEZ VOTRE PROTECTION DE BASE.**



## Santé

Traitement orthodontique, couronne ? Des forfaits à votre mesure.  
Lunettes, lentilles ou chirurgie réfractive ? À chaque situation son forfait.



## Services

Départ en OPEX ou mutation ? Des solutions pour votre famille et votre habitation.  
Maternité, hospitalisation programmée. Un appui domestique pour votre foyer.





# Intervention en Libye les fronts

L'intervention militaire en Libye a été majoritairement comprise et admise en France qui en a été l'un des grands acteurs. Elle a suscité et continue à poser dans le débat public de multiples questions d'ordre politique, juridique, diplomatique et militaire. Explications.

PAR LOUIS GAUTIER \*

**R**ares sont les voix en France qui se sont opposées à l'engagement militaire de notre pays en Libye. Dans cette affaire, la classe politique s'est montrée quasi unanime. La plupart des responsables politiques de droite et de gauche, notamment ceux en lice pour la présidentielle de 2012, ont exhorté notre pays à ne pas rester passif, à agir pour faire cesser le bombardement de Benghazi et arrêter les massacres perpétrés par les forces

fidèles au colonel Kadhafi. À posteriori, le 12 juillet, l'Assemblée nationale par une immense majorité (482 votes pour et 27 contre dont ceux des communistes) a approuvé l'opération Harmattan déclenchée le 19 mars 2011 et autorisé sa prolongation. L'opinion publique française a aussi très largement soutenu cette intervention (66 % en mars 2011 et encore 58 % en avril après quatre semaines de combat<sup>1</sup>), ce qui est un résultat nettement plus favorable que les scores également positifs enregistrés dans les sondages effectués en Allemagne et au Royaume-Uni au même moment.

Une fois de plus, le principe de l'ingérence humanitaire trouvait en France, sa terre d'élection, non seulement une occasion de prospérer dans le débat d'idées mais aussi de s'incarner concrètement dans une nouvelle opération militaire. Alors que le maintien de nos troupes en Afghanistan divise fortement les Français, que l'intervention en Côte d'Ivoire, malgré sa réussite, a été inégalement perçue dans l'opinion, l'opération en Libye est apparue

*\* Conseiller maître à la Cour des comptes; professeur des universités à l'Université Jean Moulin Lyon III où il enseigne des matières relatives à la Défense de la France et aux Relations internationales; président du Groupe Orion, l'observatoire de la Défense, partenaire de la Fondation Jean Jaurès. Louis Gautier a été directeur adjoint du cabinet de Pierre Joxe, ministre de la Défense (1990-1993) et conseiller pour la Défense (1997-2002) du Premier ministre Lionel Jospin. Dernier ouvrage paru : La défense de la France après la Guerre froide (PUF).*



Louis Gautier est un grand spécialiste des questions de Défense.



PHOTO : ASSEMBLÉE NATIONALE

Le 22 mars 2011, le Premier ministre, François Fillon, informe l'Assemblée nationale de l'engagement de la France en Libye.

à beaucoup comme un cas presque « parangonique » de la guerre juste.

La convergence de vue en faveur de l'intervention militaire en Libye, aussi spontanée et sincère qu'elle fut, n'était cependant pas au départ totalement dépourvue d'arrière-pensées. Pour Nicolas Sarkozy, dans une volte-face aussi rapidement que brillamment improvisée, il s'agissait aussi de faire oublier la cécité de son gouvernement face au printemps arabe et d'essayer d'effacer le souvenir honteux du rapprochement, opéré au début de son mandat présidentiel, avec les deux tyrans Muammar Kadhafi et Bachar El Assad. Pour certains leaders de gauche et du centre, quelques surenchères manifestèrent un peu trop le souci de ne pas se lais-

Ci-contre, en décembre 2007, Muammar Kadhafi avait été reçu en « grande pompe » à Paris.



Nicolas Sarkozy à Tripoli, le 15 septembre 2011.



PHOTO : CHRISTOPHE DUBOIS

# politiques du conflit



PHOTO : CHRISTOPHE DUBOIS

Foule en liesse à Tripoli.  
« La prise de Tripoli fin août 2011 et la chute de Syrte, dernier bastion du régime, le 21 octobre, ne doivent pas faire trop illusion. À ces moments d'optimisme succèdent souvent des lendemains qui déchantent. »  
LOUIS GAUTIER

ser distancier dans la défense de la cause libyenne sans avantage politique.

En clair, il n'était pas question de tirer les marrons du feu au seul profit d'un président de la République alors en chute libre dans les sondages. Enfin, dans les conseils donnés aux politiques sur la Libye, on peut également déceler en arrière-plan, des manœuvres d'état-major et la revanche des hommes en bleu sur les kakis. Cette démonstration de force est en effet tombée à pic, à la veille d'arbitrages budgétaires particulièrement difficiles vu l'état de nos finances, pour mettre en valeur les savoir-faire de l'armée de l'Air et de la Marine. L'opération Harmattan est venue souligner à propos la nécessité de certains besoins capacitaires et certains manques criants. Non l'horizon de la programmation militaire française ne peut pas se borner aux cimes blanches qui dominent la vallée de la Kapisa !

La portée de ces arguments, certains il est vrai un peu triviaux, ne saurait toutefois être exagérée. La discussion sur la Libye et sur les enseignements de ce conflit a été dans notre pays et demeure d'une très haute tenue. L'intervention en Libye a en effet suscité et continue à poser dans le débat public de multiples questions d'ordre politique, juridique, diplomatique et militaire, à commencer par celle de sa justification initiale : l'intervention en Libye a-t-elle ouvert une voie à l'application du principe de « responsabilité de protéger » ou a-t-elle au contraire bousculé sans trop de précaution un principe élaboré à l'Onu pour empêcher des crimes de masse ?

Ensuite, a-t-on ou non dépasser le mandat de l'Onu au risque de compromettre toute chance d'un nouvel accord au Conseil de sécurité dans la gestion de crises semblables ? Enfin, la France et ses alliés européens vont-ils être capables à la lumière de cette opération de tirer toutes les leçons politico-militaires qui s'imposent en matière capacitaire et de commandement ?

Comme moult autres conflits engagés depuis la fin de la guerre froide au nom d'impératifs humanitaires (Somalie, Rwanda, Kosovo, Libéria, Darfour...), l'opération de l'Otan en Libye n'échappe pas aux controverses associées à la notion d'ingérence humanitaire et au rôle de gendarmes du monde que s'arrogent les Occidentaux depuis la fin de la guerre froide, principalement les États-Unis, la France et le Royaume-Uni : de tous les maux que la guerre prétend faire cesser, elle est le pire ; en s'impliquant dans les guerres civiles, les pays tiers prennent le risque de les faire flamber ; au nom de la sécurité des personnes, ils malmènent trop souvent la stabilité régionale ; agissant sous prétexte de justice, ils n'échappent pas à la critique du deux poids deux mesures. Pourquoi intervenir aujourd'hui en Libye et fermer les yeux sur les massacres perpétrés par le clan Assad en Syrie ?

La prise de Tripoli fin août 2011, et la chute de Syrte, dernier bastion du régime, le 21 octobre ne

>>

1. Sondage Ipsos, Ifop 5-8 avril 2011 "Les Français et l'intervention en Libye".



Les Américains ont gardé un souvenir amer de l'opération *Restore Hope* en Somalie, en 1992. Ci-dessous, des éléments de l'US Marine Corps en exercice.

PHOTO : US NAVY

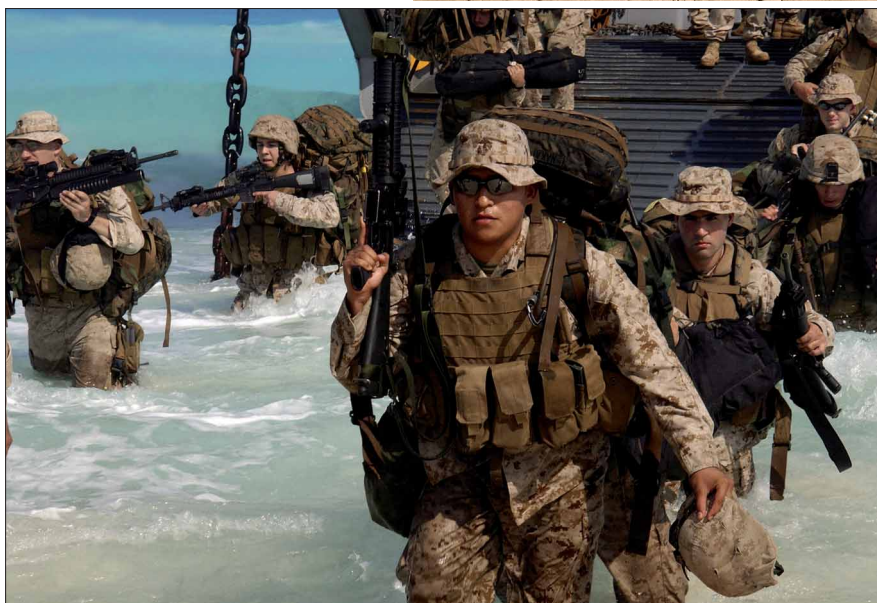


PHOTO : US MARINE CORPS

stabilité d'États comme le Tchad, le Niger et la Mauritanie. Sur le territoire libyen, le principal problème reste la tenue d'élections et la mise en place d'institutions étatiques dans une société segmentaire, marquée par l'importance des solidarités locales. On aurait donc tort de vendre la peau de l'ours...

Néanmoins, en dépit de ces réserves, l'on peut reconnaître que la Libye fait d'ores et déjà cas d'école. Certes, pratiquement tous les conflits post guerre froide comportent une dimension humanitaire, mais, depuis la malheureuse opération *Restore Hope* en Somalie (1992) qui alimenta les premières réflexions critiques sur un droit d'ingérence balbutiant, jamais comme en Libye, la justification éthique, la motivation politique et la légitimation juridique d'une expédition militaire n'avaient été à ce point chevillées aux principes humanitaires.

>> doivent pas trop faire illusion. On a connu hier celle de Mogadiscio, de Kaboul, de Bagdad. À ces moments d'optimisme succèdent souvent des lendemains qui déchantent et le dur rappel des réalités. Après le coup de force, la stabilisation politique et le retour à la sécurité peuvent s'avérer des problèmes insolubles. Le dénouement de la guerre civile en Libye constitue d'ores et déjà un enjeu majeur qui pourrait avoir de fortes répercussions sur la stabilité de l'ensemble de la région. Au plan sécuritaire, la mort de Kadhafi ne signifie pas la fin des troubles sur le territoire libyen tandis que la situation dans l'espace sahélo-saharien, déjà marquée par la porosité des frontières et le délitement du contrôle étatique, pourrait se détériorer, affectant la

stabilité d'États comme le Tchad, le Niger et la Mauritanie. Sur le territoire libyen, le principal problème reste la tenue d'élections et la mise en place d'institutions étatiques dans une société segmentaire, marquée par l'importance des solidarités locales. On aurait donc tort de vendre la peau de l'ours...

### ■ L'immaturation de la politique européenne de sécurité et de défense

En effet, sous le coup de l'urgence, le Conseil de sécurité des Nations unies en adoptant la résolution 1973 (17 mars 2011) a autorisé le recours aux armes pour protéger des populations civiles libyennes et a créé un précédent. Pour la première fois, une intervention militaire se voyait fondée en droit sur «la responsabilité de protéger (R2P) les populations», ce qui revenait à consacrer pleinement le principe d'ingérence. Certes, on peut souligner que l'accord intervenu aux Nations unies était largement un produit de circonstances non «systématisable». L'abstention de la communauté internationale face à la violence dans d'autres parties du monde à commencer par le Moyen-Orient

Ci-dessous, Alain Juppé, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17 mars 2011 au Conseil de sécurité des Nations unies (à droite) à New York, lors du vote de la résolution sur la Libye.



PHOTO : NATIONS UNIES



PHOTO : DR

le montre amplement. Mais le principe de R2P qui, depuis sa validation juridique par l'Onu en 2005, attendait une occasion de s'incarner a enfin trouvé à se concrétiser. Si elle ne change pas la donne internationale, la résolution 1973 est devenue une référence incontournable.

Les modalités de son adoption et les critiques que provoque sa mise en œuvre incitent cependant à d'autres réflexions moins optimistes qui doivent être prises en considération par les responsables politiques (quel que soit leur bord) de notre pays en première ligne dans la gestion diplomatique et militaire du dossier libyen.

Si l'on tient pour nécessaire la réalisation d'un ordre mondial plus équilibré qu'aujourd'hui, les réticences exprimées par les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), lors du vote de la résolution 1973 montrent le peu d'appétence des puissances émergentes pour assurer l'intégralité des responsabilités auxquelles elles prétendent. Aujourd'hui la Chine, la Russie mais aussi les «grandes démocraties du

à l'UE et les déficits capacitaires des armées européennes. Enlisée en Afghanistan et tirillée face à la Libye, l'Alliance atlantique peine aujourd'hui de plus en plus à justifier collectivement sa mission. L'absence de cohésion des Européens face aux défis de sécurité, même quand ils se trouvent à leur porte, est un sujet de consternation. Paradoxalement, alors que l'opération en Libye, plus que l'Irak

ou l'Afghanistan, rentre concrètement dans le cadre des missions de Petersberg qui servent de références à la doctrine militaire de l'Union européenne, ses États membres ont été incapables d'en traiter collectivement en affichant un front diplomatique et militaire commun. L'attitude de l'Allemagne, qui n'est

pas isolée dans l'Union ni à l'Otan où la Turquie lui fait notamment écho, est venue souligner, une fois encore, la division qui règne parmi les Européens en matière d'emploi de la force armée. Le traitement du dossier libyen à Bruxelles démontre l'immaturité de la politique européenne de sécurité et de défense : indigence du débat politique et de toute façon inadaptation des cadres de planification et d'intervention, sans même parler du manque collectif de certains moyens (ravitaillement en vol, surveillances aériennes...).

À gauche, les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) ont exprimé leurs réticences lors du vote de la résolution 1973.

En bas, réunion des ministres de la Défense des pays de l'Otan les 7 et 8 juin 2011 à Bruxelles.

« Les Américains ont désormais des préoccupations stratégiques polarisées par l'Orient et l'Asie. »

■ Se remobiliser sur le dossier de la Défense européenne

L'opération en Libye risque ainsi de finir en cas d'école où l'on voit le droit international triompher sur de nouvelles bases et les moyens pour l'appliquer finalement se tarir dans la seule partie du globe où les principes d'intervention humanitaire ont jamais été appliqués : en Europe, en Méditerranée et en Afrique.

Voilà qui, au-delà des réflexions sur la mise en œuvre du principe de la responsabilité de protéger et de l'attention portée aux évolutions de la situation en Libye et chez ses voisins, appelle une remobilisation de la France et de ses plus proches partenaires sur le dossier de la Défense européenne. ●



PHOTO: DR

sud», le Brésil, l'Inde, l'Afrique du sud reprochent aux Occidentaux d'avoir excédé le mandat donné en Libye. Ce reproche affecte l'ensemble des discussions sur d'autres théâtres. Il explique l'échec récent du vote prévoyant l'application de sanctions à l'encontre de la Syrie et les multiples obstacles au règlement de la crise soudanaise. Le passage de relais entre grands pays pour assurer le règlement des crises et contrer les violences internationales n'est donc toujours pas à l'ordre du jour. On voit même que l'Occident se retrouve en position isolée.

Ensuite, il n'a échappé à personne que les États-Unis ont dans cette affaire un peu traîné les pieds au départ avant d'assumer, dans des conditions restrictives, leur rôle de *reluctant sheriff* à côté des Européens. Les Américains ont désormais des préoccupations stratégiques polarisées par l'Orient et l'Asie. Aux Européens donc d'assurer la sécurité à la périphérie de leur continent et notamment en Méditerranée.

Le conflit libyen éclaire ainsi crûment les difficultés existentielles de l'Otan, les entraves politiques



PHOTO: OTAN



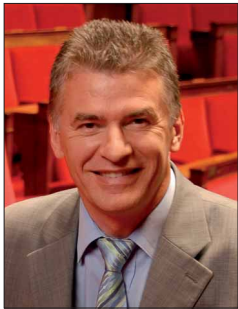
# « l'opération en Libye n'aura pas servi la cause de la défense européenne » Patricia Adam

**Philippe Folliot, député (UMP) du Tarn et Patricia Adam, député (PS) du Finistère sont l'un et l'autre vice-président de la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale. Ils reviennent sur les conséquences budgétaires et politiques de l'intervention de la France en Libye.**

PROPOS RECUEILLIS PAR BERTRAND DE LESQUEN

■ **Sait-on à combien va finalement s'élever le coût de l'engagement français en Libye et à quelle ligne budgétaire est affectée cette dépense ?**

**PHILIPPE FOLLIOT (UMP)**



Il est difficile de répondre très précisément mais le coût total des opérations menées en Libye est de l'ordre de 300 millions d'euros, ce qui représente près de la moitié des dépenses annuelles destinées aux opérations extérieures.

**PATRICIA ADAM (PS)**



Le ministre de la Défense nous promet que le montant final des dépenses sera financé par un prélèvement sur la réserve interministérielle.

C'est donc le budget de l'État dans son ensemble, dont la Défense représente le troisième poste cette année, qui assumera les surcoûts générés par l'opération Harmattan. Si ce remboursement paraît acquis, nous ne connaissons pas encore son montant exact, ce point faisant encore l'objet d'une négociation avec Bercy.

Les parlementaires ont appris par voie de presse que ces dépenses se situeraient entre 300 et 400 millions d'euros, peut-être davantage...

En réalité, l'enjeu tient moins au niveau des dépenses qu'à leur contenu. En effet, Bercy et la Défense ne partagent pas la même définition des sur-

coûts que représente l'engagement d'une opération extérieure évidemment non prévue au moment du vote du budget de l'année. Notre approche en la matière n'est donc pas stabilisée. Elle me paraît aussi restrictive : bien sûr, le financement des rémunérations des personnels, lesquels bénéficient d'une indemnité supplémentaire pour le service accompli, sera principalement pris en compte.

Le montant sera important pour la Marine qui a engagé plus de 3 000 hommes pour la seule opération libyenne. S'ajoutent aussi les dépenses de fonctionnement, qu'elles soient liées au transport, à l'alimentation des personnels, à l'entretien des matériels ou au carburant. Ces dépenses bénéficient d'une provision spécifique au sein du programme Préparation et Emploi des forces du budget de la Défense 2011. Elles auront été largement dépassées cette année.

Mais nous savons aussi que l'opération Harmattan s'est traduite par une consommation exceptionnelle des stocks de munitions, de carburant et de pièces de rechange, au regard de nos engagements passés et présents sur d'autres théâtres. Comme toute opération militaire, elle a aussi des conséquences sur la santé de nos matériels. Le surcoût devrait enfin intégrer le montant des bonifications dont les personnels bénéficieront pour le calcul de leurs pensions militaires. Il n'est pas acquis que le ministère du Budget tienne compte de ces variables.

Par ailleurs, le ministère de la Défense ne nous a pas fourni la moindre information se rapportant à l'état des stocks et aux nécessités de le reconstituer. Nous n'avons pas davantage d'éléments relatifs à l'usure de nos matériels et aux dépenses que le complètement de nos capacités nécessitent.

Ces incertitudes affectent bien entendu le principe de transparence qui préside à l'examen des crédits de la Défense. Par conséquent, sans publicité

# « le couple franco-britannique a fait montre d'une très grande aptitude opérationnelle »

Philippe Folliot

des dépenses engagées – toutes les dépenses ! – le principe de sincérité budgétaire ne sera pas respecté cette année. Il ne le sera pas non plus l'année prochaine : dans les documents budgétaires que nous avons reçus cette année du ministère de la Défense, nous n'avons trouvé aucun tableau détaillant l'ensemble des dépenses prévues pour 2012, par théâtre et par action. Les parlementaires voteront donc en cette fin d'année une provision pour les Opex dont il est impossible de dire si elle se rapporte à des prévisions budgétaires à la fois solides et sincères.

■ **Le coût de la guerre en Libye aura-t-il un impact sur le budget de la Défense 2012 ? Plus largement, la France a-t-elle atteint avec ce conflit la limite de ses capacités d'intervention ?**

**PHILIPPE FOLLIOT (UMP)**

Comme vous le savez le budget de la Défense est le troisième poste budgétaire de l'État avec près de 37 milliards consacrés à nos trois armées. Compte tenu du contexte financier et budgétaire face auquel la France se trouve actuellement, il est difficilement envisageable d'augmenter les sommes allouées à notre défense. D'autre part, il semble en effet que la France soit proche de ses limites sur le plan opérationnel et capacitaire. Et ce, eu égard au contexte financier que j'évoquais, mais aussi au déploiement de ses troupes dans le cadre des opérations extérieures menées en Afghanistan, au Liban, en Côte d'Ivoire... qui mobilisent au total, dans le cadre des Opex, près de 11 000 soldats français hors de l'Hexagone.

**PATRICIA ADAM (PS)**

La guerre en Libye aura des conséquences budgétaires et capacitaires difficiles à supporter pour l'année 2012. L'opération a mobilisé cette année d'importantes ressources en personnels, sans oublier celles dédiées au maintien en condition opérationnelle des matériels. Après huit mois d'opération il faut maintenant régénérer nos capacités. S'agissant du budget de la Marine pour l'année 2012, il paraît inévitable



PHOTO : ECPAD

d'augmenter les crédits consacrés à l'entretien de la flotte et de porter l'effort sur l'entraînement des hommes. La force d'action navale, l'aéronautique navale et les forces sous-marines en particulier n'ont pas fait relâche. L'effort de régénération des équipements

« Il semble que la France soit proche de ses limites sur le plan opérationnel et capacitaire. »

PHILIPPE FOLLIOT

de la Marine sera donc supérieur à celui engagé en 2011, avec plus d'un milliard d'euros de crédits de paiement pour l'année à venir. Mais est-ce vraiment suffisant ? Cela signifiera aussi, et surtout, une moindre disponibilité des matériels, en particulier du porte-avions le temps de sa remise en condition, et des forces dans leur ensemble. À ces difficultés nouvelles s'ajoutent celles que nous connaissons déjà avant la guerre en Libye, notamment les tensions générées par le manque de frégates, le vieillissement de notre flotte d'avions de patrouille Atlantique 2 et la faible disponibilité des SNA.

D'ailleurs, cela n'a pas été sans conséquences sur la conduite des opérations puisque nous avons fait le choix d'engager sur les côtes libyennes des bâtiments initialement dédiés à d'autres missions, qu'il s'agisse de l'opération Atalante ou de missions encore plus vitales comme celle assurée par les SNA dans l'Atlantique. Ces ajustements prouvent que nous ne pouvons plus répondre aux exigences du contrat opérationnel fixé par le *Livre blanc*, pour ne citer que l'exemple de la Marine.

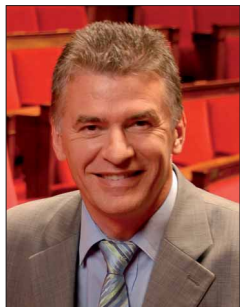
**Pilote de Mirage 2000 sur la base aérienne de Dijon.**  
« La guerre en Libye aura des conséquences budgétaires et capacitaires difficiles à supporter pour 2012. »  
PATRICIA ADAM

>>



■ **Quelles ont été, selon vous, les insuffisances capacitaires mises au jour par cette intervention militaire en Libye, pour la France d'une part et pour l'Europe d'autre part ? Les pays européens (France et Grande-Bretagne en tête) auraient-ils pu mener cette opération à ce rythme sans les capacités américaines ?**

#### PHILIPPE FOLLIOT (UMP)



Il me semble important de noter que cette opération a montré le très grand savoir-faire de notre armée, qu'il s'agisse de la Marine nationale, de l'armée de l'Air ou des éléments de l'Aviation légère de l'armée de Terre (Alat). Nos matériels, en

particulier le Rafale, ont montré l'étendue de leur capacité opérationnelle, leur polyvalence ainsi que leur grande efficacité.

Ils ont donc été à la hauteur de ce que l'on était en droit d'espérer. Notre action menée dans le cadre coopératif avec nos alliés (Britanniques en particulier) s'est également révélée de très grande qualité. Sur le plan national et bilatéral (principalement dans le cadre de la coopération franco-britannique, et avec les États-Unis ne l'oublions pas) ce fut donc un succès incontestable.

Sur le plan capacitaire pourtant, cette intervention a montré les limites, voire l'absence totale de coopération militaire au niveau communautaire. Sur le plan décisionnel nous avons été incapables d'aboutir à une réponse concertée au nom de l'Union, et encore moins de mener une opération conjointe.

Hélas, une fois encore, la solution fut une réponse dans le cadre de l'Otan et non européenne à proprement parler, ce qui est une nouvelle occasion manquée pour la PESDC (Politique Européenne de Sécurité et de Défense Commune). Bien qu'elle fut relativement modeste, la participation américaine a en effet été déterminante. Mais il ne faut cependant pas négliger le fait que le couple franco-britannique a fait montre d'une très grande aptitude opérationnelle.

#### PATRICIA ADAM (PS)



Clairement, cette opération n'aurait pu être menée sans l'apport de notre allié américain. Ce dernier a fourni les moyens nécessaires en matière de renseignement et de ravitaillement, domaines dans lesquels nous connaissons de sérieuses lacunes capaci-

taires du fait de la vétusté de nos avions ravitailleurs, mais aussi de l'absence d'un réseau de drones performants. Certains trouveront des motifs de consolation en nous mesurant aux moyens dont disposent nos partenaires européens. L'opération en Libye n'aura pas servi la cause de la Défense européenne. Les nations les plus volontaires ont assuré une modeste prestation de service, compte tenu de leurs capacités, les autres comme unique gage de solidarité atlantique. Seuls, les Britanniques ont honoré aux côtés de la France leur responsabilité internationale, tout en se lamentant cependant de ne plus pouvoir disposer de porte-avions.

■ **Comment analysez-vous le relatif effacement des États-Unis dans ce conflit ?**

#### PHILIPPE FOLLIOT (UMP)

Les États-Unis ont effectivement été en retrait au cours de cette opération. Pour ma part, j'analyse cela comme la résultante de deux phénomènes : l'hostilité de l'opinion publique américaine et le désengagement américain. Je pense tout d'abord que l'opinion publique américaine était peu encline à une nouvelle intervention au sein d'un pays arabe après une décennie de guerres qui firent plusieurs milliers de morts côté américain. Le président Obama, me semble-t-il, devait donc ménager une population frileuse qui craignait un nouvel enlèvement. D'autant que le pays est confronté depuis 2008 à une grave crise économique qui constitue la priorité des instances dirigeantes et de la population. D'autre part, la présidence Obama a entamé un retrait d'Irak (en cours de finalisation) et d'Afghanistan. Ce dernier devant s'échelonner jusqu'en 2014, date à laquelle les troupes américaines auront totalement quitté le pays. Je pense donc qu'à l'heure de ce désengagement, l'ouverture d'un nouveau front, ou tout du moins un engagement plus prononcé de leur part, aurait été en décalage par rapport à la dynamique en cours. Par ailleurs, l'ombre de la Syrie plane sur ce conflit et, compte tenu de leur implication au Moyen Orient, les Américains n'ont peut-être pas voulu se lier par une participation trop active au conflit libyen.

#### PATRICIA ADAM (PS)

Les États-Unis n'ont tiré aucune avantage stratégique de la décennie de guerre dont ils peinent aujourd'hui à sortir. Mais ils en ont retenu des enseignements, tant sur le plan financier que politique. Le nécessaire désendettement de l'État engage Barack Obama dans la voie d'un difficile compromis avec les Républicains, alors que s'ouvre la période électorale. Le budget du Pentagone en sera certainement affecté. Toutefois, les États-Unis ne se désengagent pas totalement. Plus de 130 millions de dollars ont été versés aux insurgés sous forme d'aide humanitaire et d'assistance militaire.

■ **Que va retirer la France de cette intervention sur chacun des plans suivants : politique, militaire et commercial ?**

**PHILIPPE FOLLIOT (UMP)**

D'abord, je pense que la France retirera de cette opération un avantage politique. Elle nous a permis en effet de pallier les premières réactions chaotiques de la diplomatie française lors des prémices de ce que l'on appelle depuis, le Printemps arabe. Cela montre que la France demeure fidèle à ses valeurs et qu'elle est encore en mesure de les défendre, comme elle le fit à de nombreuses reprises tout au long de son histoire, ce qui a, me semble-il, un impact positif sur l'image de notre pays à l'échelle internationale, et en particulier au sein du monde arabe. Cette opération fut en outre une occasion de prouver que la France demeure une puissance militaire, dotée d'un excellent savoir-faire technique et opérationnel et disposant de matériels de très grande qualité. Je pense également que ce fut une très bonne occasion de concrétiser le pacte stratégique qui lie depuis novembre 2010 la France et le Royaume-Uni. Les deux pays ont en effet pris conscience du risque de déclassement de leurs puissances au profit de certains pays émergents et ont trouvé une solution pertinente pour constituer un pôle militaro-stratégique de premier plan. Et ce, au sein d'une Europe qui ne cesse de désarmer et qui demeure incapable de construire une Europe de la défense digne de ce nom.

Paris et Londres cherchent donc à pérenniser leur statut de puissance de premier plan (qui leur est de plus en plus contesté) en mutualisant leurs efforts, ce qui doit leur permettre de maintenir d'importantes capacités militaires, alors même que les deux pays font face à une situation économique difficile et qu'ils doivent gérer de lourdes contraintes budgétaires.

Sur le plan commercial, il semble que les firmes françaises sont en passe de s'implanter de manière plus profonde qu'elles ne l'étaient en Libye (Total en particulier) et qu'elles bénéficieront de manière générale de la bienveillance du Conseil national de transition. Trop souvent dans le passé nous avons risqué la vie de nos hommes et payé des sommes colossales sans que nos intérêts financiers soient défendus par la

suite. J'ai d'ailleurs relevé ce problème au sein d'un rapport parlementaire sur les actions civilo-militaires que j'ai rédigé et publié à l'été 2011.

Si la France a combattu pour une juste cause, pourquoi devrions-nous avoir honte que nos intérêts économiques et financiers en sortent renforcés ? Nous ne pouvons que nous en réjouir, d'autant que cela serait plus que positif dans le contexte actuel pour nos entreprises comme pour nos concitoyens.

**PATRICIA ADAM (PS)**

La France devrait en retirer des certitudes, mais aussi des leçons. Nous redécouvrons en effet une loi de la géographie que les rédacteurs du *Livre blanc*

avaient oubliée : nos intérêts en matière de sécurité ne se trouvent pas dans un « arc de crise » dont on peine à saisir les contours. En revanche, les rivages les plus proches sont forcément les plus stratégiques.

Les révolutions arabes, que nous avons tardé à soutenir, sont venues nous le rappeler. Autre certitude : nous n'avons retiré aucun

bénéfice du retour de la France dans le commandement militaire de l'Otan, dont Nicolas Sarkozy promettait, sans qu'il puisse nous en apporter la garantie, un réveil de la Défense européenne. Cela ne s'est pas produit. Sur le plan militaire, nous avons

Un Hawkeye au décollage depuis le porte-avions *Charles de Gaulle*. « *La France demeure une puissance militaire dotée d'un excellent savoir-faire technique et opérationnel.* »  
PHILIPPE FOLLIOT

---

**« Nous payons aujourd'hui la facture de la restructuration des armées décidée par le président Nicolas Sarkozy »**

PATRICIA ADAM

---

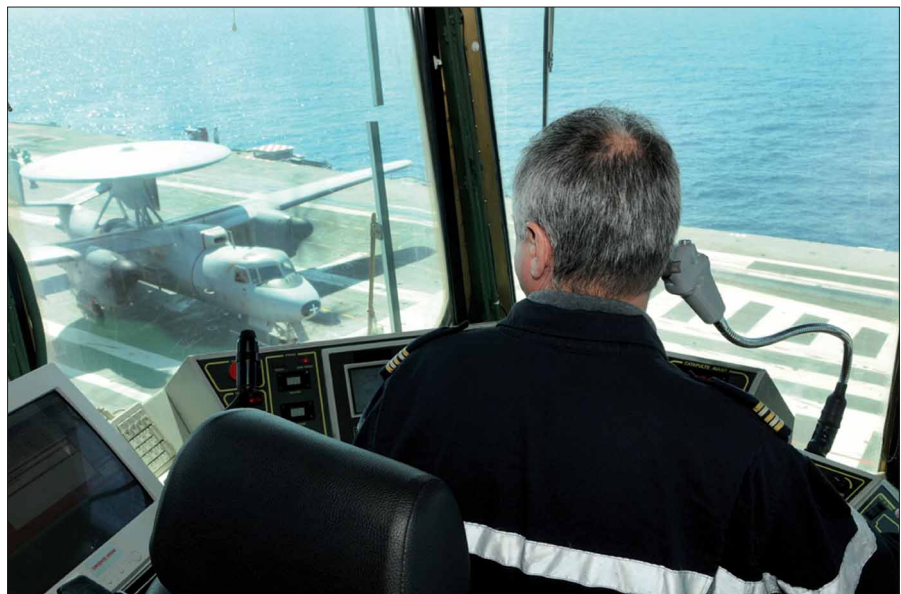


PHOTO: ECPAD

rempli notre mission avec des moyens fortement réduits et au détriment des fonctions que les armées assurent, en temps normal, en permanence. Nous payons aujourd'hui la facture de la restructuration des armées décidée par le président Nicolas Sarkozy, ce qu'illustrent les difficultés ressenties par les militaires, tant en opération qu'en métropole. ●



## « le capital sympathie dont jouit la France ne se transformera pas automatiquement en succès commercial »

La course aux contrats est lancée en Libye. La France a organisé, dès juillet 2011, le déplacement sur place de plusieurs délégations de chefs d'entreprise. Mais la concurrence est rude et tous les moyens (services de renseignement, sociétés de conseil, officines privées) sont mis en œuvre de part et d'autre pour obtenir une part du grand marché libyen. Michel Casals, président de la Chambre de commerce franco-libyenne, fait un point de la situation.

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL COGNET



PHOTO : CHRISTOPHE DUBOIS

Ci-contre, Nicolas Sarkozy à Benghazi le 15 septembre 2011.

En bas, Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, a lui-même accompagné des délégations de chef d'entreprise français en Libye.

■ **Total a été la première compagnie occidentale, avant le groupe italien ENI, autorisée à reprendre l'exploitation du pétrole libyen. Quel marché la compagnie a-t-elle obtenu ?**

De façon générale, la Libye souhaite reprendre au plus vite la production pétrolière. Cette dernière était estimée en septembre 2011 à 400 000 barils/jour, soit quatre fois moins qu'avant le 17 février 2011. Les autorités libyennes ont la ferme intention de se rapprocher du niveau antérieur de 1,6 millions de barils/jour le plus rapidement possible. Il est donc naturel qu'elles fassent appel aux différentes entreprises étrangères, dont Total qui exploitait déjà plusieurs champs pétroliers en Libye.

■ **Est-ce le signe d'une attention particulière des nouveaux dirigeants libyens à l'égard des entreprises françaises ?**

Le rôle prépondérant de la France, son engagement total, les risques qu'elle a su prendre, ont été et sont salués de manière très appuyée par toutes les autorités libyennes actuelles. De là à penser que ce capital de sympathie se transformera en succès commercial, il y a un grand pas. Car ce marché est également

identifié par plusieurs pays comme marché d'avenir. Il était et reste convoité. La France n'était pas le premier partenaire économique de la Libye. Il appartiendra à nos entreprises de déployer les efforts nécessaires pour que nos compétences et nos produits soient reconnus.

■ **Dans quels secteurs les entreprises françaises peuvent-elles espérer obtenir des contrats ?**

Dans tous les secteurs définis comme prioritaires par les autorités libyennes : agroalimentaire, banque et finance, BTP, eau et environnement, électricité et énergies, pétrole et gaz, santé, sécurité, télécommunications/réseaux/télévision, transports (aérien, fer-



PHOTO : DR

roviaire, maritime), urbanisme et aménagement du territoire.

■ **Les entreprises de l'industrie française de défense sont-elles déjà présentes en Libye ? Les Libyens pourraient-ils, par exemple, privilégier l'achat de matériel militaire français et notamment celui du Rafale de Dassault Aviation ?**

Nous n'avons pas d'information particulière concernant le secteur de la Défense mais nous pouvons présupposer que ce qui est valable pour le secteur civil l'est également pour le secteur militaire.

■ **Quels sont les principaux concurrents de la France sur place ?**

Ils sont nombreux. La France était le deuxième client de la Libye et son sixième fournisseur derrière l'Italie, la Chine, la Turquie, l'Allemagne et la Corée du Sud.

■ **Les incertitudes politiques qui pèsent sur l'avenir de la Libye ne risquent-elles pas de geler les projets d'affaires ?**

Il est évident que même si la feuille de route est relativement claire en ce qui concerne les étapes vers une démocratie, cela prendra du temps (au moins vingt mois après la libération totale du pays), le temps nécessaire pour pouvoir travailler sérieusement sur des appels d'offres concrets engageant la Libye. Entre-temps, la Libye aura besoin de faire fonctionner ses structures. Dans les secteurs mentionnés précédemment, plusieurs contrats pourront être signés à court terme. Il faudra être présent en Libye au bon moment pour la signature et pour cela y aller souvent. ●



PHOTOS: CHRISTOPHE DUBOIS

# Les problèmes ne font que commencer

Quelles perspectives ont ouvert la chute de Syrte et la libération finale du pays par les rebelles libyens sur fond de lynchage de leur ancien guide ? Le Conseil national de transition va-t-il mener le pays vers la démocratie attendue par les Occidentaux ? La Libye marche-t-elle vers l'unité et le développement ou vers la division et le chaos ? Explications.

PAR ERIC DENÉCÉ \*

La Jamahiriya a vécu. La Libye est débarrassée de la dictature imposée, depuis 1969, par Muammar Kadhafi à ses habitants. Cependant, l'euphorie de la victoire ne doit pas masquer la réalité de la situation. La guerre civile qui dure depuis six mois a profondément marqué le pays, accentuant les clivages internes. La perte de contrôle de Tripoli sur son territoire, aussi bien que le pillage de ses arsenaux, ont favorisé le développement de menaces (séparatisme, terrorisme, criminalité) qui vont accroître durablement la déstabilisation du pays, mais aussi de la région.

Surtout, il convient de rappeler quelques réalités qu'occultent les politiques et les médias des pays ayant soutenu les insurgés. Le basculement du rapport de forces s'est produit d'extrême justesse pendant l'été. Ce n'est pas une victoire du peuple libyen mais celle des puissances belligérantes dirigées par l'Otan, et le Conseil national de transition (CNT) est une structure hétérogène et fragile qui semble incapable de gérer, seule, l'avenir du pays.

## ■ À deux doigts de l'implosion

Alors que pendant cinq mois la lutte contre le régime libyen avait piétiné, un basculement de la situation s'est produit au cours de l'été, accélérant l'évolution des événements. En premier lieu, l'offensive diplomatique en faveur du CNT a franchi un pas avec la reconnaissance par la Turquie des insurgés libyens (4 juillet 2011), suivie quelques jours plus

tard par celle d'une trentaine de pays à l'occasion de la réunion du Groupe de contact à Istanbul. Parallèlement, un changement de position de la Russie est également intervenu.

Mais c'est surtout le meurtre du général Abdel Fatah Younés (28 juillet 2011), qui a été l'événement déterminant. L'ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi a été très vraisemblablement assassiné par les éléments les plus radicaux de la branche armée du CNT qui lui reprochaient son manque d'efficacité. Le Conseil national de transition a été alors à deux doigts d'imploser, la tribu des Obeidi – à laquelle appartenait le général – demandant réparation. Seule une pression extrêmement forte des sponsors étrangers du CNT a permis de sauver la situation. Les États occidentaux et les pays du Golfe ont exigé le limogeage du « gouvernement » provisoire (8 août 2011) et ont pris en main la direction des opérations, ce qui a accéléré l'issue du conflit.

## ■ La victoire de l'Otan

Depuis le début de l'insurrection contre le colonel Kadhafi, malgré l'importante aide occidentale dont ils ont bénéficié, les insurgés libyens ont fait preuve d'une totale inefficacité militaire, alors même que l'armée libyenne n'a jamais été réputée pour ses qualités. >>>

Mahmoud Jibril, figure désormais historique du Conseil national de transition (CNT) libyen. « Le CNT a été à deux doigts d'imploser. » ERIC DENÉCÉ

\* Directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). Dernier ouvrage paru : *Commandos et forces spéciales*, Ouest France éditions, 2011.



Les problèmes ne font que commencer

>> Leurs forces, en grande partie constituées de milices civiles mal entraînées, de volontaires inexpérimentés et d'anciens militaires libyens, n'ont montré ni sens tactique ni cohésion. Les éléments les plus combattifs ont été les membres du Groupe islamiste combattant libyen (GICL) – la branche locale d'Al-Qaïda – passés par les camps d'Afghanistan, ayant déjà combattu les forces de Kadhafi et les Américains en Irak. Mais, sans le soutien occidental, il y a longtemps que les insurgés auraient été anéantis.

Aussi, il est illusoire de croire qu'ils aient pu, seuls, parvenir à renverser le régime de Tripoli en moins de trois semaines, après l'assassinat de leur commandant en chef. Ce succès n'a pu être obtenu que grâce à une intensification des opérations de renseignement, de ciblage et de bombardement de l'Otan et grâce à l'appui logistique, l'encadrement et aux actions directes des unités spéciales occidentales et des pays du Golfe.

Il convient également de noter que les Libyens de l'ouest n'ont pas participé aux combats. Les tribus du Fezzan et de Tripolitaine n'ont rien fait pour défendre Kadhafi mais elles ne se sont pas pour autant enga-

Prière  
du vendredi  
à Tripoli.



PHOTO : CHRISTOPHE DUBOIS

gées aux côtés des insurgés, en très grande majorité originaires de l'est du pays ou de l'étranger. La rébellion, comme le CNT lui-même, sont donc peu représentatifs du peuple libyen.

### ■ Terrorisme et djihad

Le CNT n'est qu'une coalition d'éléments disparates aux intérêts divergents, dont l'unique point commun est leur opposition déterminée au régime de Tripoli. Les véritables démocrates n'y sont qu'une minorité, et doivent cohabiter avec d'anciens proches du colonel Kadhafi, des partisans d'un retour de la monarchie sénoussite et des djihadistes liés à Al-Qaïda (GICL).

De plus, le CNT n'est pas représentatif du peuple libyen – les tribus de l'ouest et du centre en sont quasiment absentes – et reste dominé par les hommes de Cyrénaïque. Par ailleurs, il est opaque puisque

seuls les noms de treize de ses trente et un membres ont été rendus publics.

Plus inquiétant, l'article 1 de sa Charte nationale transitoire – tenant lieu de projet de constitution – stipule : « *La Libye est un État indépendant, souverain et unifié, non divisé. C'est un État démocratique, décentralisé, le peuple est la source du pouvoir. Sa religion est l'islam et les principes de la charia islamique sont la source de ses lois.* »

Ainsi, le CNT est peu homogène, peu représentatif, une partie de ses représentants dissimulent leur identité et son orientation islamiste est à peine voilée. Il n'offre aucune garantie pour l'avenir, malgré les efforts des démocrates, car les autres factions entendent bien orienter le Conseil dans le sens de leurs objectifs.

Le CNT n'a pas les moyens de tenir le pays, déstructuré par six mois de guerre, la libre circulation des armes et l'exacerbation des haines internes. Tout laisse craindre que les règlements de comptes (personnels, tribaux, régionaux, etc.) vont se multiplier et entraîner des rétorsions, car la Libye fonctionne largement sur le principe clanique. Les divergences entre les factions du CNT vont s'accroître tant pour des raisons conjoncturelles (ils ne sont plus unis contre l'ennemi commun) que pour l'orientation et le contrôle du pouvoir. Cette situation explosive n'est pas sans rappeler le contexte somalien des années 1990.

Les deux principaux risques qui guettent le pays sont, d'une part, la partition entre l'est et l'ouest, et d'autre part, l'installation durable d'un foyer terroriste djihadiste, en Cyrénaïque, sous l'impulsion d'un GICL qui ressort renforcé des événements récents et dont les liens avec Al-Qaïda ne se sont jamais distendus. Ce que les islamistes n'ont pu faire en Algérie, ils pourraient le réussir en Libye. Les conséquences en seraient alors catastrophiques pour la région sahélo-saharienne.

D'ores et déjà, grâce au pillage des arsenaux libyens, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est en train de renforcer ses moyens (notamment avec des missiles antiaériens dont il ne disposait pas jusqu'à présent) et d'accroître la menace qu'il représente pour les États de la région. ●

*Dès le début des opérations aériennes, des équipes de la CIA ont été déployées en Libye, sur ordre du président Obama, pour appuyer les insurgés et contribuer à leur effort de guerre. Puis, à la demande de Washington, le Royaume-Uni a dépêché ses forces spéciales auprès des insurgés, afin d'épauler la CIA. À leur tour la France, l'Italie, l'Égypte, le Qatar et les Émirats arabes unis ont aussi envoyé plusieurs conseillers militaires auprès de la rébellion.*

*Ces hommes, qui relèvent, selon les pays, des forces spéciales, des services secrets ou de sociétés militaires privées, ont également formé et encadré des Libyens résidant à l'étranger, avant de les infiltrer sur le théâtre des opérations, via l'Égypte, la Tunisie ou en les débarquant sur les côtes de Tripolitaine. Depuis début août, ils les ont dirigés et accompagnés au combat. Sans cet engagement important des forces de la coalition anti-Kadhafi, jamais le CNT n'aurait pu remporter la victoire.*

# La Réserve pensez-y !

Activez le lien !

UN BESOIN,  
UN RÉSERVISTE,  
UN EMPLOI...



[www.reserve.marine.defense.gouv.fr](http://www.reserve.marine.defense.gouv.fr)

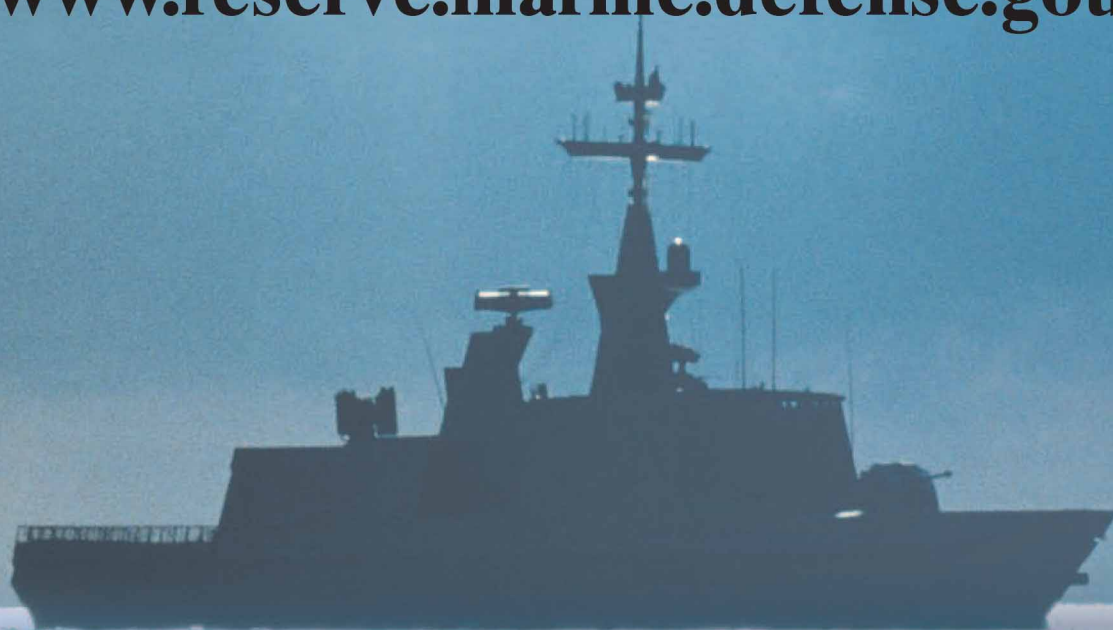






PHOTO: BR

Le cabinet d'avocats Delaporte, Briard & Trichet a remporté, en mai 2011, le Prix de la Réserve militaire dans la catégorie des entreprises de moins de 1000 salariés. François-Henri Briard, avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation, capitaine de frégate de réserve, associé de ce cabinet depuis 1987, explique les raisons de son engagement en faveur de la Réserve.

# « Le contact avec la vie militaire est un **véhicule puissant d'éthique** pour la société civile »

PROPOS RECUEILLIS PAR BERTRAND DE LESQUEN

## ■ Pourquoi cet investissement dans la Réserve militaire ?

La Réserve dans les professions juridiques et judiciaires possède une dimension spécifique. Les juristes ont leur propre logique, souvent faite de débats contradictoires, qui conduisent à relativiser beaucoup les situations, les actes administratifs, les événements, même parfois les valeurs. Tout est possible, tout peut être dit ou plaidé, fait ou défait, attaqué et annulé. Il s'agit d'un univers dans lequel il y a, en définitive, assez peu de place à la fois pour les questions de défense mais également pour la promotion des valeurs qui sont attachées à la vie militaire – l'amour de notre pays, la fraternité et l'honneur – des valeurs simples et fortes qui ne constituent pas le lot quotidien de notre activité, même si ce milieu juridique et judiciaire comporte de nombreux itinéraires individuels exemplaires pour le service de la France. Par ailleurs, les questions juridiques, internes et internationales, dominant désormais souvent le débat public, y compris en matière stratégique et militaire. L'engagement d'un certain nombre de membres du cabinet au service de la Réserve nous paraît répondre à ce besoin de rayonnement de la Défense dans notre milieu professionnel, ainsi qu'à une expertise spécifique au service de la nation.

François-Henri Briard (à gauche) lors de la remise du Prix de la Réserve militaire. Issu d'une famille d'officiers de l'armée de Terre, cet avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation connaît bien le milieu militaire.

## ■ Comment se traduit concrètement cet engagement ?

Nous veillons d'abord à ce que les membres de notre cabinet qui sont officiers de réserve puissent disposer de tout le temps utile à l'accomplissement de leurs périodes et plus largement de leurs obligations. Nous nous efforçons ensuite de promouvoir l'image de la France et de nos armées dans notre vie quotidienne, au plus profond de la société civile, en France et à l'étranger, au sein de milieux extrêmement variés, souvent inaccessibles aux personnels militaires. Notre activité est notamment tournée vers les États-Unis. Nous nous efforçons d'y contribuer au rayonnement de la France grâce au réseau professionnel que j'y ai bâti en vingt ans de présence et plus de cent voyages. Nous avons été invités au 200<sup>e</sup> anniversaire de la vente de la Louisiane en 2003, reçus à la Maison-Blanche en 2008, au Pentagone en 2009, et à l'Académie militaire de West Point en 2010, avec un hommage émouvant des 4 700 cadets et un échange fructueux avec ceux d'entre-eux qui étaient intéressés par l'action de la France en matière de défense et de sécurité. Je n'étais pas encore réserviste à l'époque mais je pense que nous aurions eu tout à fait notre place en qualité de militaires de réserve pour assurer le rayonnement de la France et de sa défense dans ces grands rendez-

vous. Début novembre, avec le soutien efficace de Stéphane Colmant, officier de réserve et membre du cabinet, je suis intervenu au sommet transatlantique de l'*American Enterprise Institute* à Hambourg pour présenter l'opération Harmattan et le rôle de la France dans la crise libyenne, ainsi qu'à Washington DC, à l'Université George Mason, devant un parterre de responsables américains, essentiellement issus des milieux juridiques, judiciaires et politiques, sur la complémentarité des marines américaine et française. Cette conférence, organisée dans le cadre de la *Federalist Society*, soutenue par la *Military Law Society*, et spécialement préparée avec le Centre d'enseignement supérieur de la Marine, s'inscrivait parfaitement, selon moi, dans la mission de rayonnement qui est la nôtre.

■ **Que retire votre entreprise de cet engagement ?**

Je pense que des valeurs comme la discipline mais aussi la loyauté, le sens de l'honneur, la rectitude, le sens du travail en équipe, la fraternité et la simplicité de vie – qui n'appartiennent pas exclusivement, bien-sûr, au monde militaire mais qui y sont plus présentes qu'ailleurs – peuvent être extrêmement favorables à une entreprise. Ce sont des valeurs dont on a besoin quotidiennement dans le monde du travail, qui rejoignent d'ailleurs tout le débat sur l'éthique d'entreprise. Je pense que le contact avec la vie militaire est un véhicule puissant d'éthique pour la société civile.

■ **Quelle est l'origine de votre relation avec le milieu militaire ?**

Je suis issu d'une famille d'officier de l'armée de Terre. J'ai passé mes premières années en Algérie, pendant la guerre, avec une excellente éducation, simple et républicaine, dont je suis redevable à mes parents. Les questions de défense m'ont toujours intéressé, pas seulement en raison de leur dimension technique, stratégique et internationale mais aussi pour la société militaire elle-même, qui préserve une belle dimension de la collectivité humaine, dans sa simplicité et sa fraternité. J'ai été auditeur de la 58<sup>e</sup> session nationale de l'IHEDN, une expérience riche en découvertes, réflexions et rencontres humaines. Cette année, le général de corps d'armée Philippe Bonnet m'a sollicité pour être membre du jury d'admission à l'École de Guerre. Engager le dialogue avec un jeune officier – parmi les meilleurs des armées françaises, amies et alliées – qui se présente avec son parcours, ses qualités

et ses faiblesses, discerner ses capacités à exercer de hautes responsabilités, est une très belle expérience. C'est un peu compliqué à gérer pendant trois semaines avec un cabinet qui tourne, mais c'est possible... à condition de se lever de bonne heure.

■ **Quel est votre sentiment sur la relation entre l'entreprise et l'armée ?**

En dehors du secteur « *militaro-industriel* » où les liens sont forts et incontestables, avec un dialogue et des contributions réciproques, nombreuses et riches, il y a partout ailleurs un travail considérable à accomplir. Un exemple : le milieu de l'audiovisuel et de la culture, que je fréquente professionnellement assez souvent, me semble méconnaître assez largement, hormis quelques excellents spécialistes, celui de la défense. Les entreprises y sont importantes avec des enjeux économiques considérables. Y faire la promotion de la défense et de l'engagement citoyen est une œuvre de longue haleine. C'est vrai de beaucoup d'autres secteurs très éloignés de ce lien essentiel entre l'armée et la nation. Pour eux comme pour les hommes et les femmes du monde du droit, et pour la cohésion de notre communauté nationale, dont nous avons besoin plus que jamais, vive la Réserve ! ●



PHOTO: THE WHITE HOUSE

François-Henri Briard, reçu en 2008 par le président Georges Bush à la Maison Blanche. Une grande connaissance de la société américaine forgée au fil de vingt ans de relations professionnelles outre-Atlantique.

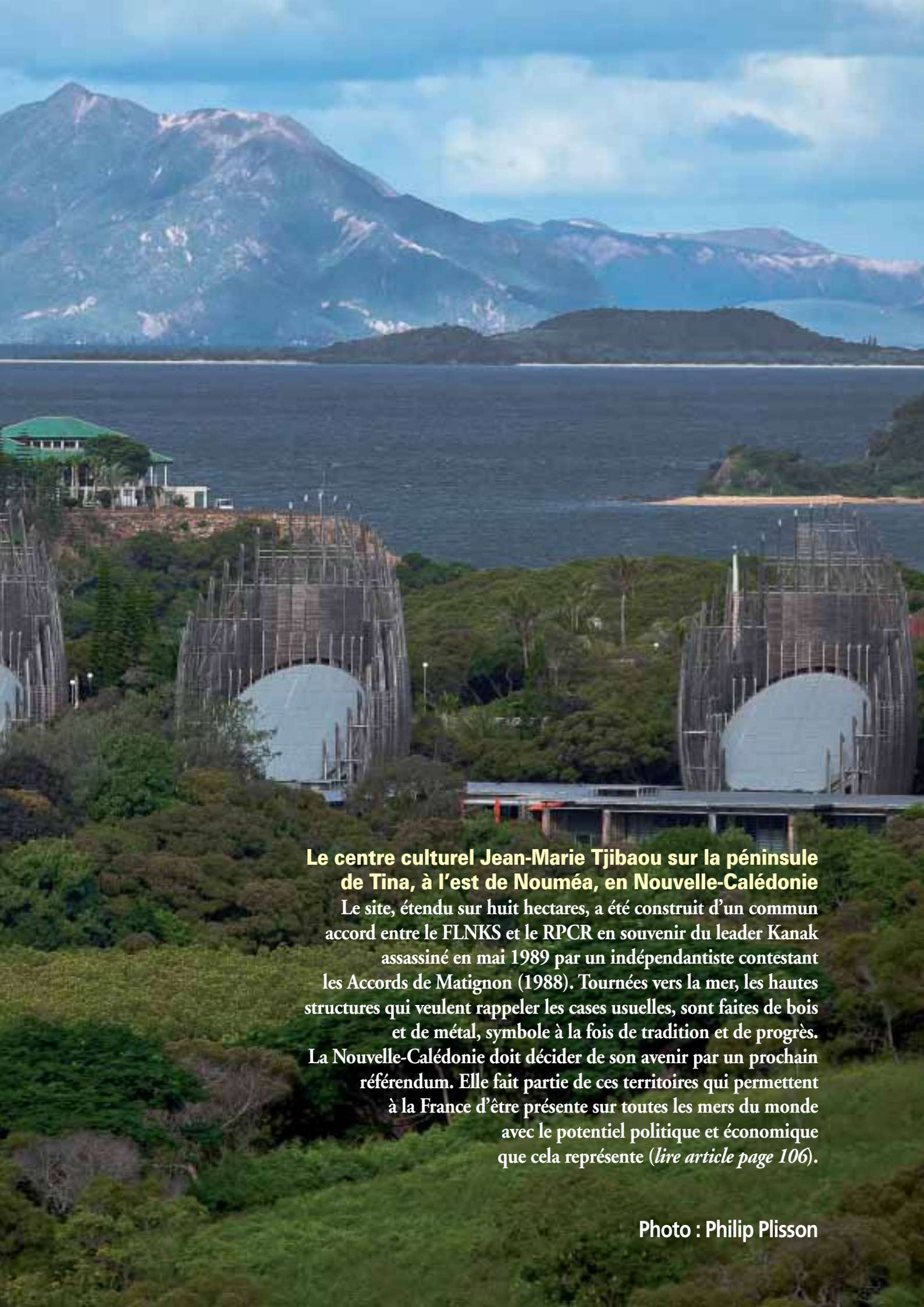
## L'Institut Vergennes et la Federalist Society

François-Henri Briard est à l'origine de la création, en 1993, de l'Institut Vergennes chargé de promouvoir les liens entre la France et les États-Unis en matière judiciaire et juridique. Il a été soutenu dans son entreprise, côté français par le vice-président du conseil d'État et le premier président de la Cour de cassation, et côté américain par Antonin Scalia, membre de la Cour suprême des États-Unis et Félix Rohatyn, ancien ambassadeur des États-Unis en France. Charles Gravier, comte de Vergennes, est une figure emblématique mais méconnue de la relation bilatérale franco-américaine. Artisan de l'aide française aux insurgés, ce brillant diplomate et ministre des relations extérieures de Louis XVI a rétabli la place de la France dans le concert européen. C'est lui qui a convaincu le souverain français de la nécessité de l'intervention militaire en Amérique du Nord. Depuis 2005, l'Institut Vergennes s'est rapproché de la *Federalist Society*, un *think tank* américain fort de 47 000 membres organisant de nombreuses rencontres franco-américaines sur des thèmes aussi différents que la discrimination positive, la lutte contre le terrorisme, la régulation financière, la citoyenneté, la souveraineté, la dissimulation du visage ou... la complémentarité des marines françaises et américaines.









**Le centre culturel Jean-Marie Tjibaou sur la péninsule de Tina, à l'est de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie**

Le site, étendu sur huit hectares, a été construit d'un commun accord entre le FLNKS et le RPCR en souvenir du leader Kanak assassiné en mai 1989 par un indépendantiste contestant les Accords de Matignon (1988). Tournées vers la mer, les hautes structures qui veulent rappeler les cases usuelles, sont faites de bois et de métal, symbole à la fois de tradition et de progrès. La Nouvelle-Calédonie doit décider de son avenir par un prochain référendum. Elle fait partie de ces territoires qui permettent à la France d'être présente sur toutes les mers du monde avec le potentiel politique et économique que cela représente (*lire article page 106*).

Photo : Philip Plisson



## La mauvaise note du Havre

■ Selon un récent rapport de l'OCDE consacré à l'activité des ports de l'axe Seine, les ports du Havre, de Rouen et de Caen ont perdu des parts de marché dans l'Europe du nord-ouest, passant de 9,9% du trafic en 2001 à 8,6% en 2010. Le rapport évoque : « une certaine inefficacité, des relations sociales difficiles, un manque relatif de concurrence ou encore des liaisons limitées avec l'arrière-pays par train et barge fluviale ». La réforme portuaire votée en 2008 et l'entrée en service du nouveau port à conteneurs du Havre en 2006 avaient pourtant donné l'espoir d'un nouveau départ. Selon le rapport, la concurrence va encore s'accroître avec la création du canal Seine-

Nord, à l'horizon 2020, qui va faciliter l'accès des ports belges et néerlandais au marché parisien. Pour inverser la courbe, il préconise le développement de « l'esprit commercial et de la concurrence » pour faciliter « la recherche active des marchés et des arrière-pays ». Il plaide aussi pour l'approfondissement de « la coopération institutionnelle »

entre les ports et les collectivités de l'axe Seine, y compris Paris, pour transformer cette région en gateway pour le commerce international, à l'image de la Flandre en Belgique et du delta du Yangtze en Chine. Cette étude est la première d'une série d'une dizaine que l'OCDE a entrepris de réaliser pour comparer les villes portuaires dans le monde.

Source : Olaf Merk - OCDE.



PHOTO : GRAND PORT MARITIME DU HAVRE

Selon l'OCDE, certains acteurs mondiaux du monde maritime auraient toujours une image négative du grand port français de l'Ouest européen.

## Pas-de-Calais La Grande-Bretagne jette l'éponge

■ Le remorqueur d'intervention, d'assistance et de sauvetage *Abeille Languedoc* est désormais positionné dans le détroit du Pas-de-Calais pour assurer la sécurité de la zone Manche-Mer du Nord en remplacement de l'*Anglian Monarch*. Le remorqueur britannique, qui assurait cette mission depuis 2000,

a été retiré du service par les autorités britanniques pour des raisons budgétaires. Basé alternativement entre Boulogne et Douvres, il était affrété conjointement par la France et la Grande-Bretagne qui a décidé de ne pas renouveler son contrat au-delà du 1<sup>er</sup> octobre 2011. Souhaitant conserver un dispositif dans cette zone,

la France a décidé de déplacer le remorqueur *Abeille Languedoc* de La Pallice à Cherbourg (son nouveau port base) afin de prendre le relais. L'*Abeille Languedoc*, remplacé à La Pallice par le *supply-ship Ulysse*, est affrété par la Marine nationale au profit du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord. Le détroit du Pas-de-Calais est le premier au monde en termes de trafic et le deuxième après le détroit de Malacca en termes de tonnes transportées. Près de 90 000 navires circulent chaque année dans les deux sens du dispositif de séparation du trafic (DST), soit en moyenne 250 navires par jour. À cela, s'ajoutent les flux transversiers de passagers et le trafic lié aux activités de pêche, de plaisance et d'exploitation sous-marine.



PHOTO : GROUPE BOURBON

L'*Abeille Languedoc* a été envoyé dans le Pas-de-Calais pour pallier le retrait du remorqueur britannique *Anglian Monarch* pour cause d'économie budgétaire.

## Greenpeace dénonce la surpêche espagnole

■ Greenpeace a rendu public, en octobre 2011, un rapport d'enquête dans lequel elle dresse un état des lieux de la pêche en Europe et pointe les entreprises coupables de pêche illégale. Il ressort notamment de ce document que les pêcheurs espagnols, les plus actifs avec 24,2% du total des volumes pêchés, auront reçu plus de 1,1 milliard d'euros de subventions entre 2007 et 2013.

L'organisation écologiste a exigé des Pays-Bas, où se situe son siège social, qu'ils fassent fortement pression sur leurs partenaires pour que soient appliquées les réformes de la politique européenne de la pêche avec en tête la réduction des subventions aux pêcheurs espagnols coupables de pêche illégale. Cet argent, pris dans la poche du contribuable européen, devrait selon Greenpeace être affecté à la lutte contre la pêche illégale et à la promotion des pratiques de développement durable. Ce rapport intervient alors que les ministres européens débattent à Bruxelles, comme ils le font tous les dix ans, des amendements à la politique de la pêche commerciale.

Navire off shore  
du groupe Bourbon.



PHOTO : BOURBON

## Les indicateurs de Bourbon au vert

■ Le groupe Bourbon, spécialisé dans l'assistance aux plates-formes pétrolières et dans l'intervention sous-marine, a enregistré un résultat opérationnel en hausse de plus de 144 % au premier semestre 2011, même si son résultat net a baissé de 50 % en raison notamment de la baisse du dollar, principale monnaie de facturation des services maritimes. Selon son directeur général, Christian Lefèvre, le groupe devrait enregistrer d'excellents résultats en 2012 : « *Nous sommes arrivés à la fin d'un cycle défavorable qui dure depuis fin 2008. Le marché des navires offshore modernes est en train de se retourner. Dès la fin 2011, leurs taux d'utilisation et d'affrètement vont augmenter.* »

Source : WK-Transport-Logistique.

## CMA CGM confiant en dépit de nouvelles turbulences

■ En 2010, CMA CGM avait dû céder 20 % de son capital au turc Yildirim. Fin 2011,



PHOTO : CMA CGM

Le groupe CMA CGM connaît de nouvelles turbulences financières.

le groupe affronte à nouveau une passe difficile. En cause, entre autres, le ralentissement du commerce maritime en général et la chute des tarifs de fret entre la Chine et l'Europe qui pourraient s'expliquer par l'augmentation des capacités offertes sur l'importante ligne Asie-Europe. Selon le *Shanghai Shipping Exchange*, le prix d'un conteneur en partance de Chine vers l'Europe se négociait à 793 dollars mi-septembre 2011, contre un peu plus de 900 dollars fin mai et 1600 dollars en 2010. Selon diverses sources, l'armateur ne sera probablement pas en mesure de respecter, fin 2011, les ratios financiers inscrits dans ses contrats de prêt. Au siège du groupe on se veut rassurant : « *Nous avons un dialogue permanent avec les banques. Nous avons renforcé nos fonds propres. Nous avons une trésorerie solide et une activité en croissance. Nos investissements sont financés jusqu'à fin 2012. Nous sommes sereins sur notre capacité à gérer les défis du marché avec l'outil naval le plus moderne de notre marché.* » Fin juin 2011, le groupe disposait d'une trésorerie de 1,7 milliard de dollars pour une dette de 5,3 milliards de dollars. CMA CGM devrait rapidement engager des discussions avec les banques pour obtenir de nouvelles modalités

financières. Selon les observateurs, celles-ci s'annoncent difficiles, car le contexte n'est pas favorable et qu'elles ne se dérouleront pas, contrairement à 2010, sous l'égide de Bercy. L'an passé, le président Jacques Saadé avait profité du net rebond du commerce mondial pour desserrer l'étau des créanciers qui avaient, vainement, tenté d'imposer un nouveau patron à la tête du groupe. Qu'en sera-t-il cette fois ?

## Les ambitions de la Compagnie du Ponant

■ La Compagnie du Ponant a confirmé en 2011 ses bons résultats de 2010. Elle a annoncé avoir fait voyager près de 20 000 passagers dont 7 000 français pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 80 millions d'euros. Elle avance un objectif pour 2012 de 22 000 passagers. Créée en 1988 par des officiers de la Marine marchande à l'esprit d'aventure, la Compagnie du Ponant porte aujourd'hui son pavillon sur toutes les mers du globe. CMA CGM en est, depuis 2004, l'actionnaire majoritaire. Basée à Marseille, elle possède cinq navires pour un total de 454 cabines. Seul et dernier armateur français de navires de croisière, la Compagnie du Ponant cultive – selon son directeur commercial Philippe Mahouin – l'esprit yachting : « *Elle propose des bateaux de petite capacité à bord desquels les passagers trouvent de la convivialité, un service personnalisé et une vraie disponibilité*

*de l'équipage. D'un faible tirant d'eau, ils permettent de réaliser des itinéraires uniques, loin des grandes routes classiques.* » Après *Le Ponant*, superbe voilier trois mâts de 32 cabines, la compagnie a fait l'acquisition en 2004 du *Diamant* (ex-*Song of Flower*), un paquebot d'expédition de 113 cabines et suites. Ces dernières années, sa flotte s'est renforcée avec l'entrée en service du *Levant*, un yacht de 45 cabines, et de deux petits paquebots de luxe, *le Boréal* et *l'Austral*, construits par Fincantieri,



PHOTO : COMPAGNIE DU PONANT

*Le Boréal* lors d'une croisière en Antarctique.

longs de 142 mètres pour 18 mètres de large, et dotés chacun de 132 cabines. Les navires sont immatriculés au Registre international français (RIF), avec Marseille pour port d'attache.

### Principales destinations

(en fonction des saisons) :

**Boréal** : Açores, Portugal, Colombie, Équateur, Panama, Pérou, Chili, Argentine, Costa Rica, Antarctique, Géorgie-du-Sud.

**Austral** : Chili, Polynésie française, Pacifique, Australie, Antarctique, Géorgie-du-Sud, Inde, Malaisie, Indonésie. **Ponant** : Maldives, Inde, Méditerranée, Oman, Qatar. **Levant** : Orénoque, Vénézuéla, Grenadines, Amazonie, Guyane, Antilles françaises et néerlandaises, République dominicaine, Îles Vierges britanniques, Cuba, Turquie, Grèce, Espagne, Portugal.

**Diamant** : Rivages celtiques (Grande-Bretagne, Écosse, Pays de Galles, Irlande, Norvège, Belgique), Grèce, Italie, Espagne.



## La Russie **vante** la route maritime du Nord-Est

**S**elon le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, la route maritime du Nord-Est, qui passe par l'Arctique, devrait dans les prochaines années « rivaliser avec le canal de Suez ». L'érosion continue de la banquise rend de plus en plus plausible l'ouverture de cette voie de navigation pour le transport de marchandises entre le nord de l'Europe, le Canada, les États-Unis et la Chine, avec pour avantage de raccourcir les distances et d'offrir une meilleure stabilité géopolitique. Cette route permet en effet d'éviter des zones instables comme le Golfe d'Aden menacé par une piraterie récurrente à l'origine d'une hausse importante des coûts de transport (que ce soit en termes de prime d'assurance et de personnel de sécurité privée embarqué ou de carburant pour les armateurs qui préfèrent contourner l'Afrique). La route du Nord-Est est aujourd'hui quasiment libre quatre mois par an. Elle pourrait l'être trois mois de plus si les brise-glaces atomiques russes ouvraient le passage aux tankers. En 2011, ces brise-glaces ont accompagné quinze navires, soit onze de plus qu'en 2010. L'armateur danois Nordic Bulk Carriers a déjà commencé à utiliser cette nouvelle route maritime. Il affirme avoir pu ainsi économiser un tiers du carburant en réduisant par deux le temps de voyage entre le port d'attache de ses navires et les ports chinois.



SOURCE : MARITIME MARKET

Sur cette carte russe, on constate facilement l'intérêt pour les armateurs européens et russes de la route du Nord-Est (en rouge puis orange) pour atteindre l'Asie comparée à celle du Canal de Suez (en jaune) qui impose le passage par Gibraltar puis Suez avec l'allongement du trajet et les incertitudes géopolitiques. Les autorités égyptiennes s'inquiètent déjà des conséquences de son exploitation plus régulière par les grands acteurs du commerce maritime mondial.

PHOTO : DR



Depuis vingt ans, les subventions communautaires ont favorisé la construction de navires de pêche industriels de plus en plus performants.

## Vers une réforme de la PCP ?

■ Le 19 octobre 2011, la France a été condamnée en appel par la Cour de justice européenne à payer une astreinte de 57,77 millions d'euros pour non respect de la Politique commune des Pêches (PCP). Elle l'avait déjà été en 1991 – pour un montant de 20 millions d'euros – pour non respect de la taille minimale de capture des poissons, notamment du merlu. Si la Politique commune des pêches a pour objectif une exploitation durable des ressources halieutiques, elle se traduit paradoxalement depuis vingt ans par le financement communautaire, sous forme de subventions, de navires de pêche industriels de plus en plus performants,

pêchant toujours plus loin et toujours plus profond. D'après une étude récente du Pew Environment Group, la quantité de thon rouge commercialisée en 2010 était trois fois supérieure à la quantité totale de capture autorisée. Les 2/3 des ventes de cette espèce, pourtant déjà menacée, sont aujourd'hui illégales. Selon le WWF-France, la surpêche avec ces unités industrielles à équipage réduit, a pour conséquence la diminution de la taille et du nombre de poissons dans les océans et la réduction accélérée du nombre de marins-pêcheurs avec le coût sociétal que cela suppose. À l'heure où se discute la réforme de la Politique commune des pêches, l'organisation appelle à plus d'ambitions pour le respect des écosystèmes et des hommes.

Source : WWF France.

## Le dynamisme de Djibouti

■ En octobre 2011, le président de l'autorité des ports et zones franches de Djibouti, Aboubaker Omar Hadi, a annoncé le renforcement des capacités opérationnelles du Terminal à conteneurs de Doraleh (TCD), en raison de l'augmentation du trafic. Cette année, le niveau de transbordement

atteindra la barre des 800 000 conteneurs, pour atteindre le million vers le milieu de l'année 2012. Doraleh Container Terminal est



PHOTO : DR

détenu conjointement par l'opérateur émirati DP World et le Port de Djibouti. Lors de son inauguration en février 2009, le président de DP World, Bin Sulayem, avait déclaré qu'il serait le plus

Le terminal à conteneurs de Doraleh (TCD) est géré par DP World, de Dubaï.

performant de l'Est-africain. En juillet 2011, le TCD a battu un record en traitant dans le mois 73408 EVP (Équivalent vingt pieds). L'augmentation du volume de transbordement, de l'ordre de 15,2%, serait dû en partie à l'armement American Pacific Line (APL) qui devrait atteindre cette année pour Djibouti un volume annuel de 500 000 EVP. Source : La Nation.

## Grèce

## Le cheval de Troie de l'influence chinoise en Europe

Depuis 2008, la Chine réalise d'énormes investissements stratégiques en Grèce, en particulier dans le domaine maritime, renforçant de manière croissante son influence en Europe.

La Chine s'intéresse de près depuis plusieurs années à l'économie maritime grecque. Rappelons qu'en dépit de sa situation économique et financière critique, la Grèce demeure une grande puissance maritime mondiale. Selon la revue du transport maritime, la marine marchande grecque était encore la première du monde en 2010, avec une flotte représentant près de 16 % de la capacité mondiale et environ 50 % de l'ensemble de la flotte de l'Union européenne. Au cours des sept premiers mois de 2011, les armateurs grecs – aujourd'hui pointés du doigt pour les privilèges fiscaux dont ils bénéficient<sup>1</sup> – ont investi plus de 12 milliards d'euros dans la construction de 91 navires et l'acquisition de 98 autres d'occasion. Des bateaux très largement construits... en Chine.

Ces dernières années, les armateurs grecs ont commandé 415 cargos et tankers aux chantiers navals chinois pour un montant de 17 millions d'euros. Selon le président chinois, Hu Jintao : « La marine marchande est un secteur important de la coopération entre les deux pays. 60 % du pétrole brut importé en Chine et 50 % des marchandises chinoises sont transportés par des bateaux grecs. » Mais la Chine ne s'intéresse pas qu'à cela. Elle a entrepris une ambitieuse politique d'investissements dans les ports grecs avec la signature, en 2008, d'un premier accord très symbolique de concession dans le port du Pirée.

Le contrat, d'un montant de 3,3 milliards d'euros, a cédé à Cosco Pacific, la filiale de gestion portuaire du géant chinois Cosco (*China Ocean Shipping Company*), l'exploitation – pour les trente-cinq prochaines années – de deux terminaux à conteneurs avec pour contrepartie l'investissement de 564 millions d'euros dans

la modernisation des équipements, la construction d'un troisième terminal et le quasi triplement de ses capacités de gestion des marchandises.

En 2009, le groupe Hutchinson-Alapis, filiale du groupe chinois Hutchin-



24 février 2011 : signature entre la Chine et la Grèce d'un accord de coopération maritime (ports, transport, pêche et technologie).

son Whampoa Ltd (HWL) de Hong Kong, a pris possession du terminal conteneurs de Thessalonique. Les Chinois ont des projets d'investissement dans tous les ports grecs comme, sur la mer Egée, Volos et Alexandroupoli prévu pour être le terminal d'un oléoduc en provenance de Bourgas (Bulgarie).

La dynamique est en cours. Le 24 février 2011, la Chine et la Grèce se sont engagées à renforcer leur coopération dans la construction de ports, le transport de marchandises et la technologie maritime. La Chine souhaite également investir dans les transports (par fer et par route), la téléphonie, la télévision, le tourisme... Pourquoi? Dans le *Daily Telegraph* (édition du 7 juillet 2010) Harriet Alexander, en reportage dans le port du Pirée, avance une explication : « À l'heure où bon nombre d'investisseurs fuient ce pays européen en déroute, la Chine y voit une occasion de renforcer sa présence en Europe et achète des actifs à bas prix dans des secteurs clés, s'ouvrant

ainsi une porte d'entrée sur le marché européen. La stratégie des Chinois consiste à mettre en place un réseau de ports, de centres logistiques et de voies ferrées – version moderne de la Route de la Soie – pour distribuer leurs produits dans toute l'Europe, accélérer les échanges commerciaux entre l'Orient et l'Occident et profiter d'infrastructures hautement rentables sur le continent. Leur objectif (Ndlr : au Pirée) est de créer un port marchand plus important que celui de Rotterdam, aujourd'hui le plus grand d'Europe. »

Faut-il s'en inquiéter? Ce n'est pas l'avis du vice-premier ministre grec, Theodore Pangalos, répondant là encore aux questions d'Harriet Alexander : « Les

Chinois veulent une porte d'entrée en Europe mais ils ne sont pas comme les types de Wall Street qui n'investissent que sur le papier. Ils sont dans le concret et leur présence va aider l'économie réelle du pays. » Pour Jean-Luc Domenach, directeur de recherche à Sciences Po et spécialiste de la Chine, les choses sont moins simples : « La Grèce risque de devenir une sorte de cheval de Troie pour l'influence chinoise (...). La Chine poursuit deux objectifs. Le premier, annuler l'Europe comme partenaire politique car elle veut arriver seule en finale face aux Américains. Le second, obtenir à moindre coût le maintien d'un marché européen qui commence à se dérober ainsi que toute une série d'avantages technologiques (...). Il faut pourtant savoir négocier et ne pas donner à la Chine (...). Les Chinois ont beaucoup plus besoin de l'Europe que l'Europe des Chinois (...) au moment où le marché américain est en train de se dérober. »

JOSEPH LE GALL

1. Les armateurs grecs sont protégés par la Constitution qui leur reconnaît une immunité fiscale totale interdisant au fisc d'enquêter sur leurs activités.



# Oubliez la mer...



PHOTO : LE MARIN

Les Assises de l'Économie maritime et du littoral ont une nouvelle fois rassemblé – cette année à Dunkerque – tous les acteurs du milieu maritime français. Cela aurait pu être pour saluer les réussites d'un secteur dans lequel la France a tant d'atouts. Cela aura été, à l'inverse, pour pointer du doigt ses faiblesses et ses manquements car la situation du secteur maritime français est loin d'être à la mesure de son formidable potentiel. État des lieux.

## ...elle se rappellera à vous !

PAR ANDRÉ THOMAS \*

**L**es notions de base ont été redites mille fois : 70 % de la planète est océanique. 70 % de la population vit à moins de 150 kilomètres des côtes. 90 % du transport mondial est maritime. Le tiers de la production pétrolière est offshore et cette part augmentera. Se poussant du col, la France rabâche qu'elle possède la deuxième surface maritime sous juridiction du monde, avec 11 millions de kilomètres carrés. Et alors ? Partout ou presque, la France perd du terrain dans ce qui constitue ses enjeux maritimes. Le déficit commercial des produits de la mer a plus que doublé en 30 ans pour atteindre la valeur record de 3,27 milliards d'euros en 2010. La faute à un déséquilibre inévitable du marché sur certaines espèces, peut-être. Mais aussi à une gestion fataliste de la flotte de pêche et à une incapacité à dynamiser la production aquacole, autant en métropole qu'à l'outre-mer. Le déficit commercial du transport maritime français, lui, n'est pas chiffré et c'est bien dommage. Certes, le développement des groupes CMA CGM, Bourbon, Louis-Dreyfus, Brittany Ferries, est remarquable. Mais on ne se soucie guère d'avoir vu les compagnies Fouquet-Sacop, Petromarine, Navale Française, passer sous capitaux étrangers. Le précédent de Broström France, racheté par Maersk et quasiment rayé de la carte peu après, rappelle que les rachats se font rarement au profit des filiales. Le marché

de la croisière, l'un des rares à échapper à la crise, se fait en France via des groupes étrangers, à la seule exception de la Compagnie du Ponant, présente seulement dans un marché de niche.

Dans les ports, l'économie française est, chaque jour, irriguée par des dizaines de navires de tous types où l'armement français brille par sa faiblesse, avec le cas particulier et majeur, du cabotage. Les marchandises y sont manutentionnées par des entreprises qui appartiennent pour moitié à des capi-

Les Assises de la Mer 2010 à Toulon. Le rendez-vous désormais incontournable du milieu maritime français.

À droite, pétrolier en attente devant la raffinerie de Fos-sur-Mer lors d'un conflit social. La France perd partout du terrain dans ce qui constitue ses enjeux maritimes.

\* Rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Le Marin*.



PHOTO : PHILIP PLESSON

## Dunkerque : le grand rendez-vous des décideurs de l'économie maritime et du littoral

Les Assises de l'Économie maritime et du littoral organisées à Dunkerque, les 29 et 30 novembre 2011, par *Le Marin* et *Les Échos* en association avec le Cluster Maritime Français et l'Institut Français de la Mer sont le grand rendez-vous (plus de mille participants pour les six précédentes éditions) des décideurs du milieu maritime. Elles sont, pendant deux jours, un extraordinaire lieu d'échanges sur les enjeux maritimes majeurs : développement de l'économie maritime, compétitivité des ports français, développement de l'éolien offshore, exploitation des nouvelles routes maritimes et des ressources énergétiques en mer, réforme de la politique européenne de la pêche, mais aussi réduction des émissions polluantes du transport maritime ou lutte contre la piraterie. Leur importance est à nouveau confirmée par la présence, cette année, de personnalités politiques et économiques de premier plan : Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Thierry Mariani, ministre des Transports, Gérard Longuet, ministre de la Défense ainsi que des principaux dirigeants publics et privés de l'économie maritime.

Informations : [www.economiedelamer.com](http://www.economiedelamer.com)

taux étrangers. La construction navale civile ne survit plus que par des commandes de proximité, à l'exception du groupe Piriou, seul à s'être internationalisé, mais sous la houlette du groupe Bourbon. Le dernier grand chantier civil français, à Saint-Nazaire, a été donné par Alstom – qui ne voyait pas la navale dans son « *core business* » – en janvier 2006 au norvégien Aker Yards, qui l'a revendu avec profit ainsi que le reste de sa division navale, au coréen STX, en octobre 2007. À quoi sert-il de répéter que la France et l'Europe se concentrent sur la construction navale à haute valeur technologique ? C'est vrai pour le naval de Défense, avec DCNS, Thales et

grands groupes qui s'y tailleront la part du lion solliciteront pour cela le savoir-faire de sociétés rachetées en Allemagne, en Espagne, qui sont les vraies pionnières dans ce secteur d'avenir.

### > Desserrer l'étai budgétaire

En ce qui concerne les forces navales, la France traite moins mal sa marine que la plupart de ses voisins. Les programmes *Fremm* et *Barracuda*, sécurisés avant la crise des dettes souveraines, en sont l'illustration. Mais les contractions de personnel, la réduction de la flotte, ne permettent plus d'assurer toutes les missions de souveraineté imposées par

PHOTO : PHILIP PUSSON



quelques autres. Mais qu'on ne dise pas que l'industrie asiatique est cantonnée aux navires simples : l'offshore mondial fait construire à Singapour, en Corée, en Chine, des plates-formes ou des navires de production et de stockage (de pétrole et maintenant de gaz) dont la valeur varie de 1 à 3 milliards de dollars. C'est le prix d'un sous-marin nucléaire. L'appel d'offres en cours pour une première vague d'éolien offshore permettra peut-être de donner naissance à une filière française. Mais les

l'outre-mer français, seul de cette importance parmi les nations européennes. Quant à la capacité militaire, le conflit contre les médiocres forces libyennes montre qu'elle n'est pas surdimensionnée. La lutte contre les talibans en Afghanistan, le secours porté au Liban, le coup d'arrêt à la folie du colonel Khadafi, la lutte contre la piraterie (qui pénalise autant le transport maritime que la pêche thonnière française) ou le trafic de drogue, sont pourtant des évidences qui devraient permettre aux politiques de desserrer l'étai budgétaire. Dans ce triste inventaire à la Prévert, une seule cause : une impardonnable méconnaissance, au sein des sphères politiques et économiques, des intérêts maritimes de la France. ●

Les chantiers de l'Atlantique, fleuron de la construction navale française, vendus en 2006 au norvégien Aker Yards, en 2007 au coréen STX.





# Les promesses de l'espace



PAR SYLVAIN DE MULLENHEIM\*

PHOTO: PHILIP PULSSON

La France possède le second espace maritime après les États-Unis. Quel est véritablement son potentiel, quels sont les acteurs capables de l'exploiter, quels sont les process à mettre en œuvre pour y parvenir, quelles perspectives pour l'économie française? Éléments de réponse.

**L**e territoire océanique français (11 millions de km<sup>2</sup>) est plus vaste que celui de l'Europe terrestre (9 millions de km<sup>2</sup>). Les enjeux économiques ne cessent d'y croître. En 2010, l'économie maritime française a réalisé un chiffre d'affaires, hors tourisme, de 51 milliards d'euros et 300 000 emplois. Ces chiffres peuvent augmenter significativement et en premier lieu, dans les secteurs de l'énergie et des matières premières.

Pour ce qui concerne l'énergie, deux opportunités émergent. La première concerne la production de pétrole et de gaz dans les eaux françaises. En Guyane, des prospecteurs ont foré à l'été 2011 une zone dont la géologie est proche de celle du Ghana, où d'abondantes découvertes faites en 2009 sont désormais en exploitation. Dans le canal du Mozambique, les eaux sous souveraineté française, autour des Îles Éparses, disposent de sous-sols semblables à ceux de Madagascar où se trouvent plus de 16 milliards de barils. Pour autant, à ce stade, ces hydrocarbures français sont trop onéreux à produire. La Nouvelle-Calédonie présente

également des caractéristiques sismiques dignes d'intérêt. Plus proche de la métropole, la Méditerranée recèle des réserves de gaz qui courent de l'Algérie et du Maroc vers le sud de la France et de l'Espagne qui a autorisé des travaux de prospection dans ses eaux.

## > Planifier les efforts français

La seconde opportunité concerne les énergies marines renouvelables. La France a lancé un appel d'offre de 3 GW afin de combler son retard dans l'éolien offshore posé. Elle conserve par ailleurs son avance pour l'éolien flottant, les hydroliennes, les houlomoteurs et l'énergie thermique des mers. Ces quatre technologies sont désormais développées par de puissants groupes industriels tricolores, tels que Technip, Alstom et DCNS, parmi les seuls de la planète à avoir investi et pris des risques. À partir de 2012, près de

\* Sylvain de Mullenheim appartient à la direction des Affaires publiques de DCNS. Il est également conférencier à l'Institut de Relations internationales et stratégiques.

Le secteur de l'énergie et des matières premières peut permettre à l'économie maritime française d'augmenter significativement ses résultats.

# maritime français

PHOTO : PHILIP PULSSON

600 millions d'euros seront investis dans le développement de démonstrateurs technologiques<sup>1</sup>. Si la France remporte mi-2012 l'appel d'offre européen NER 300, un surcroît de 400 millions sera injecté, portant le total à 1 milliard. D'ici 2015, plusieurs départements et territoires d'outre-mer peuvent gagner l'autonomie énergétique et disposer d'une filière exportatrice de techniciens destinés à maintenir les centrales vendues aux pays voisins.

Pour les matières premières, la France dispose, à ses portes, dans les eaux internationales autour de Wallis et Futuna, des réserves de «terres rares» parmi les plus importantes au monde. La Chine n'a pas attendu pour déposer en 2001 une demande d'exploration pour 15 ans d'une zone de 150 000 km<sup>2</sup> auprès de l'Autorité internationale des Fonds marins. La France, quand à elle, n'a décidé de se doter d'une stratégie d'exploitation des fonds marins qu'à l'issue du dernier Conseil interministériel de la mer (CIMER) de juin 2011. Ce point souligne la nécessité de planifier les efforts français. L'Hexagone dispose de compétences de rang mondial tout au long de la chaîne de valeur qui concerne la prospection, l'exploitation et le transport de matières premières maritimes. Ces compétences appartiennent à des entreprises complémentaires qui travaillent déjà en synergie les unes avec les autres sur leurs marchés respectifs. Les affecter à un nouveau marché n'entraînerait donc pas nécessairement de meccano industriel. Pour autant, il conviendrait de planifier leur emploi, à commencer par celui de la cartographie des fonds.

Bien que la France dispose du second espace maritime mondial derrière les États-Unis, elle ignore l'essentiel des richesses qui s'y trouvent. Il faudrait donc procéder à l'étude de la géologie sismique de ce domaine. Ce programme peut s'appuyer sur les compétences de l'Ifremer et bénéficier à l'industrie fran-

çaise de la géologie dont CGG-Veritas constitue un fleuron mondial. En procédant à l'échelle d'un espace aussi vaste, la courbe d'apprentissage de l'industrie française lui permettra de capter les marchés de la centaine de pays qui ne disposent pas de ces technologies. Par ailleurs, la possession par la France de la cartographie d'autres pays lui confèrera un avantage stratégique appréciable, notamment pour le choix de ses partenariats. Cet important programme de cartographie pourra être financé par les opérations ultérieures. Notons à ce sujet qu'en ce qui concerne le pétrole, la part de la géologie sismique ne représente que 4 % du budget de l'exploration et de la production, malgré l'emploi de moyens significatifs.

## > Utiliser la complémentarité des acteurs de référence

Une fois acquise la connaissance précise du potentiel existant dans l'espace maritime français, l'exploitation pourra commencer. Il convient pour cela de disposer de technologies fiables et durables. La catastrophe survenue en 2010 dans le golfe du Mexique à la suite d'un incident sur la plate-forme pétrolière de BP démontre le besoin de fiabiliser la production en grande profondeur. Dans ce registre, l'ingénierie de niveau mondial acquise par le groupe Technip est un atout. Il conviendrait de lui permettre, ainsi qu'à ses partenaires, des pôles de compétitivité Mer Bretagne et Mer PACA, de produire un effort de recherche et de développement suffisant pour offrir en premier des solutions innovantes et respectueuses de l'environnement. La production proprement dite sera l'affaire de sociétés comme Total ou Suez-Gaz de France pour les hydrocarbures ou Eramet, déjà présente en Nouvelle- >>

Réserves de pétrole dans les eaux sous souveraineté française au large des îles Éparses (en haut), éolien à la Réunion, l'outre-mer français offre un potentiel exceptionnel.

1. Appel à manifestation d'intérêt « énergies marines » de l'Ademe.

PHOTO : PHILIP PULSSON





>> Calédonie, pour les minerais. Les opérations pourront s'appuyer sur deux autres industries, spécialisée pour l'une dans les services offshore et pour l'autre dans les infrastructures portuaires. Avec des groupes comme Bourbon et Bolloré, la France dispose dans ces deux domaines d'acteurs de poids.

Le transport des marchandises et des matières premières pourra être assuré par des armateurs comme CMA CGM ou Louis-Dreyfus, les opérations pouvant bénéficier du soutien en matière de financement de groupes comme la Société générale ou BNP Paribas, très présents dans le négoce international des matières premières et en matière d'assurances par des acteurs importants du marché mondial, comme AXA ou Groupama Transport.

L'ensemble de la chaîne irriguera l'industrie de la construction navale qui possède avec STX à Saint-Nazaire ou Piriou à Concarneau, des acteurs majeurs du secteur civil. Les Investissements d'Avenir français ont déjà prévu de financer le développement du navire du futur. Il convient d'aller au bout de la démarche pour permettre à l'industrie navale française d'offrir, là encore en premier, des solutions économes aux armateurs.



PHOTO: PHILIP PUSONNET

Les chantiers STX à Saint-Nazaire. Il faut donner les moyens à l'industrie navale en France d'être la première à offrir des solutions économes aux armateurs.

Aux côtés de ces grands groupes, des centaines de PME pourront apporter leur capacité d'innovation. Le fonds d'investissement Atalaya a été créé dès 2010 dans le but de les aider à profiter de l'industrialisation des mers. Ce fonds vise prioritairement celles qui se trouvent dans les pôles de compétitivité Mer Bretagne et Mer PACA, qui réunissent ensemble plus de 90 % de la capacité française en matière de R&D maritime. Depuis 2005, ils ont labellisés plus de 260 projets, dont 175 ont trouvé un financement, pour un engagement total en R&D supérieur à 450 millions d'euros.

Il va de soi que tout au long de cette chaîne la contrainte environnementale devra s'exercer. Là encore les compétences de l'Ifremer permettront la mise en place de procédures de contrôles adaptés.

Pour ces opérations, qu'elles interviennent dans certains territoires français, telles les Îles Éparses du canal du Mozambique, ou dans des pays étrangers, un effort de sécurisation sera nécessaire face au regain de piraterie. Pour cela la Marine nationale devra dispo-

ser des équipages et matériels adéquats. Ces moyens lui seront fournis par la filière du naval de défense dont DCNS constitue le maître d'œuvre.

Naturellement, tous ses moyens seront financés par les recettes fiscales générées par l'exploitation. À titre indicatif, la rente versée par un pétrolier à un pays riverain pour la production d'un puits s'élève facilement à 60 % des bénéfices réalisés. Ce surcroît de financement facilitera l'acquisition par la Marine des matériels qui permettront de protéger les intérêts français et surtout d'en conquérir de nouveaux.

Cette analyse montre clairement que la France appartient aux rares pays dotés de l'ensemble des capacités technologiques, industrielles, scientifiques et environnementales aptes à lui permette de valoriser des richesses maritimes. Mettre en place une politique visant à utiliser la complémentarité de ses acteurs de référence dans les eaux françaises lui permettra non seulement de générer de la croissance, des recettes fiscales et de soulager son budget de Défense, mais aussi de valider pour l'export un modèle de partenariat public et privé entre son industrie et sa Marine.

### > Importance de la Marine pour la captation de marchés

De fait, le rôle de la Marine nationale est évident pour la préservation de la souveraineté de la France dans ses eaux. Ce rôle deviendra encore plus important à mesure de l'augmentation du nombre des exploitations, en national et ailleurs. Dans ce contexte, trois cas de figure se présentent, selon qu'il s'agisse de l'Outre-Mer, des eaux internationales ou étrangères.

En ce qui concerne l'Outre-Mer, la Nouvelle-Calédonie déterminera en 2014 si elle choisit le maintien dans l'ensemble français ou l'indépendance. Ce territoire est doté d'importantes réserves de nickel exploitées par Eramet. Le groupe dispose du choix de poursuivre l'exploitation de sa mine vers la terre – avec les conséquences sur les paysages – ou vers la mer. De ce côté, le filon semble meilleur, mais les coûts d'exploitation sont plus élevés. Il convient donc de proposer à la Nouvelle-Calédonie un traité dont l'un des fondements sera le développement d'une technologie permettant l'exploitation durable et compétitive à l'export de mines sous-marines.

Dans les eaux internationales, la zone proche de Wallis et Futuna présente un caractère d'exemplarité pour la France. Une campagne menée par l'Ifremer, Areva Mines et Eramet en 2009 a démontré que sa géologie sismique recèle l'une des plus importantes réserves mondiales de « terres rares », matériaux vitaux pour toute l'industrie, des lunettes à l'automobile. Une seconde campagne française est programmée. De son côté la Chine a d'ores et déjà déposé une demande d'exploitation dans les eaux internationales auprès de l'autorité internationale des fonds marins. Pour des raisons pratiques, la tentation des Chinois sera grande de disposer à terme de facilités à Wallis et Futuna, terri-



toire le plus proche de leur potentielle zone d'exploitation, avec le risque de les voir imposer à ce territoire, peu peuplé et très éloigné de la France, leurs règles de fonctionnement. Le Pacifique garde la mémoire de compagnies internationales (anglo-saxonnes) qui ont exploité des ressources minières ou halieutiques sur des îles peu habitées en imposant leurs lois aux indigènes. Par ailleurs, en l'absence de toute législation environnementale internationale pour l'exploitation minière maritime, il y a lieu de penser que le développement durable ne préoccupe pas excessivement les futurs exploitants chinois. Tous ces risques justifient le maintien d'une présence de la Marine.

Dans les eaux étrangères, l'importance de la Marine s'avère déjà fondamentale pour la captation de marchés à l'étranger. À titre d'exemple, l'exploitation du pétrole offshore dans le golfe de Guinée figure parmi les enjeux majeurs du groupe Total. Depuis 25 ans, ce dernier bénéficie de la présence d'une frégate de la Marine. Pour autant, l'application du régime du bénéfice fiscal consolidé, qui permet aux entreprises de payer l'impôt dans un seul pays, a entraîné Total à ne pas dédommager l'État français pour ce service. Il en va de même pour toutes les entreprises françaises qui captent des marchés à l'export grâce au statut de puissance stratégique de la France. Les recettes fiscales générées par ces opérations en dehors de France restent à l'étranger.

C'est pourquoi, si la France doit mettre en place un modèle qui permette à des pays de cartographier, prospecter, exploiter et sécuriser leurs ressources maritimes, elle ne doit pas pour autant encore perdre la totalité des recettes fiscales de ce modèle.

En tout état de cause, il est vital de prendre en compte les forces et les opportunités françaises dans les océans dans la réactualisation du *Livre blanc* sur la Défense et la sécurité, comme de la stratégie française en matière de politique étrangère ou de poli-

tique industrielle. Dans les eaux françaises, il convient de revoir les modalités selon lesquelles des concessions sont accordées, afin de s'assurer qu'elles bénéficient à des projets porteurs de développement industriel en France. Dans les eaux internationales ou étrangères, il serait pertinent d'examiner la faisabilité pour l'État de prendre une participation minoritaire dans toutes les sociétés de projet dont l'activité dépendra en grande partie de l'existence d'un outil de défense français. Les remontées de dividendes qu'elles permettraient compenseraient l'impossibilité d'imposer des taxes françaises sur d'autres territoires.

L'amplitude du spectre concerné par la planification juridique, diplomatique, militaire et industrielle de ce développement maritime français imposerait de le rattacher à un organe interministériel. Le secrétariat général de la Mer, placé sous l'autorité directe du Premier ministre, paraît le plus légitime. L'importance des enjeux mériterait enfin de voir ces pistes et ces propositions approfondies par un rapport parlementaire. ●

**La Nouvelle-Calédonie devra favoriser à terme le développement d'une technologie permettant l'exploitation durable et compétitive à l'export de mines sous-marines.**

**« Le rôle de la Marine nationale est évident pour la préservation de la souveraineté de la France dans ses eaux. »**

**SYLVAIN DE MULLENHEIM**





---

**REPORTAGE ENVIRONNEMENT**

# Danse avec les raies





# Rencontre avec les mantas des Maldives

Hanli Prinsloo est journaliste, documentariste et actrice – elle a doublé l'ex-James Bond girl, Halle Berry, dans son dernier film *Dark tide* – mais elle est également, et peut-être avant tout, une avocate passionnée de la cause des océans à travers sa fondation *I am water* ([iamwater.co.za](http://iamwater.co.za)). Championne d'Afrique du Sud d'apnée, Hanli Prinsloo a mis sa discipline – qu'elle pratique depuis plus de treize ans – au service de son engagement. Elle parcourt le monde sous-marin à la rencontre de ses habitants les plus emblématiques, évoluant à leurs côtés sans autres moyens qu'une goulée d'air, un masque et une palme. Elle a pour ambition de restituer leur beauté et leur grâce en antidote au poison de la surexploitation, et parfois de la simple cruauté, qui les menacent de disparition. Elle est partie à la rencontre des raies mantas de la baie de Hanifaru aux Maldives que l'Unesco a désormais décidé de protéger de la pression du tourisme animalier. Récit.

PHOTOS : JEAN-MARIE  
GHISLAIN



---

**REPORTAGE ENVIRONNEMENT**  
Danse avec les raies





*« Les Mantas  
ne montrent  
aucun signe  
d'effarouchement.  
Elles évoluent  
lentement,  
m'évitant  
d'un coup d'aile  
gracieux lorsque  
je me trouve  
sur leur trajectoire.  
Je n'ai jamais vu  
de créatures  
aussi élégantes. »*

HANLI PRINSLOO





# Danse avec les raies

PAR HANLI PRINSLOO \* - PHOTOS JEAN-MARIE GHISLAIN \*\*



arbres en fleurs et de ses magnifiques hôtels plantés dans des eaux translucides. Ma base pour dix jours est un yacht non moins luxueux, l'*Atoll Challenger*, propriété de la société OK Maldives, spécialisée dans les croisières plongées depuis près de trente ans. Notre destination est la baie de Hanifaru où a lieu chaque année, de août à novembre, le plus grand rassemblement de raies mantas au monde. Je pratique l'apnée en compétition depuis près de treize ans maintenant. Je la pratique aussi pour rencontrer, de manière privilégiée, les

animaux marins. J'ai côtoyé les dauphins, les baleines, les otaries, les tortues, les requins et beaucoup d'autres mais je n'ai jamais encore rencontré de raies mantas. Les plus grandes peuvent atteindre sept mètres d'envergure. Elles constituent l'une des attractions majeures des Maldives.

« Destination Hanifaru à bord de l'Atoll Challenger de la société OK Maldives, là où a lieu chaque année d'août à novembre le plus grand rassemblement de raies mantas au monde. »  
HANLI PRINSLOO

**P**osées dans leur écrin bleu azur dans le sud lointain de l'Inde, les Maldives comptent près de 1 200 îles coralliennes – dont à peine plus de 200 sont habitées – disséminées sur un espace immense de près de 90 000 km<sup>2</sup>. L'océan est pour chacune d'elles leur jardin, leur vue et leur survie. La pêche, et bien sûr le tourisme, sont au cœur de l'économie des Maldives.

Je ne suis pas venue dans ce paradis pour profiter de ses plages de sable blanc, de ses cocotiers, de ses

*\* Hanli Prinsloo, journaliste, a été productrice et réalisatrice de films. Afrique du Sud, Burundi, Ouganda, Rwanda, Zimbabwe... Son métier de documentariste l'a propulsée en première ligne des principaux conflits socio-politiques qui ont ébranlé l'Afrique. Elle a provisoirement mis de côté la caméra. Championne d'apnée sud-africaine, elle est aujourd'hui – et avant tout – une avocate passionnée de la cause des océans à travers sa fondation I am water (iamwater.co.za). Championne d'Afrique du Sud d'apnée, elle a fait de sa passion un mode de vie (www.hanliprinsloo.primi-network.co.za).*

*\*\* Jean-Marie Ghislain a décidé de se consacrer à la protection des requins par la réhabilitation de leur image. Retrouvez son travail sur [www.shark-revolution.com](http://www.shark-revolution.com)*

Ce voyage, que je fais avec le photographe sous marin belge Jean-Marie Ghislain, est un voyage initiatique.

*Atoll Challenger* est mouillé face au terminal de l'aéroport de Malé, la capitale des Maldives. Nous levons l'ancre et mettons cap au Nord vers la baie d'Hanifaru, dans l'atoll de Baa. Les raies mantas s'y rassemblent chaque année pour se nourrir des vastes nuages de plancton qui s'y accumulent au sortir de l'été en raison de l'interaction exceptionnelle des marées et de la mousson du Sud-Est. Le vent et les marées poussent et concentrent le plancton dans ce

visibilité tout simplement incroyable, tout est merveilleux mais je ne suis pas dans le coup. Je suis trop impatiente d'arriver à Hanifaru. Je harcèle mes guides, leur pose mille questions sur le rassemblement des mantas. Seront-elles nombreuses cette



Ci-dessus, rencontre avec un requin baleine. « Une soixantaine de personnes s'est mise à l'eau pour observer ce monstre débonnaire. La pression sur l'animal est manifeste. » HANLI PRINSLOO

« Telles des fantômes d'un autre temps, elles entrent dans mon champ de vision. Plus de dix mantas, la bouche béante, m'enveloppent. » HANLI PRINSLOO

lagon peu profond, en faisant une table parfaite pour un festin. Nous naviguons tranquillement vers le Nord, nous arrêtant de temps à autres pour plonger sur des thilas spectaculaires, ces formations coralliennes qui montent des profondeurs pour affleurer à la surface. Nous y rencontrons une vie foisonnante, des bancs de poissons de toutes tailles, des tortues, de petites raies et des requins. Nous plongeons également sur des tombants qui nous réservent parfois d'étonnantes surprises comme cette rencontre avec un requin baleine. Ce jour-là, quatre bateaux sont présents sur le site, en plus du nôtre. Une soixantaine de personnes s'est mise à l'eau pour observer ce monstre débonnaire. La pression sur l'animal est manifeste. Il se fraie un passage dans la masse et, telle une star au festival de Cannes, s'esquive vers des lieux moins encombrés. Ces plongées qui rythment notre croisière sont exceptionnelles. La température de l'eau est de l'ordre de 27°C, la

année ? Y aura-t-il beaucoup d'autres plongeurs ? Marie-Laure Blidon, associée de OK Maldives et plongeuse confirmée, m'explique patiemment combien les vents, les marées, les courants et finalement le plancton conditionnent tout cela.

### > Fantôme d'un autre temps

Nous atteignons Hanifaru au bout de six jours de navigation. L'après-midi est déjà bien avancée. Je suis impatiente de plonger. J'enfile ma monopalme, ajuste mon masque et me glisse dans l'eau. Je sens un léger picotement sur la peau, l'effet d'une eau très chargée en micro-organismes et en plancton. S'il est là, alors certainement... Une, deux, trois respirations et je glisse dans l'eau bleu-vert en veillant à regarder autour de moi dans l'espoir d'une rencontre. Et je la vois. Tel un fantôme d'un autre temps, elle entre dans mon champ de vision. Elle doit atteindre au moins trois mètres. Elle évolue lentement, sem-

>>





Les raies mantas nagent la bouche grande ouverte pour avaler le plancton qui grouille à cette époque dans ces eaux.

Reconnu comme biosphère marine par l'Unesco, en juin 2011, l'atoll de Baa va bénéficier d'un programme destiné à encadrer, voire limiter, le tourisme animalier.

blant ne pas me voir. Sa bouche est grande ouverte pour avaler le plancton, au point que je peux voir en elle. Je m'efface d'un coup de palme pour la laisser passer au-dessus de moi. Je l'observe, fascinée. Mon cœur oublie quelques battements. Le blanc laiteux de son ventre est pigmenté de taches noires, ses seules marques distinctives, ses « empreintes digitales ». Subitement elles sont là. Plus de dix mantas, la bouche également béante. Elles m'enveloppent, nageant au-dessus, en-dessous, autour de moi. À cet instant-là, je me sens petite, minuscule même dans cet univers, LEUR univers. Elles semblent, elles-aussi, m'ignorer, accaparées par leur festin. La plongée en apnée offre ce privilège magnifique de pouvoir évoluer au plus près des animaux sans les troubler, mais sans non plus toutefois être admis comme un membre de la famille. Je plonge mon regard dans l'œil de la raie qui plane à côté de moi, proche à me toucher. Il est grand, rond, noir, bordé de ridules que l'on dirait d'expression. Suis-je ac-



ceptée ou seulement tolérée ? Les mantas ne montrent aucun signe d'effarouchement. Elles évoluent lentement, m'évitant d'un coup d'aile gracieux lorsque je me trouve sur leur trajectoire. Je n'ai jamais vu de créatures aussi élégantes.

### > Encadrer et limiter le tourisme animalier

Plusieurs bateaux sont maintenant entrés dans la baie. Je ne suis plus seule dans l'eau. Il y a des plongeurs en bouteille en bas et des nageurs avec masque, palmes et tubas à la surface. Dans de magnifiques et douloureuses évolutions, les mantas continuent à se nourrir autour de nous dans cet espace devenu soudainement si restreint. Elles semblent toujours imperturbables face à cette invasion. Pourtant, je ne peux m'empêcher de m'interroger sur la pression exercée sur ces animaux à un moment si crucial de leur vie biologique. Les raies mantas de la baie d'Hanifaru seront heureusement bientôt plus tranquilles. Reconnu comme biosphère marine par l'Unesco, en juin 2011, l'atoll de Baa va bénéficier d'un programme destiné à encadrer, voire limiter le tourisme animalier.



À partir de janvier 2012, aucun bateau ne pourra plus pénétrer dans la baie d'Hanifarū. Les plongeurs et les apnéistes seront toujours autorisés à approcher les raies mais ils devront accéder à la baie à la nage. Le nombre de bateaux autorisés à mouiller aux abords de la baie sera limité à cinq à la fois, pour 45 minutes maximum de visite.

Ce sont des mesures courageuses de la part d'une nation dont la survie dépend principalement, si ce n'est totalement, du tourisme. Hanifarū est l'un de ses sites les plus connus. Il attire chaque année, sans aucune limite, des milliers de plongeurs avec le bénéfice financier que l'on peut imaginer. Ce plan est cependant nécessaire et sage. Je suis une amoureuse de l'interaction avec les grands animaux marins mais celle-ci doit fonctionner pour le bien des deux protagonistes.

Si l'un d'eux en souffre, le contrat n'est pas rempli. Les océans sont notre dernier espace sauvage. Nous devons tout mettre en œuvre pour qu'il le demeure. J'espère que ce type de mesures sera étendu à d'autres sites des Maldives et générera plus globalement une réflexion sur la question de l'approche



*« Je suis une amoureuse de l'interaction avec les grands animaux marins mais celle-ci doit fonctionner pour le bien des deux protagonistes. »*  
HANLI PRINSLOO

par le grand public des animaux marins afin de préserver leur environnement.

Le soleil se couche à l'ouest du lagon. Il ne reste plus assez de lumière naturelle pour réaliser les images de Jean-Marie mais nous ne voulons, ni l'un ni l'autre, sortir de l'eau. Nous sommes incapables de nous détacher de ce ballet. Allez, une dernière plongée, quelques pas de danse et un ultime échange avec l'un de ces doux géants qui m'observe de son œil bienveillant. Une inspiration, la descente, puis je lève la tête et regarde une dernière fois ces silhouettes au ventre blanc ivoire dans la cathédrale de lumière que fabrique le contre-jour. Si vous me demandez aujourd'hui si je crois aux anges, je vous dirai oui. ●



## Rencontrer les raies aux Maldives

[www.plongee-okmaldives.com](http://www.plongee-okmaldives.com)  
Contact : [okmaldives@orange.fr](mailto:okmaldives@orange.fr)

Créé en 1983 par Jacques Gambart, repris en 1990 par Christian Allanic, OK Maldives est un spécialiste reconnu de la croisière plongée aux Maldives. La société

possède trois bateaux pour aller explorer les fonds marins de quelques-unes des 1200 îles qui forment cet archipel de l'océan Indien. Si à l'origine les croisières se faisaient à bord de petits dhonis locaux avec une grande cabine-dortoir à huit couchettes, un compresseur embarqué, peu d'eau douce et pas d'électricité, les choses ont aujourd'hui bien



changé avec des bateaux de croisière dotés du plus grand confort, aux larges ponts ouverts sur l'extérieur. Auquel s'ajoutent un sens et des attentions de tous les instants. Construit en 2009, l'*Atoll Challenger* (33 mètres de long, 9 mètres de large, 8 membres d'équipage) possède 8 cabines doubles climatisées avec sanitaires privés. Il est équipé de deux générateurs et d'un désalinisateur. Le dhoni traditionnel qui l'accompagne systématiquement transporte les compresseurs et l'en-



semble du matériel de plongée (blocs de 12 litres aluminium et 15 litres acier, nitrox disponible, initiation ou formation recycleur circuit fermé évolution) ainsi que le matériel de sécurité (oxygénothérapie, trousse de secours). OK Maldives s'adresse à des plongeurs plutôt expérimentés.

Office du tourisme des Maldives  
[www.visitmaldives.com](http://www.visitmaldives.com)



**DÉCOUVERTE**



# Sainte-Hélène

## Une île en exil



Ancienne escale incontournable de la Compagnie des Indes, Sainte-Hélène vit aujourd'hui dans un splendide isolement.

Seul le souvenir de son plus illustre habitant, Napoléon, permet de la sortir de l'anonymat dans lequel l'a plongé, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ouverture du canal de Suez. Découverte...

PAR MICHEL  
DANCOISNE-MARTINEAU \*  
PHOTOS THOMAS GOISQUE \*\*

\* Michel Dancoisne-Martineau est consul honoraire de France et conservateur des domaines français de Sainte-Hélène.

\*\* Thomas Goisque, grand reporter photographe, collabore régulièrement à *Paris-Match*, au *Figaro Magazine*... et à *Marine & Océans*. Son site est un appel au voyage : [www.thomasgoisque-photo.com](http://www.thomasgoisque-photo.com)







## DÉCOUVERTE


Sainte-Hélène, une île en exil



Les sept cents marches de la célèbre échelle de Jacob. Construit en 1870, cet immense escalier servait à approvisionner le fort posé au sommet de Ladder Hill. En contrebas, la « capitale » de Sainte-Hélène, Jamestown, enserrée dans sa ravine.







« Lorsque l'on habite à l'intérieur de cette île aux paysages sublimes, l'humidité est particulièrement éprouvante, s'infiltrant dans les logements, glaçant les os, endommageant les vêtements. »  
MICHEL DANCOISNE-MARTINEAU





dizaines de rapports techniques, économiques, sociologiques et écologiques se sont accumulés sur les étagères, démontrant cette évidence. Ce projet, aujourd'hui en phase active d'appel d'offres, pourrait finalement aboutir à l'horizon 2015.

**> Isolement extrême**

« Ce n'est pas trop difficile ? » La question fuse comme un rituel lorsque l'on apprend que je suis le seul Français à vivre à Sainte-Hélène. Ma réponse désarçonne tout autant mes interlocuteurs lorsque je leur confie que la vie sur l'île me sied à merveille, faisant de moi un privilégié. Qu'y puis-je ? Je suis de ceux que l'isolement extrême, la vie en huis-clos, l'absence quasi-totale d'activités culturelles, de loisirs, de débats artistique, politique ou économique

**S**ainte-Hélène a longtemps été une escale technique dans l'Atlantique Sud pour les navires de retour des Indes orientales ou de Chine, faisant voile vers l'Europe. L'ouverture du canal de Suez, en 1869, a mis fin à cette belle histoire, abandonnant l'île à son isolement autant qu'à sa solitude océanique.

On n'accède encore aujourd'hui à Sainte-Hélène que par la mer. La relation physique avec le monde extérieur est assurée par le RMS *St. Helena* (<http://rms-st-helena.com/>). RMS pour *Royal mail service*. Le *St. Helena*, mi-cargo, mi-paquebot, est le dernier navire postal britannique en service. Il fait chaque mois la liaison avec l'Afrique du Sud et l'île d'Ascension. Même si, durant les mois de décembre à mai, quelques paquebots de croisière y font escale quelques heures, Sainte-Hélène demeure une destination marginale. L'agitation née de ces courtes haltes disparaît sitôt les visiteurs rentrés à bord de leur navire après un transfert en chaloupes depuis le port de Jamestown. Lorsque les lignes du paquebot se fondent sur celle de l'horizon, l'île en rade du monde, replonge dans son sommeil. Seul l'aménagement d'un aéroport pourrait la sortir de cette torpeur. Depuis plus de dix ans, des

En haut, le RMS *St-Hélène*, cargo mixte du *Royal Mail service*, est le seul lien de Sainte-Hélène avec le monde. Chaque arrivée est un rendez-vous pour les habitants de l'île.

À droite, la capitale de Sainte-Hélène, Jamestown.





n'effraient pas. La vie à Sainte-Hélène est paisible, sans aspérité, sans imprévu, sans risque, sans défi, sans entrave, sans influence. On ne peut y accomplir que ce que l'on veut faire avec ce que l'on peut. C'est ce qui rend nostalgiques les quelques Hélieniens qui, par contrainte économique, se sont exilés depuis trop longtemps. Et puis il y a les autres, ceux qui ne font que passer, s'assurant qu'ils ont bien en poche leur billet de retour. Ceux-là ne trouvent pas à Sainte-Hélène la plénitude qui m'habite.

Malgré ma position quelque peu privilégiée, et après vingt-six ans passés sur l'île, je n'ignore pas cependant les difficultés que celle-ci traverse. Au regard des normes internationales, Sainte-Hélène entre dans la catégorie encore enviable des « pays à revenu intermédiaire ». Le réel dénuement matériel y est rare mais cela n'est en rien dû à l'économie locale. Seul l'envoi de fonds par des membres de la famille contraints à l'expatriation ou à l'exil maintient cette illusion de confort. Seule la solidarité familiale permet la survie économique de l'île.

L'entraide entre parents est ici la norme. Mais le prix à payer par cette petite société est élevé : toutes les familles sont déstructurées. Les jeunes en âge de

travailler préfèrent souvent s'expatrier, laissant leur partenaire, parfois même leurs enfants lorsqu'ils partent en couple, afin de pourvoir aux besoins de ceux qui restent. Près d'un quart de la population active de Sainte-Hélène travaillerait aujourd'hui à Ascension, aux Malouines ou au Royaume-Uni. Dire que l'aéroport est attendu avec impatience par les familles pour faciliter les visites est un euphémisme !

### > La légende sombre de l'exil

Sainte-Hélène, pour nous Français, c'est d'abord ce que l'on appelle les « domaines français ». Ils comprennent la maison où l'Empereur est mort (*Longwood House*), la forêt de quinze hectares qui entoure la Tombe et le Pavillon des Briars. Ces trois propriétés sont un bel exemple des contradictions de l'île. *Longwood House*, agglomérat de bâtiments hétéroclites mal unis les uns aux autres, presque toujours embrumés ou cachés sous la ouate des nuages, a fourni son image à la légende sombre de l'Exil. La Tombe, creusée au fond d'un frais vallon boisé, semble ne devoir exister que pour accueillir sous ses hautes verdure le corps d'un héros romantique. Les Briars enfin, véritable paysage de

En haut, *Longwood House*, la maison où a vécu et où est mort Napoléon.

À gauche, la tombe où a reposé l'Empereur, au cœur d'une forêt de quinze hectares.

>>



« Séjourner à Sainte-Hélène c'est goûter avec des insulaires conviviaux à la sobriété des logements, du transport, du réseau routier – élémentaire dans une nature brute –, de la vie culturelle et sociale. »

MICHEL DANCOISNE-MARTINEAU

>> carte postale, accroché à l'une des pentes d'un petit cirque d'où tombe une cascade en forme de cœur est le cadre coloré et enchanteur d'une simple et élégante demeure. À visiter ces trois endroits, dont les plus éloignés ne sont distants que de dix kilomètres, on pourrait croire qu'ils étaient prédestinés à être les derniers lieux de l'aventure napoléonienne où se mêlent la luxuriance des années de gloire, la désolation affreuse de la chute et la halte bucolique avant les honneurs du retour à Paris, la capitale.

Malgré l'isolement de l'île et les contraintes pour y accéder, l'effort consenti par le ministère français des Affaires étrangères et européennes ainsi que les

partenariats entre la Fondation Napoléon et le gouvernement de Sainte-Hélène, permettent aux domaines français de recevoir cinq à huit mille visiteurs par an. Un grand projet de restauration des appartements des généraux est en cours, financé conjointement par le ministère des Affaires étrangères et européennes et la Fondation Napoléon qui a accepté de diriger une opération de recherche de mécénat, renforçant ainsi une fructueuse collaboration amorcée en 2002.

Des dons défiscalisés peuvent être faits pour ce projet intitulé « Sauver la maison de Napoléon à Sainte-Hélène » (*voir informations pratiques*). Espérons que ces travaux ambitieux seront achevés en octobre 2015, à l'heure où nous marquerons les deux cents ans de l'arrivée de Napoléon sur l'île. Une commémoration qui rencontrera sans doute un large écho et fera de nouveau de Sainte-Hélène une escale obligée.

Car les domaines français sont plus que des musées : ils sont des lieux de mémoire, un patrimoine





immatériel. À la seule évocation de «Sainte-Hélène», que l'on soit au Japon, en Chine, aux États-Unis ou en Europe, l'on vous répond invariablement : «Napoléon». L'Empereur a placé l'île sur le globe. L'inconscient collectif a fait le reste la réduisant à une image de prison politique pour chef d'État. Sainte-Hélène est synonyme du mot «exil». Les domaines français en sont la mémoire.

### > Les contrastes d'une île

Le climat de Sainte-Hélène est subtropical, marqué par deux saisons : la première, de décembre à mai, très humide avec un temps lourd et chaud ; la seconde, de juin à novembre, avec de nombreuses averses, du vent et des brumes froides.

Lorsqu'on habite à l'intérieur de l'île, l'humidité est particulièrement éprouvante, s'infiltrant dans les logements, glaçant les os, endommageant les vêtements. Loin des brumes de Longwood, au niveau de l'océan, le climat est plus constant : tempéré (voire frais) et humide l'hiver, chaud et humide l'été. Promenades et randonnées sont les principales activités offertes au résident comme au visiteur qui permettent d'apprécier la diversité des paysages de Sainte-Hélène, tous sublimes. L'île héberge des espèces endémiques de plantes, d'insectes et d'oiseaux nichés par milliers dans les anfractuosités des falaises et que l'on se plaît à observer depuis la mer. La pêche et la plongée dans des fonds sous-marins exceptionnels se développent rapidement.

Séjourner à Sainte-Hélène, c'est goûter à la sobriété. Sobriété des logements, sobriété des transports (à bord de bus et de taxis, peu nombreux et vétustes), du réseau routier, élémentaire au milieu d'une nature encore brute, de la vie culturelle et sociale (quelques bars et restaurants, authentiques où l'on oublie la gastronomie). Séjourner à Sainte-Hélène, c'est d'abord et surtout rencontrer les Héliéniens.

Installez-vous au bar, un après-midi, et ne vous étonnez pas, après seulement quelques minutes, d'être invité à un dîner de famille ou à un mariage comme si l'on vous connaissait depuis toujours. Sainte-Hélène, c'est la convivialité au quotidien. ●



## Informations pratiques

### SE RENDRE À SAINTE-HÉLÈNE

■ **Réservation de votre place à bord du bateau** : Andrew Weir Shipping Ltd - Dexter House - 2 Royal Mint Court - London - EC N4XX. [reservations@aws.co.uk](mailto:reservations@aws.co.uk)

■ **Organisation de votre séjour sur l'île** : Tourism Office - Main Street - Island of St. Helena - STHL 1ZZ - S.A.O. [enquiries@tourism.gov.sh](mailto:enquiries@tourism.gov.sh). L'Office de tourisme se prête volontiers au jeu des réservations d'hôtel, des locations de voiture comme à la fourniture de toute information sur les activités culturelles et sportives que l'île peut offrir.

■ **Toutes les adresses utiles sur le site** :

[www.sthelenatourism.com](http://www.sthelenatourism.com)

### SE SOIGNER À SAINTE-HÉLÈNE

■ L'unique hôpital de Sainte-Hélène assure les soins de base. Pour cette raison, une assurance médicale (avec rapatriement sanitaire) est obligatoire pour séjourner sur l'île. Rappelons que l'aéroport civil le plus proche est, pour l'heure, celui du Cap, en Afrique du Sud et qu'il faut compter environ huit jours pour revenir en France depuis Sainte-Hélène.

### VISITER LES DOMAINES FRANÇAIS

■ Les informations essentielles sont à l'adresse : <http://domainesdefranceasainte-helene.blogspot.com/2011/05/venir-sainte-helene-conseils-pratiques.html>. L'entrée aux trois domaines (la Tombe, les Briars, Longwood House) est gratuite.

Leur découverte ne peut cependant se faire que dans le cadre de visites guidées organisées la veille avec le concours de l'Office de tourisme.

### À CONSULTER RÉGULIÈREMENT

■ Le blog du conservateur, Michel Dancoisne-Martineau à l'adresse :

<http://domainesdefranceasainte-helene.blogspot.com/>



### À LIRE AVANT DE VENIR

■ Le livre de Michel Dancoisne-Martineau qui sera ravi d'en parler avec vous lors de votre séjour : *Chroniques de Sainte-Hélène - Atlantique Sud* (Perrin, 2011, 324 pages, 23 euros).

### SAUVER LA MAISON DE NAPOLÉON À SAINTE-HÉLÈNE

■ Faire un don (défiscalisé) à l'adresse :

[www.napoleon.org/fr/fondation/devenir\\_partenaire/sainte-helene.asp](http://www.napoleon.org/fr/fondation/devenir_partenaire/sainte-helene.asp)

### CONTACTER LA FONDATION NAPOLÉON

■ Le site : [www.napoleon.org](http://www.napoleon.org)

■ Le mail de son directeur : [lentz@napoleon.org](mailto:lentz@napoleon.org)



# Napoléon et la mer

De l'enfant corse au proscrit de Sainte-Hélène, la mer est présente à chaque étape de la destinée de Napoléon Bonaparte. Elle décide de son avenir lorsqu'il la franchit, jeune officier, pour rejoindre définitivement la France, elle scelle son destin dans la défaite de Trafalgar. Lieutenant d'artillerie devenu empereur des Français par l'extraordinaire faveur des événements de la Révolution, il en savait toute l'importance stratégique.

PAR JEAN-STÉPHANE BETTON \*

Napoléon, par Girodet (1767-1824), étude de portrait vers 1807. Musée du château de Versailles. À 38 ans, vainqueur de l'Autriche et de la Prusse, il vient de battre les Russes et de les refouler hors de Pologne. Peut-il vaincre la mer par la puissance de la terre ? À la veille de son entrevue avec le tsar Alexandre I<sup>er</sup> sur le Niémen, le conquérant, au zénith, semble déjà songeur...

À u siècle des lumières que la Révolution termine, le poids des océans sur la diplomatie n'a cessé de croître et l'entretien de la Marine Royale de peser de plus en plus lourdement sur les finances de l'État. À Versailles, les derniers rois de France ont vécu « à la campagne » et n'ont aperçu la mer qu'en de rares occasions. Si parfois ils sont montés à bord de vaisseaux, jamais Louis XIV, Louis XV ou Louis XVI n'ont navigué. Ce ne fut pas le cas de Napoléon, qui a vécu familier de l'élément marin. Général, Premier Consul puis Empereur des Français, engagé dans le dernier acte du duel séculaire qui oppose la France et l'Angleterre depuis la fin du règne du Roi Soleil, Napoléon ne cesse de se confronter à la stratégie maritime. De l'enfant corse au proscrit de Sainte-Hélène, la mer est présente à chaque étape de sa destinée.

## > Corse ou Français ?

Napoléon Bonaparte naît à Ajaccio le 15 août 1769, l'année où la Corse devient française. Après avoir pris le maquis, son père – aristocrate sans fortune – se rallie au roi Louis XV. La Méditerranée est le premier horizon de l'enfant. À neuf ans, le 15 décembre 1778, il franchit pour la première fois la mer sur une tartane qui le dépose à Fréjus. Boursier du Roi, il part étudier au collège d'Autun puis à l'école de Brienne. On songe à faire de lui un officier de Marine. La guerre d'Indépendance des États-Unis vient de commencer et le prestige du



PHOTO : MUSÉE DU CHÂTEAU DE VERSAILLES

Grand Corps est alors considérable. Les combats de la *Belle Poule* et d'Ouessant puis le départ de Toulon vers le nouveau monde de l'escadre de l'Amiral d'Estaing ont suscité partout un enthousiasme extraordinaire.

Le jeune homme révèle très vite son aptitude pour les mathématiques et la géographie. Imaginatif, il lit attentivement le *Voyage autour du monde* de Bougainville et se portera candidat pour embarquer avec La Pérouse. Candidature rejetée ! Napoléon échappe au naufrage de la fameuse expédition française qui s'en ira aux antipodes disparaître sans lui. Le Destin veille !

Pendant huit longues années, l'enfant corse, qui ne parlait que son dialecte, perd le contact avec son île et reçoit une éducation française. En 1785, il est sous-lieutenant au régiment d'artillerie de la Fère à Valence. Il a seize ans, son père vient de mourir et le voilà soutien de famille. L'année suivante, il retrouve la Corse pour un long congé et ne regagne son cantonnement qu'en juin 1788, à la veille de la Révolution.

Au début de l'année 1789, son service le conduit à réprimer les émeutes qui éclatent un peu partout. Pendant l'été son régiment se mutine. Bonaparte, qui n'a pour l'Ancien Régime ni regret ni rancune et aucun goût pour les mutins semble étranger aux événements. De 1789 à 1793, il traverse plusieurs

\* Professeur d'histoire au Lycée français de Moscou.

fois la mer pour séjourner à Ajaccio – loin de Paris – ce qui lui évite d'être compromis. Il rêve de se distinguer au service de sa petite patrie.

Le 20 avril 1792, l'Assemblée législative déclare la guerre à l'Autriche déclenchant un tourbillon qui emporte en trois mois la vieille monarchie et met le feu à toutes les batteries de l'Europe jusqu'en 1815. Pour ne pas être porté sur la liste des émigrés, Bonaparte réintègre son corps à Paris. Il est témoin désabusé des journées du 20 juin et du 10 août, de l'invasion du palais des Tuileries, du massacre des Suisses « *par la plus vile canaille* » et de la déchéance de Louis XVI qui renonce à utiliser la force. Il n'aime pas les sans-culottes mais résume la faiblesse du Roi en deux mots : « *Che coglione !* ». Pendant les massacres de septembre, la capitale est un coupe-gorge d'où il exfiltre sa jeune sœur Élisa, pensionnaire à la maison des Demoiselles de Saint-Cyr. Au moment où est annoncée la victoire de Valmy et proclamée la République, Napoléon – comme s'il tournait le dos au destin – attend à Marseille, avec Élisa, une voile pour la Corse.

Le 21 janvier 1793, place de la Révolution, le Roi est guillotiné. La guerre s'étend à toutes les frontières et la révolte gronde dans les provinces de l'ouest. La Convention veut conquérir la Sardaigne et monte une expédition calamiteuse contre les îles de la Madeleine et Cagliari. Le capitaine Bonaparte manque d'être assassiné à Bonifacio par les marins de la République qui se comportent en soudards avec la population. Le parti indépendantiste de Paoli s'apprête à livrer l'île aux Anglais. Le destin se prononce.

Les Bonaparte, accusés d'être du parti français, s'enfuient précipitamment pour échapper à la vendetta et débarquent à Toulon en juin 1793. Rejeté par la mer sur le continent, Napoléon n'a plus d'autre ressource que son grade de capitaine et d'autre choix que la France.

## > La Méditerranée, berceau de la gloire

Le Midi est en pleine guerre civile. La Convention réprime l'insurrection fédéraliste. Après Lyon, Avignon, Nice et Marseille livrées aux sans-culottes, les habitants de Toulon terrorisés refusent de se rendre et livrent l'arsenal aux anglo-espagnols. Dans la rade, les vaisseaux ennemis permettent aux assiégés de communiquer avec l'extérieur. Le siège traîne en longueur. Bonaparte, jeune capitaine de l'armée d'Italie, a saisi l'aspect maritime de l'affaire et parvient à convaincre le représentant du peuple en mission de faire adopter son plan. Pour chasser l'ennemi il faut rendre intenable le mouillage dans la rade en tirant à boulets rouges sur les vaisseaux. Le 17 décembre, il s'empare d'une position favorable. Le 19, les vaisseaux prennent le large. Toulon débaptisée *Port la Montagne* est livrée à la vengeance révolutionnaire. Sur recommandation du frère de Robespierre, le capitaine Bonaparte est fait général à vingt-quatre ans. L'ascension commence. Cette « proximité » avec *l'Incorruptible* lui vaudra quelques inquiétudes après Thermidor. Le 13 vendémiaire an III<sup>1</sup>, il réprime à Paris une insurrection royaliste et sauve la République mais refuse de servir en Vendée. À ce moment, la fortune prend pour lui le visage de Joséphine de Beauharnais, créole, née au-

Ci-dessous, le rêve oriental de Bonaparte, atteindre les Indes par l'Égypte..., par Gérôme (1824-1904).

Terrible explosion de l'Orient dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 août 1798 en rade d'Aboukir où Nelson détruit la flotte française, par Georges Arnald (1763-1841). National Maritime Museum de Londres.



delà de la mer, comme lui. Napoléon est conquis par cette femme aux manières de l'ancien monde mais proche des nouveaux maîtres du pays. Il rêve de gloire au soleil de la Méditerranée. Elle lui obtient le commandement de l'Armée d'Italie.

Alors que Brest prépare une expédition contre l'Irlande, Bonaparte n'oublie pas non plus la guerre sur mer. Il reprend la Corse aux Anglais en réussissant

>>

1. 5 octobre 1795.



Ci-contre, la bataille de Trafalgar, par Auguste Mayer (1805-1890).

Ci-dessous, entrevue de Tilsit sur le Niémen entre les empereurs Napoléon et Alexandre 1<sup>er</sup> de Russie, par Adolphe Roehn (1780-1867). Musée national du Château de Versailles. « C'est l'apogée de la puissance de Napoléon qui associe la Russie dans le système du blocus continental contre l'Angleterre, l'entrevue a lieu sur un radeau ancré sur le Niémen à la frontière de l'Empire russe (aujourd'hui Sovetsk dans l'Oblast de Kaliningrad). Les deux empereurs s'embrassent comme des frères mais l'alliance sera rompue en 1812. »



PHOTO: DR

un audacieux débarquement à Bastia depuis Livourne. Au printemps 1796, l'Espagne revient à l'Alliance française. La *Royal Navy* se retire à Gibraltar. Bonaparte signe la paix avec l'Autriche<sup>2</sup> et s'empare de Venise, des îles Ioniennes et de Corfou. Maître de l'Adriatique, il regarde vers Malte et songe à dominer la Méditerranée. Puisque l'Angleterre interdit les Indes par le cap de Bonne-Espérance, Bonaparte désigne au Directoire l'Égypte et la République n'est pas fâchée d'éloigner ce général qui vient encore de la sauver le 18 fructidor<sup>3</sup>.

Le 19 mai 1798, le Mistral ayant chassé au large les Anglais, 250 transports appareillent de Toulon sous la protection de 13 vaisseaux, 9 frégates et 26 corvettes. 11 000 marins, 32 000 soldats, 32 généraux, 187 savants et artistes, 600 chevaux, 100 canons

drie. La bataille des Pyramides ouvre les portes du Caire à Bonaparte. Nelson, qui poursuit la flotte française dans toute la Méditerranée, la débusque enfin en rade d'Aboukir et le désastre auquel on avait échappé pendant la traversée survient le 1<sup>er</sup> août. Les vaisseaux au mouillage sont anéantis par les Anglais. L'amiral Bruceys périt dans l'explosion de *l'Orient*. Enfermé en Égypte, Bonaparte y reste quatorze mois. Son rêve oriental se dissipe. L'Inde est hors d'atteinte. L'Angleterre rallie contre la France une deuxième coalition où le tsar de Russie et le sultan de Constantinople marchent ensemble contre les Français en Méditerranée. L'Italie est perdue, Corfou et Malte le seront bientôt. Telle est la situation lorsque Bonaparte embarque sur la frégate *Muiron*, le 23 août 1799, pour rentrer en France. La traversée dure un mois et demi, Napoléon voit Ajaccio une dernière fois, échappe encore à la croisière anglaise, puis débarque à Saint-Raphaël le 9 octobre 1799. Un mois après le retour d'Égypte, le 18 Brumaire<sup>4</sup>, Bonaparte arrivé par la mer, renverse le Directoire.

### > De Trafalgar au Niémen, la paix introuvable

« Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée, elle est finie ! » Le pays s'abandonne à l'homme providentiel qui promet la paix à l'intérieur et à l'extérieur. Les victoires de Marengo en Italie et d'Hohenlinden en Allemagne obligent l'Autriche à signer la paix de Lunéville en février 1801. La Grande-Bretagne poursuit la lutte un an encore. Le tsar Paul 1<sup>er</sup> qui voit en Bonaparte le héros de la paix en Europe, constitue autour de la Russie une « ligue des neutres » qui ferme la Baltique aux Anglais. En réponse, le tsar « fou » est assassiné le 11 mars et Copenhague est bombardée par la *Royal Navy* le 4 avril 1801. Insaisissable sur la mer, l'Angleterre ne peut cependant vaincre seule et se résout, le 25 mars 1802, à signer la Paix d'Amiens. La guerre révolutionnaire est terminée. Pour la première fois depuis 1792, c'est la paix générale, le Premier Consul triomphe.



PHOTO: NATIONAL MARITIME MUSEUM OF GREENWICH

Amiral Nelson (1758-1805), par Lemuel Francis Abbott (1760-1802). National Maritime Museum de Greenwich. « Héros de l'Angleterre dans sa lutte sans merci contre Napoléon. Il détruit la flotte française par deux fois, à Aboukir et à Trafalgar ».



PHOTO: MUSÉE NATIONAL DU CHÂTEAU DE VERSAILLES

échappent à la vigilance de Nelson. À bord de *l'Orient*, l'amiral Bruceys dirige cette impressionnante armada sous l'autorité d'un commandant en chef de vingt-neuf ans bien décidé à ne pas laisser échapper son extraordinaire fortune. Le secret de la destination a été bien gardé. Le 10 juin, l'île de Malte est prise et le 1<sup>er</sup> juillet l'armée débarque sans encombre à Alexan-

Comme sous l'Ancien Régime, une paix entre la France et l'Angleterre n'est qu'une trêve. Le bilan maritime de la Révolution pourrait satisfaire les Anglais : les dernières colonies de Saint-Domingue et de Louisiane sont perdues, les escadres victorieuses de Louis XVI ne réapparaîtront plus sur les océans. Un siècle et demi d'effort ruiné en une décennie ! Mais Londres n'accepte pas l'annexion de la Belgique et du port d'Anvers. L'origine des guerres napoléoniennes est là.

Les hostilités reprennent en mai 1803. La troisième coalition dressée par l'Angleterre contre Napoléon – qui marche vers le sacre impérial – a pour but de faire rentrer la France dans ses limites de 1792. Dans ces conditions, les Français ne peuvent signer la paix qu'à Londres. L'organisation de la flottille d'invasion de Boulogne n'est pas une diversion. C'est son destin que Napoléon joue au bord de la Manche. L'amiral Villeneuve doit entraîner vers les

**« Insaisissable sur la mer, l'Angleterre ne peut cependant vaincre seule et se résout, le 25 mars 1802, à signer la Paix d'Amiens. »**

Antilles les vaisseaux de Nelson puis revenir tenir la Manche le temps de faire débarquer 100 000 hommes. Le 21 octobre 1805, la flotte française est de nouveau anéantie à Trafalgar devant Cadix. C'est la dernière grande bataille navale de la période. L'amiral Nelson y perd la vie mais sauve la Grande-Bretagne et assure sa domination sur les océans. Entre-temps, la Grande Armée avait quitté les côtes face à l'Angleterre pour se retourner vers le continent. Malgré le soleil d'Austerlitz, la défaite de l'Autriche et l'incroyable épopée qui commence, les victoires de l'Empire sont une énorme diversion qui masque la réalité : Trafalgar a sonné le glas de la puissance maritime française et scellé le destin napoléonien. Le blocus continental, décrété à Berlin en 1806, « pour vaincre la mer par la puissance de la terre », entraînera Napoléon toujours plus loin sur la pente fatale des conquêtes. À l'été 1807, après avoir écrasé la Prusse et vaincu la Russie, il semble pourtant bien près du but. À Tilsit, sur le Niémen, il veut croire à l'Alliance russe pour atteindre l'Inde. Mais de la Péninsule ibérique et d'Allemagne les peuples grondent contre sa domination. Le Pape l'excommunie en 1809. Il connaîtra encore des victoires,



PHOTO : DR

Mai 1811, l'Empereur au défilé de l'Escadre de Cherbourg avec l'Impératrice Marie-Louise. Par Louis-Philippe Crépin (1772-1851). L'année précédente, Napoléon est venu à Anvers assister au lancement d'un vaisseau. Malgré Trafalgar, il reconstruit la flotte et poursuit les travaux portuaires engagés par Louis XVI. La campagne de Russie approche. En 1813, l'Impératrice revient seule sur les bords de la Manche inaugurer le nouvel arsenal français face à Portsmouth.

l'Empire tiendra jusqu'en 1811 mais son étoile ne brillera plus. 1812, la Grande Armée disparaît en Russie. 1813, l'Allemagne est perdue et l'Europe coalisée marche vers Paris. Avril 1814, Napoléon, que seule la victoire soutenait, abdique à Fontainebleau. C'est l'exil sur l'île d'Elbe à quelques encablures de sa Corse natale, « l'île du repos », dit-il...

### > L'Océan et la légende

« Mon île est bien petite », Napoléon, privé des siens, s'ennuie. Le 26 février 1815, il traverse encore une fois la mer à bord de *l'Inconstant* pour reconquérir la France et débarque le 1<sup>er</sup> mars au golfe Juan. Le 20 mars, il est aux Tuileries sans avoir tiré un coup de feu. L'épilogue extraordinaire des *Cent jours* se termine en Belgique, dans la morne plaine de Waterloo. L'Empereur vaincu passe sa dernière nuit en France sur l'île d'Aix, face à l'Océan. Il se rend le lendemain sur le *Bellérophon* qui l'emène à Portsmouth avant le dernier exil vers Sainte-Hélène : cent



PHOTO : CHÂTEAU DE LA MALMAISON

Napoléon devant la mer à Sainte-Hélène, par Sandman. (Château de la Malmaison).

jours sur l'Atlantique à bord du *Northumberland* pour méditer au *Mémorial de Sainte-Hélène* son dernier combat littéraire qui fera de sa vie un roman. Il meurt loin du monde, le 5 mai 1821 à Longwood, muni des sacrements de la religion catholique. En 1840, le Prince de Joinville<sup>5</sup> rapporte les cendres de l'Empereur à bord de la *Belle Poule*, c'est le dernier voyage de Napoléon sur la mer avant le repos sur les bords de la Seine. ●

2. *Traité de Campo-Formio*, 16 octobre 1797.

3. 18 fructidor an V, 4 septembre 1797, les royalistes qui avaient échoué par la force le 13 vendémiaire sont parvenus par l'élection au seuil du pouvoir. Le Directoire viole la légalité par un coup d'État en faisant appel à l'armée d'Italie.

4. 9 novembre 1799, par un coup d'État Bonaparte renverse le Directoire et instaure le Consulat.

5. François d'Orléans, prince de Joinville (1818-1900), est le troisième fils de Louis-Philippe, roi des Français, marin de vocation et officier parmi les plus doués de sa génération.



# Le marché des objets d'art dédiés à la mer et aux voyages

PAR GRÉGOIRE DEBUIRE \*

## L'ŒUF DE L'OISEAU-ÉLÉPHANT DE MADAGASCAR

Adjudé 25 270 euros

25 270 euros pour un œuf ! Les acheteurs seraient-ils tombés sur la tête ?

Rien de plus normal, répondront les ornithologues et autres amateurs de curiosités, car il s'agit d'un rarissime œuf d'*Aepyornis Maximus*, le plus lourd oiseau ayant jamais existé... Imaginez plutôt, un volatile haut de 3 mètres, pesant pas moins de 500 kilos et pondant des œufs de 12 kilos, soit l'équivalent de 200 œufs de poules ! Inutile de dire qu'avec une telle corpulence notre oiseau-éléphant – c'est ainsi que l'avait surnommé Marco-Polo – était incapable de voler. Tout comme sa cousine l'autruche, ses pattes relativement courtes et très musclées en faisaient cependant un excellent coureur et il était très adapté à son milieu naturel. L'*Aepyornis* vivaient exclusivement à Madagascar et l'on ignore à quelle époque il a disparu. Les témoignages divergent, mais on peut vraisemblablement supposer qu'il ne s'éteignit qu'entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, soit une époque relativement récente. Dans les années vingt, une femme indigène prétendait même qu'un oiseau géant fut tué en 1890 par les gens du roi des Manikoros (nord de Tuléar) et qu'il aurait fallu vingt-quatre

hommes pour le porter. Les scientifiques ne nous ont pas encore éclairé sur ce point. Quant aux théories sur les raisons de sa disparition, on évoque le plus souvent la chasse de l'espèce par les hommes, le pillage des œufs (qui pouvaient nourrir une famille entière !), les prédateurs (chiens, rats, chats) introduits à Madagascar, ou les changements climatiques. Quoi qu'il en soit, à une époque où l'on s'inquiète de la survie de nombre d'espèces vivantes, on ne peut être que touchés par une telle proximité... et un tel gigantisme.

« Cet œuf, explique Catherine Chausson, commissaire-priseur de la vente, a été acheté en 1934 à Tuléar, sur la côte ouest de Madagascar, par le père de l'actuel propriétaire, médecin français en poste sur l'île. C'est lors de son congé en 1935 que celui-ci ramena l'œuf en France, à bord du paquebot Le Compiègne des Messageries Maritimes qui leva l'ancre à Majunga le lundi 18 mars 1935 et arriva à Marseille le 8 avril. L'œuf demeura depuis lors dans la famille. » Notre exemplaire mesure 30 cm de haut, il a fini dans un carton en haut d'une armoire avant d'être retrouvé et adjudé le 8 juin dernier à Toulouse. Le prix obtenu s'explique par le fait qu'il est en parfait état et non écloso : il suffit de le pencher pour percevoir le son de « quelque chose qui glisse doucement à l'intérieur ». Un scanner a d'ailleurs permis de révéler des traces de matière osseuse. Quant aux rares exemplaires que l'on trouve sur le marché, ils sont rarement intacts. Beaucoup ont été cassés par les oiseaux en naissant, vidés de leur contenu (un trou est alors visible à la base), fendus ou même reconstitués à partir de fragments (dans ce dernier cas, la valeur oscille plutôt autour de 3 000 euros)...

## MÉDITERRANÉE LA CIOTAT par Nicolas de Staël, adjudé 1 773 226 euros

« Peindre c'est ressentir », disait John Constable (1776-1837), le maître anglais du paysage. Petite phrase immense qui ne trouve pas de plus belle illustration qu'à travers ce tableau, peint entre 1952 et 1953 par Nicolas de Staël (Saint-Petersbourg, 1914 - Antibes, 1955), l'un des plus importants artistes hexagonaux d'après-guerre.

Le 29 mai 2011, chez Artcurial, l'œuvre a fait l'objet d'une belle bataille, huit téléphones affrontant trois enchérisseurs en salle, avant de rejoindre finalement la demeure d'un collectionneur français contre la somme de 1 773 226 euros. Il s'agit du deuxième meilleur prix mondial pour une œuvre

de Staël, le record étant détenu par une toile de 1954, *Marseille sous la neige*.

En l'intitulant *Méditerranée La Ciotat*, l'artiste a précisé l'identité du paysage représenté, ce qui fait basculer l'œuvre dans le domaine de la figuration alors qu'un tel agencement de volumes géométriques aux couleurs vives porterait plutôt à croire que le tableau est abstrait ! C'est là une des caractéristiques majeures de l'artiste : il joue avec la frontière parfois ténue qui sépare l'abstraction de la figuration. Les masses colorées qui composent le tableau incarnent en effet des éléments matériels bien présents : le bleu profond de la mer, le bleu plus



PHOTO : SW CHAUSSON

léger du ciel, le rouge des toits, le blanc des murs, le vert amande des oliviers, s'agencent en une mosaïque qui célèbre la lumière vive du sud de la France. De prime abord, il n'est pas aisé pour le spectateur de saisir pleinement cette interprétation très personnelle.

Une lettre du 31 mai 1952, adressée par Nicolas de Staël à son marchand parisien Jacques Dubourg alors qu'il séjournait dans le sud de la France, nous éclaire pourtant sur la vision de l'artiste et la retranscription qu'il nous en livre sur la toile : « *La lumière est tout simplement fulgurante ici, bien plus que je ne m'en souvenais. Je vous ferai des choses de mer, de plage, en mesurant l'éclat jusqu'au bout si tout va bien...* » En quelque sorte, les yeux de l'artiste agissent comme un filtre derrière lequel les volumes qui composent le paysage sont simplifiés et réduits à leur plus simple expression par l'irradiation du soleil. Tel Cézanne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et ses héritiers cubistes au début du XX<sup>e</sup> siècle, Nicolas de Staël les transforme donc en volumes géométriques essentiels : les troncs d'arbres deviennent des cylindres et les bâtiments des rectangles.

L'alternance de surfaces lisses et de surfaces grumeleuses ainsi que les vibrations du relief permettent de sentir le travail de sa main qui a littéralement sculpté les formes grâce à l'emploi d'une pâte



PHOTO : ARTCURIAL

épaisse. Les volumes sont ainsi juxtaposés ou superposés les uns aux autres, leurs arêtes sont découpées et les font saillir de l'arrière-plan, créant ainsi une certaine profondeur et un effet de troisième dimension.

Quant aux couleurs exacerbées par la lumière méridionale qu'il perçoit, elles sont retranscrites grâce à des tonalités franches et éclatantes. Une telle puissance d'interprétation ne pouvaient pas laisser indifférents les amateurs avertis.

## BATEAUX QUITTANT LE PORT DU HAVRE par Gustave Le Gray, adjugé à 917 000 euros



PHOTO : ROUILLAC.COM

Une enchère à six chiffres qui frise avec le million d'euros. À 917 000 euros, c'est avec panache que nos bateaux ont quitté leur port du Havre pour rejoindre un autre havre : la demeure d'un jeune et riche pétrolier de Houston qui a dû multiplier les estimations par sept pour l'emporter contre un grand amateur européen ! Cette image exceptionnelle, datée 1856-1857, faisait partie d'un ensemble de photographies de Gustave Le Gray (1820-1884) réunies par Charles

Denis de La Brousse (1828-1898), un officier de la marine française, et dispersées le 18 juin 2011 par l'étude Rouillac à Cheverny. Si les œuvres réalisées par les pionniers du 8<sup>e</sup> art ne laissent jamais le marché indifférent, il s'agit cette fois d'un record mondial qui s'explique à la fois par l'état de conservation exceptionnel, par la rareté des exemplaires connus, et par la beauté intrinsèque de ce coucher de soleil aux lumières subtiles et infiniment nuancées. L'incroyable force poétique du contre-jour est mise en exergue par la perfection

de la composition. Une épreuve d'époque sur papier albuminé d'après verre au collodion, signée à l'encre rouge, mesurant 31 cm de haut pour un peu plus de 40 cm de large, qui fut réalisée grâce à un procédé à base de bains de chlorure d'or, inventé par Le Gray lui-même. Lors de la vacation, on notait d'autres résultats de haute volée, ainsi que des préemptions au profit d'institutions françaises parmi lesquelles le musée de la Marine.



PHOTO : DRK

\* *Commissaire-priseur : expertises, courtages et ventes aux enchères. Contact : gregdebuire@yahoo.fr*



**LA FRANCE VUE DE LA MER. CÔTE ATLANTIQUE, DE NOIRMOUTIER À HENDAYE**

Philip Plisson

LE CHÊNE, NOVEMBRE 2011 - 240 PAGES, 45 EUROS

Philip Plisson poursuit ici une oeuvre d'envergure : un tour de France en bateau afin de tracer le portrait du littoral français vu de la mer. Ce voyage d'une année et de plusieurs milliers de milles nautiques le long des côtes françaises dévoile un visage méconnu de notre pays que l'on ne peut saisir que depuis la mer. Cette collection est un événement. Après *Des plages du Nord au Mont-Saint-Michel*, *De Cancale à Ouessant* et *De Brest à Nantes*, ce quatrième volume invite à découvrir la côte Atlantique, de Noirmoutier à Hendaye en passant par l'Île d'Yeu, les Sables d'Olonne, La Rochelle et plus au sud, Arcachon et Saint-Jean-de-Luz. Philip Plisson est photographe maritime, marin photographe, et peintre de la Marine depuis 1991. Il est l'un des grands partenaires de *Marine & Océans* auquel il ouvre avec générosité son immense fond d'archives photos. On lui doit parmi les plus belles images jamais faites sur la voile, les grandes courses au large, le littoral... ([www.plisson.com](http://www.plisson.com)).



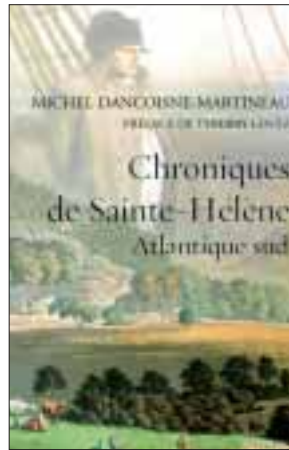
**CHRONIQUES DE SAINTE-HÉLÈNE. ATLANTIQUE SUD**

Michel Dancoisne-Martineau

PERRIN, 2011 - 324 PAGES, 23EUROS

Lorsque, en octobre 1815, Napoléon et sa suite – avec la garnison anglaise préposée à sa surveillance – débarquent à Sainte-Hélène, îlot rocheux et inaccessible de l'Atlantique sud, la petite vie tranquille de la colonie en est subitement

bouleversée. L'histoire de l'exil de Napoléon est désormais bien connue mais Michel Dancoisne-Martineau en prend le contre-pied. Il entre dans l'intimité de ceux qui ont été mêlés, même de très loin, aux affaires de la retentissante captivité de l'Empereur. Voici, outre le terrible Hudson Lowe, l'original révérend Boys, le "Juif" Solomon, l'impertinente Betsy



Balcombe, le maître d'hôtel Cipriani, les esclaves employés sur l'île, les Chinois de la Compagnie des Indes, les prostituées de la prison et tout un microcosme digne de la comédie humaine, battu par la mer, assommé par l'isolement et l'inaction, tandis que passent, en fond de tableau, les premiers rôles et l'ombre fugitive du Grand Homme. Au résultat, cinquante-quatre historiettes – nourries par les archives, pour l'essentiel inédites, de la capitale Jamestown – qui sont autant de scènes de genre recréant « ce que l'historien a toujours du mal à saisir : l'air et le goût du temps », écrit dans sa préface Thierry Lentz, directeur de la Fondation Napoléon. Michel Dancoisne-Martineau, consul honoraire de France et conservateur des Domaines français de Sainte-Hélène, vit sur cette île mythique depuis près de trente ans. Personne n'en connaît mieux que lui l'histoire, la géographie et les traditions.

**LAC BAÏKAL**

Sylvain Tesson

Photos Thomas Goisque

TRANSBORÉAL, 2008

127 PAGES, 32 EUROS

Véritable mer intérieure, le lac Baïkal est le berceau de légendes sur la genèse

du monde: les chamans le considèrent comme un de ses piliers énergétiques. Bénéficiant d'un microclimat, "l'œil bleu de la Sibérie" est un sanctuaire de la vie sauvage qui abrite une exceptionnelle diversité d'espèces animales, dont le phoque et l'ours brun sont les plus emblématiques. Thomas Goisque et Sylvain Tesson ont exploré toutes les facettes de ce lieu magique, à chaque saison et sous toutes les formes : à pied, en bateau ou en side-car. Ils ont arpenté les forêts qui bordent ses rives, sillonné ses eaux limpides, roulé sur la glace étincelante qui le couvre en hiver. Séduits par la chaleur du peuple des cabanes, ils témoignent du retour des Russes à la vie des bois, de la force d'âme de ce Dersou Ouzala des temps modernes, du renouveau de l'Église orthodoxe et des croyances animistes, mais aussi de la nostalgie qu'éprouvent certains riverains envers la période soviétique. Thomas Goisque, reporter photographe, collabore régulièrement à *Paris Match*, au *Figaro Magazine* et à *Marine & Océans*. Son site Internet ([www.thomasgoisque-photo.com](http://www.thomasgoisque-photo.com)) qui rassemble l'ensemble de ses reportages est plus qu'une invitation au voyage, une réflexion sur le monde. Un beau livre à offrir absolument et à marier, pour le meilleur plus que pour le pire, avec le dernier ouvrage de Sylvain Tesson, *Dans les forêts de Sibérie* (Gallimard, septembre 2011).



## LE CHANT DES VOILES, PETITES PENSÉES SUR LA NAVIGATION HAUTURIÈRE

Christophe Houdaille  
TRANSBORÉAL, 2009  
96 PAGES, 8 EUROS

La collection "Petite philosophie du voyage" a invité Christophe Houdaille, navigateur, à dévoiler l'âpre liberté du marin, conquise



dans la solitude, le sel et les embruns. Qu'il soit côtier ou hauturier, le voyage à la voile est un corps à corps avec le bateau, qui permet au navigateur de toujours repousser l'horizon et d'éprouver son audace, au rythme de la mer et du vent. Né en 1963, Christophe Houdaille est happé, dès sa jeunesse, par la voile. Devenu moniteur fédéral, il s'est construit un cotre de 11 mètres, *Saturnin*, à la barre duquel, de 1988 à 1996, il a couvert plus de 90 000 milles. Il a connu les humeurs de l'Atlantique Nord et l'âpreté des mers australes au cours d'un premier tour du monde par les trois caps, d'un second, en solitaire et sans escale, et durant ses longs séjours aux Malouines, aux Kerguelen et en Géorgie du Sud. Après avoir occupé de nombreux emplois dans le milieu maritime – encadrement de stages

de voile, travail sur des navires-usines ou dans des chantiers navals –, Christophe Houdaille a créé sa propre voilerie à Schull, sur la côte sud de l'Irlande, où il s'est établi. Il est l'auteur de nombreux ouvrages : *Îles des Quarantièmes, Visions de navigateurs au long cours* (avec Patrick Fradin, Transboréal, 1997), *Au vent des Kerguelen, un séjour solitaire dans les îles de la Désolation* (Transboréal, 2000, réédition en 2010).

### ÉCLATS DE PHARES

Bernard Rubinstein  
Photos Jean-Marie Liot  
GLÉNAT, NOVEMBRE 2011  
192 PAGES, 35 EUROS

Depuis deux décennies, Bernard Rubinstein a rassemblé tout ce que les phares ont généré comme objets, publication et productions. L'éventail est très large et souvent insolite. On y trouve aussi bien des pendules, des lampes et des plaquettes de promotion,

que des chansons populaires et des mascottes de voiture. Cette passion pour les sentinelles de la mer s'explique par son premier reportage, en 1976, sur les feux de la mer d'Iroise. Cette quête du phare dans tous ses états, sous toutes ses formes, touchant à tous les domaines est devenue prétexte à écrire une histoire originale du phare, déclinée en quarante chapitres. Tous les domaines sont abordés : le théâtre, le cinéma, la littérature, la bande dessinée, les guides, les affiches touristiques, les parfums, les jouets, les souvenirs et les témoins de la construction des phares, les seaux à huiles, les feux à pétrole, ou encore les ampoules venues de France ou de l'étranger. Cet ouvrage n'est pas un livre sur les phares mais un recueil où sont contées plusieurs histoires pour cerner l'homme et sa collection,



fruit d'une recherche précise et méticuleuse depuis vingt ans. Allumé le collectionneur ? Préfacé par Denis-Michel Boell, conservateur général du patrimoine, directeur adjoint du Musée national de la Marine, *Éclats de phares* met en lumière un pan original de l'histoire de nos sentinelles de la mer. La collection cosmopolite de Bernard Rubinstein sera mise à l'honneur au sein de l'exposition "Phares", présentée au Musée national de la Marine du 7 mars au 4 novembre 2012.

### SANS ESCALE

Christophe Houdaille  
TRANSBORÉAL, AVRIL 2011  
275 PAGES, 19,90 EUROS

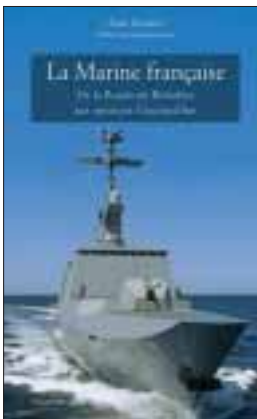
Affronter la mer, et l'affronter seul : c'est le défi que Christophe Houdaille (encore lui ! voir *Le chant des voiles*) a relevé lors d'une circumnavigation de 28 000 milles par les furieuses latitudes australes. Après avoir appareillé des Malouines sur *Saturnin*, son fidèle cotre de onze mètres, le navigateur connaît les houles du Grand Sud, les bords tirés pour doubler les trois grands caps – Bonne Espérance, Leeuwin et Horn –, mais aussi le renoncement aux îles laissées dans son sillage. Pendant huit mois, il fait



l'expérience des veilles et du point aux étoiles, de la beauté du ciel et des aubes océaniques, du pont balayé par les embruns et de la cabine chahutée par les vagues. Il éprouve la solitude, mais goûte aussi la compagnie des oiseaux et des dauphins, la joie de se sentir libre et de mener à bien la plus formidable des aventures : une circumnavigation sans escale,

pour mieux communier avec le monde. Christophe Houdaille s'est forgé, il faut le redire, une expérience de navigateur et d'aventurier exceptionnelle. Il a bouclé deux tours du monde par les trois caps, relié les îles Subantarctiques, vécu un an en Géorgie du Sud et autant aux Kerguelen. À lire absolument en forme de salut à la passion et au courage.





**LA MARINE FRANÇAISE, DE LA ROYALE DE RICHELIEU AUX MISSIONS D'AUJOURD'HUI**

Alain Boulaire  
Préface de l'amiral Forissier  
ÉDITIONS PALANTINES, OCT. 2011  
384 PAGES, 25 EUROS

La maîtrise de la navigation de haute mer est l'élément qui a permis aux Occidentaux, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, de dominer le monde. Les grands empires du XX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis et l'URSS, se sont appuyés sur des flottes formidables et la recherche incessante, par les Soviétiques, de ports situés en zone ouverte témoigne de l'importance majeure de cet aspect de la puissance militaire. La croissance, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, des flottes militaires asiatiques et d'une manière générale, des pays émergents montre que la maîtrise des mers reste un enjeu fondamental de la géopolitique du troisième millénaire : 80 % du commerce mondial emprunte la voie maritime et tout indique que cette tendance lourde persistera. Alain Boulaire raconte une histoire que la Marine française écrit depuis des siècles. Richelieu, déjà, n'engageait-il pas Louis XIII à se doter

d'une flotte quelle qu'en soit la dépense car « pour grande qu'elle soit, écrivait-il, elle doit être estimée petite en comparaison des avantages que nous en recevons ». Dans cet ouvrage de référence, Alain Boulaire nous montre notamment que la Marine de guerre française – qui est intervenue avec toutes ses composantes et le succès que l'on sait dans l'opération militaire en Libye – est aujourd'hui plus mobilisée par la lutte contre les pollutions marines, contre les trafics ou la piraterie, pour la sauvegarde de l'environnement, la sécurité des personnes et des biens à la mer, l'aide aux populations menacées par les catastrophes naturelles ou les situations de crise humanitaire, que par les missions

purement militaires. Alain Boulaire, agrégé et docteur d'État en histoire, capitaine de frégate honoraire, auditeur de l'Institut des hautes études de la Défense nationale, donne des cours et des conférences d'histoire maritime. Il livre là une somme à la fois érudite et accessible à tous, préfacée par l'amiral Pierre-François Forissier qui a quitté, en septembre 2011, ses fonctions de chef d'état-major de la Marine.

**SENTINELLE DES MERS**

Philippe Metzger, Emmanuel Desclèves, Benoît Lugan  
Photos Alain Zimeray  
MARINES ÉDITIONS,  
NOVEMBRE 2011  
300 PAGES, 60 EUROS

Aujourd'hui plus que jamais, la Marine nationale évolue et vit une mutation autant technologique que

culturelle. Les nouveaux bâtiments comme la frégate multi-missions *Aquitaine*, l'OPV *l'Adroit* ou les sous-marins de type Barracuda, préfigurent la flotte de demain et structurent, par leur format d'équipages et le niveau de compétences requis, la dimension



humaine de la Marine des prochaines décennies. *Sentinelle des mers* est un ouvrage dont l'ambition est simple : donner une photographie instantanée de la Marine nationale de 2011 à un public large, comme point de départ

**HISTOIRE IGNORÉE DE LA MARINE FRANÇAISE**

Étienne Taillemite  
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE PERRIN  
AVRIL 2010 - 638 PAGES, 11 EUROS

Étienne Taillemite nous a quittés cette année. Il était une sommité dans ce domaine qu'il avait fait sien pour mieux nous le faire connaître : l'histoire de la marine française et plus largement de la relation ambiguë de la France et des Français avec la mer. La revue *Marine & Océans*, à laquelle il avait accepté de livrer quelques articles de très haute tenue, salue ici sa mémoire. Quoi de mieux pour cela que de laisser parler un de ses très nombreux lecteurs pour présenter un ouvrage phare que tout marin digne de ce nom devrait avoir dans sa bibliothèque. M.Éric



Guilbert : « Étienne Taillemite, spécialiste reconnu de la discipline, retrace magistralement l'histoire de la marine française. On comprend que ce n'est que lorsque la France s'est décidée à quitter sa vocation "terrienne" pour enfin se tourner vers la mer que notre pays a mis son empreinte sur le monde. Malheureusement, il n'en fut pas toujours le cas et l'on parle actuellement l'anglais ou l'espagnol au lieu du français dans bien des régions du monde, faute d'avoir voulu ou pu, à l'époque, se doter d'une force navale digne de ce nom. Heureusement, rattrapant le train de l'histoire, la Marine française redevient aujourd'hui une référence (voyons l'exemple du BPC *Mistral*) rappelant au passage – pour paraphraser Hervé Coutau-Bégarie – qu'elle est aussi pour notre pays "le meilleur des ambassadeurs". »

de cette évolution. Plaçant les marins, hommes et femmes, au centre de ce regard, en mer comme à terre, montrant les forces dans leur rôle d'acteur incontournable de notre politique de Défense, en particulier lors de leurs engagements dans les missions programmées ou non, soulignant le poids de la Marine dans la réalisation de notre politique maritime, les auteurs posent leurs yeux avertis sur une institution qu'ils connaissent et observent depuis de nombreuses années, de l'intérieur comme de l'extérieur. Philippe Metzger, Emmanuel Desclèves et Benoît Lugan pour la rédaction, Alain Zimeray pour la photographie, assistés de contributeurs extérieurs dont le SIRPA Marine, mettent leur passion et leur complicité au service de près de 300 pages, préfacées par Didier Decoin. Ce livre mosaïque, kaléidoscope de la mer, où chaque page se suffit à elle-même sans être indépendante des autres, où le propos alterne réflexion, témoignage, clin d'œil et description, met de l'eau salée sur les mains du lecteur et l'invite à le feuilleter, le lire ou le savourer sans modération. Le « gris coque » devient couleur et le bleu marine se décline dans les embruns arc-en-ciel qui se diffusent au fil des feuillets. Immense photo au cadrage panoramique, ce grand livre apporte un autre regard sur une institution dont les traditions restent présentes dans sa transformation. Les marins en sont les piliers, porteurs d'histoires, de tempérament, et des valeurs de la Marine nationale au XXI<sup>e</sup> siècle.

## L'OUTRE-MER ET LA MER

Michel Perchoc et André Lambert

MARINES ÉDITIONS, SEPTEMBRE 2011 - 92 PAGES, 35 EUROS

De la Guyane à l'île de la Réunion en passant par Saint-Pierre et les Kerguelen, partez à la découverte des régions et des archipels de la France ultramarine ! Qu'elle soit boréale, tropicale ou australe, cette France méconnue révèle, sous la plume de Michel Perchoc, son histoire, ses activités maritimes, ses atouts et ses faiblesses. L'aquarelliste André Lambert accompagne son récit avec justesse en brochant de manière unique des hommes et des paysages eux-mêmes uniques. Ce livre exprime, par sa diversité et sa richesse, la devise de cette année 2011 qualifiée d'Année de l'outre-mer avec pour antienne : « L'outre-mer, une chance pour la France et pour l'Europe. » Capitaine de vaisseau, Michel Perchoc a quitté la Marine nationale en 2004 pour DNCS où il s'occupe aujourd'hui de relations internationales. Il a publié chez Marines Éditions – toujours avec la complicité d'André Lambert – *l'École Navale*, *Marine et Marins*, *Stratégie navale*, *Renaissance navale*, *En Avant Toute*. André Lambert est également capitaine de vaisseau, promotion 1952 de l'École navale. Il a consacré sa carrière aux armes sous-marines. Aujourd'hui retraité, il donne libre cours à sa seconde passion pour le dessin et la peinture en illustrant de nombreux livres.



## Ronan OLIER

Peintre Officiel de la Marine



17 novembre - 28 décembre 2011

*Carnet de voyage au Sénégal*

*Descente du fleuve Sénégal à bord de Bous et Malyol, Sain-Germain du Sénégal, Diourbel, Richard Toll, Dagana, Fatick...*

**GALERIE 26**

26, place des Vosges  
75003 - PARIS  
Tél : 01 40 27 00 90  
[www.galerie26.com](http://www.galerie26.com)



## L'aquaculture

Nos réserves mondiales de poissons et de coquillages s'épuisent et pourtant nous mangeons toujours plus de produits de la mer. Le but avoué de cette page est de mettre en évidence l'aquaculture dont peu de médias parlent et qui envahit pourtant nos assiettes un peu plus chaque jour sans que nous en soyons informés, avec tous les aléas d'une production finalement peu contrôlée.

### @ PÊCHES ET OCÉAN CANADA

[www.dfo-mpo.gc.ca/aquaculture/aquaculture-fra.htm](http://www.dfo-mpo.gc.ca/aquaculture/aquaculture-fra.htm)

**Présentation** : site officiel du ministère des Pêches et des Océans.

**Langues** : anglais et français.

**Date de visite** : 9 octobre 2011.

**Dernière mise à jour** : 3 octobre 2011.

**Observations** : dossier complet sur les différentes facettes de l'aquaculture canadienne qui a produit 200 000 tonnes de poissons et de fruits de mer en 2009. 93 % des poissons élevés sont des saumons.

### L'AQUACULTURE EN FRANCE

<http://agriculture.gouv.fr/aquaculture>

**Présentation** : site du ministère de l'Agriculture.

**Date de visite** : 9 octobre 2011.

**Observations** : présentation des différents types d'aquaculture pratiqués en France avec d'intéressantes statistiques sur ces productions.

### NASCO

[www.nasco.int/](http://www.nasco.int/)

**Présentation** : site du North Atlantic Salmon Conservation Organization.

**Langue** : anglais.

**Date de visite** : 11 octobre 2011.

**Dernière mise à jour** : 11 octobre 2011.

**Observations** : ce site est en cours de développement. À noter une étude complète sur l'aquaculture du saumon et l'impact des techniques transgéniques.

### FAO

[www.fao.org/fishery/aquaculture/fr](http://www.fao.org/fishery/aquaculture/fr)

**Présentation** : site de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

**Langues** : français et anglais.

**Date de visite** : 11 octobre 2011.

**Observations** : une solide base de données sur l'aquaculture dans le monde.

### PROVENCE AQUACULTURE

[www.provaqua.com/](http://www.provaqua.com/)

**Présentation** : cette société produit les premiers poissons certifiés "bio" de Méditerranée.

**Date de visite** : 9 octobre 2011.

**Observations** : ferme spécialisée dans l'élevage des bars et des daurades royales. Elle tient à la disposition du client la fiche de « traçabilité » de chaque poisson acheté.

### FRANCEAGRI-MER

[www.ofimer.fr](http://www.ofimer.fr)

**Présentation** : organisme national gérant les filières de l'agriculture et de la mer, et notamment de la pêche et de l'aquaculture.

**Date de visite** : 9 octobre 2011.

**Observations** : données intéressantes sur la pisciculture (50 000 tonnes produites, à comparer aux 200 000 tonnes canadiennes).

### REGARD SUR LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE

<http://aquaculture-aquablog.blogspot.com/>

**Présentation** : blog de la filière pêche et aquaculture française.

**Date de visite** : 11 octobre 2011.

**Dernière mise à jour** : 10 octobre 2011.

**Observations** : un blog passionnant et polémique sur des sujets qui font le buzz, comme celui du 17 septembre sur « les moules, championnes des émissions de CO2 » ou celui du 11 octobre : « Ne mangez pas ces crevettes bio ! »

### ADRAPA

<http://www.adapra.org/>

**Présentation** : site de l'Association pour le développement de l'aquaculture et de la pêche en Rhône-Alpes. Découverte de la pisciculture et des productions des filières aquacoles et piscicoles.

**Date de visite** : 9 octobre 2011.

**Observations** : ce site offre, entre autres, un carnet d'adresses utiles pour vous installer dans ce métier.

### VIANDE.INFO

[www.viande.info/aquaculture](http://www.viande.info/aquaculture)

**Présentation** : organe de l'association L214 avec la mise en exergue de la thématique principale du site : « L'impact de la viande sur les humains, les animaux et l'environnement. »

**Date de visite** : 11 octobre 2011.

**Observations** : le site propose notamment une réflexion sur les trois thèmes suivants : les problèmes environnementaux et sanitaires générés par l'aquaculture ; le facteur aggravant de la surpêche ; pisciculture : un océan de souffrance animale.

### VIVIERS DE FRANCE

[www.viviersdefrance.com/html/](http://www.viviersdefrance.com/html/)

**Présentation** : site de Viviers de France racheté en 2008 par le norvégien Aker.

**Date de visite** : 11 octobre 2011.

**Observations** : trois fermes marines de ce groupe sont implantées en France. Le site présente les produits qu'elles proposent dont elles garantissent la traçabilité, mais nous préférierions qu'il nous parle des conditions de production.

### FEAP

[www.feap.info](http://www.feap.info)

**Présentation** : site de la Fédération de Aquaculteurs européens.

**Date de visite** : 11 octobre 2011.

**Observations** : on y trouve, entre autres, une liste détaillée des nombreux projets de recherche en cours sur le sujet et un guide particulièrement complet sur la pratique de l'aquaculture en Méditerranée.

**Clouet.alain@free.fr**

# économie de la mer

Les 7<sup>e</sup> Assises de l'économie maritime et du littoral

Dunkerque  
29/30  
novembre  
2011

Un événement  
**le marin**  
*Journal de la Mer*  
**Les Echos**  
*Économie*

En collaboration avec



Informations et inscriptions sur  
[www.economiedelamer.com](http://www.economiedelamer.com)

En partenariat avec





# Contribution essentielle

Et si découvrir et produire du gaz devenait indispensable pour satisfaire la demande mondiale en énergie ?



La demande mondiale de gaz naturel croît plus fortement que celle de toute autre énergie fossile. Précurseur dans la chaîne des métiers du GNL (gaz naturel liquéfié), Total poursuit son développement gazier à travers le monde en mettant en œuvre de nouveaux projets en Australie, en Norvège, au Qatar, au Yémen ou au Nigeria. Parce qu'assurer les besoins énergétiques de la planète est une priorité. [www.total.com](http://www.total.com)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



Notre énergie est votre énergie

**TOTAL**